

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2006 — 2032

[C — 2006/29068]

10 MARS 2006. — Décret relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — *Statut applicable aux maîtres de religion
et professeurs de religion subsidiés de l'enseignement officiel subventionné*

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent titre s'applique :

- 1° Aux maîtres de religion et aux professeurs de religion subsidiés des établissements d'enseignement officiel subventionné qui exercent leur fonction dans l'enseignement de plein exercice, primaire, spécialisé, secondaire, artistique, à l'exclusion des membres de ces personnels qui ne bénéficient pas d'une subvention-traitement à charge de la Communauté française, sauf pour ce qui est mentionné aux articles 24, § 2 et 31, § 2;
- 2° Aux pouvoirs organisateurs de ces établissements d'enseignement.

Pour l'application du présent décret :

- 1° Par "emploi vacant", il y a lieu d'entendre l'emploi créé par le pouvoir organisateur, qui n'est pas attribué à un maître de religion ou professeur de religion nommé à titre définitif au sens du présent décret, qui est admissible au régime des subventions de la Communauté française et pour lequel une subvention-traitement a été accordée;
- 2° Les notions de "fonction principale" et de "fonction accessoire" sont définies par référence à l'arrêté royal du 15 avril 1958 fixant le statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilés du Ministère de l'Instruction publique;
- 3° Par « titres requis », il y a lieu d'entendre les titres requis repris en annexe de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française;
- 4° Par « chef du culte », il y a lieu d'entendre l'autorité compétente du culte concerné ou son délégué;
- 5° Par « commissions paritaires », les commissions paritaires visées à l'article 85 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié des établissements d'enseignement officiel subventionné;
- 6° Les délais se calculent comme suit :
 - a) Le jour de l'acte qui en constitue le point de départ n'est pas compris;
 - b) Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, en ce compris les jours fériés de ou dans la Communauté française, le jour de l'échéance est reporté au plus prochain jour ouvrable;
- 7° Par « organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs », il y a lieu d'entendre ceux parmi les organes visés à l'article 5bis, § 1^{er}, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement auxquels adhèrent des pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel subventionné;
- 8° Par "religion", il faut entendre l'un des cultes visés à l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement;
- 9° Par « fonctions de maître de religion ou de professeur de religion », il y a lieu d'entendre les fonctions de maître de religion ou de professeur de religion visées à l'article 6, B, a), 2., Bbis, a), 3., C, a), 3., et D, a), 3., de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

Art. 2. L'emploi dans le présent décret des noms masculins pour les différents titres et fonctions est épicène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier.

Art. 3. Sans préjudice de l'article 21, les maîtres de religion et professeurs de religion sont désignés à titre temporaire sur proposition du chef du culte et nommés à titre définitif par le pouvoir organisateur et affectés par lui à un établissement d'enseignement.

Art. 4. Toute disposition figurant dans un acte de désignation ou dans un règlement de travail, contraire aux dispositions légales impératives au présent décret ou aux règles complémentaires fixées par les commissions paritaires compétentes et rendues obligatoires, est inopposable.

CHAPITRE II. — *Des devoirs et incompatibilités**Section I^{re}. — Des devoirs*

Art. 5. Les maîtres de religion et professeurs de religion doivent, en toutes circonstances, avoir le souci constant des intérêts de l'établissement d'enseignement et de l'enseignement officiel.

Art. 6. Les maîtres de religion et professeurs de religion accomplissent personnellement et consciencieusement les obligations qui leur sont imposées par les lois, décrets, arrêtés et règlements, par les règles complémentaires des commissions paritaires et par l'acte de désignation.

Ils respectent les obligations, fixées par écrit dans l'acte de désignation, qui découlent du caractère spécifique du projet éducatif du pouvoir organisateur auprès duquel ils exercent leurs fonctions.

Ils exécutent ponctuellement les ordres de service et accomplissent leur tâche avec zèle et exactitude.

Art. 7. Les maîtres de religion et professeurs de religion sont tenus à la correction la plus stricte tant dans leurs rapports de service que dans leurs rapports avec les parents des élèves et le public, le personnel des écoles et les élèves.

Ils doivent s'entraider dans la mesure où l'exige l'intérêt de l'établissement.

Ils doivent éviter tout ce qui pourrait compromettre l'honneur ou la dignité de leur fonction.

Ils s'abstiennent de tout acte de harcèlement.

Art. 8. Les maîtres de religion et professeurs de religion ne peuvent exposer les élèves à des actes de propagande politique, religieuse ou philosophique, ou de publicité commerciale.

Art. 9. Les maîtres de religion et professeurs de religion fournissent, dans les limites fixées par la réglementation, par les règles complémentaires de la commission paritaire compétente et par leur acte de désignation, les prestations nécessaires à la bonne marche des établissements où ils exercent leurs fonctions.

Ils ne peuvent suspendre l'exercice de leurs fonctions sans autorisation préalable du pouvoir organisateur ou de son représentant.

Art. 10. Les maîtres de religion et professeurs de religion ne peuvent révéler les faits dont ils auraient eu connaissance en raison de leurs fonctions et qui auraient un caractère secret.

Art. 11. Les maîtres de religion et professeurs de religion ne peuvent solliciter, exiger ou accepter, directement ou par personne interposée, même en dehors de leurs fonctions, mais en raison de celles-ci, des dons, cadeaux, gratifications ou avantages quelconques.

Art. 12. Les maîtres de religion et professeurs de religion ne peuvent se livrer à aucune activité qui est en opposition avec la Constitution et les lois du peuple belge, qui poursuit la destruction de l'indépendance du pays ou qui met en danger la défense nationale ou l'exécution des engagements de la Belgique en vue d'assurer sa sécurité. Ils ne peuvent adhérer, ni prêter leur concours à un mouvement, groupement, organisation ou association ayant une activité de même nature.

Section II. — Des incompatibilités

Art. 13. Est incompatible avec la qualité de maître de religion ou professeur de religion d'un établissement de l'enseignement officiel subventionné, toute occupation qui serait de nature à nuire à l'accomplissement des devoirs de sa fonction ou qui serait contraire à la dignité de sa fonction.

Est également incompatible avec la qualité de maître de religion ou professeur de religion d'un établissement de l'enseignement officiel subventionné, toute occupation qui serait de nature à nuire à l'accomplissement des devoirs qui découlent du caractère spécifique du projet éducatif du pouvoir organisateur dont il relève.

Les incompatibilités visées à l'alinéa 2 sont indiquées dans tout acte de désignation ou de nomination.

Art. 14. Le pouvoir organisateur constate les incompatibilités visées à l'article 13. Il en informe par lettre recommandée le membre du personnel concerné dans un délai de vingt jours à partir du jour où il constate l'incompatibilité.

Le pouvoir organisateur qui constate une incompatibilité en informe également le chef du culte.

Art. 15. En cas de contestation sur l'existence d'une incompatibilité mentionnée à l'article 13, le pouvoir organisateur ou le membre du personnel peut demander l'avis de la commission paritaire locale dans les huit jours de la notification visée à l'article 14, alinéa 1^{er}.

La commission paritaire rend son avis dans les vingt jours.

A partir de la réception de l'avis de la commission paritaire locale, le pouvoir organisateur et le membre du personnel disposent d'un délai de huit jours pour introduire un recours devant la Chambre de recours visée à l'article 49 qui se prononce par voie d'avis dans un délai de quarante-cinq jours.

Lorsque qu'aucune demande d'avis n'a été introduite auprès de la commission paritaire locale dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, le membre du personnel peut introduire, dans un délai de vingt-huit jours à partir de la notification visée à l'article 14, alinéa 1^{er}, un recours devant la Chambre de recours visée à l'article 49 qui se prononce par voie d'avis dans un délai de quarante-cinq jours.

Le membre du personnel qui fait usage de son droit de recours en notifie immédiatement une copie à son pouvoir organisateur et au chef du culte.

Dans tous les cas, la décision finale du pouvoir organisateur se conforme à l'avis rendu par la Chambre de recours. La décision finale est prise par le pouvoir organisateur dans le mois qui suit la réception de l'avis. Une copie de celle-ci est adressée au chef du culte.

CHAPITRE III. — *Du recrutement**Section I^{re}. — Dispositions générales*

Art. 16. Les fonctions de maître de religion et de professeur de religion peuvent être exercées par les membres du personnel désignés à titre temporaire ou nommés à titre définitif.

Art. 17. Lors de sa première désignation, le maître de religion ou professeur de religion prête serment entre les mains du pouvoir organisateur ou de son délégué.

Le serment visé à l'alinéa 1^{er} s'énonce dans les termes fixés par l'article 2 du décret du 20 juillet 1831. Acte en est donné au membre du personnel.

Art. 18. § 1^{er}. Pour le calcul de l'ancienneté de service visée au présent chapitre, sont pris en considération tous les services accomplis et subventionnés par la Communauté française à la fin de l'année scolaire en cours et rendus à titre temporaire ou définitif dans les établissements d'enseignement organisé par le pouvoir organisateur, dans les fonctions de maître de religion ou de professeur de religion, en fonction principale et pour autant que le membre du personnel porte le titre requis pour cette fonction.

Le nombre de jours acquis en qualité de temporaire dans une fonction à prestations complètes est formé de tous les jours comptés du début à la fin de la période d'activité continue, y compris, s'ils sont englobés dans cette période, les congés de détente, les vacances d'hiver et de printemps, les congés de maternité, les congés d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officielle et les congés exceptionnels prévus respectivement aux articles 5 et 5bis de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

Les jours acquis en qualité de définitif dans une fonction à prestations complètes se comptent du début à la fin d'une période ininterrompue d'activité de service, congés de détente, vacances d'hiver et de printemps, congés de maternité, congés d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officielle et congés exceptionnels prévus respectivement aux articles 5 et 5bis de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 précité compris, comme indiqué à l'alinéa précédent.

Les services accomplis dans une fonction à prestations incomplètes comportant au moins la moitié du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes sont pris en considération au même titre que les services accomplis dans une fonction à prestations complètes.

Le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations incomplètes qui ne comporte pas la moitié du nombre requis pour la fonction à prestations complètes, est réduit de moitié.

Le nombre de jours acquis dans deux ou plusieurs fonctions à prestations complètes ou incomplètes, exercées simultanément, ne peut jamais dépasser le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations complètes exercée pendant la même période.

La durée des services que compte le membre du personnel ne peut jamais dépasser 300 jours par année scolaire, 300 jours constituant une année d'ancienneté.

§ 2. Pour le calcul de l'ancienneté de fonction visée au présent chapitre, sont pris en considération tous les services subventionnés par la Communauté française et rendus à titre temporaire ou définitif dans les établissements d'enseignement organisé par le pouvoir organisateur, dans une fonction de maître de religion ou de professeur de religion considérée, en fonction principale et pour autant que le membre du personnel porte le titre requis pour cette fonction.

Pour le calcul de l'ancienneté visée au présent paragraphe, les dispositions des alinéas 2 à 5 et 7 du paragraphe 1^{er} sont applicables.

Section II. — De la désignation à titre temporaire et des temporaires

Art. 19. Pour l'application de la présente section, il y a lieu d'entendre par « pouvoir organisateur » :

- 1° Dans l'enseignement organisé par les villes et les communes, le collège des bourgmestre et échevins;
- 2° Dans l'enseignement organisé par les provinces, la députation permanente du Conseil provincial;
- 3° Dans les établissements organisés par la Commission communautaire française, le Collège de cette institution;
- 4° Dans les établissements d'enseignement relevant des associations intercommunales, le conseil d'administration de ces institutions.

Toute désignation effectuée par le collège des bourgmestre et échevins est soumise à la ratification du conseil communal dans un délai de trois mois.

Art. 20. § 1^{er}. Nul ne peut être désigné à titre temporaire par un pouvoir organisateur s'il ne remplit, au moment de la désignation, les conditions suivantes :

- 1° Etre Belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;
- 2° Etre de conduite irréprochable;
- 3° Jouir des droits civils et politiques;
- 4° Etre porteur du titre requis en rapport avec la fonction à conférer;
- 5° Satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;
- 6° Satisfaire aux lois sur la milice;
- 7° Ne pas faire l'objet d'une suspension par mesure disciplinaire, d'une suspension disciplinaire, d'une mise en disponibilité par mesure disciplinaire ou d'une mise en non activité disciplinaire infligée par le pouvoir organisateur dont il relève ou par un autre pouvoir organisateur.

§ 2. En cas de pénurie et par dérogation au § 1^{er}, 4^o, le pouvoir organisateur peut, sur proposition du chef du culte, désigner à titre temporaire une personne qui n'est pas titulaire du titre requis.

§ 3. Le pouvoir organisateur ne peut procéder à la désignation d'un maître de religion ou professeur de religion temporaire qu'après avoir respecté les dispositions visées au chapitre IX.

Art. 21. Les maîtres de religion et professeurs de religion sont désignés à titre temporaire par le pouvoir organisateur. Sauf s'ils sont prioritaires au sens de l'article 23, § 1^{er} et § 3, les maîtres de religion et professeurs de religion sont désignés à titre temporaire sur proposition du chef du culte.

Une copie de l'acte de désignation à titre temporaire est adressée au chef du culte.

Art. 22. Chaque désignation fait l'objet d'un écrit et mentionne au moins :

- 1° L'identité du pouvoir organisateur;
- 2° L'identité du membre du personnel;
- 3° La fonction à exercer ainsi que les caractéristiques et le volume de la charge;
- 4° L'établissement ou les établissements dans le(s)quel(s) il est affecté;
- 5° Si l'emploi est vacant ou non et, dans ce dernier cas, le nom du titulaire de l'emploi et, le cas échéant, celui de son remplaçant temporaire;
- 6° Le cas échéant, les obligations complémentaires visées à l'article 6 et les incompatibilités visées à l'article 13;
- 7° La date d'entrée en service;
- 8° La date à laquelle la désignation prend fin. Cette date correspond, au plus tard, à la fin de l'année scolaire en cours.

Au moment de la désignation, le pouvoir organisateur délivre au maître de religion ou professeur de religion temporaire un acte écrit reprenant les mentions prévues à l'alinéa 1^{er}. En l'absence d'écrit, le membre du personnel temporaire est réputé être désigné dans la fonction, la charge et l'emploi qu'il occupe effectivement.

A l'issue de toute période d'activité, le pouvoir organisateur remet au membre du personnel temporaire une attestation mentionnant les services accomplis par fonction exercée, avec les dates de début et de fin, ainsi que la nature de la fonction et le taux d'occupation de l'emploi. Il délivre également au membre du personnel tous les documents sociaux.

Art. 23. § 1^{er}. Pour toute désignation en qualité de maître de religion ou de professeur de religion temporaire, dans une fonction pour laquelle il possède le titre requis, est prioritaire dans un pouvoir organisateur et entre dans le classement au sein de ce pouvoir organisateur, le membre du personnel qui peut faire valoir 360 jours de service effectivement accomplis dans une des fonctions de maître de religion ou de professeur de religion, en fonction principale auprès de ce pouvoir organisateur et répartis sur deux années scolaires au moins et acquis au cours des cinq dernières années scolaires.

Les désignations sont effectuées dans le respect du classement. Celui-ci est établi sur la base du nombre de jours d'ancienneté de service calculée conformément à l'article 18, § 1^{er}.

En cas d'égalité d'ancienneté de service, la priorité est accordée au membre du personnel qui compte l'ancienneté de fonction la plus élevée calculée conformément à l'article 18, § 2.

En cas d'égalité d'ancienneté de fonction, la priorité est accordée au membre du personnel le plus âgé.

En cas d'égalité d'âge, la priorité est accordée au membre du personnel dont l'année de délivrance du titre requis pour la fonction postulée est la plus ancienne.

§ 2. Après épuisement de la liste des candidats prioritaires visés au § 1^{er}, l'autorité du culte propose, par priorité, la désignation à titre temporaire en qualité de maître de religion ou de professeur de religion temporaire dans une fonction pour laquelle il possède le titre requis, du membre du personnel qui peut faire valoir 360 jours de service effectivement accomplis dans une des fonctions de maître de religion ou de professeur de religion, en fonction principale dans l'enseignement officiel subventionné, répartis sur deux années scolaires au moins et acquis au cours des cinq dernières années scolaires :

- 1° Dans l'enseignement primaire, ordinaire et spécialisé, au sein des pouvoirs organisateurs de chacune des zones telles que définies à l'article 1^{er}, 8° du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental;
- 2° Dans les enseignements secondaire et artistique, au sein des pouvoirs organisateurs de chacune des zones telles que définies à l'article 8 du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

Les désignations sont effectuées dans le respect du classement. Celui-ci est établi par l'autorité du culte en tenant compte du nombre de jours d'ancienneté de service calculée conformément à l'article 18, § 1^{er}.

En cas d'égalité d'ancienneté de service, la priorité est accordée au membre du personnel qui compte l'ancienneté de fonction la plus élevée calculée conformément à l'article 18, § 2.

En cas d'égalité d'ancienneté de fonction, la priorité est accordée au membre du personnel le plus âgé.

En cas d'égalité d'âge, la priorité est accordée au membre du personnel dont l'année de délivrance du titre requis pour la fonction postulée est la plus ancienne.

§ 3. Après épuisement de la liste des candidats prioritaires visés aux § 1^{er} et § 2, et suivant des modalités fixées par la commission paritaire locale, le pouvoir organisateur est tenu d'offrir aux maîtres de religion ou professeurs de religion engagés dans un emploi non subventionné de la même fonction, tout emploi subventionné de la même fonction, pour autant qu'ils soient porteurs du titre requis et qu'ils aient acquis dans l'exercice d'un emploi non subventionné une ancienneté comparable aux prioritaires visés au § 1^{er}.

§ 4. Après épuisement des éventuelles procédures de recours, les services auxquels il est mis fin par un licenciement ne sont pas pris en considération pour le calcul des 360 jours de service visés aux § 1^{er} et § 2, auprès du pouvoir organisateur qui a mis fin aux fonctions, sauf si celui-ci redésigne le maître de religion ou professeur de religion licencié.

§ 5. La priorité visée à l'alinéa 1^{er} des § 1^{er}, 2 et 3, est valable pour tous les emplois qui sont vacants ainsi que pour des emplois qui ne sont pas vacants et dont le titulaire ou le membre du personnel qui le remplace temporairement, doit être remplacé pour une période ininterrompue d'au moins quinze semaines.

§ 6. Les candidats visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er} et au § 3, alinéa 1^{er}, qui souhaitent faire usage de leur droit de priorité, doivent, à peine de forclusion pour l'année scolaire concernée, introduire leur candidature par lettre recommandée, avant le 31 mai, auprès du pouvoir organisateur auprès duquel ils ont acquis une priorité. Cette lettre mentionne la fonction à laquelle se rapporte la candidature.

Chaque candidat est informé de son numéro d'ordre au classement.

§ 7. Les candidats visés au § 2, alinéa 1^{er}, qui souhaitent faire usage de leur droit de priorité doivent, à peine de forclusion pour l'année scolaire concernée, introduire leur candidature par lettre recommandée, avant le 31 mai, auprès de l'autorité du culte. Cette candidature mentionne la fonction à laquelle se rapporte la candidature ainsi que la(les) zone(s) pour la(les)quelle(s) le candidat souhaite faire valoir sa priorité. Elle est accompagnée des copies des attestations visées à l'article 22, alinéa 3.

Chaque candidat est informé de son numéro d'ordre au classement.

§ 8. L'acte par lequel le candidat fait valoir sa priorité est valable pour l'année scolaire suivante. Le candidat qui n'accepte pas l'emploi qui lui est offert conformément aux règles de priorité perd sa priorité pour un emploi de la même fonction pendant l'année scolaire en cours, au sein du pouvoir organisateur pour la priorité visée au § 1^{er} et au sein de la zone pour la priorité visée au § 2, sauf s'il peut faire valoir des motifs admis par la commission paritaire locale.

§ 9. L'ancienneté visée à la présente disposition est calculée au dernier jour de l'année scolaire.

§ 10. En cas de licenciement, un maître de religion ou professeur de religion désigné à titre temporaire perd la priorité acquise auprès du pouvoir organisateur concerné. Il la recouvre néanmoins s'il est désigné à nouveau par ce pouvoir organisateur.

§ 11. Sur simple demande des candidats et contre remboursement des frais d'envoi, l'administration compétente du Ministère de la Communauté française procure la liste des écoles ou établissements officiels subventionnés avec mention du pouvoir organisateur qui les organise, par zone et par niveau et forme d'enseignement.

Dans les mêmes conditions, elle procure également la liste des écoles ou établissements officiels subventionnés situés sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, avec mention du pouvoir organisateur qui les organise.

Art. 24. § 1^{er}. Nul ne peut être désigné à titre temporaire par un pouvoir organisateur en vertu de la priorité visée à l'article 23, s'il ne remplit les conditions suivantes :

- 1° Etre belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;
- 2° Etre de conduite irréprochable;
- 3° Jouir des droits civils et politiques;
- 4° Satisfaire aux lois sur la milice;
- 5° Etre porteur d'un titre requis en rapport avec la fonction à conférer;
- 6° Etre en règle avec les dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;
- 7° Ne pas faire l'objet d'une suspension par mesure disciplinaire, d'une suspension disciplinaire, d'une mise en disponibilité par mesure disciplinaire ou d'une mise en non activité disciplinaire infligée par le pouvoir organisateur dont il relève ou par un autre pouvoir organisateur;
- 8° Ne pas avoir fait l'objet, dans la fonction considérée, pendant les deux dernières années scolaires, d'un rapport défavorable du pouvoir organisateur ou son délégué ou de l'inspection compétente;
- 9° Etre classé comme prioritaire selon les modalités fixées à l'article 23.

Le candidat à une désignation à titre temporaire en vertu de la priorité visée à l'article 23 qui n'a pas fait l'objet, dans la fonction considérée, pendant les deux dernières années scolaires, d'un rapport défavorable du pouvoir organisateur ou son délégué ou de l'inspection compétente est réputé satisfaire à la condition énoncée à l'alinéa 1^{er}, 8°

Le rapport est soumis au visa de l'intéressé. La procédure se poursuit lorsque le membre du personnel refuse de viser le rapport.

Si le membre du personnel estime que le contenu du rapport n'est pas fondé, il en fait mention en le visant et, dans les dix jours ouvrables qui suivent la réception de ce rapport, il a le droit d'introduire un recours devant la Chambre de recours visée à l'article 49. Le membre du personnel qui fait usage de son droit de recours en notifie immédiatement une copie à son pouvoir organisateur et au chef du culte.

La Chambre de recours donne son avis au pouvoir organisateur dans un délai de deux mois à partir de la date de réception du recours.

Le pouvoir organisateur prend sa décision dans un délai d'un mois à partir de la réception de l'avis de la Chambre de recours. Une copie de la décision est adressée au chef du culte.

Lorsqu'il porte sur un rapport défavorable de l'inspection compétente, l'avis de la Chambre de recours lie le pouvoir organisateur.

§ 2. Le paragraphe 1^{er} est également applicable aux maîtres de religion et professeurs de religion en congé de maternité, en incapacité de travail causée par un accident du travail ou en congé de maladie.

Le nombre de jours visé à l'article 19 du décret du 5 juillet 2000 fixant le régime des congés et de disponibilité pour maladie ou infirmité est accordé au membre du personnel à partir de la première prise de fonction qui suit sa désignation et est calculé à compter de cette prise de fonction effective.

Les absences pour maladie d'un membre du personnel désigné conformément à l'alinéa 1^{er} sont imputées au nombre de jours dont il peut bénéficier en application de l'article 20 du même décret.

Art. 25. § 1^{er}. A l'issue d'une période d'activité de service de six mois au moins d'un maître de religion ou professeur de religion temporaire, le pouvoir organisateur ou son délégué établit un rapport motivé sur la manière dont le membre du personnel s'est acquitté de sa tâche. Ce rapport vise uniquement l'action éducative, la tenue et la présentation, la correction du langage et le sens des responsabilités. Il ne concerne pas les aptitudes professionnelle et pédagogique; l'appréciation de celles-ci est de la compétence exclusive des inspecteurs de la religion enseignée.

Le rapport est soumis au visa du membre du personnel temporaire qu'il concerne.

Si le membre du personnel estime que le contenu du rapport n'est pas fondé, il en fait mention en le visant.

§ 2. Le rapport du pouvoir organisateur ou son délégué sur la manière dont un maître de religion ou un professeur de religion temporaire s'est acquitté de sa tâche, ainsi que le rapport de l'inspecteur de religion sur les aptitudes professionnelle et pédagogique de ce membre du personnel, sont établis selon le modèle arrêté par le Gouvernement.

Art. 26. § 1^{er}. Moyennant un préavis de quinze jours, prenant cours le jour de sa notification, un maître de religion ou professeur de religion temporaire non prioritaire peut être licencié par le pouvoir organisateur dont il relève soit d'initiative après consultation du chef du culte soit sur proposition du chef du culte. Ce licenciement est motivé, sous peine de nullité.

Préalablement à la notification de tout licenciement, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par le pouvoir organisateur ou le chef du culte, selon le cas. La convocation à l'audition ainsi que les motifs en raison desquels le pouvoir organisateur ou le chef du culte envisage de licencier le membre du personnel doivent lui être notifiés cinq jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception. Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel de l'enseignement officiel subventionné, en activité de service ou retraités, ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée.

La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel dûment convoqué ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

Toutefois, si le membre du personnel ou son représentant peut faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition, le membre du personnel est convoqué à une nouvelle audition notifiée conformément à l'alinéa 2.

Dans ce cas, et même si ni le membre du personnel ni son représentant ne se sont présentés à l'audition, la procédure se poursuit valablement.

Lorsque le licenciement est proposé par le chef du culte, celui-ci transmet sa proposition au pouvoir organisateur qui met le temporaire en préavis pour autant que les dispositions qui précèdent aient été respectées.

Le membre du personnel temporaire mis en préavis peut, dans les dix jours de la notification du préavis, introduire un recours contre la décision de licenciement auprès de la Chambre de recours visée à l'article 49.

Le membre du personnel qui fait usage de son droit de recours en notifie immédiatement une copie à son pouvoir organisateur et au chef du culte.

La Chambre de recours transmet un avis au pouvoir organisateur dans un délai maximum de quarante-cinq jours à partir de la date de réception du recours.

La décision est prise par le pouvoir organisateur dans les trente jours de la réception de l'avis de la Chambre de recours. Lorsque le licenciement a été notifié sur proposition du chef du culte, l'avis de la Chambre de recours lie le pouvoir organisateur.

Le recours n'est pas suspensif.

Le membre du personnel temporaire est entendu par la Chambre de recours. Il peut se faire assister par un avocat, un défenseur choisi parmi les membres du personnel de l'enseignement subventionné, en activité de service ou retraités, ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée.

§ 2. Si le maître de religion ou professeur de religion temporaire est prioritaire au sens de l'article 23, § 1^{er}, la même procédure que celle prévue au § 1^{er} est appliquée. Dans cette hypothèse, l'avis de la Chambre de recours lie le pouvoir organisateur dans tous les cas.

Art. 27. Le pouvoir organisateur peut licencier tout maître de religion ou professeur de religion temporaire, sans préavis, pour faute grave.

Est considéré comme constituant une faute grave, tout manquement qui rend immédiatement et définitivement impossible toute collaboration professionnelle entre le membre du personnel et le pouvoir organisateur dont il relève.

Dès le moment où il a connaissance d'éléments susceptibles de constituer une faute grave, le pouvoir organisateur convoque, par lettre recommandée à la poste, le membre du personnel à une audition qui doit avoir lieu au plus tôt cinq jours ouvrables et au plus tard dix jours ouvrables après l'envoi de la convocation.

Si après l'audition, le pouvoir organisateur estime qu'il y a suffisamment d'éléments constitutifs d'une faute grave, il peut procéder, dans les trois jours qui suivent l'audition, au licenciement.

Le licenciement est accompagné de la preuve de la réalité des faits reprochés. Il est notifié au membre du personnel, soit par exploit d'huissier, soit par lettre recommandée à la poste, laquelle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel de l'enseignement officiel subventionné, en activité de service ou retraités, ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée.

Art. 28. La décision de licenciement est notifiée par le pouvoir organisateur au membre du personnel.

Cette notification est faite par la remise en main propre d'un document écrit, ou par l'envoi d'une lettre recommandée à la poste, ou encore par exploit d'huissier.

La signature apposée par celui auquel le document écrit a été remis en main propre atteste seulement qu'il accuse réception de ce document.

Si la notification est faite par l'envoi d'une lettre recommandée à la poste, elle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant celui où elle a été expédiée.

L'écrit indique la date du début du préavis, qui ne peut être antérieure à la date de la remise en main propre du document, et la durée de celui-ci.

A défaut de notification, la décision de licencier est considérée comme non avenue.

Une copie de la décision est adressée au chef du culte.

Art. 29. Un maître de religion ou professeur de religion désigné à titre temporaire peut démissionner.

Si cette démission n'est pas acceptée par le pouvoir organisateur, elle est donnée moyennant un préavis de huit jours.

Le temporaire notifie au pouvoir organisateur sa décision de démissionner.

Cette notification est faite par la remise en main propre d'un document écrit, ou par l'envoi d'une lettre recommandée à la poste, ou encore par exploit d'huissier.

La signature apposée par celui auquel le document écrit a été remis en main propre atteste seulement qu'il accuse réception de ce document.

Si la notification est faite par l'envoi d'une lettre recommandée à la poste, elle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant celui où elle a été expédiée.

L'écrit indique la date du début du préavis, qui ne peut être antérieure à la date de la remise en main propre du document, et la durée de celui-ci. S'il s'agit d'une démission acceptée, l'écrit indique la date à partir de laquelle elle produit ses effets.

A défaut de notification, la décision de démissionner est considérée comme non avenue.

Une copie de la décision est adressée au chef du culte.

Section III. — Nomination à titre définitif et des définitifs

Art. 30. Le pouvoir organisateur procède à une nomination à titre définitif dans un emploi vacant d'une fonction de maître de religion ou de professeur de religion sauf :

- 1° S'il est tenu, en vertu des dispositions visées au chapitre IX, d'attribuer cet emploi à un maître de religion ou professeur de religion en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge;
- 2° S'il a déjà attribué l'emploi par voie de mutation ou de changement d'affectation conformément aux dispositions prévues à l'article 35.

Art. 31. § 1^{er}. Nul ne peut être nommé à titre définitif s'il ne remplit les conditions suivantes :

- 1° Etre Belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;
- 2° Etre de conduite irréprochable;
- 3° Jouir des droits civils et politiques;
- 4° Satisfaire aux lois sur la milice;
- 5° Etre porteur d'un titre requis en rapport avec la fonction à conférer;
- 6° Satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;
- 7° Avoir introduit sa candidature dans la forme et le délai fixés par l'appel aux candidats. Les forme et délai sont préalablement fixés par la commission paritaire locale;
- 8° Etre classé comme prioritaire suivant les modalités fixées à l'article 23, § 1^{er};
- 9° Compter 600 jours d'ancienneté de service dont 240 jours dans la fonction considérée, à l'exception des membres du personnel visés à l'article 34, alinéa 2. Les 600 jours d'ancienneté acquis au service du pouvoir organisateur doivent être répartis sur trois années scolaires au moins;
- 10° Ne pas faire l'objet d'une suspension par mesure disciplinaire, d'une suspension disciplinaire, d'une mise en disponibilité par mesure disciplinaire ou d'une mise en non-activité disciplinaire infligée par le pouvoir organisateur dont il relève ou par un autre pouvoir organisateur;
- 11° Faire l'objet, à l'issue de la période mentionnée au 9°, d'un rapport favorable de la part du pouvoir organisateur ou son délégué et de l'inspection compétente.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 9°, le membre du personnel visé à l'article 34, alinéa 3, doit compter une ancienneté de 180 jours dans la fonction considérée.

Les conditions énoncées à l'alinéa 1^{er}, 1° à 6° et 10° doivent être remplies au moment de la nomination définitive.

Le candidat à une nomination définitive est réputé satisfaire à la condition énoncée à l'alinéa 1^{er}, 11°, aussi longtemps qu'un rapport défavorable n'est pas rédigé à son sujet par le pouvoir organisateur ou son délégué ou l'inspection compétente.

Le rapport est soumis au visa de l'intéressé. La procédure se poursuit lorsque le membre du personnel refuse de viser le rapport.

Si le membre du personnel estime que le contenu du rapport n'est pas fondé, il en fait mention en le visant et, dans les dix jours ouvrables qui suivent la réception de ce rapport, il a le droit d'introduire un recours devant la Chambre de recours visée à l'article 49. Le membre du personnel qui fait usage de son droit de recours en notifie immédiatement une copie à son pouvoir organisateur et au chef du culte.

La Chambre de recours donne son avis au pouvoir organisateur dans un délai de deux mois à partir de la date de réception du recours.

Le pouvoir organisateur prend sa décision dans un délai d'un mois à partir de la réception de l'avis de la Chambre de recours. Une copie de la décision est adressée au chef du culte.

Lorsqu'il porte sur un rapport défavorable de l'inspection compétente, l'avis de la Chambre de recours lie le pouvoir organisateur.

Le maître de religion ou professeur de religion nommé à titre définitif dans un emploi doit l'occuper en fonction principale.

§ 2. Le paragraphe 1^{er} est également applicable aux maîtres de religion et professeurs de religion en congé de maternité, en congé de maladie ou en incapacité de travail causée par un accident du travail.

Art. 32. Chaque année, dans le courant du mois de mai, le pouvoir organisateur lance un appel aux candidats à la nomination définitive.

Sont à conférer à titre définitif les emplois vacants au 15 avril qui précède l'appel aux candidats, pourvu que ces emplois demeurent vacants le 1^{er} octobre suivant.

L'avis qui indique le classement des temporaires, la fonction à conférer, le volume des prestations des emplois offerts, les conditions requises dans le chef des candidats ainsi que la forme et le délai dans lesquels les candidatures doivent être introduites, est communiqué à tous les membres temporaires du pouvoir organisateur qui figurent au classement des prioritaires au sens de l'article 23, § 1^{er}.

Les emplois vacants au 15 avril sont globalisés dans chaque fonction pour l'ensemble des établissements d'un même pouvoir organisateur situés sur le territoire de la même commune. Sont conférés à titre définitif ceux qui demeurent vacants dans chacune des fonctions au 1^{er} octobre suivant dans l'ensemble des établissements d'un même pouvoir organisateur situés sur le territoire de la même commune, à concurrence du nombre maximum d'emplois qui ont fait l'objet d'un appel aux candidats à la nomination au mois de mai précédent.

Les nominations définitives opèrent leurs effets au plus tard le 1^{er} avril, uniquement dans les emplois visés à l'alinéa 2 qui étaient encore vacants au 1^{er} octobre de l'année scolaire en cours. Une copie de l'acte de nomination est adressée au chef du culte.

L'obligation de nommer ne s'impose au pouvoir organisateur que si le membre du personnel a fait acte de candidature et remplit les conditions prévues au présent décret.

Le maître de religion ou professeur de religion réaffecté ou rappelé provisoirement à l'activité dans un autre pouvoir organisateur que celui qui l'a mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge et dont la réaffectation ou le rappel provisoire à l'activité est reconduit pour la troisième année consécutive peut poser sa candidature à la nomination à titre définitif dans l'emploi qui lui a été attribué dans cet autre pouvoir organisateur dans les mêmes conditions que le membre du personnel temporaire prioritaire au sein de ce pouvoir organisateur.

L'ordre dans lequel le pouvoir organisateur procède aux nominations à titre définitif est déterminé par l'ancienneté de service des candidats calculée conformément à l'article 18, § 1^{er}.

En cas d'égalité d'ancienneté de service, la priorité est accordée au membre du personnel qui compte l'ancienneté de fonction la plus élevée calculée conformément à l'article 18, § 2.

En cas d'égalité d'ancienneté de fonction, la priorité est accordée au membre du personnel le plus âgé.

En cas d'égalité d'âge, la priorité est accordée au membre du personnel dont l'année de délivrance du titre requis pour la fonction postulée est la plus ancienne.

Le pouvoir organisateur communique annuellement la liste des emplois vacants aux maîtres de religion et professeurs de religion concernés suivant les modalités fixées par la commission paritaire locale.

Art. 33. La nomination définitive, la mutation et le changement d'affectation ne sont pas permis dans un emploi d'un établissement, d'une section, d'une implantation, d'un degré, d'un cycle ou d'une autre subdivision qui, en application des règles de rationalisation, est en voie de fermeture progressive ou dans un emploi qui ne peut être subventionné que pour une période limitée en vertu d'une décision du Gouvernement.

Art. 34. La personne qui pose sa candidature à la nomination définitive dans différents emplois introduit une candidature séparée pour chaque emploi.

Le maître de religion ou professeur de religion nommé à titre définitif qui demande une affectation définitive au sein du même pouvoir organisateur dans un emploi vacant de la même fonction doit répondre à l'appel à la nomination définitive dans cette fonction.

L'alinéa précédent est également applicable au maître de religion ou professeur de religion nommé à titre définitif qui demande une affectation définitive au sein du même pouvoir organisateur dans un emploi vacant d'une autre fonction de maître de religion ou de professeur de religion pour laquelle il possède le titre requis.

Art. 35. § 1^{er}. Le pouvoir organisateur qui a un emploi vacant à conférer peut accepter la mutation d'un maître de religion ou professeur de religion d'un autre pouvoir organisateur, si aucun des membres de son personnel n'est prioritaire. Le membre du personnel concerné doit en faire la demande et obtenir l'accord de son pouvoir organisateur.

Nul ne peut être muté dans un emploi d'une fonction de maître de religion ou de professeur de religion s'il n'est nommé à titre définitif dans la fonction à laquelle appartient l'emploi vacant.

Le pouvoir organisateur doit nommer à titre définitif le membre du personnel au moment où s'opère la mutation, quelle qu'en soit la date. Une copie de l'acte de nomination est adressée au chef du culte.

Le membre du personnel muté doit démissionner dans le pouvoir organisateur qu'il quitte pour la charge qu'il y exerce et pour laquelle il a demandé la mutation.

Le passage d'un pouvoir organisateur à un autre doit s'effectuer sans interruption.

Les modalités des mutations sont, pour le surplus, fixées par la commission paritaire locale constituée au sein du pouvoir organisateur qui accueille le membre du personnel.

§ 2. Le pouvoir organisateur peut également accorder un changement d'affectation à l'un des membres de son personnel. Il en informe le chef du culte.

Ce changement d'affectation ne peut se faire que si le membre du personnel est nommé à titre définitif au sein du pouvoir organisateur dans la fonction à laquelle appartient l'emploi vacant.

Le passage d'un établissement à un autre doit se faire sans interruption.

Les modalités des changements d'affectation sont, pour le surplus, fixées par la commission paritaire locale.

Section IV. — De la reprise d'un établissement d'enseignement d'un autre pouvoir organisateur

Art. 36. § 1^{er}. En cas de reprise par un pouvoir organisateur de l'enseignement officiel subventionné d'un établissement ou d'une partie d'établissement d'enseignement officiel organisé par la Communauté française ou par un autre pouvoir public, les dispositions suivantes sont d'application:

- 1° Les maîtres de religion et professeurs de religion nommés à titre définitif au moment de la reprise acquièrent d'office la qualité de membre du personnel définitif dans les fonctions correspondantes au sein du pouvoir organisateur qui reprend;
- 2° Les services effectifs rendus avant la reprise par les membres du personnel visés au 1° sont assimilés à des services effectifs rendus en qualité de membre du personnel du pouvoir organisateur qui reprend.

La convention de reprise à conclure entre les pouvoirs organisateurs concernés peut fixer des règles complémentaires aux dispositions énoncées ci-dessus et préciser, s'il échet, des conditions de reprise pour les membres du personnel désignés à titre temporaire, notamment les conditions dans lesquelles ces membres du personnel peuvent faire valoir une priorité à la désignation. La convention peut également déterminer les conditions auxquelles les membres du personnel temporaires qui, au moment de la reprise, auraient pu prétendre, sur la base des dispositions statutaires qui leur étaient applicables à cette date, à une nomination à titre définitif, peuvent être nommés à titre définitif dans l'emploi vacant occupé au moment de la reprise et qui demeure vacant après celle-ci. Ces règles complémentaires seront préparées au sein de la commission paritaire locale relevant du pouvoir organisateur qui reprend.

§ 2. Les conditions de reprise par un pouvoir organisateur de l'enseignement officiel subventionné d'un établissement ou d'une partie d'établissement d'enseignement libre subventionné sont fixées aux termes d'une convention à conclure entre les pouvoirs organisateurs concernés. Les règles précitées seront préparées au sein de la commission paritaire locale du pouvoir organisateur qui reprend.

§ 3. Une copie de la convention visée aux paragraphes 1^{er} et 2 est adressée au chef du culte.

*CHAPITRE IV. — Du régime disciplinaire**Section I^{re}. — Des sanctions disciplinaires*

Art. 37. Les sanctions disciplinaires qui peuvent être infligées aux maîtres de religion et professeurs de religion, nommés à titre définitif, qui manquent à leurs devoirs sont :

- 1° Le rappel à l'ordre;
- 2° Le blâme;
- 3° La retenue sur traitement;
- 4° La suspension par mesure disciplinaire;
- 5° La mise en disponibilité par mesure disciplinaire;
- 6° La démission d'office;
- 7° La révocation.

Art. 38. § 1^{er}. Les sanctions disciplinaires sont prononcées par le pouvoir organisateur de l'établissement au sein duquel le membre du personnel est nommé à titre définitif ou par le pouvoir organisateur de l'établissement dans lequel le membre du personnel, nommé à titre définitif par un autre pouvoir organisateur, exerce tout ou partie de ses fonctions en application des dispositions visées au chapitre IX, après consultation du chef du culte.

La procédure peut également être engagée de façon conjointe par le pouvoir organisateur de l'établissement dans lequel le membre du personnel est nommé à titre définitif et par le ou les pouvoirs organisateurs du ou des établissements dans lequel ou lesquels le membre du personnel exerce tout ou partie de ses fonctions en application des dispositions visées au chapitre IX.

Afin de permettre l'exercice conjoint de la procédure disciplinaire tel que précisé à l'alinéa précédent, le pouvoir organisateur de l'établissement dans lequel le membre du personnel exerce tout ou partie de ses fonctions en application des dispositions visées au chapitre IX avertit par écrit le pouvoir organisateur de l'établissement dans lequel le membre du personnel est nommé à titre définitif, de son intention de diligenter une procédure disciplinaire à l'encontre du membre du personnel concerné.

La sanction disciplinaire ne sort ses effets qu'à l'égard du ou des pouvoirs organisateurs qui a ou ont prononcé une sanction.

§ 2. Sauf les précisions apportées par le présent article, le pouvoir organisateur visé au paragraphe 1^{er} est l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination.

Dans les établissements d'enseignement organisé par les villes ou les communes, le collège des bourgmestre et échevins a le pouvoir de prononcer les sanctions suivantes : le rappel à l'ordre, le blâme, la retenue sur traitement et la suspension par mesure disciplinaire pour une durée qui ne pourra excéder un mois.

Dans les établissements d'enseignement organisé par les provinces, la députation permanente a le pouvoir de prononcer les mêmes sanctions que celles visées à l'alinéa précédent.

§ 3. La décision d'infliger une sanction disciplinaire est notifiée au membre du personnel qui peut, dans un délai de vingt jours à compter de la notification, exercer un recours auprès de la Chambre de recours visée à l'article 49.

Le membre du personnel qui fait usage de son droit de recours en notifie immédiatement une copie à son pouvoir organisateur et au chef du culte.

Le recours suspend la procédure.

Sauf dans les cas de poursuites pénales, la Chambre de recours donne un avis motivé dans les nonante jours qui suivent la réception du recours introduit par le membre du personnel.

§ 4. La décision définitive est prise par l'autorité habilitée à prononcer la sanction dans le mois qui suit la réception de l'avis de la Chambre de recours.

Elle reproduit l'avis motivé de la Chambre de recours.

L'autorité notifie sa décision à la Chambre de recours et au requérant. Une copie de la décision est adressée au chef du culte.

§ 5. Si le membre du personnel n'a pas introduit de recours devant la Chambre de recours dans le délai prescrit au paragraphe 3, la sanction disciplinaire notifiée au membre du personnel en application de ce même paragraphe 3, sort ses effets le troisième jour ouvrable qui suit l'échéance du délai précité.

La notification visée au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, mentionne la date à laquelle la sanction disciplinaire prend effet en cas d'application de l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe.

Art. 39. La retenue sur traitement est appliquée pendant un mois au minimum et trois mois au maximum. Elle ne peut excéder le cinquième de la dernière subvention-traitement brute d'activité ou d'attente.

Art. 40. La suspension par mesure disciplinaire est prononcée pour un an au maximum.

Le membre du personnel est écarté de ses fonctions et bénéficie de la moitié de sa dernière subvention-traitement brute d'activité ou d'attente.

Art. 41. La durée de mise en disponibilité par mesure disciplinaire ne peut être inférieure à un an ni dépasser cinq ans.

Le membre du personnel est écarté de ses fonctions et bénéficie pendant les deux premières années d'une subvention-traitement d'attente égale à la moitié de la subvention-traitement d'activité. Sans jamais pouvoir dépasser ce montant, la subvention-traitement d'attente est ensuite fixée au taux de la pension que l'intéressé obtiendrait s'il était admis prématurément à la retraite.

Après avoir subi la moitié de sa peine, le membre du personnel peut demander sa réintégration dans l'enseignement.

Art. 42. La retenue opérée sur la subvention-traitement d'activité ou d'attente ou l'attribution d'une subvention-traitement d'attente ne peut avoir pour conséquence que la subvention-traitement d'activité ou d'attente du membre du personnel soit ramenée à un montant inférieur au montant des allocations de chômage auxquelles le membre du personnel aurait droit s'il bénéficiait du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés.

Art. 43. Aucune sanction ne peut être prononcée sans que le membre du personnel ait été, au préalable, entendu ou du moins dûment convoqué. L'intéressé peut faire usage des droits qui lui sont reconnus par le statut syndical.

Au cours de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel de l'enseignement officiel subventionné, en service ou retraité ou par un délégué d'une organisation syndicale agréée.

Art. 44. Aucune sanction ne peut produire d'effet pour la période qui précède son prononcé.

Art. 45. L'action pénale relative aux faits qui font l'objet d'une procédure disciplinaire est suspensive de la procédure et du prononcé disciplinaire sauf dans le cas de flagrant délit ou si les faits établis, liés à l'activité professionnelle, sont reconnus par le membre du personnel. Quel que soit le résultat de l'action pénale, l'autorité administrative reste juge de l'application des sanctions disciplinaires.

Toutefois, l'autorité est, dans cette appréciation, liée par la matérialité des faits définitivement établie par la décision pénale.

Art. 46. Hormis le cas de la suspension préventive, l'action disciplinaire engagée à l'égard d'un membre du personnel n'entraîne l'éloignement de l'intéressé de ses fonctions qu'à partir de la notification de la décision disciplinaire définitive visée à l'article 38, § 4, ou le troisième jour ouvrable visé au paragraphe 5 du même article.

Art. 47. Toute sanction disciplinaire fait l'objet d'une inscription au dossier du membre du personnel.

Section II. — De la radiation de la sanction disciplinaire

Art. 48. La sanction disciplinaire est effacée d'office au terme d'un délai :

- 1° D'un an pour le rappel à l'ordre et le blâme;
- 2° De trois ans pour la retenue sur traitement;
- 3° De cinq ans pour la suspension par mesure disciplinaire;
- 4° De sept ans pour la mise en disponibilité par mesure disciplinaire.

Le délai visé à l'alinéa 1^{er} commence à courir selon le cas, au prononcé de la sanction disciplinaire ou à l'expiration du délai visé à l'article 38, § 3.

Sans préjudice de l'exécution de la sanction disciplinaire, l'effacement a pour conséquence que la sanction ne peut plus avoir d'effet.

La sanction disciplinaire est effacée dans le dossier du membre du personnel.

CHAPITRE V. — De la Chambre de recours

Art. 49. Il est institué, auprès du Ministère de la Communauté française, une Chambre de recours pour les maîtres de religion et professeurs de religion des établissements d'enseignement officiel subventionné.

La Chambre de recours élabore son règlement d'ordre intérieur qu'elle soumet pour approbation au Gouvernement.

Art. 50. § 1^{er}. La Chambre de recours est composée :

- 1° D'un nombre égal de représentants des pouvoirs organisateurs et de représentants des membres du personnel de l'enseignement officiel subventionné;
- 2° D'un président et d'un président suppléant choisis parmi les magistrats, en activité ou admis à la retraite, ou parmi les fonctionnaires généraux de la Direction générale des Personnels de l'Enseignement subventionné;
- 3° D'un secrétaire et d'un secrétaire adjoint.

Le Gouvernement fixe le nombre de membres de la Chambre de recours ainsi que la durée de leur mandat, la Chambre de recours comprenant au moins quatre membres effectifs représentant les pouvoirs organisateurs et quatre membres effectifs représentant les membres du personnel.

Les membres effectifs sont désignés par le Gouvernement sur proposition de l'(des) organe(s) de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement officiel subventionné reconnu(s) par le Gouvernement et des organisations syndicales représentatives. A défaut d'accord au sein de ceux-ci, le Gouvernement procède directement aux désignations.

Chacune des organisations syndicales représentatives dispose d'au moins un représentant.

Pour chaque membre effectif, le Gouvernement désigne, selon les mêmes modalités, deux membres suppléants.

En cas de remplacement d'un membre, le remplaçant achève le mandat de celui à la place duquel il est désigné.

Les secrétaire et secrétaire adjoint, désignés par le Gouvernement parmi les agents des services du Gouvernement, assument le secrétariat de la Chambre de recours. Ils n'ont pas voix délibérative.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, 1^o, lorsqu'il s'agit de rendre un avis sur le licenciement moyennant préavis proposé par le chef du culte ou sur un rapport défavorable de l'inspection compétente, la Chambre de recours est composée d'un nombre égal de représentants du chef du culte concerné et de représentants des membres du personnel de l'enseignement officiel subventionné.

Le Gouvernement désigne les représentants du chef du culte concerné sur proposition de ce dernier.

Art. 51. Dès qu'une affaire est introduite, le président communique au membre du personnel et au pouvoir organisateur la liste des membres effectifs et suppléants.

Dans les dix jours qui suivent la réception de cette liste, le membre du personnel et le pouvoir organisateur peuvent récuser trois membres au maximum. Toutefois, ils ne peuvent récuser en même temps un membre effectif et ses deux suppléants.

Les président, président suppléant, membres effectifs et membres suppléants ne peuvent siéger dans une affaire concernant leur conjoint ou un parent ou un allié, jusqu'au quatrième degré inclusivement.

Tout membre qui se sait cause de récusation est tenu de s'abstenir.

Un membre peut également demander à être déchargé s'il estime avoir un intérêt moral en la cause ou s'il croit que l'on puisse douter de son impartialité. Le président décide de la suite à réserver à cette demande. Il peut également décharger un membre pour les mêmes motifs.

Art. 52. Les parties sont convoquées par le président dans les vingt jours qui suivent la réception du recours et sont entendues par la Chambre de recours.

Le maître de religion ou professeur de religion peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel, en activité de service ou retraités, de l'enseignement officiel subventionné ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée.

Le pouvoir organisateur peut se faire assister ou représenter par un représentant d'une organisation représentative de pouvoirs organisateurs, par un avocat, par un défenseur choisi parmi les représentants des pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel subventionné ou par un délégué d'une association qui défend les intérêts de ces pouvoirs organisateurs.

En cas d'absence de l'une des parties régulièrement convoquées ou de son défenseur, la Chambre de recours statue valablement lors de sa deuxième séance. Les deux séances ne peuvent être espacées de moins de cinq jours.

Avant de délibérer, la Chambre de recours peut ordonner une enquête complémentaire et entendre des témoins.

La Chambre de recours ne peut se réunir du 15 juillet au 15 août inclus, sauf urgence unanimement reconnue par l'ensemble des membres présents y compris le président.

Art. 53. La Chambre de recours ne peut se prononcer que si le président et au moins deux membres représentant les membres du personnel et deux membres représentant, selon le cas, les pouvoirs organisateurs ou le chef du culte concerné, sont présents.

Les membres représentant les membres du personnel et les membres représentant, selon le cas, les pouvoirs organisateurs ou le chef du culte concerné, doivent être en nombre égal pour prendre part au vote. Le cas échéant, la parité est rétablie par l'élimination d'un ou de plusieurs membres après tirage au sort.

Si le quorum visé à l'alinéa 1^{er} n'est pas atteint, le président convoque une nouvelle réunion dans les quinze jours. Au cours de cette réunion, une décision pourra être prise quel que soit le nombre des membres présents.

L'avis est donné à la majorité simple des voix. Le vote est secret. En cas de parité, le président décide.

L'avis motivé de la Chambre de recours est signifié aux parties par lettre recommandée à la poste dans les cinq jours qui suivent la réunion au cours de laquelle il a été donné.

Art. 54. Les frais de fonctionnement de la Chambre de recours sont à charge de la Communauté française. Le Gouvernement détermine les indemnités auxquelles le président et les présidents suppléants ont droit. Toutefois, si le président ou le président suppléant est un fonctionnaire général, aucune indemnité n'est due.

CHAPITRE VI. — *De la suspension préventive : mesure administrative*

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 55. Pour l'application du présent chapitre, il y a lieu d'entendre par pouvoir organisateur :

- 1° Dans l'enseignement organisé par les villes et les communes, le collège des bourgmestre et échevins;
- 2° Dans l'enseignement organisé par les provinces, le Conseil provincial ou la Députation permanente;
- 3° Dans les établissements organisés par la Commission communautaire française, le Collège de cette institution;
- 4° Dans les établissements d'enseignement relevant des associations intercommunales, le conseil d'administration de ces institutions.

Art. 56. La suspension préventive organisée par le présent chapitre est une mesure purement administrative, n'ayant pas le caractère d'une sanction.

Elle est prononcée par le pouvoir organisateur et est motivée. Elle a pour effet d'écarter le maître de religion ou professeur de religion de ses fonctions.

Pendant la durée de la suspension préventive, le membre du personnel reste dans la position administrative de l'activité de service.

Section II. — De la suspension préventive des maîtres de religion et professeurs de religion définitifs

Art. 57. § 1^{er}. Lorsque l'intérêt du service ou de l'enseignement le requiert, une procédure de suspension préventive peut être entamée à l'égard d'un maître de religion ou professeur de religion nommé à titre définitif :

- 1° S'il fait l'objet de poursuites pénales;
- 2° Dès qu'une procédure disciplinaire est engagée contre lui par le pouvoir organisateur;
- 3° Dès que le pouvoir organisateur lui notifie, par lettre recommandée à la poste, la constatation d'une incompatibilité.

§ 2. Avant toute mesure de suspension préventive, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par le pouvoir organisateur.

La convocation à l'audition ainsi que les motifs justifiant la suspension préventive sont notifiés au membre du personnel trois jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception portant ses effets trois jours ouvrables après la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception portant ses effets à la date figurant sur cet accusé de réception.

Au cours de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel de l'enseignement officiel subventionné, en activité de service ou retraités, ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée.

Dans les trois jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition, le pouvoir organisateur communique sa décision au membre du personnel par lettre recommandée à la poste, et ce même si ni le membre du personnel ni son représentant ne se sont présentés à l'audition sans pouvoir faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition.

Si le membre du personnel ou son représentant peut faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition, le pouvoir organisateur convoque le membre du personnel à une nouvelle audition notifiée conformément à l'alinéa 2.

Dans ce cas, et même si ni le membre du personnel ni son représentant ne se sont présentés à l'audition, le pouvoir organisateur communique sa décision au membre du personnel par lettre recommandée à la poste dans les trois jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition.

Si la décision conclut à la suspension préventive du membre du personnel, elle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition. Une copie de la décision est adressée au chef du culte.

§ 3. Par dérogation à l'alinéa 1^{er} du § 2, le membre du personnel peut être écarté de ses fonctions sur-le-champ en cas de faute grave pour laquelle il y a flagrant délit ou lorsque les griefs qui lui sont reprochés revêtent un caractère de gravité tel qu'il est souhaitable, dans l'intérêt de l'enseignement, que le membre du personnel ne soit plus présent au sein de l'établissement.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent le jour où la mesure d'écartement immédiat a été prise, le pouvoir organisateur est tenu d'engager la procédure de suspension préventive conformément aux dispositions du présent article. A défaut, la mesure d'écartement immédiat prendra fin au terme du délai précité et le membre du personnel ne pourra à nouveau être écarté de l'établissement pour la même faute grave ou les mêmes griefs que moyennant le respect de la procédure de suspension préventive telle que prévue notamment au § 2 du présent article.

Le membre du personnel écarté sur-le-champ reste dans la position administrative de l'activité de service.

§ 4. Dans le cadre de la constatation d'une incompatibilité ou dans le cadre d'une procédure disciplinaire, la durée de la suspension préventive ne peut dépasser un an et dans le cadre d'une procédure disciplinaire expire en tout cas :

- 1° Quarante-cinq jours calendriers après la date prévue pour l'audition visée à l'article 43 si, dans ce délai, le pouvoir organisateur n'a pas notifié au membre du personnel la décision visée à l'article 38, § 3;
- 2° Le troisième jour ouvrable qui suit la notification au membre du personnel de la décision visée à l'article 38, § 3, si cette décision est le rappel à l'ordre, le blâme ou la retenue sur traitement;
- 3° Le jour où la décision portant sanction disciplinaire sort ses effets.

Dans le cadre de poursuites pénales, la durée de la suspension préventive n'est pas limitée à un an.

Lorsqu'une procédure disciplinaire est engagée ou poursuivie après une décision judiciaire de condamnation pénale définitive, le délai d'un an visé à l'alinéa 1^{er} ne commence à courir qu'à dater du prononcé de cette condamnation définitive.

§ 5. Dans le cadre d'une procédure disciplinaire, la suspension préventive doit faire l'objet d'une confirmation écrite tous les trois mois à dater de sa prise d'effet.

Cette confirmation est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste.

A défaut de confirmation de la suspension préventive dans le délai requis, le membre du personnel concerné peut réintégrer ses fonctions après en avoir informé le pouvoir organisateur, par lettre recommandée, au moins dix jours ouvrables avant la reprise effective du travail.

Après réception de cette notification, le pouvoir organisateur peut confirmer le maintien en suspension préventive selon la procédure décrite à l'alinéa 2.

Art. 58. Tout maître de religion ou professeur de religion définitif suspendu préventivement maintient son droit au traitement.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, est fixé à la moitié de son traitement d'activité le traitement de tout membre du personnel définitif suspendu préventivement, qui fait l'objet :

- 1° D'une inculpation ou d'une prévention dans le cadre de poursuites pénales;
- 2° D'une condamnation pénale non définitive contre laquelle le membre du personnel a fait usage de ses droits de recours ordinaires;
- 3° D'une procédure disciplinaire engagée ou poursuivie à la suite d'une condamnation pénale définitive;
- 4° D'une procédure disciplinaire en raison d'une faute grave pour laquelle il y a soit flagrant délit, soit des indices probants et dont l'appréciation appartient au pouvoir organisateur;
- 5° D'une décision de sanction disciplinaire prévue à l'article 37, 4°, 5°, 6° et 7°, et contre laquelle le membre du personnel a introduit un recours, conformément à l'article 38, § 3.

Cette réduction du traitement ne peut avoir pour effet de ramener le traitement à un montant inférieur au montant des allocations de chômage auquel le membre du personnel aurait droit s'il bénéficiait du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés.

Pour l'application de l'alinéa 2, 1^o et 2^o, cette réduction de traitement prend effet le premier jour du mois qui suit le jour de l'inculpation, de la prévention ou du prononcé de la condamnation non définitive.

Pour l'application de l'alinéa 2, 3^o, cette réduction de traitement déjà opérée en vertu de l'alinéa 2, 1^o ou 2^o, est maintenue au-delà de la condamnation définitive si le pouvoir organisateur notifie au membre du personnel son intention de poursuivre ou d'engager la procédure disciplinaire.

Pour l'application de l'alinéa 2, 4^o, la réduction de traitement prend effet le premier jour du mois qui suit la notification du pouvoir organisateur au membre du personnel de l'application de cet alinéa 2, 4^o.

Pour l'application de l'alinéa 2, 5^o, cette réduction de traitement prend effet le jour où le membre du personnel a introduit son recours.

Art. 59. A l'issue de la procédure disciplinaire ou de la procédure pénale, la mesure de réduction de traitement est rapportée sauf si :

- 1^o Au terme de la procédure disciplinaire, le pouvoir organisateur inflige au membre du personnel une des sanctions prévues à l'article 37, 4^o, 5^o, 6^o et 7^o;
- 2^o Il est fait application de l'article 111, 2^o, b), ou 5^o;
- 3^o Le membre du personnel fait l'objet d'une condamnation pénale définitive suivie ou non d'une procédure disciplinaire.

Lorsque la mesure de réduction de traitement est rapportée en application de l'alinéa 1^{er}, le membre du personnel reçoit le complément de sa subvention-traitement initialement retenu, augmenté des intérêts de retard calculés au taux légal et dus depuis le jour où la réduction a été opérée.

Les sommes perçues par le membre du personnel durant la suspension préventive lui restent acquises.

Si le traitement du membre du personnel a été réduit en application de l'article 58, alinéa 2, 4^o ou 5^o, et qu'au terme de la procédure disciplinaire, une sanction de suspension par mesure disciplinaire est prononcée pour une durée inférieure à la durée de la mesure de réduction de traitement, cette dernière est rapportée pour la période excédant la durée de la suspension par mesure disciplinaire et le membre du personnel perçoit dans ce cas le complément de sa subvention-traitement indûment retenue durant cette période, augmenté des intérêts de retard calculés au taux légal et dus depuis le jour où la réduction a été opérée.

L'alinéa qui précède ne s'applique pas dans le cadre d'une procédure disciplinaire engagée ou poursuivie après une condamnation pénale définitive.

Art. 60. La suspension préventive est portée par le pouvoir organisateur à la connaissance du Gouvernement afin que l'exécution immédiate de cette mesure soit assurée.

Section III. — De la suspension préventive des maîtres de religion et professeurs de religion temporaires

Art. 61. § 1^{er}. Lorsque l'intérêt du service ou de l'enseignement le requiert, une procédure de suspension préventive peut être entamée à l'égard d'un maître de religion ou professeur de religion désigné à titre temporaire ou en qualité de temporaire prioritaire :

- 1^o S'il fait l'objet de poursuites pénales;
- 2^o Dès que le pouvoir organisateur lui notifie, par lettre recommandée à la poste, la constatation d'une incompatibilité.

§ 2. Avant toute mesure de suspension préventive, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par le pouvoir organisateur.

La convocation à l'audition ainsi que les motifs justifiant la suspension préventive sont notifiés au membre du personnel trois jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception portant ses effets trois jours ouvrables après la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception portant ses effets à la date figurant sur cet accusé de réception.

Au cours de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel de l'enseignement officiel subventionné, en activité de service ou retraités, ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée.

Dans les trois jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition, le pouvoir organisateur communique sa décision au membre du personnel par lettre recommandée à la poste, et ce même si ni le membre du personnel ni son représentant ne se sont présentés à l'audition sans pouvoir faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition.

Si le membre du personnel ou son représentant peuvent faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition, le pouvoir organisateur convoque le membre du personnel à une nouvelle audition notifiée conformément à l'alinéa 2.

Dans ce cas, et même si ni le membre du personnel ni son représentant ne se sont présentés à l'audition, le pouvoir organisateur communique sa décision au membre du personnel par lettre recommandée à la poste dans les trois jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition.

Si la décision conclut à la suspension préventive du membre du personnel, elle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition. Une copie de la décision est adressée au chef du culte.

§ 3. Par dérogation à l'alinéa 1^{er} du § 2, le membre du personnel peut être écarté de ses fonctions sur-le-champ en cas de faute grave pour laquelle il y a flagrant délit ou lorsque les griefs qui lui sont reprochés revêtent un caractère de gravité tel qu'il est souhaitable, dans l'intérêt de l'enseignement, que le membre du personnel ne soit plus présent au sein de l'établissement.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent le jour où la mesure d'écartement immédiat a été prise, le pouvoir organisateur est tenu d'engager la procédure de suspension préventive conformément aux dispositions du présent article. A défaut, la mesure d'écartement immédiat prendra fin au terme du délai précité et le membre du personnel ne pourra à nouveau être écarté de l'établissement pour la même faute grave ou les mêmes griefs que moyennant le respect de la procédure de suspension préventive telle que prévue notamment au § 2 du présent article.

Le membre du personnel écarté sur-le-champ reste dans la position administrative de l'activité de service.

§ 4. Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 65, la durée de la suspension préventive ne peut dépasser six mois dans le cadre de la constatation d'une incompatibilité. Dans le cadre de poursuites pénales, la durée de la suspension préventive n'est pas limitée à six mois.

Art. 62. Tout maître de religion ou professeur de religion temporaire suspendu préventivement maintient son droit au traitement.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, est fixé à la moitié de son traitement d'activité le traitement de tout membre du personnel temporaire suspendu préventivement, qui fait l'objet :

- 1° D'une inculpation ou d'une prévention dans le cadre de poursuites pénales;
- 2° D'une condamnation pénale non définitive contre laquelle le membre du personnel a fait usage de ses droits de recours ordinaires.

Cette réduction du traitement ne peut avoir pour effet de ramener le traitement à un montant inférieur au montant des allocations de chômage auquel le membre du personnel aurait droit s'il bénéficiait du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés.

Cette réduction de traitement prend effet le premier jour du mois qui suit le jour de l'inculpation ou de la prévention ou du prononcé de la condamnation non définitive.

Art. 63. A l'issue de la procédure pénale, la mesure de réduction de traitement est rapportée sauf si :

- 1° Il est fait application de l'article 110, 2°, b), ou 5°;
- 2° Le membre du personnel fait l'objet d'une condamnation pénale définitive.

Lorsque la mesure de réduction de traitement est rapportée en application de l'alinéa 1^{er}, le membre du personnel reçoit le complément de sa subvention-traitement initialement retenu, augmenté des intérêts de retard calculés au taux légal et dus depuis le jour où la réduction a été opérée.

Les sommes perçues par le membre du personnel durant la suspension préventive lui restent acquises.

Art. 64. La suspension préventive est portée par le pouvoir organisateur à la connaissance du Gouvernement afin que l'exécution immédiate de cette mesure soit assurée.

Art. 65. La procédure de suspension préventive ainsi que les mesures prises par le pouvoir organisateur à l'égard d'un membre du personnel temporaire en application des dispositions de la présente section prennent fin de plein droit à la date à laquelle la désignation prend fin et, au plus tard, au 30 juin de l'année scolaire en cours.

Si le membre du personnel visé par la présente section acquiert la qualité de définitif, les dispositions de la section 2 du présent chapitre lui sont applicables.

CHAPITRE VII. — *Des maîtres de religion et professeurs de religion victimes d'acte de violence*

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 66. § 1^{er}. Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre par :

- 1° "Acte de violence", toute atteinte physique et/ou psychologique commise avec une intention malveillante, toute agression à caractère racial, religieux ou sexiste contre un maître de religion ou professeur de religion ainsi que toute détérioration aux biens de celui-ci commise soit par un élève, soit par un tiers sur instigation ou avec la complicité de celui-ci, soit par un membre de la famille de l'élève ou toute personne habitant sous le même toit, dans le cadre du service du membre du personnel ou en relation directe avec celui-ci, soit par toute autre personne n'appartenant pas au personnel de l'établissement, pour autant qu'il soit démontré par la victime que l'acte de violence est en relation directe avec le service;
- 2° "Membre du personnel victime d'un acte de violence", le maître de religion ou professeur de religion définitif, temporaire prioritaire ou temporaire reconnu victime d'un accident de travail résultant de l'acte défini au point 1° par le service du Gouvernement visé à l'article 6 de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel du secteur public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail.

La priorité visée au § 2 n'est accordée au membre du personnel victime d'un acte de violence que pour autant qu'il ait déposé plainte auprès des autorités judiciaires.

Lorsque l'acte de violence a été commis à l'extérieur de l'établissement, la demande de priorité n'est prise en compte que pour autant que l'auteur de l'acte de violence ait pu être identifié.

§ 2. Le membre du personnel victime d'un acte de violence bénéficie d'une priorité définie conformément à la section 2 s'il est temporaire non prioritaire, à la section 3 s'il est temporaire prioritaire et à la section 4 s'il est nommé à titre définitif.

Si le membre du personnel n'a pas été mis en incapacité temporaire par le service de santé administratif et sauf cas de force majeure dûment justifié, il introduit sa demande de priorité par recommandé avec accusé de réception dans un délai d'un mois à partir de la survenance des faits auprès de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire.

Dans le même délai, il envoie également par recommandé avec accusé de réception copie de cette demande à son pouvoir organisateur. Le membre du personnel adresse une copie de sa demande au chef du culte.

Dans le cas où le membre du personnel a été mis en incapacité temporaire par le service de santé administratif, il introduit sa demande de priorité par recommandé avec accusé de réception dans un délai d'un mois à partir de la reprise de l'exercice de ses fonctions, auprès de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire.

Dans le même délai, il envoie également par recommandé avec accusé de réception copie de cette demande à son pouvoir organisateur. Le membre du personnel adresse une copie de sa demande au chef du culte.

La Direction générale de l'Enseignement obligatoire vérifie que les conditions d'application du présent décret sont remplies, en s'entourant de tout complément d'information qu'elle juge utile.

Sont annexées à la demande une copie de la plainte visée au § 1^{er} ainsi qu'une copie de la reconnaissance de l'accident de travail par le service du Gouvernement visé à l'article 6 de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 précité.

§ 3. Dans les huit jours ouvrables qui suivent la réception de la demande visée au § 2, la Direction générale de l'Enseignement obligatoire rend un avis au Gouvernement.

Une copie de cet avis est communiquée au pouvoir organisateur ainsi qu'au membre du personnel concerné.

La décision d'octroi du dispositif visé au présent chapitre est prise par le Gouvernement dans les huit jours ouvrables. Elle est notifiée immédiatement au pouvoir organisateur ainsi qu'au membre du personnel concerné. Une copie de la décision est adressée au chef du culte.

Section II. — Du droit à une nouvelle désignation des maîtres de religion et professeurs de religion temporaires non prioritaires

Art. 67. § 1^{er}. Le membre du personnel temporaire non prioritaire victime d'un acte de violence peut solliciter, dans le respect des conditions visées à la section première, une nouvelle désignation dans un autre établissement relevant du même pouvoir organisateur.

La demande de nouvelle désignation n'est prise en considération que si la désignation initiale n'arrive pas à échéance avant l'écoulement d'un délai d'un mois à dater de l'introduction de la demande.

La nouvelle désignation visée au présent article ne peut être d'une durée inférieure à la durée restant à courir dans le cadre de la désignation initiale, sauf accord du membre du personnel concerné. Toutefois, une désignation d'une durée inférieure à celle restant à courir dans le cadre de sa désignation initiale peut être imposée à la victime d'un acte de violence à condition que cet emploi soit disponible pour une durée de quinze semaines au moins et que le membre du personnel qui fait l'objet d'une telle désignation ne perde aucun droit pour la période qui représente la différence entre cette désignation et la durée de la désignation initiale.

§ 2. Le pouvoir organisateur désigne le membre du personnel visé au § 1^{er} :

a) Dans tout emploi de la même fonction qui n'est pas occupé par un autre membre du personnel dans le respect des dispositions statutaires;

ou

b) Dans tout emploi de la même fonction occupé par un membre du personnel qui accepte de permuter avec le membre du personnel victime d'un acte de violence.

Le littéra *b*) de l'alinéa 1^{er} ne vaut que pour les désignations qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 3. A défaut d'avoir pu offrir au membre du personnel temporaire non prioritaire visé à la présente section une nouvelle désignation conformément au § 2, le pouvoir organisateur le désigne dans tout emploi de la même fonction déjà occupé par un membre du personnel temporaire non prioritaire à qui il impose de permuter.

L'alinéa précédent ne vaut que pour les désignations qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 4. Si le membre du personnel n'a pas pu faire l'objet d'une désignation dans un autre emploi de la même fonction conformément aux §§ 2 et 3, et qu'il est désigné par un autre pouvoir organisateur dans un emploi de la même fonction, les services prestés dans ce nouveau pouvoir organisateur sont également pris en compte dans le calcul de l'ancienneté de fonction auprès du pouvoir organisateur d'origine, à concurrence du nombre de jours qu'il restait à prester dans le cadre de la désignation initiale.

§ 5. Durant la période de congé rémunéré dont bénéficie le membre du personnel visé par le présent article en incapacité de travail consécutive à l'acte de violence, celui-ci est réputé rendre des services effectifs. Sa prise en compte dans l'ancienneté de service est toutefois limitée à la durée de la désignation initiale.

§ 6. L'année scolaire qui suit celle au cours de laquelle il était dans les conditions pour bénéficier de la priorité prévue au présent article, le membre du personnel temporaire non prioritaire victime d'un acte de violence ne peut être à nouveau désigné dans l'établissement dans lequel il a été victime de l'acte de violence, sauf s'il en fait la demande et à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail.

Section III. — Du droit à une nouvelle désignation des maîtres de religion et professeurs de religion temporaires prioritaires

Art. 68. § 1^{er}. Le membre du personnel temporaire prioritaire victime d'un acte de violence peut solliciter, dans le respect des conditions visées à la section première, une nouvelle désignation dans un autre établissement relevant du même pouvoir organisateur.

La demande de nouvelle désignation ne sera prise en considération que si la désignation initiale n'arrive pas à échéance avant l'écoulement d'un délai d'un mois à dater de l'introduction de la demande.

La nouvelle désignation visée au présent article ne peut être d'une durée inférieure à la durée restant à courir dans le cadre de la désignation initiale, sauf accord du membre du personnel concerné. Toutefois, une désignation d'une durée inférieure à celle restant à courir dans le cadre de sa désignation initiale peut être imposée à la victime d'un acte de violence à condition que cet emploi soit disponible pour une durée de quinze semaines au moins et que le membre du personnel qui fait l'objet d'une telle désignation ne perde aucun droit pour la période qui représente la différence entre cette désignation et la durée de la désignation initiale.

§ 2. Le pouvoir organisateur désigne le membre du personnel visé au § 1^{er} :

a) Dans tout emploi de la même fonction qui n'est pas occupé par un autre membre du personnel dans le respect des dispositions statutaires;

ou

b) Dans tout emploi de la même fonction occupé par un membre du personnel qui accepte de permuter avec le membre du personnel victime d'un acte de violence.

Le littéra *b*) de l'alinéa 1^{er} ne vaut que pour les désignations qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 3. A défaut d'avoir pu offrir au membre du personnel temporaire prioritaire visé à la présente section une nouvelle désignation conformément au § 2, le pouvoir organisateur le désigne dans tout emploi de la même fonction déjà occupé par :

a) Un membre du personnel temporaire non prioritaire à qui il impose de permuter;

b) A défaut, par un membre du personnel temporaire prioritaire, dans l'ordre inverse du classement, à qui il impose de permuter.

L'alinéa précédent ne vaut que pour les désignations qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 4. Si le membre du personnel n'a pas pu faire l'objet d'une désignation dans un autre emploi de la même fonction conformément aux §§ 2 et 3, et qu'il est désigné par un autre pouvoir organisateur dans un emploi de la même fonction, les services prestés dans ce nouveau pouvoir organisateur sont également pris en compte dans le calcul de l'ancienneté de fonction auprès du pouvoir organisateur d'origine, à concurrence du nombre de jours qu'il restait à prester dans le cadre de la désignation initiale.

§ 5. Durant la période de congé rémunéré dont bénéficie le membre du personnel visé par le présent article en incapacité de travail consécutive à l'acte de violence, celui-ci est réputé rendre des services effectifs. Sa prise en compte dans l'ancienneté de service est toutefois limitée à la durée de la désignation initiale.

§ 6. L'année scolaire qui suit celle au cours de laquelle il était dans les conditions pour bénéficier de la priorité prévue au présent article, le membre du personnel temporaire prioritaire victime d'un acte de violence ne peut être à nouveau désigné dans l'établissement dans lequel il a été victime de l'acte de violence, sauf s'il en fait la demande et à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 précité.

*Section IV. — Du droit au changement d'affectation, à la mutation
et à la désignation à titre temporaire dans un autre pouvoir organisateur des maîtres de religion
et professeurs de religion nommés à titre définitif*

Art. 69. § 1^{er}. Le membre du personnel nommé à titre définitif victime d'un acte de violence peut solliciter, dans le respect des conditions visées à la section première, un changement d'affectation dans un autre établissement relevant du même pouvoir organisateur.

§ 2. Le pouvoir organisateur accorde le changement d'affectation au membre du personnel visé au § 1^{er} :

a) Dans tout emploi de la même fonction qui n'est pas occupé par un autre membre du personnel;

ou

b) Dans tout emploi de la même fonction occupé par un membre du personnel qui accepte de permuter avec le membre du personnel victime d'un acte de violence.

Le littéra b) de l'alinéa 1^{er} ne vaut que pour les changements d'affectation qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 3. A défaut d'avoir pu offrir au membre du personnel définitif visé à la présente section un changement d'affectation conformément au § 2, le pouvoir organisateur lui accorde ce changement d'affectation dans tout emploi de la même fonction déjà occupé par :

a) Un membre du personnel temporaire non prioritaire à qui il impose de permuter;

b) A défaut, un membre du personnel temporaire prioritaire, dans l'ordre inverse du classement, à qui il impose de permuter.

L'alinéa précédent ne vaut que pour les changements d'affectation qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 4. Le membre du personnel victime d'un acte de violence peut demander à un (d'autres) pouvoir(s) organisateur(s) à être muté dans un emploi définitivement vacant de la même fonction en application de l'article 35, § 1^{er}.

Le membre du personnel victime d'un acte de violence peut demander à un (d'autres) pouvoir(s) organisateur(s) à être désigné dans un emploi de la même fonction. S'il est désigné par ce pouvoir organisateur, il bénéficie dans ce cas d'un congé pour exercer provisoirement une autre fonction dans l'enseignement conformément à l'article 14, § 1^{er}, 3^o et 4^o, de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 précité.

La reconduction de cette affectation prioritaire se fait de la même manière jusqu'à ce que le membre du personnel remplisse les conditions de nomination définitive. Si, à ce moment, le membre du personnel ne pose pas sa candidature à la nomination définitive, le pouvoir organisateur est délié de l'obligation de reconduction.

§ 5. L'année scolaire qui suit celle où le membre du personnel a été victime d'un acte de violence, le pouvoir organisateur lui accorde un changement d'affectation par priorité à tout autre changement d'affectation, à toute désignation et à toute nomination définitive d'un autre membre du personnel, dans tout emploi vacant de la même fonction à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 précité.

CHAPITRE VIII. — Des positions administratives

Section I^{re}. — Disposition générale

Art. 70. Le maître de religion ou professeur de religion est dans une des positions administratives suivantes :

1° En activité de service;

2° En non-activité;

3° En disponibilité.

Section II. — De l'activité de service

Art. 71. Le maître de religion ou professeur de religion est toujours censé être en activité de service sauf disposition formelle le plaçant dans une autre position administrative.

Art. 72. Le maître de religion ou professeur de religion en activité de service a droit à une subvention-traitement et à l'avancement de traitement, dans les mêmes conditions que celles prévues dans l'enseignement organisé par la Communauté française.

Il peut obtenir un congé du pouvoir organisateur, dans les mêmes conditions que celles prévues dans l'enseignement organisé par la Communauté française.

Tout congé pour lequel une décision du Gouvernement est nécessaire pour pouvoir bénéficier du traitement dans l'enseignement organisé par la Communauté est soumis par le pouvoir organisateur à l'approbation de la même autorité.

Le membre du personnel qui obtient un congé en informe son chef du culte.

Section III. — De la non-activité

Art. 73. Le maître de religion ou professeur de religion est dans la position de non activité dans les mêmes conditions que celles prévues dans l'enseignement organisé par la Communauté française.

Section IV. — De la disponibilité

Art. 74. § 1^{er}. A l'exception de la disponibilité par défaut d'emploi qui fait l'objet du chapitre IX et de la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement qui fait l'objet des articles 76 à 78, le maître de religion ou professeur de religion est mis en disponibilité par son pouvoir organisateur dans les mêmes conditions que celles prévues dans l'enseignement organisé par la Communauté française. Le membre du personnel mis en disponibilité en informe son chef du culte.

§ 2. Toute mise en disponibilité pour laquelle une décision du Gouvernement est nécessaire en vue de l'octroi du traitement d'attente dans l'enseignement organisé par la Communauté est soumise par le pouvoir organisateur à l'approbation de la même autorité.

Art. 75. Nul ne peut être mis ou maintenu en disponibilité après la fin du mois au cours duquel il atteint l'âge de 60 ans s'il compte trente années de services admissibles pour l'ouverture du droit à la pension.

Art. 76. Le maître de religion ou professeur de religion nommé à titre définitif peut être mis en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement par son pouvoir organisateur suite à une proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement formulée selon des modalités définies par le Gouvernement.

La durée de la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement ne peut dépasser, en une ou plusieurs périodes, six mois sur l'ensemble de la carrière du membre du personnel.

Toutefois, il peut être dérogé à la limitation visée à l'alinéa précédent afin que la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement prononcée au cours d'une année scolaire à l'égard d'un membre du personnel soit prolongée jusqu'au terme de l'année scolaire en cours.

La demande de dérogation est soumise, pour accord, au Gouvernement par le pouvoir organisateur.

Durant la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement, le membre du personnel perçoit une subvention-traitement d'attente égale à 75 % de sa dernière subvention-traitement d'activité.

Un pouvoir organisateur ne peut placer un membre de son personnel en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement si les faits pour lesquels il envisage cette mesure peuvent faire l'objet d'une sanction disciplinaire ou d'une procédure de constatation d'incompatibilité ou si le membre du personnel fait l'objet, pour ces faits, de poursuites pénales.

Art. 77. Préalablement à toute proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par le pouvoir organisateur.

La convocation à l'audition ainsi que les motifs en raison desquels le pouvoir organisateur envisage de placer le membre du personnel en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement doivent lui être notifiés cinq jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception.

Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel de l'enseignement officiel subventionné, en activité de service ou pensionné, ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée.

La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel dûment convoqué ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

Toutefois, si le membre du personnel ou son représentant peut faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition, le membre du personnel est convoqué à une nouvelle audition notifiée conformément aux alinéas précédents.

Dans ce cas, et même si ni le membre du personnel ni son représentant ne se sont présentés à l'audition, la procédure se poursuit valablement.

Art. 78. § 1^{er}. Le pouvoir organisateur notifie la proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement au membre du personnel qui peut, dans les dix jours de cette notification, introduire un recours auprès de la Chambre de recours visée à l'article 49.

Le membre du personnel qui fait usage de son droit de recours en notifie immédiatement une copie à son pouvoir organisateur et au chef du culte.

La Chambre de recours se prononce dans un délai d'un mois maximum à dater de la réception du recours.

La Chambre de recours remet son avis motivé à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire.

La Direction générale de l'Enseignement obligatoire rend un avis au Gouvernement dans un délai de deux semaines maximum à partir de la réception de l'avis de la Chambre de recours. A cet effet, elle s'entoure de tout complément d'information qu'elle juge utile.

Une copie de l'avis visé à l'alinéa précédent est communiquée au pouvoir organisateur et au membre du personnel concerné.

Le Gouvernement autorise ou refuse la proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement dans un délai de deux semaines maximum. Cette décision est notifiée au plus tard à l'échéance du délai pour rendre la décision et sort ses effets le troisième jour ouvrable après sa notification au membre du personnel concerné.

Dans le cas d'un refus, le pouvoir organisateur ne peut mettre le membre du personnel en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement.

Dans le cas d'une autorisation, le pouvoir organisateur peut mettre le membre du personnel en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement.

§ 2. Si le membre du personnel n'a pas introduit de recours devant la Chambre de recours dans le délai prescrit au § 1^{er}, la proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement est transmise, à l'issue dudit délai, à la Direction générale de l'Enseignement obligatoire.

La proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement contre laquelle un recours n'a pas été exercé peut être exécutée par le pouvoir organisateur à ses risques et périls.

La Direction générale de l'Enseignement obligatoire rend un avis dans un délai de deux semaines maximum à compter de la réception de la proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement. A cet effet, elle s'entoure de tout complément d'information qu'elle juge utile.

Une copie de l'avis visé à l'alinéa précédent est communiquée au pouvoir organisateur et au membre du personnel concerné.

Le Gouvernement autorise ou refuse la proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement dans un délai de deux semaines maximum. Cette décision est notifiée au plus tard à l'échéance du délai pour rendre la décision et sort ses effets le troisième jour ouvrable après sa notification au membre du personnel concerné.

Dans le cas d'un refus, le pouvoir organisateur ne peut mettre le membre du personnel en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement.

Dans le cas d'une autorisation, le pouvoir organisateur peut mettre le membre du personnel en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement.

§ 3. Le pouvoir organisateur qui place un maître de religion ou professeur de religion en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement en informe le chef du culte.

CHAPITRE IX. — *De la mise en disponibilité par défaut d'emploi, de la perte partielle de charge, de la réaffectation et du rappel provisoire à l'activité*

Section I^{re}. — Dispositions générales

Art. 79. Pour l'application du présent chapitre, il y a lieu d'entendre par :

- 1° Mise en disponibilité par défaut d'emploi : mesure résultant de la suppression totale d'un emploi à prestations complètes ou incomplètes;
- 2° Perte partielle de charge : mesure résultant d'une diminution du nombre de périodes au sein de la charge exercée par un maître de religion ou professeur de religion nommé à titre définitif;
- 3° Mesures préalables à la mise en disponibilité par défaut d'emploi ou à la perte partielle de charge : mesures prises par le pouvoir organisateur telles que précisées à l'article 83 et qui ont pour effet d'éviter une mise en disponibilité par défaut d'emploi ou une perte partielle de charge dans le chef d'un maître de religion ou professeur de religion nommé à titre définitif.
- 4° Réaffectation : rappel en service d'un maître de religion ou professeur de religion en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge dans un emploi vacant ou non vacant de la fonction pour laquelle il est nommé à titre définitif.

La réaffectation est interne quand elle a pour effet de rappeler en service un membre du personnel au sein de son propre pouvoir organisateur. Elle est externe quand elle a pour effet de rappeler en service un membre du personnel au sein d'un autre pouvoir organisateur que celui qui l'a mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge. Elle peut être effectuée entre pouvoirs organisateurs ou par la commission de gestion des emplois.

Au sein du pouvoir organisateur d'origine, elle est définitive si elle consiste à retrouver au membre du personnel un emploi vacant de la fonction pour laquelle il bénéficie d'une nomination à titre définitif.

Au sein d'un autre pouvoir organisateur, une réaffectation est toujours temporaire tant qu'il n'y a pas une nouvelle nomination à titre définitif;

- 5° Rappel provisoire à l'activité : rappel en service d'un membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge dans un emploi d'une fonction de maître de religion ou professeur de religion autre que celle pour laquelle il est nommé à titre définitif et pour l'exercice de laquelle il possède le titre requis;
- 6° Emploi vacant accessible à la réaffectation et au rappel provisoire à l'activité au sein du même pouvoir organisateur : tout emploi qui n'est pas occupé par un membre du personnel nommé à titre définitif;
- 7° Emploi vacant accessible à la réaffectation et au rappel provisoire à l'activité au sein d'un autre pouvoir organisateur : tout emploi qui n'est pas occupé par un membre du personnel nommé à titre définitif ou par un membre du personnel temporaire prioritaire qui immunise son emploi conformément à l'article 91.

Art. 80. Les anciennetés de service et de fonction visées au présent chapitre sont calculées conformément aux dispositions de l'article 18.

Section II. — Notification des mises en disponibilité par défaut d'emploi, des pertes partielles de charge et des emplois vacants

Art. 81. § 1^{er}. Tout pouvoir organisateur est tenu de notifier pour agrément au service compétent du Ministère de la Communauté française, en la motivant, toute décision par laquelle il place un membre de son personnel en disponibilité par défaut d'emploi ou le déclare en perte partielle de charge, pour toute fonction de maître de religion ou de professeur de religion.

La notification doit être adressée au service compétent par pli recommandé dans les trente jours qui suivent la date à laquelle se produit la perte d'emploi ou la diminution de la charge.

Cette notification doit être visée, pour information, par le membre du personnel intéressé qui, s'il échet, y formule ses remarques et y mentionne des réserves.

Lorsqu'elle concerne un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi, elle est accompagnée d'une demande du membre du personnel tendant à bénéficier d'une subvention-traitement d'attente.

§ 2. Le Gouvernement agréé les mises en disponibilité par défaut d'emploi et les pertes partielles de charge qui s'effectuent suivant les règles fixées au présent chapitre.

Aucune décision n'est agréée si elle est notifiée par le pouvoir organisateur après le délai prévu au § 1^{er}.

Toutefois, le Gouvernement peut, dans des circonstances exceptionnelles et sur demande dûment motivée, déroger à ce délai.

Les mises en disponibilité par défaut d'emploi et les pertes partielles de charge visant des prestations qui se situent au-delà d'une fonction à prestations complètes ne sont pas agréées.

§ 3. Le membre du personnel est mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge à la date à laquelle se produit la perte d'emploi ou la diminution de charge ou à la date à laquelle il aurait repris ses fonctions s'il n'avait pas été remplacé définitivement dans son emploi en application de la réglementation en vigueur en matière de disponibilité et de congé.

§ 4. Sont susceptibles d'être agréées les mises en disponibilité par défaut d'emploi et les pertes partielles de charge qui découlent d'une diminution de la population scolaire ou qui sont la conséquence d'une décision prise par le pouvoir organisateur concernant l'organisation de son enseignement, y compris la suppression d'un établissement, pour autant que cette suppression soit justifiée par l'application d'une mesure de rationalisation ou autorisée par le Gouvernement.

Art. 82. Tout pouvoir organisateur est tenu de communiquer à la commission de gestion des emplois visée à l'article 92, selon les modalités fixées par le Gouvernement :

- 1° La liste, par fonction, des maîtres de religion et professeurs de religion mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclarés en perte partielle de charge;
- 2° La liste, par fonction, des emplois occupés par les maîtres de religion et professeurs de religion temporaires qui ne sont pas soustraits à la réaffectation au sens de l'article 91.

Section III. — Mesures préalables à la mise en disponibilité par défaut d'emploi ou à la perte partielle de charge

Art. 83. Un pouvoir organisateur ne place un membre de son personnel en disponibilité par défaut d'emploi ou ne le déclare en perte partielle de charge qu'après avoir, le cas échéant, parmi l'ensemble du personnel des établissements d'enseignement qu'il organise sur le territoire de la même commune, et dans l'ordre indiqué :

- 1° Réduit les prestations des membres de son personnel qui exercent la même fonction jusqu'au nombre de périodes exigé pour une fonction à prestations complètes;
- 2° Mis fin aux prestations des membres de son personnel qui exercent la même fonction à titre accessoire;
- 3° Mis fin aux prestations des membres de son personnel qui exercent la même fonction et qui ont atteint l'âge de 65 ans;
- 4° Mis fin aux prestations des membres de son personnel qui exercent la même fonction en qualité de temporaires non prioritaires;
- 5° Mis fin aux prestations des membres du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclarés en perte partielle de charge par un autre pouvoir organisateur et qu'il a rappelés provisoirement à l'activité;
- 6° Mis fin aux prestations des membres de son personnel qu'il a mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclarés en perte partielle de charge et qu'il a rappelés provisoirement à l'activité;
- 7° Mis fin aux prestations des membres de son personnel qui exercent la même fonction en qualité de temporaires prioritaires, dans l'ordre inverse de leur classement;
- 8° Mis fin aux prestations des membres du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclarés en perte partielle de charge par un autre pouvoir organisateur et qu'il a réaffectés d'initiative ou par désignation d'office de la commission de gestion des emplois.

En ce qui concerne les établissements situés sur le territoire de la même commune, il y a lieu d'opérer une distinction entre l'enseignement ordinaire et l'enseignement spécialisé.

Section IV. — Mise en disponibilité par défaut d'emploi et perte partielle de charge

Art. 84. § 1^{er}. Parmi les maîtres de religion ou professeurs de religion nommés à titre définitif qui exercent la fonction considérée à titre principal, est mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge, parmi les membres du personnel exerçant ladite fonction dans l'ensemble des établissements d'enseignement que le pouvoir organisateur organise sur le territoire de la même commune, celui qui possède l'ancienneté de service la moins élevée.

En cas d'égalité d'ancienneté de service, c'est l'ancienneté de fonction qui est prise en considération. En cas d'égalité d'ancienneté de service et d'ancienneté de fonction, c'est le membre du personnel le plus jeune qui est mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge.

En ce qui concerne les établissements situés sur le territoire de la même commune, il y a lieu d'opérer une distinction entre l'enseignement ordinaire et l'enseignement spécialisé.

§ 2. Pour l'application du présent article, les périodes de mise en disponibilité par défaut d'emploi couvertes par une subvention-traitement d'attente ainsi que les services prestés à l'occasion d'une réaffectation ou d'un rappel provisoire à l'activité au sein d'un établissement d'enseignement organisé par un autre pouvoir organisateur sont assimilés à des services subventionnés par la Communauté française rendus au sein du pouvoir organisateur d'origine.

Section V. — Réaffectation

Art. 85. § 1^{er}. La réaffectation définitive doit être effectuée en priorité avant la réaffectation temporaire au sein du pouvoir organisateur d'origine.

§ 2. La réaffectation temporaire s'effectue dans l'ordre suivant :

- 1° Au sein du pouvoir organisateur, dans tout emploi non vacant de la fonction pour laquelle le maître de religion ou professeur de religion bénéficie d'une nomination à titre définitif;
- 2° Au sein d'un autre pouvoir organisateur que celui qui l'a mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge, dans tout emploi vacant et ensuite non vacant de la fonction pour laquelle le maître de religion ou professeur de religion bénéficie d'une nomination à titre définitif.

La réaffectation temporaire ne peut toutefois conduire à l'obligation pour le membre du personnel dont les prestations étaient exercées dans l'enseignement ordinaire d'accepter un emploi dans l'enseignement spécialisé.

§ 3. La réaffectation définitive visée au § 1^{er} doit s'effectuer d'abord dans tout établissement d'enseignement que le pouvoir organisateur organise à une distance de 25 km au maximum de l'établissement d'enseignement où le membre du personnel a été mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge, ensuite dans tout établissement d'enseignement situé au-delà de la limite des 25 km.

§ 4. Lorsqu'il a mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge plusieurs membres du personnel dans la même fonction, le pouvoir organisateur doit, pour l'application des dispositions précisées à la présente section et en respectant les ordres de priorité fixés, réaffecter définitivement ou temporairement, selon le cas, celui qui a la plus grande ancienneté de service et, en cas d'égalité d'ancienneté de service celui qui a la plus grande ancienneté de fonction.

En cas d'égalité d'ancienneté de service et de fonction, la priorité revient au membre du personnel le plus âgé.

§ 5. Si les pouvoirs organisateurs disposent de plusieurs emplois dans une même fonction, ils sont tenus de confier par priorité les emplois vacants, et à défaut d'une telle possibilité, les emplois non vacants de la plus longue durée.

§ 6. La réaffectation doit être opérée par priorité sur le rappel provisoire à l'activité.

Section VI. — Rappel provisoire à l'activité

Art. 86. § 1^{er}. Tout pouvoir organisateur qui, à l'issue des opérations visées par les dispositions qui précèdent, n'a pu réaffecter les membres de son personnel en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge doit leur confier un emploi d'une fonction de maître de religion ou professeur de religion autre que celle pour laquelle ils sont nommés à titre définitif, pour autant qu'ils possèdent le titre requis pour l'exercice de cette fonction, même si elle procure une rémunération inférieure.

Le rappel provisoire à l'activité ne peut toutefois conduire à l'obligation pour le membre du personnel dont les prestations étaient exercées dans l'enseignement ordinaire d'accepter un emploi dans l'enseignement spécialisé.

§ 2. Lorsqu'il a mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge plusieurs membres du personnel dans une même fonction, le pouvoir organisateur doit, pour l'application des obligations précisées au § 1^{er} et en respectant l'ordre de priorité fixé, rappeler en service celui qui a la plus grande ancienneté de service et, en cas d'égalité d'ancienneté de service, celui qui a la plus grande ancienneté de fonction.

En cas d'égalité de l'ancienneté de service et de fonction, la priorité revient au membre du personnel le plus âgé.

§ 3. Le rappel provisoire à l'activité dans un emploi vacant ne peut avoir pour effet de délier le pouvoir organisateur de l'obligation d'annoncer cet emploi à la nomination à titre définitif et d'y nommer, s'il échet, le candidat réunissant l'ancienneté la plus élevée.

§ 4. Nonobstant le rappel provisoire à l'activité, le membre du personnel reste à la disposition du pouvoir organisateur pour être réaffecté dans la fonction à laquelle il est nommé à titre définitif.

Art. 87. Tout membre du personnel repris en service par un pouvoir organisateur après une mise en disponibilité par défaut d'emploi prononcée par un autre pouvoir organisateur conserve, jusqu'à sa nomination à titre définitif par le pouvoir organisateur auprès duquel il est rappelé en service, tous les droits découlant de sa nomination à titre définitif auprès du pouvoir organisateur qui l'a mis en disponibilité par défaut d'emploi.

Section VII. — Reconduction des réaffectations et des rappels provisoires à l'activité

Art. 88. § 1^{er}. Les réaffectations et rappels provisoires à l'activité externes effectués au cours d'une année scolaire par les pouvoirs organisateurs ou à l'initiative de la commission de gestion des emplois sont reconduits l'année scolaire suivante.

§ 2. La charge reconduite du membre du personnel réaffecté ou rappelé provisoirement à l'activité sera étendue d'office par le pouvoir organisateur dans tous les cas où l'accroissement des prestations est possible et jusqu'à concurrence du volume de la charge faisant l'objet d'une mise en disponibilité ou d'une perte partielle de charge.

§ 3. Toute réaffectation ou tout rappel provisoire à l'activité est reconduit chaque année aussi longtemps que le membre du personnel n'a pas acquis 600 jours d'ancienneté au service du pouvoir organisateur auprès duquel il a été réaffecté ou rappelé provisoirement à l'activité. Ces 600 jours doivent être répartis sur trois années scolaires au moins.

Toutefois, il est mis fin à cette réaffectation ou à ce rappel provisoire à l'activité :

- 1° En cas de retour du titulaire de l'emploi;
- 2° Si le pouvoir organisateur est tenu de réaffecter entre-temps un membre de son personnel;
- 3° Si le pouvoir organisateur qui a mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge dispose d'un emploi vacant de la même fonction et doit mettre fin à cette disponibilité par défaut d'emploi ou à cette perte partielle de charge;
- 4° Si le membre du personnel néglige de faire acte de candidature à la nomination dès qu'il remplit les conditions prévues à l'article 31. L'ancienneté dont peut se prévaloir le membre du personnel à cette occasion est l'ancienneté acquise au service du pouvoir organisateur auprès duquel il a été réaffecté ou rappelé provisoirement à l'activité;
- 5° Si le membre du personnel ne souscrit ni ne respecte les obligations reprises aux articles 5 et 6, alinéa 2;
- 6° Si l'emploi est confié au membre du personnel victime d'un acte de violence dont l'affectation prioritaire est reconduite en application de l'article 69.

Il peut également être mis fin à cette réaffectation ou à ce rappel provisoire à l'activité sur décision de la commission de gestion des emplois saisie par le pouvoir organisateur ou le membre du personnel.

Section VIII. — Droits et obligations des maîtres de religion et professeurs de religion en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge

Art. 89. § 1^{er}. Les membres du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi bénéficient, à leur demande, d'une subvention-traitement d'attente dans les mêmes conditions que dans l'enseignement organisé par la Communauté française.

§ 2. Les membres du personnel en perte partielle de charge conservent, à leur demande et sans limitation de durée, le bénéfice de la subvention-traitement liée aux prestations qu'ils exerçaient avant d'être déclarés en perte partielle de charge.

§ 3. Tout membre du personnel réaffecté ou rappelé provisoirement à l'activité retrouve la subvention-traitement d'activité correspondant aux prestations qu'il exerçait avant sa mise en disponibilité par défaut d'emploi, même en cas de réaffectation ou de rappel provisoire à l'activité partiels.

§ 4. Tout membre du personnel rappelé provisoirement à l'activité dans une fonction qui lui procure une rémunération supérieure à celle dont il bénéficiait auparavant obtient, en plus de la subvention-traitement visée au § 3, une allocation dans les mêmes conditions que dans l'enseignement organisé par la Communauté française.

§ 5. Le temps pendant lequel un membre du personnel est réaffecté ou rappelé provisoirement à l'activité est suspensif du temps de disponibilité pour le calcul de la subvention-traitement d'attente visée au § 1^{er}, même en cas de réaffectation ou de rappel provisoire à l'activité partiels.

Les vacances d'été sont comprises dans la période visée à l'alinéa 1^{er} pour les membres du personnel réaffectés ou rappelés provisoirement à l'activité dans un emploi subventionné d'une durée indéterminée.

Art. 90. § 1^{er}. Tout membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge est tenu d'accepter une réaffectation ou un rappel provisoire à l'activité jusqu'à concurrence du nombre de périodes perdues et quel que soit le nombre d'établissements dans lesquels il est appelé à effectuer ses prestations si l'emploi lui est offert :

- 1° Par le pouvoir organisateur qui a placé le membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi ou l'a déclaré en perte partielle de charge;
- 2° Par le pouvoir organisateur qui a repris l'établissement d'enseignement où ce membre du personnel est mis en disponibilité par défaut d'emploi ou a été déclaré en perte partielle de charge.

Toutefois, le membre du personnel peut décliner une offre d'emploi qui se présenterait dans un établissement d'enseignement situé dans une autre commune que celle où il a été mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge et qui serait offerte à plus de 25 km du domicile du membre du personnel. Il ne pourra toutefois revendiquer ultérieurement cet emploi.

Par dérogation à l'alinéa précédent, la réaffectation ou le rappel provisoire à l'activité peut s'opérer au-delà de 25 km si l'établissement au sein duquel le membre du personnel exerçait ses prestations au moment où il a été mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge était situé à une distance supérieure, sans toutefois pouvoir s'opérer au-delà de cette distance.

§ 2. Tout membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge, déjà réaffecté dans les conditions précisées ci-dessus ou encore à réaffecter, qui exerce des fonctions dans trois établissements d'enseignement au moins et qui assume un ensemble de prestations égal à 75 % au moins du nombre de périodes exigé pour une fonction à prestations complètes peut décliner toute charge supplémentaire qui lui est offerte en réaffectation ou rappel provisoire à l'activité et qui ne se situe pas sur le territoire de la même commune.

§ 3. Tout membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge doit notifier son acceptation ou son refus motivé d'une réaffectation ou d'un rappel provisoire à l'activité par pli recommandé au pouvoir organisateur et à la commission de gestion des emplois, dans un délai de dix jours calendrier à dater de la notification de sa réaffectation ou de son rappel provisoire à l'activité.

L'introduction d'un recours ne suspend pas l'obligation pour le membre du personnel de prendre ses fonctions. En cas de refus de prise de fonctions, il sera démis de ses fonctions conformément à l'article 111, 6°

La décision de la commission de gestion des emplois est notifiée par pli recommandé au membre du personnel concerné ainsi qu'aux pouvoirs organisateurs concernés.

§ 4. Tout membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge, qui n'a pu être réaffecté ou rappelé provisoirement à l'activité, doit se tenir à la disposition du pouvoir organisateur qui l'a mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge jusqu'à concurrence du nombre de périodes correspondant aux prestations qu'il exerçait avant d'être mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge, pour l'exercice de tâches fixées ou approuvées par le Gouvernement.

L'exercice des tâches précisées ci-dessus ne peut toutefois aboutir à maintenir l'emploi ou les périodes supprimés.

§ 5. Un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi peut, à sa demande, suspendre temporairement son droit à la subvention-traitement d'attente correspondant aux prestations qui font l'objet de sa mise en disponibilité par défaut d'emploi.

Cette suspension, qui peut être totale ou partielle, est signifiée par écrit au pouvoir organisateur et transmise par son intermédiaire à l'administration compétente lors de la notification des mises en disponibilité par défaut d'emploi.

Pendant la durée de cette suspension, le membre du personnel est soustrait aux obligations qui lui incombent en matière de réaffectation ou de rappel provisoire à l'activité sauf si le pouvoir organisateur qui l'a mis en disponibilité par défaut d'emploi ou qui a repris l'établissement d'enseignement où ce membre du personnel a été mis en disponibilité par défaut d'emploi dispose d'un emploi vacant de la même fonction. Dans ce cas, le pouvoir organisateur est tenu d'offrir cet emploi au membre du personnel susvisé.

Cette suspension porte sur la durée de l'année scolaire ou sur la période qui reste à couvrir de cette année scolaire quand la mise en disponibilité par défaut d'emploi est agréée dans le courant de l'année scolaire.

Elle peut être renouvelée au début d'une année scolaire ultérieure et, le cas échéant, modifiée quant au volume des prestations, selon les mêmes modalités.

§ 6. Un membre du personnel en perte partielle de charge peut, à sa demande, suspendre temporairement son droit à la subvention-traitement liée aux prestations qu'il exerçait avant d'être déclaré en perte partielle de charge.

Cette suspension, qui peut être totale ou partielle, est signifiée par écrit au pouvoir organisateur et transmise par son intermédiaire à l'administration compétente lors de la notification des pertes partielles de charge.

Pendant la durée de cette suspension, le membre du personnel est soustrait aux obligations qui lui incombent en matière de réaffectation ou de rappel provisoire à l'activité sauf si le pouvoir organisateur qui l'a déclaré en perte partielle de charge ou qui a repris l'établissement d'enseignement où ce membre du personnel a été déclaré en perte partielle de charge dispose d'un emploi vacant de la même fonction. Dans ce cas, le pouvoir organisateur est tenu d'offrir cet emploi au membre du personnel susvisé.

Cette suspension porte sur la durée de l'année scolaire ou sur la période qui reste à couvrir de cette année scolaire quand la perte partielle de charge est agréée dans le courant de l'année scolaire.

Elle peut être renouvelée au début d'une année scolaire ultérieure et, le cas échéant, modifiée quant au volume des prestations, selon les mêmes modalités.

§ 7. Tout membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi est réaffecté ou rappelé provisoirement à l'activité par son pouvoir organisateur quelle que soit la durée de ce rappel en service.

Pendant la période durant laquelle il est réaffecté ou rappelé provisoirement à l'activité, le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er} se trouve de plein droit dans la position administrative de l'activité de service.

Tout membre du personnel en perte partielle de charge est réaffecté ou rappelé provisoirement à l'activité par son pouvoir organisateur quelle que soit la durée de ce rappel en service.

§ 8. Si un emploi non vacant se présente auprès du pouvoir organisateur qui a mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge le membre du personnel, celui-ci occupant déjà un emploi d'une durée indéterminée ou du moins jusqu'à la fin de l'année scolaire auprès d'un autre pouvoir organisateur, il est autorisé à y rester.

Si un emploi vacant se présente auprès du pouvoir organisateur qui a mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge le membre du personnel, celui-ci occupant déjà un emploi d'une durée indéterminée ou du moins jusqu'à la fin de l'année scolaire auprès d'un autre pouvoir organisateur, il est tenu d'accepter le nouvel emploi vacant offert.

Il ne pourra cependant prendre ses fonctions qu'au terme de l'année scolaire, sauf accord des deux pouvoirs organisateurs.

Section IX. — Emplois soustraits à la réaffectation et au rappel provisoire à l'activité

Art. 91. Ne doivent pas être déclarés à la commission de gestion des emplois visée à l'article 92 les emplois occupés par les maîtres de religion et professeurs de religion qui comptabilisent, à l'issue de l'année scolaire qui précède, 600 jours de service dans la fonction considérée. Les 600 jours d'ancienneté acquis au sein du pouvoir organisateur doivent être répartis sur trois années scolaires au moins.

Ne doivent pas être déclarés à la commission de gestion des emplois visée à l'article 92 les emplois occupés par les maîtres de religion et professeurs de religion en application de la priorité qui leur est conférée par l'article 69.

Les opérations de réaffectation et de rappel provisoire à l'activité effectuées par la commission de gestion des emplois, à l'exception de leur reconduction, ne peuvent conduire à priver un membre du personnel de l'emploi obtenu en application de l'article 69.

La reconduction de l'affectation prioritaire visée à l'article 69 a priorité sur la reconduction de la réaffectation ou du rappel provisoire à l'activité visée à l'alinéa précédent.

Section X. — Organe de réaffectation

Art. 92. § 1^{er}. Il est créé, auprès du Ministère de la Communauté française, une commission de gestion des emplois pour les maîtres de religion et les professeurs de religion de l'enseignement officiel subventionné.

§ 2. La commission de gestion des emplois comporte une chambre par religion considérée.

Chaque chambre se compose :

- 1° D'un président et d'un président suppléant, désignés par le Gouvernement parmi les agents des services du Gouvernement de rang 15 au moins;
- 2° De six membres effectifs représentant les organisations syndicales représentatives;
- 3° De six membres effectifs représentant les pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel subventionné.

Le Gouvernement désigne, sur proposition respectivement des organisations syndicales représentatives et de l'(des) organe(s) de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement officiel subventionné reconnu(s) par le Gouvernement, les membres visés à l'alinéa 2, 2° et 3°, pour une durée de quatre ans renouvelable. Pour chaque membre effectif, il désigne, selon les mêmes modalités, un membre suppléant.

Tout membre qui perd la qualité en raison de laquelle il a été désigné cesse de faire partie de la commission. Le Gouvernement désigne un nouveau membre qui achève le mandat en cours.

En cas de décès ou de démission en cours de mandat, le Gouvernement désigne un nouveau membre qui achève le mandat en cours.

La présence de techniciens, sans voix délibérative, peut être admise.

Un maximum de 3 membres représentant l'autorité du culte peut assister, avec voix consultative, aux travaux de la chambre compétente pour la religion considérée.

Art. 93. La commission de gestion des emplois :

- 1° Procède aux réaffectations externes des maîtres de religion et professeurs de religion en disponibilité par défaut d'emploi ou déclarés en perte partielle de charge par des désignations d'office dans tous les établissements d'enseignement;
- 2° Rappelle provisoirement à l'activité un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge, selon les règles énoncées à l'article 86;
- 3° Statue sur les demandes de non-reconduction des réaffectations et des rappels provisoires à l'activité visées à l'article 88, § 3, alinéa 3;
- 4° Se prononce sur les recours introduits par les pouvoirs organisateurs ou les membres du personnel notamment contre les réaffectations et les rappels provisoires à l'activité qui répondent aux conditions de l'article 90, § 1^{er}, alinéa 2, et § 2;
- 5° Se prononce sur les situations particulières liées à l'application du présent chapitre.

Elle obtient à sa demande et avant les réunions, les documents administratifs qui lui permettent de siéger en pleine connaissance de cause et de vérifier notamment l'existence des emplois vacants.

Art. 94. La commission de gestion des emplois se réunit à l'initiative du président.

Elle peut être réunie également à la demande d'une organisation syndicale représentative ou des pouvoirs organisateurs représentés en leur sein.

Le calendrier de la commission doit permettre, pour les membres du personnel pour lesquels les commissions prennent une décision de réaffectation ou de rappel provisoire à l'activité, une entrée en fonction au plus tard le dernier jour ouvrable avant les vacances d'hiver.

La commission se réunit en outre chaque fois que l'intérêt des travaux l'exige.

Art. 95. Le président fixe la date et l'ordre du jour des réunions et convoque les membres effectifs soit d'initiative, soit à la demande d'une organisation syndicale représentative ou des pouvoirs organisateurs.

Les convocations sont adressées aux membres effectifs et suppléants au moins huit jours calendrier avant la date de la séance prévue. Tout membre effectif qui ne peut assister à une séance en avertit le président et invite lui-même son suppléant à participer à la séance.

Art. 96. § 1^{er}. La commission de gestion des emplois veille à dégager un consensus dans les prises de décision.

A défaut, si des décisions doivent être soumises au vote, celles-ci sont prises à la majorité absolue des membres présents et chaque groupe - pouvoirs organisateurs, organisations syndicales représentatives - doit être représenté par la moitié au moins de ses membres. En cas de parité de voix, le président décide.

§ 2. Le président participe à la prise de décision au consensus et en cas d'application du § 1^{er}, alinéa 2, a voix délibérative. Le secrétaire a voix consultative.

§ 3. Pour l'application du § 1^{er}, alinéa, 2, le membre de la commission qui serait également membre du pouvoir organisateur concerné par un cas soumis à la commission ne participe pas au vote relatif à ce dernier.

§ 4. Si le quorum de membres de chaque groupe n'est pas atteint conformément au § 1^{er}, une nouvelle réunion de la commission se tient au plus tard dans les huit jours.

Lors de la seconde réunion, la commission prend ses décisions au consensus. A défaut, les décisions sont prises valablement à condition qu'elles recueillent la majorité absolue des voix des membres présents quel que soit leur nombre. Le président décide en cas de parité de voix.

Art. 97. Les membres de la commission de gestion des emplois doivent pouvoir consulter à l'administration les documents nécessaires à la prise de décision trois jours ouvrables avant les réunions.

Art. 98. Le président de la commission de gestion des emplois est responsable des archives.

Art. 99. § 1^{er}. Dans le cadre de l'exercice de ses missions visées à l'article 93, la commission ne peut en aucun cas émettre de considérations d'ordre pédagogique.

§ 2. Les membres doivent disposer trois jours ouvrables avant les réunions d'un relevé émanant du président reprenant :

- a) Les emplois vacants occupés par des membres du personnel temporaires avec mention de leur ancienneté et de la durée de la désignation;
- b) La liste des emplois soustraits à la réaffectation en vertu de l'article 91, avec mention de l'ancienneté des membres du personnel le justifiant;
- c) La liste, par fonction, des membres du personnel en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge.

§ 3. Si, au cours d'une réunion, le président constate la violation de dispositions du présent chapitre, il en informe, dans les dix jours, le Gouvernement qui peut mettre le pouvoir organisateur en demeure conformément à l'article 109.

Art. 100. La commission de gestion des emplois établit son règlement d'ordre intérieur, qu'elle soumet pour approbation au Gouvernement.

Art. 101. Le président de la commission de gestion des emplois adresse annuellement au Gouvernement, au plus tard le 30 juin, un rapport annuel d'activité qui comprend notamment la liste, par fonction, des membres du personnel en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge.

Art. 102. Les membres de la commission de gestion des emplois ont droit au remboursement de leurs frais de parcours aux conditions fixées par les dispositions applicables aux membres du personnel des administrations de la Communauté française.

Art. 103. La commission de gestion des emplois est assistée d'un secrétaire et d'un secrétaire adjoint que le Gouvernement désigne parmi les agents des services du Gouvernement de niveau 2 au moins.

Art. 104. Une fois les missions visées à l'article 93 terminées au sein de la commission de gestion des emplois, le secrétaire de celle-ci établit :

- 1° La liste, par fonction, des membres du personnel mis en disponibilité ou déclarés en perte partielle de charge qu'elles n'ont pas pu, selon le cas, réaffecter ou rappeler provisoirement à l'activité;
- 2° La liste, par fonction, des emplois vacants qu'elles n'ont pu attribuer, selon le cas, en réaffectation ou en rappel provisoire à l'activité.

Art. 105. Lorsqu'un pouvoir organisateur dispose d'un emploi vacant, ou non vacant pour une durée de quinze semaines au moins, et que cet emploi ne peut être attribué par réaffectation ou par rappel provisoire à l'activité à aucun membre du personnel par le pouvoir organisateur, ce dernier interroge, avant toute désignation à titre temporaire, le secrétaire de la commission de gestion des emplois selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

Le secrétaire consulte la liste visée à l'article précédent et communique sans délai au président de la commission de gestion des emplois, le nom de la personne qui doit, le cas échéant, être réaffectée ou rappelée provisoirement à l'activité conformément aux dispositions du présent chapitre.

Art. 106. Dans l'attente de la décision prise en application de l'article 108, le président de la commission de gestion des emplois procède provisoirement à la réaffectation ou au rappel provisoire à l'activité du membre du personnel concerné.

Art. 107. § 1^{er}. Le membre du personnel peut refuser l'emploi qui lui est proposé aux mêmes conditions que celles prévues à l'article 90, § 1^{er}, alinéa 2. L'introduction d'un recours ne suspend pas l'obligation pour le membre du personnel de prendre ses fonctions.

§ 2. Si le pouvoir organisateur a des arguments statutaires à objecter par rapport à la décision du président, il peut introduire un recours motivé contre cette dernière. Dans ce cas, le membre du personnel désigné par le président ne prend pas ses fonctions et, dans l'attente de la notification de la décision visée à l'article 108, le pouvoir organisateur bénéficie de la subvention-traitement pour la désignation à titre temporaire dans l'emploi considéré.

Art. 108. § 1^{er}. Dans le mois qui suit la décision du président, la commission de gestion des emplois examine le dossier du membre du personnel visé à l'article 106. Si un recours a été introduit conformément à l'article 107, elle l'examine en même temps.

Dans le cas d'un recours introduit par le pouvoir organisateur, la commission peut inviter le membre du personnel visé à l'article 106, préalablement prévenu du recours, à s'exprimer.

§ 2. La commission de gestion des emplois notifie sa décision au pouvoir organisateur et au membre du personnel concerné.

§ 3. Lorsque la commission de gestion des emplois entérine la décision du président, la mesure de réaffectation ou de rappel provisoire à l'activité devient définitive et est réputée l'être à dater de la décision du président. Dans le cas contraire, le membre du personnel est censé avoir été réaffecté ou rappelé provisoirement à l'activité durant la période écoulée entre la décision du président et celle de la commission.

Section XI. — Sanction en cas de non-respect des dispositions relatives à la mise en disponibilité par défaut d'emploi, à la perte partielle de charge, à la réaffectation et au rappel provisoire à l'activité

Art. 109. § 1^{er}. Le pouvoir organisateur perd le bénéfice de la subvention-traitement pour tout maître de religion ou professeur de religion dont il ne notifierait pas la mise en disponibilité par défaut d'emploi ou la perte partielle de charge.

§ 2. Le pouvoir organisateur qui omet de signaler à la commission de gestion des emplois l'emploi occupé par un maître de religion ou professeur de religion temporaire et qui est susceptible d'être annoncé à la réaffectation et au rappel provisoire à l'activité perd le bénéfice de la subvention-traitement accordée à ce membre du personnel.

§ 3. Le pouvoir organisateur qui a refusé, sans motif valable, de donner suite à une réaffectation ou à un rappel provisoire à l'activité décidé par la commission de gestion des emplois ou qui ne satisfait pas à ses obligations en matière de reconduction des réaffectations et des rappels provisoires à l'activité perd le bénéfice de la subvention-traitement accordée au membre du personnel temporaire qui occupe l'emploi attribué à cette réaffectation ou à ce rappel provisoire à l'activité.

§ 4. Le Gouvernement adresse au pouvoir organisateur une mise en demeure par laquelle il l'invite, dans un délai de trente jours à dater de cette mise en demeure, à apporter la preuve qu'il ne se trouve plus dans un cas d'application des paragraphes 1^{er} à 3. Le Gouvernement peut déléguer cette compétence au Ministre fonctionnellement compétent.

Si, à l'échéance de ce délai de trente jours, le pouvoir organisateur n'a pas apporté la preuve de ce qu'il ne se trouve plus dans un des cas d'application des paragraphes 1^{er} à 3, il perd, comme indiqué à ces paragraphes, le bénéfice de la subvention-traitement pour une période qui débute à l'échéance du délai de trente jours précité et qui court jusqu'au jour où le pouvoir organisateur a apporté la preuve qu'il ne se trouve plus dans un cas d'application des paragraphes 1^{er} à 3.

Une copie de la mise en demeure visée à l'alinéa 1^{er} est notifiée au membre du personnel concerné.

§ 5. Le maître de religion ou professeur de religion qui ne s'est pas présenté au pouvoir organisateur auprès duquel il a été réaffecté ou rappelé provisoirement à l'activité, perd le droit à toute subvention-traitement ou subvention-traitement d'attente à dater du jour où il aurait dû se présenter auprès de ce pouvoir organisateur.

Le paiement de la subvention-traitement d'attente ou de la subvention-traitement sera rétabli à dater du jour où la commission de gestion des emplois aura donné gain de cause au membre du personnel qui aurait introduit un recours auprès d'elle.

§ 6. Le pouvoir organisateur qui recrute ou maintient en fonction un membre du personnel temporaire dans un emploi attribué en réaffectation ou en rappel provisoire à l'activité perd le bénéfice de la subvention-traitement attribuée à ce membre du personnel temporaire. La subvention-traitement ne sera plus octroyée dix jours après l'acceptation de l'emploi offert par la commission de gestion des emplois.

CHAPITRE X. — *De la cessation définitive des fonctions*

Art. 110. Les maîtres de religion et professeurs de religion désignés à titre temporaire ou en qualité de temporaire prioritaire sont démis de leurs fonctions d'office et sans préavis :

- 1° S'ils n'ont pas été désignés de façon régulière. Dans ce cas, les membres du personnel gardent les droits acquis liés à leur situation régulière précédente;
- 2° S'ils cessent de répondre aux conditions suivantes :
 - a) Etre belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;
 - b) Jouir des droits civils et politiques;
 - c) Avoir satisfait aux lois sur la milice;
 - d) Etre de conduite irréprochable;
- 3° Si, après une absence autorisée, ils négligent, sans motif valable, de reprendre leur service et restent absents pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;
- 4° S'ils abandonnent, sans motif valable, leur emploi et restent absents pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;
- 5° S'ils se trouvent dans les cas où l'application des lois civiles et pénales entraîne la cessation des fonctions;
- 6° Si une incompatibilité est constatée et qu'aucun recours visé à l'article 15 n'a été introduit ou que le membre du personnel refuse de mettre fin, après épuisement de la procédure, à une occupation incompatible;
- 7° En cas de nomination à titre définitif dans une autre fonction au prorata des heures qui font l'objet de cette nomination, à concurrence d'une fonction complète;
- 8° Au moment du retour du titulaire de l'emploi ou du membre du personnel qui le remplace temporairement;
- 9° Au terme indiqué dans l'acte de désignation et, au plus tard, à la fin de l'année scolaire au cours de laquelle la désignation a été faite;
- 10° A partir de la date de réception de la dépêche par laquelle la Communauté française qui octroie la subvention-traitement communique que la fonction exercée ne peut plus être subventionnée entièrement ou partiellement;

- 11° Au moment où l'emploi occupé par le membre du personnel temporaire est attribué totalement ou partiellement à un autre membre du personnel, soit :
- Par application des dispositions visées au chapitre IX;
 - Par application de l'article 35, § 1^{er};
 - Par application de l'article 35, § 2;
 - Par nomination définitive;
 - Par attribution de l'emploi devenu définitivement vacant à un membre du personnel temporaire prioritaire;
 - Par application de la priorité visée au chapitre VII ou à l'article 18 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en oeuvre de discriminations positives;
- 12° S'il est constaté qu'une incapacité permanente de travail reconnue conformément à la loi ou au règlement les met hors d'état de remplir leurs fonctions d'une manière complète, régulière et continue.

Art. 111. Les maîtres de religion et professeurs de religion nommés à titre définitif sont démis de leurs fonctions d'office et sans préavis :

- S'ils n'ont pas été nommés à titre définitif de façon régulière. Dans ce cas, les membres du personnel gardent les droits acquis liés à leur situation régulière précédente;
- S'ils cessent de répondre aux conditions suivantes :
 - Etre belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;
 - Jouir des droits civils et politiques;
 - Avoir satisfait aux lois sur la milice;
 - Etre de conduite irréprochable;
- Si, après une absence autorisée, ils négligent, sans motif valable, de reprendre leur service et restent absents pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;
- S'ils abandonnent, sans motif valable, leur emploi et restent absents pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;
- S'ils se trouvent dans les cas où l'application des lois civiles et pénales entraîne la cessation des fonctions;
- Si, rappelés en service, ils refusent, sans motif valable, d'occuper dans les dix jours l'emploi attribué par le pouvoir organisateur;
- Si une incompatibilité est constatée et qu'aucun recours visé à l'article 15 n'a été introduit ou que le membre du personnel refuse de mettre fin, après épuisement de la procédure, à une occupation incompatible;
- En cas de nomination à titre définitif dans une autre fonction au prorata des heures qui font l'objet de cette nomination, à concurrence d'une fonction complète;
- S'il est constaté qu'une incapacité permanente de travail reconnue conformément à la loi ou au règlement les met hors d'état de remplir leurs fonctions d'une manière complète, régulière et continue.
- En cas de mise à la retraite normale par limite d'âge;
- En cas de mise à la retraite pour inaptitude physique;
- S'ils font l'objet d'une sanction disciplinaire de démission d'office ou de révocation;
- En cas de démission volontaire, le membre du personnel ne peut abandonner son service qu'à condition d'y avoir été dûment autorisé ou après un préavis de quinze jours au moins.

Lorsque la cessation définitive des fonctions entraîne l'application de l'article 10 de la loi du 20 juillet 1991 portant dispositions sociales et diverses, la Communauté française verse à l'Office national de sécurité sociale les cotisations prévues dans cette disposition.

CHAPITRE XI. — *Dispositions modificatives et transitoires*

Art. 112. L'article 24, § 2bis, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, tel qu'introduit par le décret du 8 février 1999, est complété par l'alinéa suivant : "Ils ne sont pas applicables également en cas d'application de l'article 109 du décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion. »

Art. 113. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 septembre 1996 et par les décrets des 10 avril 2003 et 12 mai 2004, l'alinéa 1^{er} est complété par le point 13° libellé comme suit :

« 13° le Titre I^{er} du décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion. ».

Art. 114. Dans le décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française sont apportées les modifications suivantes :

- Dans l'article 17ter, tel qu'inséré par le décret du 20 décembre 2001 et modifié par le décret du 12 mai 2004, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 3 et 4 : « Le membre du personnel en congé pour mission soumis au Titre I^{er} du décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion retrouve son emploi s'il n'a pas été remplacé avant sa reprise d'activité par application de l'article 17bis, par un membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif. »;
- Dans l'article 28, tel que modifié par le décret du 12 mai 2004, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 3 et 4 :

« Le membre du personnel en disponibilité pour mission spéciale soumis au Titre I^{er} du décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion retrouve son emploi s'il n'a pas été remplacé avant sa reprise d'activité par application de l'article 27, par un membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif. ».

Art. 115. Le chapitre II du Titre V du décret du 8 mai 2003 modifiant les dispositions applicables en matière de congés et organisant la protection de la maternité est complété par une Section III libellée comme suit :

« Section III. – Des maîtres de religion et professeurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique.

Article 93*bis*. – La présente section est applicable aux membres du personnel féminin, définitif ou temporaire, en activité de service visés par le Titre I^{er} du décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion.

Article 93*ter*. – Lorsqu'un risque est constaté conformément à l'article 41 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, le chef d'établissement propose, en application de l'article 42, 2^o, de la loi précitée, au pouvoir organisateur d'affecter le membre du personnel concerné à d'autres tâches au sein de son établissement à condition que cette affectation n'entraîne plus d'exposition au risque constaté.

Si cette affectation s'avère impossible, le chef d'établissement propose au pouvoir organisateur, conformément au choix du membre du personnel, de le mettre à la disposition :

- 1^o D'un établissement scolaire du même pouvoir organisateur;
- 2^o D'un organisme d'éducation permanente agréé sur base du décret du 8 avril 1976 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations d'éducation permanente des adultes en général;
- 3^o D'une organisation de jeunesse agréée sur base du décret du 20 juin 1980 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organismes de jeunesse.

La mise à disposition du membre du personnel ne pourra avoir lieu qu'à la condition qu'il ne soit plus exposé au risque constaté.

Si aucun des lieux proposés par le présent article ne permet, de l'avis spécialement motivé du médecin du travail et pour la période qu'il détermine, au membre du personnel d'exercer une activité sans exposition au risque, ce dernier est dispensé de travail.

Pendant toute la durée de cette dispense, le membre du personnel est rémunéré et en activité de service.

Les mesures prévues dans le présent article prennent fin au plus tard au début de la période du congé de maternité.

Article 93*quater*. – Si le membre du personnel a choisi d'être mis à disposition conformément à l'article 93*ter*, alinéa 2, 2^o et 3^o, ce dernier dispose d'un délai de dix jours calendrier à partir de la constatation du risque pour obtenir l'accord de l'organisme.

En l'absence d'accord, le membre du personnel choisit d'être mis à disposition conformément à l'article 93*ter*, alinéa 2, 1^o.

Article 93*quinquies*. – Pour l'application de la présente section, il ne pourra être confié au membre du personnel que des tâches pédagogiques ou administratives.

Aucune tâche de surveillance ne peut être confiée au membre du personnel.

Article 93*sexies*. – § 1^{er}. Le pouvoir organisateur affecte le membre du personnel concerné auprès de son établissement conformément à l'article 93*ter* ou le met à disposition en application de l'article 93*ter*, alinéa 2, le cas échéant, après réception de l'accord visé à l'article 93*quater*.

§ 2. Si le membre du personnel n'a procédé à aucun choix, le pouvoir organisateur met d'office le membre du personnel à disposition conformément à l'article 93*ter*, alinéa 2, 1^o.

Cette mise à disposition ne peut se faire qu'à la condition que le bénéficiaire des services du membre du personnel ne soit pas situé à plus de 25 km du domicile.

Par dérogation à l'alinéa précédent, la mise à disposition du membre du personnel peut s'effectuer au-delà de 25 km si celui-ci était affecté dans un établissement où le risque a été constaté situé à une distance supérieure sans toutefois pouvoir dépasser cette distance.

Article 93*septies*. – Dès que le risque est constaté ou au terme du délai de dix jours visé à l'article 93*quater*, un dossier est transmis par le pouvoir organisateur aux Services du Gouvernement.

Ce dossier mentionne notamment, le choix du membre du personnel lorsque l'affectation auprès de son établissement s'est avérée impossible, l'accord du bénéficiaire des services du membre du personnel dans les cas visés par l'article 93*ter*, alinéa 2, 2^o et 3^o, l'accord du pouvoir organisateur dans le cas visé par l'article 93*ter*, alinéa 2, 1^o, ainsi que la déclaration du pouvoir organisateur attestant que toutes les conditions exigées par la présente section ont été remplies, la décision d'affectation, de mise à disposition ou la mise à disposition d'office du pouvoir organisateur.

Article 93*octies*. – Un état d'activité est rédigé tous les mois par le bénéficiaire des services du membre du personnel visé à l'article 93*ter*, alinéa 2, et est transmis au Gouvernement.

Article 93*nonies*. – Entre la constatation du risque et l'affectation ou la mise à disposition du membre du personnel, ce dernier peut, le cas échéant, être écarté.

Dès la constatation du risque et pendant toute la durée de sa nouvelle affectation ou de sa mise à disposition, le membre du personnel maintient sa rémunération et est en activité de service.

Les frais de déplacement engendrés par cette mise à disposition sont remboursés conformément à la législation applicable en la matière par le bénéficiaire des services du membre du personnel.

Le membre du personnel preste un horaire identique à celui presté avant la constatation du risque.

Article 93*decies*. – Lorsque la période d'exposition au risque prend fin, la décision d'affectation ou de mise à disposition cesse de produire ses effets. ».

Art. 116. Les membres du personnel subventionnés, nommés à titre définitif à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret sont censés être nommés à titre définitif au sens du présent décret, dans les attributions exercées à titre définitif à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret et affectés à l'établissement d'enseignement dans lequel ils exercent ces attributions.

Les maîtres de religion et professeurs de religion visés à l'alinéa 1^{er} continuent à bénéficier de l'échelle barémique qui leur était attribuée à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret si cette dernière leur est plus favorable.

Art. 117. Les membres du personnel en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret sont réputés se trouver en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge au sens du présent décret et avoir été affectés à l'établissement d'enseignement dans lequel ils étaient titulaires d'un emploi à la veille de leur mise en disponibilité par défaut d'emploi ou de leur mise en perte partielle de charge.

Art. 118. Aussi longtemps que les actes de nomination sont encore formulés sans précision de niveau ou de spécificité, il y a lieu de se référer, pour déterminer qui doit être mis en disponibilité ou déclaré en perte partielle de charge pour l'application du présent décret, aux attributions exercées par les membres du personnel à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret conformément à l'article 116, alinéa 1^{er}.

Art. 119. § 1^{er}. Les membres du personnel subsidiés qui, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, occupent temporairement un emploi dans une fonction de maître de religion ou professeur de religion, peuvent être nommés à titre définitif au plus tard le 1^{er} jour du troisième mois qui suit la date de publication du présent décret au *Moniteur belge*, pour autant qu'à la date de la nomination :

- 1° Ils satisfassent aux conditions de l'article 31 § 1^{er}, alinéa 1^{er}, à l'exception des 7° et 11°;
- 2° Ils aient fait l'objet d'un rapport favorable de la part du pouvoir organisateur ou de son délégué et de l'inspection compétente;
- 3° Qu'ils aient occupé pendant deux ans un emploi subventionné.

La nomination visée à l'alinéa 1^{er} ne peut être accordée que dans un emploi vacant qui, sur la base des dispositions du chapitre 9, n'est plus accessible par réaffectation ou rappel provisoire à l'activité d'un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge.

Le présent paragraphe est également applicable aux membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er} qui sont porteurs d'un titre de capacité tel que défini par les arrêtés royaux visés à l'article 120, 2° à 5°.

§ 2. Les membres du personnel visés au § 1^{er}, alinéa 3, qui n'ont pas bénéficié d'une nomination à titre définitif conformément au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, valorisent l'ancienneté acquise au sein du pouvoir organisateur selon le mode de calcul prévu à l'article 18 et restent soumis à l'application du présent décret, pour autant qu'ils soient prioritaires auprès du pouvoir organisateur conformément à l'article 23, § 1^{er}.

S'ils ne sont pas prioritaires conformément à l'article 23, § 1^{er}, ils sont maintenus en qualité de membre du personnel temporaire dans la fonction en cause jusqu'au terme de leur désignation et au plus tard jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours.

Art. 120. Cessent de s'appliquer aux membres du personnel soumis au présent Titre :

- 1° Les articles 150 à 152 de la nouvelle loi communale;
- 2° L'arrêté royal du 20 juin 1975 relatif aux titres suffisants dans l'enseignement gardien et primaire;
- 3° L'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale;
- 4° L'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements d'enseignement moyen ou d'enseignement normal officiels subventionnés;
- 5° L'arrêté royal du 31 août 1978 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement artistique qui dispensent un enseignement secondaire des arts plastiques.

TITRE II. — Du réseau d'Enseignement organisé par la Communauté française

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions modificatives de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française*

Art. 121. Dans les intitulés des subdivisions des chapitres de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française, modifié par les arrêtés royaux des 3 juin 1976, 8 juillet 1976 et 14 novembre 1978, par l'arrêté royal n°71 du 20 juillet 1982, par les arrêtés royaux des 1^{er} août 1984 et 29 août 1985, par l'arrêté de l'Exécutif du 6 novembre 1991, par les arrêtés du Gouvernement des 7 octobre 1993 et 28 septembre 1994, par le décret du 24 juin 1996, par les arrêtés du Gouvernement des 8 septembre 1997, 29 avril 1999 et 8 juin 1999 et par les décrets des 20 décembre 2001 et 27 mars 2002, le terme « paragraphe » est chaque fois remplacé par le terme « section ».

Art. 122. A l'article 1^{er}, alinéa 2, du même arrêté, les termes « aux Hautes Ecoles ni » sont insérés entre les termes « ne s'applique pas » et les termes « aux Ecoles supérieures des Arts ».

Art. 123. Un article 1^{er}bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 1^{er}bis. - § 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° « Arrêté royal du 22 mars 1969 » : l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;
- 2° « Arrêté royal du 15 janvier 1974 » : l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;
- 3° « Religion » : la religion catholique, protestante, israélite, orthodoxe ou islamique;
- 4° « Chef d'établissement » : le membre du personnel chargé d'assumer la direction de l'établissement.

§ 2. Pour l'application du présent arrêté, un membre du personnel nommé à titre définitif est affecté dans un seul établissement, lorsqu'il y est titulaire d'une fonction à prestations complètes, et affecté à titre principal dans un seul établissement, lorsqu'il y est titulaire d'une fonction à prestations incomplètes.

Le membre du personnel nommé à titre définitif et affecté à titre principal qui obtient l'extension de sa nomination à titre définitif dans un ou plusieurs emplois définitivement vacants dans un ou plusieurs autres établissements, est affecté à titre complémentaire dans cet/ces établissement(s).

§ 3. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° « Disponibilité par défaut d'emploi » : la position administrative :
 - a) Du membre du personnel admis au stage dont l'emploi est supprimé;
 - b) Du membre du personnel nommé à titre définitif à une fonction de recrutement et à qui ne peut être confié aucune période vacante dans l'établissement où il est affecté ou affecté à titre principal sans être affecté à titre complémentaire dans un ou plusieurs autres établissements ou dans l'ensemble des établissements où il est affecté à titre principal et à titre complémentaire.
- 2° « Réaffectation » : l'attribution à un membre du personnel admis au stage et mis en disponibilité par défaut d'emploi d'un emploi définitivement vacant de la fonction à laquelle il est admis au stage ou l'attribution à titre définitif à un membre du personnel définitif mis en disponibilité par défaut d'emploi d'un emploi définitivement vacant de la fonction à laquelle il est nommé à titre définitif;
- 3° « Rappel provisoire à l'activité de service » : l'attribution temporaire, pour une durée déterminée, avec comme limite extrême le dernier jour de l'année scolaire, à un membre du personnel nommé à titre définitif et mis en disponibilité par défaut d'emploi, d'un emploi de la fonction à laquelle il est nommé à titre définitif ou d'un emploi d'une autre fonction de maître de religion ou de professeur de religion pour laquelle il possède le titre requis;
- 4° « Rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée » : l'attribution temporaire, pour une durée indéterminée, à un membre du personnel nommé à titre définitif et mis en disponibilité par défaut d'emploi, d'un emploi de la fonction à laquelle il est nommé à titre définitif;
- 5° « Perte partielle de charge » : la mesure résultant de l'attribution à un membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction de recrutement d'un nombre de périodes vacantes inférieur à celui pour lequel il est rétribué à titre définitif soit dans l'établissement où il est affecté ou affecté à titre principal sans être affecté à titre complémentaire dans un ou plusieurs autres établissements soit dans l'ensemble des établissements où il est affecté à titre principal et à titre complémentaire;
- 6° « Complément d'horaire » : au sein de l'établissement où il est affecté, affecté à titre principal ou à titre complémentaire et par priorité sur toute désignation à titre temporaire:
 - a) L'attribution à titre temporaire des cours de religion du deuxième degré de l'enseignement secondaire qui n'ont pas été confiés à un professeur de religion nommé à titre définitif ou stagiaire dans la fonction dont ces cours relèvent, à tout professeur de religion nommé à titre définitif en compensation de la perte partielle de charge dont il fait l'objet;
 - b) L'attribution à titre temporaire des cours de religion du troisième degré de l'enseignement secondaire professionnel qui n'ont pas été confiés à un professeur nommé à titre définitif ou stagiaire dans la fonction dont ces cours relèvent, à tout professeur de religion de l'enseignement secondaire du degré inférieur nommé à titre définitif en compensation de la perte partielle de charge dont il fait l'objet;
- 7° « Complément d'attributions » : l'attribution à un membre du personnel nommé à titre définitif de périodes temporairement vacantes relevant de la même fonction au sein de l'établissement où il est affecté, affecté à titre principal ou affecté à titre complémentaire, en compensation de la perte partielle de charge dont il fait l'objet;
- 8° « Complément de charge » : l'attribution à un membre du personnel nommé à titre définitif et qui se trouve en perte partielle de charge, de périodes temporairement ou définitivement vacantes relevant de la fonction dans laquelle il est nommé à titre définitif, dans tout autre établissement, en compensation de la perte partielle de charge dont il fait l'objet dans l'établissement où il est affecté, affecté à titre principal ou affecté à titre complémentaire;
- 9° « Complément de prestations » : l'attribution, pour une durée indéterminée, avec comme limite extrême le dernier jour de l'année scolaire, à un membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction à prestations incomplètes, de périodes :
 - a) Temporairement vacantes relevant de la même fonction, dans l'établissement où il est affecté à titre principal ou affecté à titre complémentaire;
 - b) Temporairement ou définitivement vacantes relevant de la même fonction, dans tout autre établissement. ».

Art. 124. L'article 2 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 2. – Les articles 5 à 13 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 sont applicables aux membres du personnel nommés à titre définitif visés à l'article 1^{er}.

Les articles 5 à 12 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 sont également applicables aux membres du personnel désignés à titre temporaire ou admis au stage visés à l'article 1^{er}. ».

Art. 125. Il est inséré dans le même arrêté un chapitre *Ilbis*, rédigé comme suit :

« CHAPITRE IIBIS - DES ZONES D'AFFECTATION ET DE LA COMMISSION D'AFFECTATION.

Article 2*bis*. - Il est constitué dix zones d'affectation définies comme suit :

- 1° La zone de la Région de Bruxelles-Capitale;
- 2° La zone de la province du Brabant wallon;
- 3° La zone de l'arrondissement administratif de Huy-Waremme;
- 4° La zone de l'arrondissement administratif de Liège;
- 5° La zone de l'arrondissement administratif de Verviers;
- 6° La zone de la Province de Namur;

- 7° La zone de la Province du Luxembourg;
- 8° La zone du Hainaut occidental, qui comprend les arrondissements administratifs de Ath, Tournai et Mouscron ainsi que la commune de Lessines;
- 9° La zone de Mons-Centre, qui comprend les arrondissements administratifs de Mons et de Soignies, à l'exception de la commune de Lessines, ainsi que les communes de Manage et de Morlanwelz;
- 10° La zone de Charleroi-Hainaut Sud, qui comprend l'arrondissement administratif de Charleroi, à l'exception de la commune de Manage, et de l'arrondissement administratif de Thuin, à l'exception de la commune de Morlanwelz.

Article 2ter. - § 1^{er}. Pour l'ensemble des dix zones d'affectation prévues à l'article 2bis, il est créé une commission d'affectation.

La commission remet des avis au Gouvernement :

- 1° En matière de réaffectation, de rappel provisoire à l'activité de service et de rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée d'un membre du personnel nommé à titre définitif à une fonction de recrutement et mis en disponibilité par défaut d'emploi au sein de la zone;
- 2° En matière de réaffectation d'un membre du personnel admis au stage et mis en disponibilité par défaut d'emploi au sein de la zone;
- 3° En matière de complément de charge à attribuer au sein de la zone au membre du personnel nommé à titre définitif;
- 4° En matière de changement d'affectation d'un membre du personnel nommé à titre définitif à une fonction de recrutement qui sollicite une affectation dans un autre établissement de la zone;
- 5° Sur la détermination du nombre d'emplois à attribuer par admission au stage;
- 6° En matière d'affectation à titre complémentaire, conformément à l'article 22ter, § 1^{er};
- 7° En matière de nouvelle affectation du membre du personnel stagiaire, conformément à l'article 37monies, § 1^{er};
- 8° En matière de changement d'affectation de circonstance du membre du personnel définitif, conformément à l'article 37décies, § 1^{er}.

Sans préjudice des dispositions visées à l'alinéa précédent, la commission remet également des avis au Gouvernement :

- 1° En matière de réaffectation, de rappel provisoire à l'activité de service et de rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée d'un membre du personnel nommé à titre définitif à une fonction de recrutement, mis en disponibilité par défaut d'emploi et qui n'a pu être ni réaffecté ni rappelé provisoirement à l'activité de service ni rappelé à l'activité de service pour une durée indéterminée au sein de la zone;
- 2° En matière de réaffectation d'un membre du personnel admis au stage, mis en disponibilité par défaut d'emploi et qui n'a pu être réaffecté au sein de la zone;
- 3° En matière de complément de charge pour les membres du personnel nommés à titre définitif qui n'ont pu en bénéficier au sein de leur zone;
- 4° En matière de changement d'affectation d'un membre du personnel nommé à titre définitif à une fonction de recrutement qui sollicite une affectation dans une autre zone.

§ 2. Une fois les travaux de la Commission d'affectation terminés dans le cadre des missions visées au § 1^{er}, le secrétaire de celle-ci établit :

- 1° La liste, par fonction, des membres du personnel mis en disponibilité pour lesquels elles n'ont pas pu faire de proposition, selon le cas, de réaffectation, de rappel provisoire à l'activité de service ou de rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée;
- 2° La liste, par fonction, des membres du personnel en perte partielle de charge pour lesquelles elles n'ont pas pu faire de proposition de compensation des heures perdues;
- 3° La liste, par fonction, des emplois vacants pour lesquels elles n'ont pas pu faire de proposition, selon le cas, de réaffectation, de rappel provisoire à l'activité de service, de rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée ou de compensation des heures perdues.

Ces listes sont transmises au Gouvernement.

Le président de la commission d'affectation adresse annuellement, au plus tard le 30 juin, un rapport annuel d'activité au Gouvernement, qui comprend notamment la liste, par fonction, des membres du personnel en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge.

§ 3. La commission comporte une chambre par religion considérée.

Chaque chambre se compose :

- 1° D'un président, désigné par le Gouvernement;
- 2° De trois membres désignés par le Gouvernement;
- 3° De trois membres désignés par le Gouvernement sur proposition des organisations syndicales représentatives, chaque organisation disposant au moins d'un représentant;
- 4° Du Directeur général de la Direction générale des personnels de l'enseignement de la Communauté française, ou son délégué de rang 15 au moins, avec voix consultative;
- 5° Du Directeur général de la Direction générale de l'enseignement obligatoire, ou son délégué de rang 15 au moins, avec voix consultative.

Outre les trois membres effectifs visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, le Gouvernement désigne trois membres suppléants.

Outre les trois membres effectifs visés à l'alinéa 1^{er}, 3°, les organisations syndicales désignent trois membres suppléants.

Le Gouvernement désigne les membres de la Commission d'affectation pour une durée de quatre ans parmi les membres du personnel nommés à titre définitif. En cas de décès ou de démission en cours de mandat, le Gouvernement désigne un nouveau membre qui achève le mandat en cours.

Un maximum de 3 membres représentant l'autorité du culte peut assister, avec voix consultative, aux travaux de la chambre compétente pour la religion considérée.

§ 4. La Commission délibère à la majorité absolue des membres présents. En cas de parité de voix, la voix du président est prépondérante.

La Commission est assistée d'un secrétaire que le Gouvernement choisit parmi les agents des services du Gouvernement de la Communauté française.

La Commission se réunit la dernière quinzaine d'octobre et la dernière quinzaine de mars. Elle peut tenir des réunions supplémentaires à l'initiative de son président.

La Commission notifie ses avis au Gouvernement dans les huit jours suivant la réunion.

La Commission établit son règlement d'ordre intérieur. Celui-ci est approuvé par le Gouvernement.».

Art. 126. Un article *3bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article *3bis*. - Dans les dix jours de la vacance d'un emploi, le chef d'établissement la notifie au Gouvernement et au président de la commission d'affectation. Ce dernier communique la vacance aux membres de la commission qu'il préside.

Lorsqu'un membre du personnel est placé en perte partielle de charge ou est mis en disponibilité par défaut d'emploi, le chef d'établissement le notifie dans les dix jours au Gouvernement et au président de la commission d'affectation. ».

Art. 127. Un article *3ter*, rédigé comme suit, est inséré sous l'intitulé de la section 2 du chapitre III du même arrêté :

« Article *3ter*. - Avant toute désignation à titre temporaire dans un emploi vacant ou non vacant, le Gouvernement attribue ce dernier, conformément aux dispositions du présent arrêté, selon le cas :

— Par réaffectation, rappel provisoire à l'activité de service ou rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée à un membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi;

— Par complément de charge, complément d'attributions ou complément d'horaire, à un membre du personnel en perte partielle de charge;

— Par complément de prestations à un membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction à prestations incomplètes qui en a fait la demande conformément aux dispositions prévues par le présent arrêté. ».

Art. 128. L'article 4 du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté royal du 3 juin 1976, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 4. - Nul ne peut être désigné à titre temporaire s'il ne remplit les conditions suivantes :

1° Etre belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union Européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2° Etre de conduite irréprochable;

3° Jouir des droits civils et politiques;

4° Avoir satisfait aux lois sur la milice;

5° Etre porteur d'un des titres requis repris en annexe du présent arrêté;

6° Ne pas faire l'objet d'une suspension disciplinaire, d'une suspension par mesure disciplinaire, d'une mise en non-activité disciplinaire ou d'une mise en disponibilité par mesure disciplinaire infligée dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;

7° Satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

8° Avoir introduit sa candidature dans la forme et le délai fixés par l'appel aux candidats;

9° Ne pas avoir fait l'objet d'un licenciement pour faute grave prévu aux articles *9ter* et *19 bis*.

Le membre du personnel, classé dans le premier groupe visé à l'article *5quater*, alinéa 3, malade, en congé de maternité ou en incapacité de travail causée par un accident du travail est désigné conformément à l'article 6.

Le nombre de jours visé à l'article 19 du décret du 5 juillet 2000 fixant le régime des congés et de disponibilité pour maladie ou infirmité est accordé au membre du personnel à partir de la première prise de fonction qui suit sa désignation et est calculé à compter de cette prise de fonction effective.

Les absences pour maladie d'un membre du personnel désigné conformément à l'alinéa 1^{er} sont imputées au nombre de jours dont il peut bénéficier en application de l'article 20 du même décret.».

Art. 129. Un article *4bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article *4bis*. - Par dérogation à l'article 4, le Gouvernement peut, par décision motivée et sur proposition du chef du culte ou de son délégué, après épuisement de la liste des candidats à une désignation à titre temporaire et préalablement à l'application de l'article 5, procéder à la désignation à titre temporaire d'une personne qui remplit toutes les conditions prescrites par l'article 4, hormis celle visée au point 8° de cette disposition. ».

Art. 130. A l'article 5, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les termes « article 4, 6° » sont remplacés par les termes « article 4, 5° ».

Art. 131. Un article *5bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article *5bis*. - Les articles 21 à 23 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 sont applicables aux candidats à une désignation à titre temporaire dans les fonctions de maître de religion ou de professeur de religion. ».

Art. 132. Un article *5ter*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article *5ter*. - Chaque candidature précise le choix de la religion telle que mentionnée à l'article 1^{er}*bis*, § 1^{er}, 3°. ».

Art. 133. Un article *5quater*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article *5quater*. - Pour chacune des fonctions de recrutement à conférer, les candidats qui ont fait régulièrement acte de candidature et qui remplissent les conditions requises sont classés en fonction des préférences zonales qu'ils ont exprimées.

Les candidats sont répartis en deux groupes.

Dans le premier groupe, sont classés tous les candidats qui ont rendu des services, pendant 240 jours au moins, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, dans une des fonctions relevant de la religion choisie. Dans ce groupe, les candidats sont classés d'après le nombre de candidatures introduites pour la ou les fonction(s) sollicitée(s).

Dans le deuxième groupe sont classés, par religion choisie, tous les autres candidats à l'une des fonctions sollicitées. ».

Art. 134. Un article *5quinquies*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article *5quinquies*. - Pour le calcul du nombre de jours visé à l'article *5quater*, alinéa 3 :

- 1° Le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations complètes est formé de tous les jours comptés du début à la fin de la période d'activité continue, y compris, s'ils sont englobés dans cette période, les congés de détente ainsi que les vacances d'hiver et du printemps, les congés exceptionnels, les congés d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse et les congés de maternité prévus respectivement aux articles 5 et *5bis*, au chapitre *IIbis* et au chapitre XIII de l'arrêté royal du 15 janvier 1974;
- 2° Les services effectifs rendus dans une fonction à prestations incomplètes comportant au moins la moitié du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes sont pris en considération au même titre que les services rendus dans une fonction à prestations complètes; le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations incomplètes qui ne comporte pas ce nombre d'heures est réduit de moitié;
- 3° Le nombre de jours acquis dans deux ou plusieurs fonctions, à prestations complètes ou incomplètes, exercées simultanément, ne peut jamais dépasser le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations complètes exercée pendant la même période. ».

Art. 135. Un article *5sexies*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article *5sexies*. - Le classement visé à l'article *5quater* est arrêté à la date du 1^{er} mars sur la base du nombre de jours accomplis à la date du 31 janvier qui précède. ».

Art. 136. Un article *5septies*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article *5septies*. - A la clôture du procès-verbal établissant le classement des candidats à une désignation à titre temporaire, chaque candidat du premier groupe est informé de son numéro d'ordre au classement. ».

Art. 137. L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 6. - Les candidats à une désignation à titre temporaire sont appelés en service par le Gouvernement dans l'ordre de leur classement et compte tenu des préférences zonales qu'ils ont exprimées.

Les candidats du premier groupe ont priorité sur les candidats du deuxième groupe. Ces derniers sont appelés en service sur proposition des chefs de culte.

Les membres du personnel nommés à titre définitif à une fonction qui possèdent le titre requis pour une autre fonction dans laquelle ils sollicitent leur désignation à titre temporaire sont insérés dans le classement visé à l'article *5quater*, alinéa 3. Le nombre de candidatures qui leur est attribué est le nombre d'années complètes d'ancienneté de service, calculée à la date fixée par l'appel aux candidats et conformément à l'article *47undecies*.

A nombre égal de candidatures introduites, la priorité revient au candidat qui détient le titre requis depuis le plus grand nombre d'années, selon l'année civile au cours de laquelle a été délivré le titre requis en rapport avec la fonction à conférer.

En cas d'égalité de ce nombre d'années, la priorité est accordée au candidat le plus âgé.

Les services de longue durée sont attribués de préférence aux candidats qui ont la plus grande priorité.

Toutefois, le temporaire du premier groupe qui s'est acquitté de sa tâche de manière satisfaisante est, sauf demande contraire de sa part, désigné à nouveau dans l'établissement où il était affecté l'année scolaire précédente. La préférence dont il bénéficie ne peut être opposée à la priorité à la désignation d'un candidat mieux classé.

Copie de l'acte de désignation est adressée au chef du culte. ».

Art. 138. Un article *6bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article *6bis*. - § 1^{er}. Au sein d'un établissement, en cas de diminution des prestations disponibles dans une fonction considérée, il est mis fin, totalement ou partiellement, aux prestations d'un membre du personnel selon l'ordre suivant :

- 1° Les temporaires non classés;
- 2° Les temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article *5quater*, alinéa 4;
- 3° Les temporaires classés dans le premier groupe visé à l'article *5quater*, alinéa 3, dans l'ordre inverse de leur classement;
- 4° Les membres du personnel nommés à titre définitif pour les prestations qui leur sont confiées à titre de complément de prestations;
- 5° Les membres du personnel rappelés provisoirement à l'activité de service dans une autre fonction que celle à laquelle ils sont nommés à titre définitif;
- 6° Les membres du personnel pour les prestations qui leur sont confiées à titre de complément d'horaire;
- 7° Les membres du personnel bénéficiant d'un changement provisoire d'affectation;
- 8° Les membres du personnel stagiaires, dans l'ordre inverse de leur classement;
- 9° Les membres du personnel pour les prestations qui leur sont confiées à titre de complément de charge;
- 10° Les membres du personnel rappelés provisoirement à l'activité de service dans la fonction à laquelle ils sont nommés à titre définitif;
- 11° Les membres du personnel rappelés à l'activité de service pour une durée indéterminée;
- 12° Les membres du personnel nommés à titre définitif dans la fonction qu'ils exercent et affectés à titre complémentaire dans l'établissement;
- 13° Les membres du personnel nommés à titre définitif dans la fonction qu'ils exercent et affectés ou affectés à titre principal dans l'établissement.

Un membre du personnel nommé à titre définitif et placé en perte partielle de charge peut obtenir un complément d'attributions dans l'emploi d'un autre membre du personnel nommé à titre définitif, temporairement éloigné du service et remplacé par un membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er}, 1° à 7° et 9°.

Un membre du personnel nommé à titre définitif en disponibilité par défaut d'emploi est rappelé provisoirement à l'activité de service au sein de l'établissement où il a perdu son emploi, dans l'emploi d'un autre membre du personnel nommé à titre définitif, temporairement éloigné du service et remplacé par un membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er}, 1° à 8° et 10°, pour autant que la durée du rappel provisoire à l'activité de service soit au moins de quinze semaines.

§ 2. Au sein d'une zone, il est mis fin, totalement ou partiellement, aux prestations d'un membre du personnel désigné à titre temporaire, en vue de permettre :

- 1° Le rappel provisoire à l'activité de service ou le rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée d'un membre du personnel visé à titre définitif et mis en disponibilité par défaut d'emploi dans la même zone ou dans une autre zone :
- 2° L'attribution d'un complément de charge à un membre du personnel définitif de la même zone
- 3° L'attribution d'un complément de prestations à un membre du personnel définitif de la même zone qui en fait la demande conformément aux dispositions prévues par le présent arrêté

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, il est d'abord mis fin, au sein de la zone où le rappel provisoire à l'activité de service ou le rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée est effectué ou au sein de laquelle le complément de charge ou le complément de prestations est attribué, aux prestations :

- a) Des temporaires non-classés;
- b) Puis des temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article 5^{quater}, alinéa 4;
- c) Enfin, dans l'ordre inverse du classement, des temporaires classés dans le premier groupe visé à l'article 5^{quater}, alinéa 3.

Toutefois, si l'emploi totalement ou partiellement libéré par le temporaire le moins bien classé entraîne pour les membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er} qui en bénéficient un déplacement de plus de quatre heures par jour par les transports en commun, ceux-ci peuvent refuser ce rappel provisoire à l'activité de service, ce rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée, ce complément de charge ou ce complément de prestations. Dans ce cas, il est mis fin, totalement ou partiellement, aux prestations :

- a) D'abord d'un autre temporaire non classé;
- b) Puis d'un autre temporaire classé dans le deuxième groupe;
- c) Et à défaut, du temporaire du premier groupe immédiatement mieux classé. ».

Art. 139. Un article 6^{ter}, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 6^{ter}. – Le candidat du premier groupe visé à l'article 5^{quater}, alinéa 3, qui refuse une désignation à titre temporaire dans une fonction qu'il a sollicitée alors que cette désignation répond aux préférences zonales qu'il a exprimées, voit son nombre de candidatures diminué d'une unité pour la zone.

Cette disposition n'est toutefois pas applicable à celui qui, exerçant d'autres activités professionnelles, se verrait conférer dans l'enseignement la fonction dont la durée prévisible ne dépasserait pas celle du préavis légal qu'il devrait donner pour abandonner ses activités. ».

Art. 140. Un article 8^{bis}, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 8^{bis}. – Tout temporaire qui a fait l'objet deux années scolaires consécutives d'un rapport défavorable du chef d'établissement ou de l'inspecteur compétent, perd, pour la fonction qu'il exerçait, le bénéfice de toutes les candidatures introduites ainsi que du nombre de jours prestés.

Tout temporaire qui, sur la base de l'alinéa 1^{er}, perd le bénéfice des candidatures introduites, en est averti par pli recommandé avec accusé de réception.

Il dispose de dix jours à partir de la date d'envoi dudit recommandé pour introduire une réclamation écrite auprès du Gouvernement. Dès réception de cette dernière, le Gouvernement fait parvenir la réclamation à la Chambre de recours. Celle-ci donne son avis au Gouvernement dans un délai maximum d'un mois à partir de la date de réception de la réclamation.

Le membre du personnel est, à sa demande, entendu par la Chambre de recours. Il peut se faire assister par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel de l'enseignement organisé par la Communauté française en activité de service ou retraité, ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée.

Le défaut de comparution du membre du personnel ou de son représentant n'empêche pas la Chambre de recours de se prononcer.

Le Gouvernement statue dans le délai d'un mois à partir de la réception de l'avis de la Chambre de recours. Lorsqu'il porte sur un rapport défavorable de l'inspecteur compétent, l'avis de la Chambre de recours lie le Gouvernement. ».

Art. 141. L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 9. – § 1^{er}. Moyennant un préavis de quinze jours, un membre du personnel désigné à titre temporaire peut être licencié soit sur proposition motivée du chef d'établissement après consultation du chef du culte, soit sur proposition motivée de l'inspecteur compétent après consultation du chef du culte soit sur proposition motivée du chef du culte.

Préalablement à toute proposition de licenciement, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre. La convocation à l'audition ainsi que les motifs en raison desquels le chef d'établissement, le chef du culte ou l'inspecteur compétent envisage de proposer le licenciement du membre du personnel doivent lui être notifiés cinq jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception. Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou retraités de l'enseignement organisé par la Communauté française ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée. La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel dûment convoqué ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

§ 2. Cette proposition est soumise au temporaire au moment où elle est formulée.

Le temporaire vise et date la proposition. Il la restitue le jour même. S'il estime que cette proposition n'est pas fondée, il vise en conséquence la proposition, la date et la restitue dans le même délai.

La procédure se poursuit lorsque le temporaire refuse de viser la proposition.

§ 3. Le chef d'établissement, l'inspecteur compétent ou le chef du culte transmet, le jour même, la proposition de licenciement au Gouvernement.

Lorsque le licenciement est proposé par le chef d'établissement, le Gouvernement, dans les dix jours, rejette cette proposition ou met le temporaire en préavis.

Lorsque le licenciement est proposé par l'inspecteur compétent ou le chef du culte, le Gouvernement, dans les dix jours, met le temporaire en préavis pour autant que les dispositions visées aux §§ 1^{er} et 2 aient été respectées.

Le temporaire, mis en préavis, peut dans les dix jours de la notification du préavis, introduire par recommandé une réclamation écrite auprès du Gouvernement qui la fait parvenir aussitôt à la Chambre de recours. Celle-ci donne son avis au Gouvernement dans un délai maximum de deux mois à partir de la date de la réception de la réclamation. Le Gouvernement prend sa décision dans le délai d'un mois à partir de la réception de l'avis de la Chambre de recours. Lorsque le licenciement a été proposé par le chef du culte ou l'inspecteur compétent, l'avis de la Chambre de recours lie le Gouvernement.

Le temporaire est, à sa demande, entendu par la Chambre de recours. Il peut se faire assister par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel de l'enseignement organisé par la Communauté française en activité de service ou retraités ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée.

Le défaut de comparution du membre du personnel ou de son représentant n'empêche pas la Chambre de recours de se prononcer. ».

Art. 142. Un article 9bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté : « Article 9bis. – Tout temporaire qui a fait l'objet d'un licenciement perd, pour la fonction qu'il exerçait au moment de son licenciement, le bénéfice des candidatures introduites ainsi que du nombre de jours prestés avant son licenciement. ».

Art. 143. Un article 9ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 9ter. - § 1^{er}. Tout membre du personnel désigné à titre temporaire peut être licencié sans préavis pour faute grave.

Est considéré comme constituant une faute grave, tout manquement qui rend immédiatement et définitivement impossible toute collaboration entre le membre du personnel et le directeur de l'établissement d'enseignement où il est affecté.

§ 2. Dès le moment où il a connaissance d'éléments susceptibles de constituer une faute grave, le chef d'établissement convoque par lettre recommandée à la poste, le membre du personnel à une audition qui doit avoir lieu au plus tôt cinq jours ouvrables et au plus tard dix jours ouvrables après l'envoi de la convocation. La procédure se poursuit lorsque le membre du personnel ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou retraités de l'enseignement organisé par la Communauté française ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée.

§ 3. Si après l'audition visée au § 2 ou en l'absence du membre du personnel ou de son représentant lors de l'audition, le chef d'établissement estime qu'il y a suffisamment d'éléments constitutifs d'une faute grave, il transmet immédiatement la proposition de licenciement au Gouvernement qui prend sa décision dans les trois jours ouvrables à compter de l'envoi de la proposition.

Le licenciement est accompagné de la preuve de la réalité des faits reprochés. Il est notifié au membre du personnel, soit par exploit d'huissier, soit par lettre recommandée à la poste, laquelle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

Copie de la décision est adressée au chef du culte. ».

Art. 144. A l'article 10 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° L'alinéa 1^{er} est complété par les termes « ouvrables prenant cours le jour de sa notification effectuée auprès du chef d'établissement qui en informe le Gouvernement par la voie hiérarchique »;

2° Il est ajouté un second alinéa, rédigé comme suit :

« Le membre du personnel adresse également copie de la notification au chef du culte. ».

Art. 145. L'intitulé du paragraphe 3, devenant section 3, du chapitre III du même arrêté, est remplacé par l'intitulé suivant :

« Section 3. - De l'admission au stage et des stagiaires ».

Art. 146. A l'article 11 du même arrêté, tel que remplacé par le décret du 20 décembre 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° Les alinéas suivants sont insérés avant l'alinéa 1^{er} :

« L'admission au stage à une fonction de recrutement ne peut avoir lieu qu'en cas de vacance d'emploi de la fonction à conférer. Un emploi vacant d'une fonction de recrutement ne peut être conféré par admission au stage que s'il n'a pas été conféré par réaffectation, rappel provisoire à l'activité de service, rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée, complément de charge, complément d'attribution, complément d'horaire, ou par changement d'affectation aux membres du personnel nommés à titre définitif ou stagiaires conformément aux dispositions applicables en la matière.»;

2° Dans l'alinéa 1^{er} ancien, devenu l'alinéa 3, les termes « si l'emploi de la fonction à conférer est vacant et comporte au moins la moitié » sont remplacés par les termes « si l'emploi vacant de la fonction à conférer comporte au moins le tiers »;

3° L'alinéa 2 ancien est supprimé;

4° Dans l'alinéa 3 ancien, devenu l'alinéa 4, les termes « si l'emploi de la fonction à conférer est vacant et » sont remplacés par les termes « si l'emploi vacant de la fonction à conférer ».

Art. 147. L'article 12 du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté royal du 3 juin 1976 et par le décret du 20 décembre 2001, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 12. - Nul ne peut être admis au stage s'il ne remplit les conditions suivantes :

- 1° Etre belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;
- 2° Etre de conduite irréprochable;
- 3° Jouir des droits civils et politiques;
- 4° Avoir satisfait aux lois sur la milice;
- 5° Etre porteur d'un des titres requis repris en annexe au présent arrêté en rapport avec la fonction à conférer;
- 6° Satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;
- 7° Compter au moins 240 jours de service dans la fonction à conférer prestés dans l'enseignement organisé par la Communauté française au cours des trois dernières années scolaires, calculés conformément à l'article 14;
- 8° Ne pas avoir fait l'objet, dans la fonction à conférer, pendant les deux dernières années scolaires et avant la date de l'appel aux candidats, d'un rapport défavorable du chef d'établissement ou de l'inspection compétente;
- 9° Ne pas faire l'objet d'une suspension disciplinaire, d'une suspension par mesure disciplinaire, d'une mise en non-activité disciplinaire ou d'une mise en disponibilité par mesure disciplinaire infligée dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;
- 10° Avoir introduit sa candidature dans la forme et le délai fixés par l'appel aux candidats;
- 11° Ne pas avoir fait l'objet d'un licenciement pour faute grave prévu aux articles 9^{ter} et 19^{bis}.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 8°, un rapport défavorable couvrant une période de moins de trente jours n'est pas pris en compte s'il est suivi d'un rapport favorable dans la fonction à conférer couvrant une période d'au moins 180 jours.

La candidature indique dans quelle(s) zone(s) d'affectation le membre du personnel demande à être admis au stage. Elle précise également l'ordre de préférence des établissements dans lesquels le membre du personnel souhaite être admis au stage.

Le membre du personnel en congé de maternité, de maladie ou en incapacité de travail causée par un accident du travail conserve ses droits à l'admission au stage. ».

Art. 148. L'article 13 du même arrêté, tel qu'abrogé par le décret du 20 décembre 2001, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 13. - Chaque année, dans le courant du mois de mai, le Gouvernement lance un appel à l'admission au stage dans les emplois vacants au sens des dispositions de l'article 11, alinéa 2, par avis inséré au *Moniteur belge*. Cet avis indique le nombre d'emplois à conférer par admission au stage, les conditions requises dans le chef des candidats ainsi que la forme et le délai dans lesquels doivent être introduites les candidatures. ».

Art. 149. Un article 13^{bis}, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 13^{bis}. - Le candidat qui sollicite plusieurs fonctions introduit une candidature séparée pour chaque fonction. Il doit introduire sa demande, à peine de nullité, par lettre recommandée à la poste. ».

Art. 150. Un article 13^{ter}, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 13^{ter}. - Pour chacune des fonctions de recrutement à conférer par admission au stage, les candidats qui ont fait régulièrement acte de candidature et qui remplissent les conditions requises sont classés, par zone, d'après le nombre de jours de service qu'ils ont acquis à la date du 30 avril de l'année considérée, calculés conformément à l'article 14. En cas d'égalité d'ancienneté de fonction, la priorité est accordée au candidat qui est porteur d'un titre requis en rapport avec la fonction à conférer depuis le plus grand nombre d'années; en cas d'égalité de ce nombre d'années, la priorité revient au candidat le plus âgé.

A la clôture du procès-verbal établissant le classement des candidats, chaque candidat est informé de son numéro d'ordre au classement. ».

Art. 151. L'article 14 du même arrêté, tel que modifié par le décret du 20 décembre 2001, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 14. - Pour le calcul du nombre de jours visés aux articles 12, 7°, et 13^{ter} :

- 1° Sont seuls pris en considération les services effectifs rendus dans l'enseignement organisé par la Communauté française et dans la fonction à conférer depuis que le candidat porte le titre requis pour la fonction à laquelle il sollicite son admission au stage;
- 2° Le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations complètes, est formé de tous les jours comptés du début à la fin de la période d'activité continue, y compris, s'ils sont englobés dans cette période, les congés de détente ainsi que les vacances d'hiver et du printemps, les congés exceptionnels, les congés d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse et les congés de maternité prévus respectivement aux articles 5 et 5^{bis}, au chapitre II^{bis} et au chapitre XIII de l'arrêté royal du 15 janvier 1974;
- 3° Les services effectifs rendus dans une fonction à prestations incomplètes comportant au moins la moitié du nombre d'heures requis de la fonction à prestations complètes sont pris en considération au même titre que les services rendus dans une fonction à prestations complètes; le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations incomplètes qui ne comporte pas ce nombre d'heures est réduit de moitié;
- 4° Le nombre de jours acquis dans deux ou plusieurs fonctions, à prestations complètes ou incomplètes, exercées simultanément, ne peut jamais dépasser le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations complètes exercée pendant la même période. ».

Art. 152. L'article 15 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 15. - Les candidats qui remplissent les conditions visées à l'article 12 sont admis au stage par le Gouvernement, à concurrence du nombre d'emplois qu'il détermine par fonction après avoir recueilli l'avis de la commission d'affectation concernée.

Cet avis mentionne par zone, par établissement et par fonction :

- 1° Le nombre total d'emplois vacants, quel que soit le nombre de périodes que comporte chaque emploi, avec la précision de ce nombre de périodes par emploi;
- 2° Le nombre d'emplois vacants que la commission propose d'attribuer par admission au stage; cette proposition est motivée pour chaque emploi.

Les candidats sont admis au stage le 1^{er} septembre dans l'ordre du classement dans un des établissements de la zone ou de l'une des zones où ils demandent à être admis au stage, en tenant compte des préférences exprimées.

L'arrêté d'admission au stage est transmis en extrait à l'intéressé et au chef du culte.

Le candidat qui refuse d'être affecté dans un des emplois qu'il a choisis perd son droit à l'admission au stage pour l'année scolaire et la fonction considérée. ».

Art. 153. Un article 15*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 15*bis*. - Tout membre du personnel qui, sur base de l'article 12, 2° et/ou 8°, voit sa candidature à l'admission au stage rejetée, en est averti par pli recommandé avec accusé de réception.

Il dispose de dix jours à partir de la date d'envoi dudit recommandé pour introduire une réclamation écrite auprès du Gouvernement. Dès réception de cette dernière, le Gouvernement fait parvenir la réclamation à la Chambre de recours. Celle-ci donne son avis dans un délai maximum d'un mois à partir de la date de réception de la réclamation.

Le membre du personnel est, à sa demande, entendu par la Chambre de recours. Il peut se faire assister par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel de l'enseignement organisé par la Communauté française en activité de service ou retraités ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée.

Le défaut de comparution du membre du personnel ou de son représentant n'empêche pas la Chambre de recours de se prononcer.

Le Gouvernement statue dans le délai d'un mois à partir de la réception de l'avis de la Chambre de recours. Lorsqu'il porte sur le rejet de la candidature à l'admission au stage sur base d'un rapport défavorable de l'inspecteur compétent, l'avis de la Chambre de recours lie le Gouvernement. ».

Art. 154. L'article 16 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 16. § 1^{er}. La durée du stage est d'un an.

§ 2. Sur proposition motivée du chef du culte, du chef d'établissement ou de l'inspection compétente, le stage peut être prolongé d'un an. La motivation ne peut porter que sur des matières qui leur sont propres.

La procédure prévue à l'article 18 s'applique alors mutatis mutandis.

§ 3. Pour le calcul de la durée du stage accompli, sont seuls pris en considération les services effectifs rendus pendant la durée du stage, en ce compris les vacances annuelles, les congés prévus aux articles 5, 5*bis* et 7 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974, ainsi que les congés en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse et les congés de maternité prévus respectivement, au chapitre II*bis* et au chapitre XIII du même arrêté royal du 15 janvier 1974. ».

Art. 155. L'article 18 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 18. - § 1^{er}. Au cours ou à l'issue du stage, un maître de religion ou un professeur de religion peut être licencié par le Gouvernement soit sur proposition motivée du chef d'établissement après consultation du chef du culte, soit sur proposition motivée de l'inspecteur compétent après consultation du chef du culte soit sur proposition motivée du chef du culte.

Préalablement à toute proposition de licenciement, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre. La convocation à l'audition ainsi que les motifs en raison desquels le chef d'établissement ou le chef du culte ou l'inspecteur envisage de proposer le licenciement du membre du personnel doivent lui être notifiés cinq jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception. Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou retraités de l'enseignement organisé par la Communauté française ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée. La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel dûment convoqué ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

§ 2. Cette proposition est soumise au stagiaire au moment où elle est formulée.

Le stagiaire vise et date la proposition et la restitue dans les dix jours ouvrables qui suivent le jour où elle lui a été remise. S'il estime que cette proposition n'est pas fondée, il vise en conséquence la proposition, la date et la restitue dans le même délai.

La procédure se poursuit lorsque le stagiaire refuse de viser la proposition.

§ 3. Le stagiaire à charge duquel est formulée une proposition motivée de licenciement peut introduire, dans les dix jours, une réclamation écrite auprès du chef d'établissement qui lui en accuse réception le jour même.

Le chef d'établissement transmet, le jour de la réception, la réclamation au Gouvernement. Il en transmet copie à son inspecteur ou à son chef du culte selon le cas. Dès réception de cette dernière le Gouvernement fait parvenir la réclamation à la Chambre de recours. Celle-ci donne son avis au Gouvernement dans un délai maximum de deux mois à partir de la date de réception de la réclamation.

Le membre du personnel est, à sa demande, entendu par la Chambre de recours. Il peut se faire assister par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel de l'enseignement organisé par la Communauté française en activité de service ou retraités, ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée.

Le défaut de comparution du membre du personnel ou de son représentant n'empêche pas la Chambre de recours de se prononcer.

Le Gouvernement statue dans le délai d'un mois à partir de la réception de l'avis de la Chambre de recours. Lorsque le licenciement a été proposé par le chef du culte ou l'inspecteur compétent, l'avis de la Chambre de recours lie le Gouvernement. ».

Art. 156. Un article 19*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 19*bis* - § 1^{er}. Tout stagiaire peut être licencié sans préavis pour faute grave. Est considéré comme constituant une faute grave, tout manquement qui rend immédiatement et définitivement impossible toute collaboration entre le membre du personnel et le chef d'établissement de l'établissement d'enseignement où il est affecté.

§ 2. Dès le moment où il a connaissance d'éléments susceptibles de constituer une faute grave, le chef d'établissement convoque par lettre recommandée à la poste, le membre du personnel à une audition qui doit avoir lieu au plus tôt cinq jours ouvrables et au plus tard dix jours ouvrables après l'envoi de la convocation. La procédure se poursuit lorsque le membre du personnel ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou retraités de l'enseignement organisé par la Communauté française ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée.

§ 3. Si après l'audition ou en l'absence du membre du personnel ou de son représentant lors de l'audition, le chef d'établissement estime qu'il y a suffisamment d'éléments constitutifs d'une faute grave, il transmet immédiatement la proposition de licenciement au Gouvernement qui prend sa décision dans les trois jours ouvrables à compter de l'envoi de la proposition.

Le licenciement est accompagné de la preuve de la réalité des faits reprochés. Il est notifié au membre du personnel, soit par exploit d'huissier, soit par lettre recommandée à la poste, laquelle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

Copie de la décision est adressée au chef du culte. ».

Art. 157. A l'article 20 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° L'alinéa 1^{er} est complété par les termes « ouvrables prenant cours le jour de sa notification effectuée auprès du chef d'établissement qui en informe le Gouvernement par la voie hiérarchique »;

2° Il est ajouté un second alinéa, rédigé comme suit :

« Le maître de religion ou un professeur de religion adresse également copie de la notification à son chef du culte. ».

Art. 158. Il est inséré entre les articles 21 et 22 du même arrêté une section 4 intitulée comme suit :

« Section 4. - De la nomination à titre définitif et des changements d'affectation ».

Art. 159. L'article 22 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 22. - Même à défaut de proposition de nomination, le stagiaire qui a accompli la durée du stage est nommé à titre définitif dans la fonction à laquelle il s'est porté candidat et à dater de la fin du stage, à moins que son licenciement ou la prolongation de son stage ait été proposé conformément aux articles 16, 18 et 19*bis*.

Le stagiaire qui a accompli la durée du stage est également nommé à titre définitif dans la fonction à laquelle il s'est porté candidat et à dater de la fin du stage lorsque, après recours du stagiaire, le Gouvernement n'a pas confirmé la proposition de licenciement ou de prolongation du stage.

Le stagiaire en congé de maternité, de maladie ou en incapacité de travail causée par un accident du travail est nommé à titre définitif.

Le membre du personnel visé au présent article est nommé à titre définitif à concurrence du nombre d'heures relevant de la fonction dans laquelle il a été admis au stage qui sont définitivement vacantes à la date de la nomination à titre définitif. ».

Art. 160. Un article 22*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 22*bis*. - A sa demande, un membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction à prestations incomplètes peut obtenir un complément de prestations, pour autant que ce complément ne soit pas nécessaire pour compléter la charge d'un membre du personnel visé à l'article 6*bis*, alinéa 1^{er}, 5° à 11°

L'octroi d'un complément de prestations sort ses effets le 1^{er} septembre qui suit la demande.

A sa demande, le membre du personnel qui a obtenu un complément de prestations le conserve aussi longtemps que les conditions visées à l'alinéa 1^{er} sont remplies.

La demande visée aux alinéas 1^{er} et 3 doit être introduite auprès du Ministère de la Communauté française dans le courant du mois de février. ».

Art. 161. Un article 22*ter*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 22*ter*. - § 1^{er}. A sa demande, un membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction à prestations incomplètes peut se voir accorder par le Gouvernement, sur avis de la commission d'affectation, l'extension de sa nomination à titre définitif à un ou plusieurs emplois définitivement vacants dans un ou plusieurs autres établissements, pour autant que cet ou ces emploi(s) :

1° Relève(nt) de la fonction dans laquelle le membre du personnel est nommé à titre définitif;

2° Soit(en)t définitivement vacants à la date de la décision gouvernementale après que la commission d'affectation aura procédé aux opérations statutaires mentionnées à l'article 2*ter*, § 1^{er}, alinéa 2, 1° à 3°, 5° et 6°, et alinéa 3, 1° à 3° et 5°;

3° Ne soit(en)t pas occupé(s) par un membre du personnel à titre de complément de charge, par un membre du personnel rappelé provisoirement à l'activité de service dans une fonction autre que celle à laquelle il est nommé à titre définitif pour laquelle il possède le titre requis, par un membre du personnel rappelé à l'activité de service pour une durée indéterminée dans une fonction autre que celle à laquelle il est nommé à titre définitif ou par un membre du personnel admis au stage.

Le membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction à prestations incomplètes qui souhaite obtenir l'extension de sa nomination à titre définitif dans un ou plusieurs autres établissements introduit, par pli recommandé, une demande au Gouvernement dans le courant du mois de février. Il adresse une copie de sa demande au président de la commission d'affectation. La demande précise le(s) établissement(s) où le membre du personnel souhaite obtenir l'extension de sa nomination.

L'extension de la nomination à titre définitif obtenue conformément aux alinéas précédents est limitée, le 1^{er} septembre suivant, au nombre de périodes définitivement vacantes qui peuvent être confiées à cette date au membre du personnel, à condition que :

- 1° Le membre du personnel ne puisse pas bénéficier à cette date d'une fonction à prestations complètes, soit, dans l'établissement où il est affecté à titre principal, qu'il ait ou non obtenu antérieurement une affectation à titre complémentaire dans un ou plusieurs autres établissements; soit, dans l'ensemble des établissements où il est affecté à titre principal et à titre complémentaire, s'il a déjà obtenu antérieurement l'extension de sa nomination à titre définitif et est affecté à titre complémentaire dans un ou plusieurs autres établissements;
- 2° Le membre du personnel ne soit pas mis en disponibilité par défaut d'emploi, soit, dans l'établissement où il est affecté à titre principal, sans être affecté à titre complémentaire dans un ou plusieurs autres établissements; soit, dans l'ensemble des établissements où il est affecté à titre principal et à titre complémentaire, s'il a déjà obtenu antérieurement l'extension de sa nomination à titre définitif et est affecté à titre complémentaire dans un ou plusieurs autres établissements;
- 3° Si le membre du personnel est placé en perte partielle de charge dans l'établissement où il est affecté à titre principal, un complément de charge dans des périodes définitivement vacantes puisse préalablement lui être attribué pour compenser totalement la perte partielle de charge dont il fait l'objet; s'il est placé en perte partielle de charge dans un ou plusieurs des établissements où il est affecté à titre complémentaire, un complément de charge dans des périodes définitivement vacantes puisse préalablement lui être attribué dans un établissement autre que celui où il est affecté à titre principal pour compenser totalement la perte partielle de charge dont il fait l'objet.

§ 2. Un membre du personnel ne conserve le bénéfice de l'extension de sa nomination à titre définitif que pour la différence entre le nombre maximum de prestations pour lesquelles, dans l'établissement où il est affecté à titre principal, il a bénéficié d'une nomination à titre définitif, et dans l'/les établissement(s) où il est affecté à titre complémentaire, de l'extension de sa nomination à titre définitif, et le nombre maximum de prestations pour lesquelles il bénéficie d'une nomination à titre définitif dans l'établissement où il est affecté à titre principal.

Un membre du personnel peut accroître le bénéfice de l'extension de sa nomination à titre définitif ou obtenir une nouvelle extension de sa nomination à titre définitif, à condition que :

- 1° Le membre du personnel ne puisse pas bénéficier à cette date d'une fonction à prestations complètes, dans l'établissement où il est affecté à titre principal ou dans l'ensemble des établissements où il est affecté à titre principal et à titre complémentaire;
- 2° Le membre du personnel ne soit pas mis en disponibilité par défaut d'emploi;
- 3° Si le membre du personnel est placé en perte partielle de charge dans l'établissement où il est affecté à titre principal, un complément de charge dans des périodes définitivement vacantes puisse préalablement lui être attribué pour compenser totalement la perte partielle de charge dont il fait l'objet; s'il est placé en perte partielle de charge dans un ou plusieurs des établissements où il est affecté à titre complémentaire, un complément de charge dans des périodes définitivement vacantes puisse préalablement lui être attribué dans un établissement autre que celui où il est affecté à titre principal pour compenser totalement la perte partielle de charge dont il fait l'objet.

Aucun membre du personnel ne peut conserver son affectation à titre complémentaire dans un ou plusieurs autres établissements dès qu'il peut lui être confié à titre définitif une fonction à prestations complètes dans l'établissement où il est affecté à titre principal.

Un membre du personnel peut renoncer, à sa demande, à son affectation à titre principal dès qu'il peut lui être confié à titre définitif une fonction à prestations complètes dans l'/les établissement(s) où il est affecté à titre complémentaire.

Le membre du personnel visé à l'alinéa 4, qui a renoncé à son affectation à titre principal et à qui est confiée à titre définitif une fonction à prestations complètes dans l'établissement où il est affecté à titre complémentaire, est affecté dans cet établissement.

Le membre du personnel visé à l'alinéa 4, qui a renoncé à son affectation à titre principal et à qui est confiée à titre définitif une fonction à prestations complètes dans un des établissements où il est affecté à titre complémentaire, est affecté dans cet établissement et ne peut conserver son affectation à titre complémentaire dans les autres établissements.

Le membre du personnel visé à l'alinéa 4, qui a renoncé à son affectation à titre principal et à qui est confiée à titre définitif une fonction à prestations complètes dans les établissements où il est affecté à titre complémentaire, est affecté à titre principal dans l'établissement où il peut lui être confié à titre définitif le plus grand nombre de prestations.

§ 3. Le membre du personnel nommé à titre définitif à une fonction principale à prestations complètes ne peut cumuler cette fonction avec une autre fonction principale, à prestations complètes ou incomplètes, qu'il tenait d'une nomination antérieure. ».

Art. 162. Un article 22^{quater}, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 22^{quater}. - § 1^{er}. Tout membre du personnel nommé à titre définitif, titulaire d'une fonction de recrutement, peut, à sa demande, obtenir dans cette fonction un changement d'affectation dans un emploi vacant d'un autre établissement de la zone ou d'une autre zone qui n'est pas occupé par un stagiaire.

Ce changement d'affectation produit ses effets au 1^{er} juillet suivant la demande.

§ 2. Le membre du personnel qui désire obtenir un changement d'affectation dans un autre établissement de la zone ou dans une autre zone introduit, par pli recommandé, une demande motivée par des circonstances exceptionnelles auprès du Gouvernement dans le courant du mois de janvier. Il en adresse copie au président de la commission d'affectation.

Le Gouvernement n'accorde le changement d'affectation que moyennant avis favorable de la commission d'affectation.

§ 3. Un changement d'affectation peut s'opérer provisoirement dans un emploi non vacant, si cet emploi est libéré pendant une année scolaire au moins. Le changement d'affectation dans un emploi non vacant s'opère selon les modalités définies au § 2.

§ 4. L'emploi dont était titulaire un membre du personnel affecté conformément au § 3 devient vacant si celui-ci ne réintègre pas cet emploi après deux années scolaires consécutives. La vacance est notifiée conformément à l'article 3^{bis}, alinéa 1^{er}.

§ 5. Le bénéfice des dispositions prévues au présent article ne peut être accordé au membre du personnel nommé à titre définitif et affecté à titre complémentaire dans un ou plusieurs établissements pour les prestations qu'il accomplit dans cet/ces établissement(s). ».

Art. 163. Il est inséré dans le chapitre III du même arrêté, une section 5, rédigée comme suit :

« Section 5. - Des maîtres de religion et des professeurs de religion des établissements repris par la Communauté française.

Article 22quinquies. - § 1^{er}. Les maîtres de religion ou les professeurs de religion des établissements d'enseignement repris par la Communauté française, nommés à titre définitif et en activité de service au moment de la reprise, ont d'office la qualité de maître de religion ou de professeur de religion des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française.

§ 2. Lorsqu'ils exercent à titre définitif, lors de la reprise, une fonction de maître de religion ou professeur de religion pour laquelle ils bénéficient d'une subvention-traitement octroyée par la Communauté française, ils sont nommés dans la même fonction.

Les services effectifs rendus jusqu'à la reprise par les maîtres de religion et les professeurs de religion dans l'enseignement organisé par le pouvoir organisateur assumant la direction de l'établissement repris par la Communauté française, ainsi que les services rendus en qualité de maître de religion ou professeur de religion dans un établissement d'enseignement jusqu'à la reprise de celui-ci par le pouvoir organisateur susmentionné sont assimilés aux services rendus en qualité de maître de religion ou de professeur de religion des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française. ».

Art. 164. L'article 25 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 25. - Les articles 57 à 60 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 sont applicables aux membres du personnel visés à l'article 1^{er}.

Le Gouvernement constate les incompatibilités visées à ces articles. Il en informe par lettre recommandée le membre du personnel concerné dans un délai de vingt jours à partir du jour où il constate l'incompatibilité. Il en informe également le chef du culte. ».

Art. 165. Un article 25bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 25bis. - En cas de contestation sur l'existence d'une incompatibilité mentionnée aux articles 57 à 59 de l'arrêté du 22 mars 1969, le membre du personnel peut introduire, par la voie hiérarchique, dans un délai de vingt jours à compter de la date à laquelle la notification de l'incompatibilité a été faite à peine de nullité, une réclamation devant la Chambre de recours. Celle-ci donne son avis au Gouvernement dans un délai de deux mois à partir de la date de réception.

Le Gouvernement prend sa décision dans un délai d'un mois à partir de la réception de l'avis de la Chambre de recours. ».

Art. 166. Un article 27bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 27bis. - Pour chaque membre du personnel, il est tenu à l'Administration centrale du Ministère un dossier de signalement contenant exclusivement :

- 1° Les rapports sur la manière de servir des temporaires et des stagiaires;
- 2° Les bulletins de signalement éventuels;
- 3° Les rapports d'inspection;
- 4° Les notes administratives relatant les éléments favorables ou défavorables en rapport avec la fonction;
- 5° Le relevé des peines disciplinaires et le relevé des décisions de radiation. ».

Art. 167. Dans l'article 28 du même arrêté, les termes « 67 à 76 » sont remplacés par les termes « 68 à 74 ».

Art. 168. Un article 29bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 29bis. - Le rapport d'inspection est soumis au membre du personnel, qui vise le document et le restitue dans les dix jours, s'il n'a pas d'objection à présenter.

Si le membre du personnel estime que la mention attribuée n'est pas justifiée, il vise en conséquence le rapport d'inspection et le restitue dans les dix jours, accompagné d'une réclamation écrite au chef d'établissement. Ce rapport et la réclamation sont adressés à l'inspecteur le jour même de leur réception par le chef d'établissement.

Dans les quinze jours de la réception de la réclamation, l'inspecteur notifie sa décision au membre du personnel intéressé. Celui-ci vise le rapport d'inspection et, dans les vingt jours qui suivent la réception de la notification, a le droit d'introduire, par la voie hiérarchique, une réclamation devant la Chambre de recours.

A moins d'empêchement légitime, le requérant comparait en personne. Il peut se faire assister par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel de l'enseignement organisé par la Communauté française en activité de service ou retraités ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée.

La Chambre de recours donne son avis au Gouvernement dans un délai maximum de trois mois à la date de la réception.

Le défaut de comparution du membre du personnel ou de son représentant n'empêche pas la Chambre de recours de se prononcer.

Le Gouvernement attribue la mention du rapport d'inspection dans le délai d'un mois à partir de la réception de l'avis de la Chambre de recours. L'avis de la Chambre de recours lie le Gouvernement. ».

Art. 169. Dans l'article 30 du même arrêté, les termes « article 29 » sont remplacés par les termes « article 29bis » et le terme « Ministre » est remplacé par le terme « Gouvernement ».

Art. 170. Dans l'article 32 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

- 1° Les termes « 122 à 134 » sont remplacés par les termes « 122 à 127 et 131 à 134 »;
- 2° L'article 32 est complété par l'alinéa suivant : « Les peines disciplinaires sont proposées après consultation du chef du culte. ».

Art. 171. L'article 33 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 33. – Il est institué auprès du Gouvernement une Chambre de recours des maîtres de religion et professeurs de religion de l'enseignement organisé par la Communauté française. ».

Art. 172. A l'article 34 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° Dans l'alinéa 1^{er}, les termes « Chacune des trois chambres de recours comprend deux comités chargés » sont remplacés par les termes « La Chambre de recours est chargée »;
- 2° L'alinéa 2 est supprimé.

Art. 173. L'article 35 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 35. - La Chambre de recours est composée d'un président, désigné par le Gouvernement, et de 10 membres choisis parmi les maîtres de religion et les professeurs de religion nommés à titre définitif dans l'enseignement organisé par la Communauté française ».

Art. 174. L'article 36 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 36. – La Chambre de recours est composée de 5 membres du personnel de l'enseignement organisé par la Communauté française, désignés en accord avec les chefs de culte, et de 5 représentants des organisations syndicales représentatives, proposés par elles. Chacune de ces organisations syndicales dispose au moins d'un représentant.

Chacune des délégations comprend un membre appartenant à chacune des religions visées à l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

Les membres sont désignés par le Gouvernement.

Lorsqu'il s'agit de rendre un avis sur le licenciement moyennant préavis proposé par le chef du culte ou l'inspecteur compétent ou sur un rapport défavorable de ce dernier, la chambre de recours se compose de ses seuls membres relevant de la religion concernée.

Dans cette hypothèse, le quorum de présence prévu à l'article 151 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 susmentionné ne trouve pas à s'appliquer. La chambre de recours délibère utilement en présence de deux de ses membres, l'un désigné par les chefs du culte, l'autre par les organisations syndicales représentatives. ».

Art. 175. A l'article 37 du même arrêté, les termes « des comités visés ci-dessus » sont remplacés par les termes « de la Chambre de recours ».

Art. 176. Il est inséré, dans le même arrêté, un chapitre VIII^{bis} rédigé comme suit :

« CHAPITRE VIII^{BIS}. - DE LA SUSPENSION PREVENTIVE : MESURE ADMINISTRATIVE.

Article 37^{bis}. – Les articles 157^{bis}, 157^{quater} et 157^{quinquies} de l'arrêté royal du 22 mars 1969 sont applicables aux membres du personnel nommés à titre définitif visés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Article 37^{ter}. – Les articles 157^{sexies} à 157^{octies} de l'arrêté royal du 22 mars 1969 sont applicables aux membres du personnel désignés à titre temporaire ou admis au stage visés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}.

La procédure de suspension préventive ainsi que les mesures prises à l'égard d'un membre du personnel temporaire en application de l'alinéa 1^{er} prennent fin de plein droit à la date à laquelle la désignation à titre temporaire prend fin et, au plus tard, le dernier jour de l'année scolaire.

La durée de la suspension préventive dont fait l'objet un membre du personnel stagiaire n'entre pas en ligne de compte dans le calcul de la durée du stage fixée à l'article 16. ».

Art. 177. Il est inséré, dans le même arrêté, un chapitre VIII^{ter} rédigé comme suit :

« CHAPITRE VIII^{TER}. - DES MEMBRES DU PERSONNEL VICTIMES D'ACTE DE VIOLENCE.

Section 1^{re}. — Dispositions générales.

Article 37^{quater}. - Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre par "acte de violence", toute atteinte physique et/ou psychologique commise avec une intention malveillante, toute agression à caractère racial, religieux ou sexiste contre un membre du personnel ainsi que toute détérioration aux biens de celui-ci commise soit par un élève, soit par un tiers sur instigation ou avec la complicité de celui-ci, soit par un membre de la famille de l'élève ou toute personne habitant sous le même toit, dans le cadre du service du membre du personnel ou en relation directe avec celui-ci, soit par tout autre personne n'appartenant pas au personnel de l'établissement pour autant qu'il soit démontré par la victime que l'acte de violence est en relation directe avec le service.

On entend par "membre du personnel victime d'un acte de violence", le membre du personnel définitif, admis au stage ou temporaire reconnu victime d'un accident de travail résultant de l'acte défini à l'alinéa 1^{er} par le service du Gouvernement visé à l'article 6 de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel du secteur public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail.

Les articles 37^{sexies} à 37^{decies} ne s'appliquent que pour autant que la victime ait déposé plainte auprès des autorités judiciaires.

Lorsque l'acte de violence a été commis à l'extérieur de l'établissement, la demande de priorité ne sera prise en considération que pour autant que l'auteur de l'acte de violence ait pu être identifié.

Article 37^{quinquies}. - § 1^{er}. Le membre du personnel victime d'un acte de violence bénéficie du dispositif défini à la Section 2 s'il est temporaire non classé, à la Section 3 s'il est temporaire classé dans le deuxième groupe visé à l'article 5^{quater}, alinéa 4, à la Section 4 s'il est temporaire classé dans le 1^{er} groupe visé à l'article 5^{quater}, alinéa 3, à la Section 5 s'il est admis au stage et à la Section 6 s'il est nommé à titre définitif.

§ 2. Dans le cas où il n'a pas été mis en incapacité temporaire par le service de santé administratif et sauf cas de force majeure dûment justifié, le membre du personnel visé au § 1^{er} introduit sa demande à bénéficier du dispositif défini aux sections 2 à 5 par recommandé avec accusé de réception dans un délai d'un mois à partir de la survenance des faits auprès de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire qui vérifie que les conditions sont remplies.

Dans le même délai, il envoie également par recommandé avec accusé de réception une copie de cette demande à son chef d'établissement. Le membre du personnel adresse une copie de sa demande au chef du culte.

Dans le cas où le membre du personnel a été mis en incapacité temporaire par le service de santé administratif, il introduit la demande visée à l'alinéa 1^{er} dans un délai d'un mois à partir de la reprise de l'exercice de ses fonctions.

Dans le même délai, il envoie également par recommandé avec accusé de réception une copie de cette demande à son chef d'établissement. Le membre du personnel adresse une copie de sa demande au chef du culte.

La demande indique dans quelles zones le membre du personnel préfère exercer ses fonctions.

Une copie de la plainte visée à l'article 37^{quater}, alinéa 3, y est annexée, ainsi que copie de la reconnaissance de l'accident de travail par le service du Gouvernement visé à l'article 6 de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 précité.

§ 3. Dans les huit jours ouvrables qui suivent la réception de la demande visée au § 2, la Direction générale de l'Enseignement obligatoire rend un avis au Gouvernement. Une copie de cet avis est communiquée au chef d'établissement ainsi qu'au membre du personnel concerné.

La décision d'octroi du dispositif visé au présent chapitre est prise par le Gouvernement dans les huit jours ouvrables. Elle est notifiée immédiatement au chef d'établissement et au membre du personnel concerné. Une copie de la décision est adressée au chef du culte.

Section 2. - Du droit à une nouvelle désignation des membres du personnel temporaires non classés.

Article 37^{sexies}. - § 1^{er}. Le membre du personnel temporaire non classé victime d'un acte de violence peut solliciter sa désignation dans un autre établissement dans le respect des conditions visées à la Section première.

La demande de nouvelle désignation n'est prise en considération que si la désignation initiale n'arrive pas à échéance avant l'écoulement d'un délai d'un mois à dater de l'introduction de la demande.

La nouvelle désignation visée au présent article ne peut être d'une durée inférieure à la durée restant à courir dans le cadre de la désignation initiale, sauf accord du membre du personnel concerné. Toutefois, une désignation d'une durée inférieure à celle restant à courir dans le cadre de sa désignation initiale peut être imposée à la victime d'un acte de violence à condition que cet emploi soit disponible pour une durée de quinze semaines au moins et que le membre du personnel qui fait l'objet d'une telle désignation ne perde aucun droit pour la période qui représente la différence entre cette désignation et la durée de la désignation initiale.

§ 2. Le Gouvernement désigne le membre du personnel non classé visé au présent article :

- 1° Dans tout emploi disponible de la même fonction pour lequel il n'y a pas de candidat classé ou
- 2° Dans tout emploi de la même fonction occupé par un membre du personnel temporaire qui accepte volontairement de permuter avec le membre du personnel victime d'un acte de violence.

L'alinéa 1^{er}, 2° ne vaut que pour les désignations qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 3. A défaut d'avoir pu offrir au membre du personnel non classé visé à la présente section une nouvelle désignation conformément au § 2, le Gouvernement le désigne dans tout emploi de la même fonction déjà occupé par un membre du personnel temporaire non classé à qui il impose de permuter avec le membre du personnel victime d'un acte de violence.

L'alinéa précédent ne vaut que pour les désignations qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 4. Durant la période de congé rémunéré dont bénéficie le membre du personnel victime d'un acte de violence en incapacité de travail consécutive à cet acte, celui-ci est réputé rendre des services effectifs. Sa prise en compte dans l'ancienneté de service est toutefois limitée à la durée de la désignation initiale.

§ 5. L'année scolaire qui suit celle au cours de laquelle il a été victime d'un acte de violence, le membre du personnel temporaire ne peut, sauf accord de sa part, être à nouveau désigné dans l'établissement dans lequel il a été victime de cet acte à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif au Service Interne pour la Prévention et la Protection au Travail.

§ 6. Par dérogation à l'article 12, 10°, le membre du personnel temporaire non classé qui a introduit une candidature valable pour une admission au stage pour l'année scolaire suivante, peut modifier le choix d'établissement(s) exprimé après le délai fixé dans l'appel aux candidats à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail précité. Cette demande n'est néanmoins prise en considération que si elle parvient avant le 15 mai au Gouvernement.

Section 3. - Du droit à une nouvelle désignation des membres du personnel temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article 5^{quater}, alinéa 4.

Article 37^{septies}. - § 1^{er}. Le membre du personnel temporaire classé dans le deuxième groupe visé à l'article 5^{quater}, alinéa 4, victime d'un acte de violence, peut solliciter sa désignation dans un autre établissement dans le respect des conditions visées à la section première.

La demande de nouvelle désignation ne sera prise en considération que si la désignation initiale n'arrive pas à échéance avant l'écoulement d'un délai d'un mois à dater de l'introduction de la demande.

La nouvelle désignation visée au présent article ne peut être d'une durée inférieure à la durée restant à courir dans le cadre de la désignation initiale, sauf accord du membre du personnel concerné. Toutefois, une désignation d'une durée inférieure à celle restant à courir dans le cadre de sa désignation initiale peut être imposée à la victime d'un acte de violence à condition que cet emploi soit disponible pour une durée de quinze semaines au moins et que le membre du personnel qui fait l'objet d'une telle désignation ne perde aucun droit pour la période qui représente la différence entre cette désignation et la durée de la désignation initiale.

§ 2. Le Gouvernement désigne le membre du personnel temporaire visé à la présente section :

- 1° Dans tout emploi disponible de la même fonction, appartenant à un établissement de la (des) zone(s) mentionnée(s) dans l'acte de candidature visé aux articles 5^{bis} et 5^{ter}, en tenant compte des préférences zonales exprimées; ou
- 2° Dans l'emploi de la même fonction occupé par un membre du personnel temporaire qui accepte de permuter.

L'alinéa 1^{er}, 2° ne vaut que pour les désignations qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 3. A défaut d'avoir pu offrir au membre du personnel temporaire visé à la présente section une nouvelle désignation conformément au § 2, le Gouvernement le désigne dans tout emploi de la même fonction déjà occupé par :

- 1° Un membre du personnel temporaire non classé à qui il impose de permuter;
- 2° A défaut, un membre du personnel temporaire classé dans le deuxième groupe visé à l'article 5^{quater} alinéa 4, à qui il impose de permuter.

L'alinéa précédent ne vaut que pour les désignations qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 4. Durant la période de congé rémunéré dont bénéficie le membre du personnel victime d'un acte de violence en incapacité de travail consécutive à cet acte, celui-ci est réputé rendre des services effectifs. Sa prise en compte dans l'ancienneté de service est toutefois limitée à la durée de la désignation initiale.

§ 5. A condition que le membre du personnel temporaire ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail précité, il ne peut être à nouveau désigné dans l'établissement dans lequel il a été victime de cet acte l'année scolaire qui suit celle au cours de laquelle il a été victime d'un acte de violence, sauf accord de sa part. Cette demande n'est néanmoins prise en considération que si elle parvient avant le 15 mai au Gouvernement.

§ 6. Par dérogation à l'article 4, 8°, le membre du personnel temporaire classé qui a introduit une candidature valable pour une désignation en qualité de temporaire pour l'année scolaire suivante, peut modifier le choix de zone(s) exprimé après le délai fixé dans l'appel aux candidats à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 précité.

Par dérogation à l'article 12, 12°, le membre du personnel temporaire classé qui a introduit une candidature valable pour une admission au stage pour l'année scolaire suivante, peut modifier le choix d'établissement(s) exprimé après le délai fixé dans l'appel aux candidats à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 précité. Cette demande n'est néanmoins prise en considération que si elle parvient avant le 15 mai au Gouvernement.

Section 4. - Du droit à une nouvelle désignation des membres du personnel temporaires classés dans le premier groupe visé à l'article 5^{quater} alinéa 3.

Article 37^{octies}. - § 1^{er}. Le membre du personnel temporaire classé dans le premier groupe visé à l'article 5^{quater}, alinéa 3, victime d'un acte de violence, peut solliciter sa désignation dans un autre établissement dans le respect des conditions visées à la Section première.

La demande de nouvelle désignation ne sera prise en considération que si la désignation initiale n'arrive pas à échéance avant l'écoulement d'un délai d'un mois à dater de l'introduction de la demande.

La nouvelle désignation visée au présent article ne peut être d'une durée inférieure à la durée restant à courir dans le cadre de la désignation initiale, sauf accord du membre du personnel concerné. Toutefois, une désignation d'une durée inférieure à celle restant à courir dans le cadre de sa désignation initiale peut être imposée à la victime d'un acte de violence à condition que cet emploi soit disponible pour une durée de quinze semaines au moins et que le membre du personnel qui fait l'objet d'une telle désignation ne perde aucun droit pour la période qui représente la différence entre cette désignation et la durée de la désignation initiale.

§ 2. Le Gouvernement désigne le membre du personnel temporaire visé à la présente section :

1° Dans tout emploi disponible de la même fonction, appartenant à un établissement de la (des) zone(s) mentionnée(s) dans l'acte de candidature visé à l'article 23 de l'arrêté royal du 22 mars 1969; ou

2° Dans l'emploi de la même fonction occupé par un membre du personnel temporaire qui accepte de permuter. L'alinéa 1^{er}, 2° ne vaut que pour les désignations qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 3. A défaut d'avoir pu offrir au membre du personnel temporaire visé à la présente Section une nouvelle désignation conformément au § 2, le Gouvernement le désigne dans tout emploi de la même fonction déjà occupé par :

1° Un membre du personnel temporaire non classé à qui il impose de permuter;

2° A défaut, par un membre du personnel temporaire classé dans le deuxième groupe visé à l'article 5^{quater} alinéa 3, à qui il impose de permuter.

L'alinéa précédent ne vaut que pour les désignations qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 4. Durant la période de congé rémunéré dont bénéficie le membre du personnel victime d'un acte de violence en incapacité de travail consécutive à cet acte, celui-ci est réputé rendre des services effectifs. Sa prise en compte dans l'ancienneté de service est toutefois limitée à la durée de la désignation initiale.

§ 5. L'année scolaire qui suit celle au cours de laquelle il a été victime d'un acte de violence, le membre du personnel temporaire visé à la présente section ne peut être à nouveau désigné dans l'établissement dans lequel il a été victime de cet acte, sauf accord de sa part, et à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail précité.

§ 6. Par dérogation à l'article 4, 8°, le membre du personnel temporaire classé qui a introduit une candidature valable pour une désignation en qualité de temporaire pour l'année scolaire suivante, peut modifier le choix de zone(s) exprimé après le délai fixé dans l'appel aux candidats à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 précité.

Par dérogation à l'article 12, 12°, le membre du personnel temporaire classé qui a introduit une candidature valable pour une admission au stage pour l'année scolaire ou académique suivante, peut modifier le choix d'établissement(s) exprimé après le délai fixé dans l'appel aux candidats à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail précité. Cette demande n'est néanmoins prise en considération que si elle parvient avant le 15 mai au Gouvernement.

Section 5. - Du droit à une nouvelle affectation des membres du personnel admis au stage.

Article 37^{nonies}. - § 1^{er}. Le membre du personnel admis au stage peut solliciter une nouvelle affectation dans un autre établissement de la même zone ou d'une autre zone, dans le respect des conditions visées à la section première.

La demande visée à l'article 37^{quinquies}, § 2, indique dans quelle(s) zone(s) d'affectation le membre du personnel demande à bénéficier de sa nouvelle affectation ainsi que l'(les) établissement(s) dans le(s)quel(s) il souhaite être affecté.

Cette demande peut être introduite à tout moment; concomitamment, une copie de cette demande est transmise au président de la commission d'affectation.

La Commission d'affectation propose au Gouvernement les nouvelles affectations qu'elle juge les plus adéquates, dans le respect du § 2.

§ 2. Le Gouvernement accorde une nouvelle affectation au membre du personnel visé à la présente Section :

- 1° Dans tout emploi vacant disponible de la même fonction, en tenant compte des préférences zonales exprimées dans la demande visée au § 1^{er}; ou
- 2° Dans un emploi vacant, de la même fonction, occupé par un membre du personnel temporaire qui accepte de permuter en tenant compte des préférences zonales exprimées dans la demande visée au § 1^{er}.

L'alinéa 1^{er}, 2° ne vaut que pour les désignations qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 3. A défaut d'avoir pu offrir au membre du personnel stagiaire visé à la présente section une nouvelle affectation conformément au § 2, le Gouvernement lui accorde une nouvelle affectation dans tout emploi vacant de la même fonction déjà occupé par :

- 1° Un membre du personnel temporaire non classé à qui il impose de permuter, en tenant compte des préférences zonales exprimées dans la demande visée au § 1^{er};
- 2° A défaut, par un membre du personnel temporaire classé dans le deuxième groupe visé à l'article 5^{quater}, alinéa 4 à qui il impose de permuter en tenant compte des préférences zonales exprimées dans la demande visée au § 1^{er}.

L'alinéa précédent ne vaut que pour les désignations qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 4. Le Gouvernement transmet au président de la commission d'affectation copie de la décision.

Section 6. - Du droit au changement d'affectation de circonstance des membres du personnel nommés à titre définitif.

Article 37^{decies}. - § 1^{er}. Le membre du personnel nommé à titre définitif victime d'un acte de violence peut solliciter un changement d'affectation de circonstance dans un autre établissement de la même zone ou d'une autre zone, dans le respect des conditions visées à la section première.

La demande visée à l'article 37^{quinquies}, § 2, indique dans quelle(s) zone(s) d'affectation le membre du personnel demande à bénéficier du changement d'affectation de circonstance, ainsi que les établissements dans lesquels il souhaite être affecté.

La demande visée aux alinéas précédents peut être introduite à tout moment; concomitamment, une copie de cette demande est transmise au président de la commission d'affectation.

La commission d'affectation propose au Gouvernement les changements d'affectation de circonstance qu'elle juge les plus adéquats, dans le respect du § 2.

§ 2. Le Gouvernement accorde un changement d'affectation de circonstance au membre du personnel visé à la présente section :

- 1° Dans tout emploi disponible de la même fonction, pour une durée ininterrompue de quinze semaines au moins ou jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours, en tenant compte des préférences zonales exprimées dans la demande visée au § 1^{er}; ou
- 2° Dans un emploi, de la même fonction, occupé par un membre du personnel temporaire qui accepte de permuter avec lui en tenant compte des préférences zonales exprimées dans la demande visée au § 1^{er}.

L'alinéa 1^{er}, 2° ne vaut que pour les désignations qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 3. A défaut d'avoir pu offrir au membre du personnel définitif visé à la présente section un changement d'affectation de circonstance conformément au § 2, le Gouvernement lui accorde ce changement d'affectation de circonstance dans tout emploi de la même fonction déjà occupé par :

- 1° Un membre du personnel temporaire non classé à qui il impose de permuter, en tenant compte des préférences zonales exprimées dans la demande visée au § 1^{er};
- 2° A défaut, un membre du personnel temporaire classé dans le deuxième groupe visé à l'article 5^{quater}, alinéa 4, à qui il impose de permuter en tenant compte des préférences zonales exprimées dans la demande visée au § 1^{er}.

L'alinéa précédent ne vaut que pour les désignations qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 4. Le Gouvernement transmet au président de la commission d'affectation copie de la décision.

§ 5. Par dérogation à l'article 22^{quater}, § 2, le membre du personnel victime d'un acte de violence peut, après le 31 janvier de l'année scolaire au cours de laquelle il a été victime de cet acte, introduire une demande de changement d'affectation pour l'année scolaire suivante ou modifier le choix d'établissement(s) déjà exprimé à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail précité. Cette demande n'est néanmoins prise en considération que si elle parvient avant le 15 mai au Gouvernement. ».

Art. 178. Le chapitre IX du même arrêté, intitulé « Des positions administratives », est remplacé par le chapitre suivant :

« CHAPITRE IX. - DES POSITIONS ADMINISTRATIVES.

Section 1^{re}. - Disposition générale.

Article 38. - Le membre du personnel est dans une des positions administratives suivantes :

- a) En activité de service;
- b) En non-activité;
- c) En disponibilité.

Section 2. - De l'activité de service.

Article 39. - Le membre du personnel est toujours censé être en activité de service sauf disposition formelle le plaçant dans une autre position administrative.

Article 40. - Le membre du personnel en activité de service a droit au traitement et à l'avancement de traitement, sauf disposition formelle contraire.

Il peut faire valoir ses titres à une nomination dans une fonction de promotion.

Article 41. - Il obtient, aux mêmes conditions que celles fixées pour les membres du personnel visés par l'arrêté royal du 22 mars 1969 et selon les mêmes modalités, les congés attribués à ces derniers.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, le membre du personnel stagiaire est assimilé à un membre du personnel nommé à titre définitif.

Le membre du personnel qui obtient un congé en informe son chef du culte.

Section 3. - De la non-activité.

Article 42. - Le membre du personnel est dans la position de non-activité :

1° Lorsqu'il accomplit, en temps de paix, certaines prestations militaires ou est affecté à la protection civile ou à des tâches d'utilité publique en application de la loi portant le statut des objecteurs de conscience. Les dispositions de l'Arrêté royal du 20 décembre 1973 pris en application de l'article 161 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements s'appliquent, mutatis mutandis, aux membres du personnel visé par le présent arrêté;

2° Lorsqu'il est frappé de la sanction de suspension disciplinaire;

3° Lorsqu'il est frappé de la sanction de mise en non-activité disciplinaire;

4° Lorsque, pour des raisons familiales, il est autorisé à s'absenter pour une période de longue durée.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, le membre du personnel stagiaire est assimilé à un membre du personnel nommé à titre définitif.

Article 43. - Le membre du personnel qui est dans la position de non-activité n'a pas droit au traitement, sauf disposition formelle contraire.

S'il se trouve en position de non-activité en raison des dispositions prévues à l'article 42, 2° ou 3°, il ne peut faire valoir ses titres à une nomination à une fonction de promotion, ni à l'avancement de traitement.

Article 44. - Nul ne peut être mis ou maintenu en non-activité après la fin du mois au cours duquel il atteint l'âge de 60 ans s'il compte trente années de services admissibles pour l'ouverture du droit à la pension.

Section 4. - De la disponibilité.

Sous-section 1. - Dispositions générales.

Article 45. - Le membre du personnel peut être mis en position de disponibilité aux conditions fixées par le Gouvernement :

- a) Par retrait d'emploi dans l'intérêt du service ou de l'enseignement;
- b) Pour maladie ou infirmité n'entraînant pas l'incapacité définitive au service, mais provoquant des absences dont la durée excède celles des congés pour maladie ou infirmité;
- c) Pour convenance personnelle;
- d) Par défaut d'emploi;
- e) Pour mission spéciale.

Le membre du personnel mis en disponibilité en informe son chef du culte.

Article 46. - Nul ne peut être mis ou maintenu en disponibilité après la fin du mois au cours duquel il atteint l'âge de 60 ans s'il compte trente années de services admissibles pour l'ouverture du droit à la pension.

Article 47. - Des traitements d'attente peuvent être alloués aux membres du personnel mis en disponibilité. Ces traitements d'attente, les allocations et indemnités, qui sont éventuellement alloués à ces membres du personnel, sont soumis au régime de mobilité applicable aux rétributions des membres du personnel en activité de service.

Article 47bis. - § 1^{er}. Tout membre du personnel en disponibilité reste à la disposition du Gouvernement.

§ 2. La durée de la mise en disponibilité avec jouissance d'un traitement d'attente, dans le cas de mise en disponibilité par défaut d'emploi, ne peut dépasser, en une ou plusieurs périodes, la durée des services admissibles pour le calcul de la pension de retraite du membre du personnel intéressé. Cette disposition n'est pas applicable aux membres du personnel mis en disponibilité pour mission spéciale aux écoles européennes ou aux universités étrangères

Pour le calcul de la durée des services admissibles précités ne sont pas pris en considération :

1° Le service militaire ou le service dans la protection civile ou des tâches d'utilité publique en application de la loi portant le statut des objecteurs de conscience que le membre du personnel a accomplis avant son admission dans les administrations fédérales, communautaires, régionales, dans l'enseignement ou dans les centres psycho-médico-sociaux;

2° Les périodes de mises en disponibilité quelle que soit la nature de ces mises en disponibilité.

§ 3. Le membre du personnel en disponibilité qui bénéficie d'un traitement d'attente est tenu de se présenter chaque année devant le service de santé administratif sur convocation au cours du mois correspondant à celui de sa mise en disponibilité.

Si le membre du personnel, dûment convoqué, ne se présente pas devant le service de santé administratif, le paiement de son traitement d'attente est suspendu depuis cette époque jusqu'au moment où il se présentera.

§ 4. Le membre du personnel en disponibilité est tenu de notifier au chef d'établissement de l'établissement d'enseignement où il est affecté un domicile dans le Royaume où peuvent lui être notifiées les décisions qui le concernent.

§ 5. Lorsque le membre du personnel est en disponibilité pour convenance personnelle, l'emploi dont il était titulaire est déclaré vacant lorsque la disponibilité du membre du personnel a duré sans interruption deux années consécutives.

§ 6. Le membre du personnel en disponibilité, qui n'a pas été remplacé par application du § 5 dans son emploi, occupe cet emploi lorsqu'il reprend son activité.

§ 7. Le membre du personnel en disponibilité, qui sollicite sa réintégration et qui a été remplacé par application du § 5 dans son emploi, est mis en disponibilité par défaut d'emploi à partir de la date à laquelle il aurait été réintégré s'il n'avait pas été remplacé dans son emploi.

Sous-section 2. - De la disponibilité par défaut d'emploi, de la perte partielle de charge, de la réaffectation, du rappel provisoire à l'activité de service et du rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée.

Article 47ter. - § 1^{er}. Le membre du personnel nommé à titre définitif et affecté dans l'établissement, affecté à titre principal dans l'établissement sans être affecté à titre complémentaire dans un ou plusieurs autres établissements, ou affecté à titre principal dans l'établissement et à titre complémentaire dans un ou plusieurs autres établissements, non placé en disponibilité par défaut d'emploi et à qui n'a pu être attribué dans sa fonction un nombre de périodes vacantes au moins égal à celui pour lequel il est rétribué, dans l'établissement où il est affecté ou affecté à titre principal sans être affecté à titre complémentaire dans un ou plusieurs autres établissements, ou dans les établissements où il est affecté à titre principal et à titre complémentaire, est placé en perte partielle de charge.

Le membre du personnel nommé à titre définitif et affecté dans l'établissement, affecté à titre principal dans l'établissement sans être affecté à titre complémentaire dans un ou plusieurs autres établissements, ou affecté à titre principal dans l'établissement et à titre complémentaire dans un ou plusieurs autres établissements, est mis en disponibilité par défaut d'emploi lorsque aucune période vacante dans sa fonction n'a pu lui être confiée dans l'établissement où il est affecté ou affecté à titre principal sans être affecté à titre complémentaire dans un ou plusieurs autres établissements, ou dans l'ensemble des établissements où il est affecté à titre principal et à titre complémentaire.

Le membre du personnel admis au stage est mis en disponibilité par défaut d'emploi lorsque l'emploi qu'il occupe est supprimé.

§ 2. Le membre du personnel visé au § 1^{er}, alinéa 2, peut être rappelé provisoirement à l'activité de service par le Gouvernement dans les conditions fixées à l'article 47dodécies, § 2, dans un emploi définitivement ou temporairement vacant.

Le membre du personnel visé au § 1^{er} peut, en cas de vacance d'emploi être réaffecté par le Gouvernement dans les conditions fixées à l'article 47terdecies, § 3.

Article 47quater. - Un membre du personnel affecté à titre complémentaire dans un ou plusieurs établissements ne peut être placé en perte partielle de charge si la diminution du nombre de périodes définitivement vacantes qui lui sont attribuées dans l'/l'un des établissement(s) où il est affecté à titre complémentaire est compensée par une augmentation correspondante du nombre de périodes définitivement vacantes qui lui sont attribuées dans l'établissement où il est affecté à titre principal ou dans un autre établissement où il est affecté à titre complémentaire.

Il est mis fin d'office à l'affectation à titre complémentaire dont un membre du personnel bénéficie dans l'établissement où il perd la totalité des périodes définitivement vacantes qui lui étaient attribuées, si cette perte de périodes est compensée par une augmentation correspondante du nombre de périodes dans l'établissement où il est affecté à titre principal ou dans un autre établissement où il est affecté à titre complémentaire.

Un membre du personnel, perdant la totalité des périodes définitivement vacantes qui lui étaient attribuées dans l'établissement où il est affecté à titre principal et qui voit cette perte de périodes compensée par une augmentation correspondante du nombre de périodes dans l'/les établissement(s) où il est affecté à titre complémentaire, peut ne pas être placé en perte partielle de charge, s'il renonce à son affectation à titre principal et convertit son affectation à titre complémentaire en affectation à titre principal, ou, s'il lui est attribué une charge complète, en affectation, dans l'établissement où il était affecté à titre complémentaire.

Article 47quinquies. - Le membre du personnel nommé à titre définitif ou stagiaire en disponibilité par défaut d'emploi bénéficie d'un traitement d'attente égal, les deux premières années, à son traitement d'activité.

A partir de la troisième année, ce traitement d'attente est réduit chaque année de 20% sans qu'il puisse être inférieur à autant de fois un trentième du traitement d'activité que le membre du personnel compte d'années de service à la date de sa mise en disponibilité. Les réductions successives s'opèrent sur la base du dernier traitement d'activité.

Pour le membre du personnel invalide de guerre, le traitement d'attente est égal, durant les trois premières années, à son dernier traitement d'activité. A partir de la quatrième année, il est réduit selon le mode prévu à l'alinéa précédent.

Pour l'application de l'alinéa 2, il faut entendre, par années de service, celles qui entrent en compte pour l'établissement de la pension de retraite. Toutefois, les services militaires accomplis avant l'entrée en fonction ne sont pas pris en considération et les services militaires admissibles ne sont comptés que pour leur durée simple sans préjudice de l'application de l'article 13 des lois coordonnées des 3 août 1919 et 27 mai 1947 relatives aux priorités.

Le rappel provisoire à l'activité de service suspend les effets de la mise en disponibilité visés à l'alinéa 1^{er} pendant le temps du rappel. Le rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée suspend les effets de la mise en disponibilité visés à l'alinéa 1^{er} aussi longtemps qu'il n'est pas mis fin à ce rappel.

Article 47sexies. - Tout membre du personnel nommé à titre définitif en disponibilité par défaut d'emploi conserve pendant deux ans dans cette position ses titres à une nomination à une fonction de promotion du service d'inspection et à l'avancement de traitement. Tout membre du personnel stagiaire en disponibilité par défaut d'emploi conserve pendant deux ans dans cette position ses titres à l'avancement de traitement.

Article 47septies. - Un membre du personnel nommé à titre définitif à une fonction de recrutement n'est mis en disponibilité par défaut d'emploi ou placé en perte partielle de charge qu'après qu'il a été mis fin aux services des membres du personnel qui exercent la même fonction dans un emploi vacant et selon l'ordre fixé par l'article 6bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o à 11^o.

Ensuite, lorsqu'un membre du personnel nommé à titre définitif à une fonction de recrutement doit être mis en disponibilité par défaut d'emploi ou placé en perte partielle de charge, d'abord, est/sont mis en disponibilité par défaut d'emploi ou placé(s) en perte partielle de charge, un/des membre(s) du personnel affecté(s) à titre complémentaire dans l'établissement, ou le membre du personnel affecté à titre principal dans l'établissement, puis est/sont mis en disponibilité par défaut d'emploi ou placé(s) en perte partielle de charge un/des membre(s) du personnel affecté(s) dans l'établissement.

Un membre du personnel stagiaire n'est mis en disponibilité par défaut d'emploi qu'après qu'il a été mis fin aux services des membres du personnel qui exercent la même fonction dans un emploi vacant et selon l'ordre fixé par l'article 6bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o à 7^o.

Article 47octies. - § 1^{er}. Le membre du personnel en perte partielle de charge reste à la disposition du Gouvernement qui lui confie, d'initiative, un complément d'attributions et/ou un complément d'horaire.

Tout membre du personnel peut refuser de se voir attribuer des périodes sur base des dispositions de l'article 1^{er}bis, § 3, 6^o, b). Dans ce cas, il doit se voir attribuer, par priorité sur toute désignation à titre temporaire, et le cas échéant en application de l'article 6bis, pour une durée qui ne peut être inférieure à dix jours ouvrables, un complément de charge dans tout établissement n'entraînant pas pour lui une durée de déplacement supérieure à quatre heures par jour, à l'aide des transports en commun.

Le membre du personnel bénéficiant d'un complément d'horaire conserve le bénéfice de l'échelle barémique qui lui est attribuée eu égard à la fonction à laquelle il est nommé à titre définitif.

§ 2. Le membre du personnel en perte partielle de charge reste à la disposition du Gouvernement qui, d'initiative ou sur proposition de la commission d'affectation, lui confie un complément de charge :

- 1° Tout d'abord, avant toute désignation à titre temporaire ou toute admission au stage;
- 2° Ensuite, dans les emplois occupés par des temporaires, conformément à l'article 6bis, § 2.

A sa demande, le membre du personnel nommé à titre définitif à qui n'a pu être attribué dans sa fonction un nombre d'heures au moins égal à celui pour lequel il est rétribué dans l'établissement où il est affecté et qui a obtenu un complément de charge dans un ou plusieurs établissements, conserve ce complément de charge aussi longtemps :

- 1° Qu'il reste en perte partielle de charge;
- 2° Que ce complément n'est pas nécessaire pour compléter la charge d'un membre du personnel nommé à titre définitif et affecté, affecté à titre principal ou affecté à titre complémentaire dans l'établissement ou y rappelé provisoirement à l'activité de service ou y rappelé à l'activité de service pour une durée indéterminée.

Article 47nonies. - § 1^{er}. Lorsque, dans les conditions fixées par l'article 47septies, un membre du personnel doit être mis en disponibilité par défaut d'emploi ou placé en perte partielle de charge, est mis en disponibilité par défaut d'emploi ou placé en perte partielle de charge le membre du personnel qui compte la plus petite ancienneté de service en tant que membre du personnel visé à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}.

§ 2. Pour l'application du § 1^{er}, en cas d'égalité d'ancienneté de service, est d'abord mis en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge, selon le cas, le membre du personnel qui compte la plus petite ancienneté de fonction.

En cas d'égalité d'ancienneté de service et de fonction, est d'abord mis en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge, selon le cas, le membre du personnel le plus jeune.

Article 47decies. - Le calcul de l'ancienneté de service visée à l'article 47nonies est effectué selon les règles suivantes :

- 1° Les services rendus en qualité de temporaire, dans une fonction à prestations complètes, interviennent pour une ancienneté égale au nombre de jours comptés du début à la fin de la période d'activité continue, y compris, s'ils sont englobés dans cette période, les congés de détente ainsi que les vacances d'hiver et de printemps, les congés exceptionnels, les congés d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse et les congés de maternité prévus respectivement aux articles 5 et 5bis, au chapitre IIbis et au chapitre XIII de l'arrêté royal du 15 janvier 1974, ce nombre de jours étant multiplié par 1,2;
- 2° Les services effectifs rendus à un titre autre que celui de temporaire, dans une fonction à prestations complètes, se comptent par mois du calendrier, ceux qui ne couvrent pas tout le mois étant négligés;
- 3° Les services admissibles rendus pendant le mois au cours duquel le membre du personnel est désigné pour la première fois à un titre autre que celui de temporaire sont réputés avoir été rendus à titre de temporaire;
- 4° Les services effectifs rendus dans une fonction à prestations incomplètes comportant au moins la moitié du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes sont pris en considération au même titre que les services rendus dans une fonction à prestations complètes;
- 5° La durée des services dans une fonction à prestations incomplètes qui ne comporte pas la moitié du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes est réduit de moitié;
- 6° Trente jours forment un mois;
- 7° La durée des services rendus dans deux ou plusieurs fonctions, à prestations complètes ou incomplètes, exercées simultanément, ne peut jamais dépasser la durée des services rendus dans une fonction à prestations complètes pendant la même période;
- 8° La durée des services admissibles que compte le membre du personnel ne peut jamais dépasser douze mois pour une année scolaire.

Pour l'application du présent article, ne sont pris en considération que les services prestés dans l'enseignement organisé par la Communauté française, en tant que maître ou professeur de la religion considérée.

Article 47undecies. - Pour l'application des

Articles 47nonies et 47decies, les services rendus dans la fonction de maître de religion et/ou dans la fonction de professeur de religion dans l'enseignement de la Communauté germanophone sont assimilés aux services rendus en tant que membres du personnel visés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Article 47dodecies. - § 1^{er}. Dès qu'un membre du personnel est mis en disponibilité par défaut d'emploi, le chef d'établissement le notifie au Gouvernement et au président de la commission d'affectation.

Lorsqu'un membre du personnel n'accomplit plus au sein de son établissement, par défaut d'emploi, un nombre d'heures égal à celui pour lequel il est rémunéré, le chef d'établissement le notifie au Gouvernement et au président de la Commission d'affectation.

§ 2. Tout membre du personnel nommé à titre définitif à une fonction de recrutement et mis en disponibilité par défaut d'emploi reste à la disposition du Gouvernement qui, d'initiative ou sur proposition de la commission d'affectation, le rappelle provisoirement à l'activité de service ou, sur proposition de la commission d'affectation, le rappelle à l'activité de service pour une durée indéterminée :

- 1° D'abord, avant toute désignation de temporaire ou toute admission au stage;
- 2° Ensuite, dans les emplois occupés par les temporaires, conformément à l'article 6bis, § 2;
- 3° Enfin, dans les emplois occupés par des stagiaires, dans l'ordre inverse de leur classement, à condition que le membre du personnel rappelé provisoirement à l'activité de service ou rappelé à l'activité de service pour une durée indéterminée ait été mis en disponibilité par défaut d'emploi dans la même zone que le stagiaire.

Toutefois, si l'emploi totalement ou partiellement libéré par le temporaire le moins bien classé entraîne pour le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er} qui en bénéficie un déplacement de plus de quatre heures par jour par les transports en commun, celui-ci peut refuser ce rappel à l'activité. Dans ce cas, il est mis fin, totalement ou partiellement, aux prestations d'abord d'un autre temporaire non classé, puis d'un autre temporaire classé dans le second groupe et à défaut, du temporaire du premier groupe immédiatement mieux classé.

Le membre du personnel qui bénéficie d'un rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée est réaffecté dans le même établissement le premier jour de l'année scolaire qui suit la vacance d'un emploi de sa fonction.

Le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er} est, à sa demande, rappelé prioritairement à l'activité de service dans un emploi provisoirement disponible dans sa fonction au sein de l'établissement où il a été mis en disponibilité par défaut d'emploi.

Pendant le rappel provisoire à l'activité de service et le rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée, le membre du personnel bénéficie de son traitement d'activité et les services qu'il preste sont assimilés à des services effectifs.

§ 3. Le membre du personnel nommé à titre définitif à une fonction de recrutement et mis en disponibilité par défaut d'emploi est réaffecté par le Gouvernement, sur avis de la commission d'affectation :

- 1° D'abord et par priorité sur les membres du personnel admis au stage et mis en disponibilité par défaut d'emploi, dans les emplois définitivement vacants occupés par des temporaires;
- 2° Ensuite, dans les emplois définitivement vacants occupés par des stagiaires, dans l'ordre inverse de leur classement, à condition que le membre du personnel ait été mis en disponibilité par défaut d'emploi dans la même zone que le stagiaire.

Le membre du personnel rappelé provisoirement à l'activité de service dans un emploi comprenant au moins les trois quarts des périodes pour lesquelles il est rétribué, n'entre en fonction dans l'emploi où il est réaffecté qu'à la date du 1^{er} juillet suivant.

Le membre du personnel qui bénéficie d'un rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée est réaffecté dans le même établissement le 1^{er} septembre suivant la vacance d'un emploi de sa fonction.

Les membres du personnel admis au stage et mis en disponibilité par défaut d'emploi sont réaffectés par le Gouvernement, sur avis de la commission d'affectation, dans les emplois définitivement vacants occupés par des temporaires.

§ 4. Le membre du personnel est tenu d'occuper, dans les délais fixés par le Gouvernement, l'emploi qui lui est conféré par réaffectation, rappel provisoire à l'activité de service ou rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée. Si, sans motif valable, il s'abstient d'occuper cet emploi, il est, après dix jours d'absence, considéré comme démissionnaire.

Article 47*terdecies* – § 1^{er}. Le membre du personnel nommé à titre définitif à une fonction de recrutement et mis en disponibilité par défaut d'emploi, qui n'a pu être réaffecté ni rappelé provisoirement à l'activité de service ni rappelé à l'activité de service pour une durée indéterminée dans la fonction à laquelle il est nommé à titre définitif, est rappelé, à titre temporaire, à l'activité de service dans tout emploi d'une des fonctions des membres du personnel visés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, pour laquelle il possède le titre requis.

Le membre du personnel rappelé à l'activité de service en application de l'alinéa 1^{er} conserve le bénéfice de l'échelle barémique qui lui est attribuée eu égard à la fonction à laquelle il est nommé à titre définitif.

§ 2. Le membre du personnel rappelé à l'activité de service en application du § 1^{er} peut répondre à un appel à l'admission au stage dans la fonction à laquelle il a été rappelé à titre temporaire à l'activité de service, pour autant qu'il remplisse les conditions fixées à l'article 12.

Il bénéficie de l'échelle barémique de sa nouvelle fonction à la date de son admission au stage dans cette fonction.

Pour l'application du § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les services prestés pendant la durée du rappel à l'activité de service sont assimilés à des services prestés en tant que membre du personnel temporaire.

Article 47*quaterdecies*. - § 1^{er}. Tout membre du personnel nommé à titre définitif et mis en disponibilité par défaut d'emploi, qui n'a pu être réaffecté ni rappelé provisoirement à l'activité de service ni rappelé à l'activité de service pour une durée indéterminée, et qui répond à une offre d'emploi d'un autre pouvoir organisateur, continue à bénéficier de plein droit d'un traitement d'attente.

Sans préjudice de l'application des dispositions de l'arrêté de l'Exécutif du 11 septembre 1990 réglant l'octroi d'une allocation aux membres du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française désignés provisoirement à une fonction mieux rémunérée que celle à laquelle ils sont nommés à titre définitif, le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er} ne bénéficie d'aucune subvention-traitement.

Sous réserve de solliciter chaque année sa réaffectation dans l'enseignement organisé par la Communauté française et de répondre à toute proposition de réaffectation, de rappel provisoire à l'activité de service ou de rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée qui lui serait faite avant le 1^{er} octobre de chaque année scolaire, le membre du personnel conserve sa nomination à titre définitif aussi longtemps qu'il n'obtient pas une nomination à titre définitif auprès du pouvoir organisateur qui l'a engagé sur base de l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Tout membre du personnel stagiaire mis en disponibilité par défaut d'emploi, qui n'a pu être réaffecté, et qui répond à une offre d'emploi d'un autre pouvoir organisateur, continue à bénéficier de plein droit d'un traitement d'attente et ne bénéficie d'aucune subvention-traitement.

Sous réserve de solliciter chaque année sa réaffectation dans l'enseignement organisé par la Communauté française et de répondre à toute proposition de réaffectation, le membre du personnel conserve le bénéfice de son admission au stage aussi longtemps qu'il n'obtient pas une nomination à titre définitif auprès du pouvoir organisateur qui l'a engagé sur base de l'alinéa 1^{er}.

§ 3. Les périodes pendant lesquelles un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi bénéficie des dispositions du § 1^{er}, alinéas 1 et 2, ou du § 2, alinéa 1^{er}, sont suspensives du temps de disponibilité pour le calcul du traitement d'attente.

Sous-section 3. - De la disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement.

Article 47*quindecies*. - L'article 167*quater* de l'arrêté royal du 22 mars 1969 est applicable aux membres du personnel visés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, admis au stage ou nommés à titre définitif.

Sous-section 4. - De la disponibilité pour convenance personnelle.

Article 47*sexdecies*. - Les articles 13 et 14 de l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, sont applicables aux membres du personnel visés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, admis au stage ou nommés à titre définitif.»

Art. 179. L'article 48 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 48. – Les membres du personnel visés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, désignés à titre temporaire, admis au stage ou nommés à titre définitif, sont démis de leurs fonctions, d'office et sans préavis :

- 1° S'ils n'ont pas été désignés à titre temporaire, admis au stage ou nommés à titre définitif de façon régulière; dans ce cas, les membres du personnel gardent les droits acquis liés à leur situation régulière précédente;
- 2° S'ils cessent de répondre aux conditions suivantes :
 - a) Etre belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;
 - b) Jouir des droits civils et politiques;
 - c) Avoir satisfait aux lois sur la milice;
 - d) Etre de conduite irréprochable;
- 3° Si, après une absence autorisée, ils négligent, sans motif valable, de reprendre leur service et restent absents pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;
- 4° S'ils abandonnent, sans motif valable, leur emploi et restent absents pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;
- 5° Si, réaffectés, rappelés provisoirement à l'activité de service ou rappelés à l'activité de service pour une durée indéterminée, ils refusent, sans motif valable, d'occuper l'emploi assigné par le Gouvernement;
- 6° S'ils se trouvent dans les cas où l'application des lois civiles et pénales entraîne la cessation des fonctions;
- 7° S'ils sont atteints d'une invalidité prématurée dûment constatée dans les conditions fixées par la loi et les mettant hors d'état de remplir leurs fonctions d'une manière complète, régulière et continue. ».

Art. 180. L'article 49, 2°, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 2° L'inaptitude professionnelle définitivement constatée : cette inaptitude se constate par la conservation au bulletin de signalement ou au rapport d'inspection de la mention « insuffisant » pendant deux années consécutives à dater de son attribution; ».

CHAPITRE II. — Dispositions transitoires et abrogatoires.

Art. 181. Est assimilée à une candidature telle que visée à l'article 5^{quater}, alinéa 3, de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 précité, toute période continue d'activité de service, prestée par le membre du personnel désigné à titre temporaire entre le 1^{er} octobre et le 30 juin, avant l'entrée en vigueur du présent décret, en tant que membre du personnel visé à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté, et porteur du titre requis pour la/les fonction(s) à laquelle/auxquelles il a été désigné à titre temporaire.

Art. 182. Les dispositions du titre II du présent décret s'appliquent mutatis mutandis aux professeurs de religion nommés à titre définitif dans l'enseignement supérieur non universitaire organisé par la Communauté française à la veille de leur entrée en vigueur.

Art. 183. Sont abrogés :

- 1° L'arrêté royal du 8 juillet 1976 pris en application de l'article 45 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française, modifié par l'arrêté royal du 14 novembre 1998, par l'arrêté royal n° 226 du 7 décembre 1983, par l'arrêté du Gouvernement du 28 août 1995, par les décrets des 24 juin 1996 et 4 février 1997 et par les arrêtés du Gouvernement des 8 septembre 1997 et 8 juin 1999;
- 2° L'arrêté royal du 8 juillet 1976 pris en application de l'article 40 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française, modifié par l'arrêté royal du 20 juillet 1982, les arrêtés du Gouvernement du 8 septembre 1997 et 8 juin 1999 et le décret du 8 mai 2003;
- 3° L'arrêté royal du 8 juillet 1976 pris en application de l'article 42 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française modifié par les arrêtés du Gouvernement du 8 septembre 1997 et 8 juin 1999;
- 4° L'arrêté royal du 14 novembre 1978 complétant l'arrêté royal du 8 juillet 1976 pris en application de l'article 45 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 8 juin 1999;
- 5° L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 1993 relatif au congé parental accordé aux membres du personnel soumis aux dispositions de l'arrêté royal du 25 octobre 1971, fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française, modifié par les arrêtés du Gouvernement du 8 septembre 1997 et du 8 juin 1999 et par le décret du 8 mai 2003.

Art. 184. Par dérogation à l'article 5 *bis* de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française, pour l'année scolaire 2005-2006, l'appel aux candidats à une désignation à titre temporaire est lancé au cours du mois de mars 2006.

Art. 185. Par dérogation à l'article 5^{sexies} de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 précité, pour l'année scolaire 2005-2006, le classement visé à l'article 5^{quater} est arrêté à la date du 1^{er} mai 2006.

TITRE III. — Du réseau d'enseignement libre subventionné

Art. 186. Un chapitre VIIbis, rédigé comme suit et comprenant un article 70bis, est inséré dans le décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné :

« Chapitre VIIbis – Dispositions particulières relatives aux maîtres de religion et professeurs de religion de l'enseignement libre subventionné non confessionnel.

Article 70bis. - Pour l'ensemble des dispositions statutaires applicables aux membres du personnel exerçant leurs fonctions dans l'enseignement libre subventionné non confessionnel, l'ancienneté acquise dans une fonction de maître de religion ou de professeur de religion est exclusivement prise en considération pour l'exercice d'une fonction de maître de religion ou de professeur de religion. ».

TITRE IV. — Disposition finale

Art. 187. Le présent décret entre en vigueur au jour de sa promulgation.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 10 mars 2006.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française, chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,

M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,

C. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

Notes

Session 2005-2006

Documents du Conseil

Projet de décret, n° 223-1 - Amendements de commission, n° 223-2. - Rapport n° 223-3

Compte-rendu intégral. - Discussion et adoption. Séance du mardi 7 mars 2006.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 2032

[C - 2006/29068]

10 MAART 2006. — Decreet betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Statuut dat van toepassing is op de gesubsidieerde leermeesters godsdienst en leraars godsdienst van het gesubsidieerd officieel onderwijs

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Deze titel is van toepassing :

1° Op de gesubsidieerde leermeesters godsdienst en leraars godsdienst van de inrichtingen van het gesubsidieerd officieel onderwijs die hun ambt in het lager, gespecialiseerd, secundair onderwijs en kunstonderwijs met volledig leerplan uitoefenen, met uitsluiting van die personeelsleden die geen wedde-subsidie ten laste van de Franse Gemeenschap genieten, behalve voor wat in de artikelen 24, § 2 en 31, § 2 vermeld is;

2° Op de inrichtende machten van die onderwijsinrichtingen.

Voor de toepassing van dit decreet :

1° wordt onder « vacante betrekking » verstaan : de betrekking die door de inrichtende macht wordt gecreëerd, die niet wordt toegekend aan een in vast verband benoemde leermeester godsdienst of leraar godsdienst in de zin van dit decreet, die in aanmerking kan komen voor de subsidieregeling van de Franse Gemeenschap en waarvoor een wedde-subsidie werd toegekend;

2° worden de begrippen « hoofdamt » en « bijamt » bepaald door te verwijzen naar het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs;

3° wordt onder « vereiste bekwaamheidsbewijzen » verstaan : de vereiste bekwaamheidsbewijzen vermeld als bijlage bij het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap;

4° wordt onder « hoofd van de eredienst » verstaan : de autoriteit die bevoegd is voor de betrokken eredienst, of haar afgevaardigde;

- 5° wordt onder « paritaire commissies » verstaan : de paritaire commissies bedoeld in artikel 85 van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs;
- 6° worden de termijnen berekend als volgt :
- a) de dag van de akte die er het begin van vaststelt, wordt niet meegerekend;
 - b) de vervaldag wordt in de termijn meegerekend. Wanneer die dag echter een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is, met inbegrip van de feestdagen van of in de Franse Gemeenschap, dan wordt de vervaldag verschoven naar de eerstvolgende werkdag;
- 7° wordt onder « vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten » verstaan : de organen onder deze die bedoeld zijn in artikel 5bis, § 1, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving waartoe inrichtende machten van het gesubsidieerd officieel onderwijs toetreden;
- 8° wordt onder « godsdienst » verstaan : één van de erediensten bedoeld in artikel 8 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving;
- 9° wordt onder « ambten van leermeester godsdienst of leraar godsdienst » verstaan : de ambten van leermeester godsdienst of leraar godsdienst bedoeld in artikel 6, B, a), 2., Bbis, a), 3., C, a), 3., en D, a), 3., van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen.

Art. 2. Het gebruik in dit decreet van de mannelijke namen voor de verschillende titels en ambten is tweeslachtig met het oog op de leesbaarheid van de tekst, onverminderd de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van de namen van beroep, ambt, graad of titel.

Art. 3. Onverminderd artikel 21, worden de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst tijdelijk aangesteld op de voordracht van het hoofd van de eredienst, door de inrichtende macht in vast verband benoemd en door haar geaffecteerd in een onderwijsinrichting.

Art. 4. Elke bepaling die in een aanstellingsakte of in een arbeidsreglement vermeld staat, die strijdig is met de dwingende wettelijke bepalingen, met dit decreet of met de aanvullende regels die vastgesteld werden door de bevoegde paritaire commissies en bindend gemaakt werden, kan niet worden tegengeworpen.

HOOFDSTUK II. — Plichten en onverenigbaarheden

Afdeling I. — Plichten

Art. 5. De leermeesters godsdienst en leraars godsdienst moeten in alles steeds de belangen van de onderwijsinrichting en van het officieel onderwijs behartigen.

Art. 6. De leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst komen persoonlijk en nauwgezet de verplichtingen na, die hun zijn opgelegd door de wetten, decreten, besluiten en verordeningen, door de aanvullende regels van de paritaire commissies en door de aanstellingsakte.

Ze komen de in de aanstellingsakte schriftelijk vastgelegde verplichtingen na die voortvloeien uit het specifieke karakter van het opvoedingsproject van de inrichtende macht waarbij ze hun ambt uitoefenen.

Ze voeren stipt de dienstorders uit en vervullen hun taak met vlijt en nauwgezetheid.

Art. 7. De leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst moeten zich met de meest volstrekte correctheid gedragen, zowel in hun dienstbetrekkingen als in hun omgang met de ouders van de leerlingen en het publiek, het personeel van de scholen en de leerlingen.

Ze moeten elkander bijstaan in de mate waarin het belang van de inrichting zulks vereist.

Ze moeten alles wat afbreuk kan doen aan de eer of de waardigheid van hun ambt vermijden.

Ze vermijden elk ongewenst gedrag.

Art. 8. De leermeesters godsdienst en leraars godsdienst mogen de leerlingen niet blootstellen aan politieke, godsdienstige of filosofische propaganda, of aan commerciële reclame.

Art. 9. De leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst moeten, binnen de perken gesteld door de reglementering, door de aanvullende regels van de bevoegde paritaire commissie en door hun aanstellingsakte, de diensten verstrekken die noodzakelijk zijn voor de goede werking van de inrichtingen waarin ze hun ambt uitoefenen.

Zij mogen zonder voorafgaande toelating van de inrichtende macht of haar vertegenwoordiger de uitoefening van hun ambt niet onderbreken.

Art. 10. Het is de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst verboden feiten bekend te maken, die zij zouden kennen ter oorzaak van hun ambt en die van nature geheim zijn.

Art. 11. Het is de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst verboden rechtstreeks of door een tussenpersoon, zelfs buiten hun ambt doch omwille ervan, giften, geschenken, beloningen of enig ander voorbeeld te vragen, te eisen of aan te nemen.

Art. 12. De leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst mogen zich niet inlaten met enige werkzaamheid die in strijd is met de Grondwet en de wetten van het Belgische volk, die de vernietiging van 's Lands onafhankelijkheid op het oog heeft of die de landsverdediging of de uitvoering van de verbintenissen van België strekkend tot het verzekeren van zijn veiligheid in gevaar brengt. Zij mogen niet toetreden tot, noch hun medehulp verschaffen aan een beweging, groepering, organisatie of vereniging met een soortgelijke werkzaamheid.

Afdeling II. — Onverenigbaarheden

Art. 13. Met de hoedanigheid van leermeester godsdienst of leraar godsdienst van een inrichting van het gesubsidieerd officieel onderwijs is onverenigbaar, elke activiteit die het vervullen van de ambtsplichten zou kunnen belemmeren of die in strijd is met de waardigheid van zijn ambt.

Met de hoedanigheid van leermeester godsdienst of leraar godsdienst van een inrichting van het gesubsidieerd officieel onderwijs is eveneens onverenigbaar, elke activiteit die het vervullen van de plichten die voortvloeien uit het specifieke karakter van het opvoedingsproject van de inrichtende macht waaronder hij ressorteert, zou kunnen belemmeren.

De in het tweede lid bedoelde onverenigbaarheden worden vermeld in elke aanstellings- of benoemingsakte.

Art. 14. De inrichtende macht stelt de in artikel 13 bedoelde onverenigbaarheden vast. Ze brengt er bij aangetekend schrijven het betrokken personeelslid daar op de hoogte van binnen een termijn van twintig dagen vanaf de dag waarop ze de onverenigbaarheid vaststelt.

De inrichtende macht die een onverenigbaarheid vaststelt, brengt daar eveneens het hoofd van de eredienst op de hoogte van.

Art. 15. Bij betwisting betreffende het bestaan van één van de in artikel 13 vermelde onverenigbaarheden, kan de inrichtende macht of het personeelslid het advies van de plaatselijke paritaire commissie aanvragen binnen een termijn van acht dagen na de kennisgeving bedoeld in artikel 14, eerste lid.

De paritaire commissie brengt haar advies uit binnen de twintig dagen.

Na ontvangst van het advies van de plaatselijke paritaire commissie, beschikken de inrichtende macht en het personeelslid over een termijn van acht dagen om een beroep in te dienen voor de Raad van beroep bedoeld in artikel 49, die uitspraak doet door middel van een advies binnen een termijn van vijfenveertig dagen.

Wanneer geen aanvraag om advies bij de plaatselijke paritaire commissie werd ingediend binnen de in het eerste lid bedoelde termijn, kan het personeelslid, binnen een termijn van achtentwintig dagen vanaf de kennisgeving bedoeld in artikel 14, eerste lid, een beroep indienen vóór de Raad van beroep bedoeld in artikel 49, die uitspraak doet door middel van een advies binnen een termijn van vijfenveertig dagen.

Het personeelslid dat zijn verhaalrecht gebruikt, zendt er onmiddellijk een afschrift van aan zijn inrichtende macht en aan het hoofd van de eredienst over.

In elk geval moet de eindbeslissing van de inrichtende macht in overeenstemming zijn met het advies dat door de Raad van beroep wordt uitgebracht. De eindbeslissing wordt door de inrichtende macht genomen binnen de maand volgend op de ontvangst van het advies. Er wordt een afschrift van aan het hoofd van de eredienst overgezonden.

HOOFDSTUK III. — *Werving**Afdeling I. — Algemene bepalingen*

Art. 16. De ambten van leermeester godsdienst en leraar godsdienst kunnen worden uitgeoefend door de personeelsleden die tijdelijk aangesteld zijn of vast benoemd zijn.

Art. 17. Bij zijn eerste aanstelling, legt de leermeester godsdienst of de leraar godsdienst de eed af in handen van de inrichtende macht of van haar afgevaardigde.

De in het eerste lid bedoelde eed wordt afgelegd in de termen bepaald bij artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831. Akte wordt daarvan gegeven aan het personeelslid.

Art. 18. § 1. Voor de berekening van de dienstanciënniteit bedoeld in dit hoofdstuk, worden alle diensten in aanmerking genomen die door de Franse Gemeenschap gepresteerd en gesubsidieerd werden op het einde van het lopende schooljaar en die door tijdelijk aangestelde personeelsleden of vastbenoemde personeelsleden werden gepresteerd in de door de inrichtende macht georganiseerde onderwijsinrichtingen, in de ambten van leermeester godsdienst of leraar godsdienst, als hoofdambt, en voor zover het personeelslid houder is van het bekwaamheidsbewijs dat voor dat ambt vereist is.

Het aantal dagen verworven als tijdelijk personeelslid in een ambt met volledige dienstprestaties wordt berekend door alle dagen mee te tellen vanaf het begin tot het einde van de ononderbroken activiteitsperiode, met inbegrip van, als deze in die periode vallen, het ontspanningsverlof, de winter- en lentevakantie, de moederschapsrust, het verlof voor opvang met het oog op adoptie en pleegvoogdij, respectievelijk bepaald in de artikelen 5 en 5bis van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.

Het aantal dagen verworven als vast benoemd personeelslid in een ambt met volledige dienstprestaties wordt berekend door alle dagen mee te tellen vanaf het begin tot het einde van de ononderbroken activiteitsperiode, met inbegrip van het ontspanningsverlof, de winter- en lentevakantie, de moederschapsrust, het verlof voor opvang met het oog op adoptie en pleegvoogdij, respectievelijk bepaald in de artikelen 5 en 5bis van het voormelde koninklijk besluit van 15 januari 1974, zoals in vorig lid vermeld.

De diensten gepresteerd in een ambt met onvolledige dienstprestaties dat ten minste de helft van het aantal uren telt dat vereist is voor het ambt met volledige dienstprestaties, worden in aanmerking genomen net zoals de diensten die in een ambt met volledige prestaties werden gepresteerd.

Het aantal dagen verworven in een ambt met onvolledige dienstprestaties dat niet de helft van het aantal dagen telt dat vereist is voor het ambt met volledige dienstprestaties, wordt met de helft verminderd.

Het aantal dagen verworven in één of meer ambten met volledige of onvolledige dienstprestaties, die gelijktijdig werden gepresteerd, mag nooit hoger zijn dan het aantal dagen verworven in een ambt met volledige prestaties dat gedurende dezelfde periode wordt uitgeoefend.

De duur van de diensten die door het personeelslid gepresteerd zijn, mag nooit hoger zijn dan 300 dagen per schooljaar, die een anciënniteitsjaar uitmaken.

§ 2. Voor de berekening van de ambtsanciënniteit bedoeld in dit hoofdstuk, worden alle diensten in aanmerking genomen die door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd worden en die door tijdelijk aangestelde personeelsleden of door vastbenoemde personeelsleden werden gepresteerd in de door de inrichtende macht georganiseerde onderwijsinrichtingen, in de ambten van leermeester godsdienst of leraar godsdienst, als hoofdambt, en voor zover het personeelslid houder is van het bekwaamheidsbewijs dat voor dat ambt vereist is.

Voor de berekening van de anciënniteit bedoeld in deze paragraaf, zijn de bepalingen van de leden 2 tot 5 en 7 van paragraaf 1 op hen toepasselijk.

Afdeling II. — Tijdelijke aanstelling en tijdelijke personeelsleden

Art. 19. Voor de toepassing van deze afdeling, dient te worden verstaan onder « inrichtende macht » :

- 1° In het onderwijs dat door de steden en gemeenten wordt georganiseerd, het college van burgemeester en schepenen;
- 2° In het onderwijs dat door de provincies wordt georganiseerd, de bestendige deputatie van de provincieraad;
- 3° In de inrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschapscommissie, het College van die instelling;
- 4° In de onderwijsinrichtingen die onder de intercommunale verenigingen ressorteren, de raad van bestuur van die instellingen.

Elke aanstelling door het college van burgemeester en schepenen wordt de gemeenteraad binnen een termijn van drie maanden ter bekrachtiging voorgelegd.

Art. 20. § 1. Niemand kan door een inrichtende macht tijdelijk worden aangesteld als hij, op het ogenblik van zijn aanstelling, niet voldoet aan de volgende voorwaarden :

- 1° Belg zijn of onderdaan van een andere lidstaat van de Europese Unie, behalve door de Regering toe te kennen vrijstelling;
- 2° van onberispelijk gedrag zijn;
- 3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 4° houder zijn van het vereiste bekwaamheidsbewijs in verband met het toe te kennen ambt;
- 5° voldoen aan de wets- en verordeningsbepalingen betreffende de taalregeling;
- 6° voldaan hebben aan de dienstplichtwetten;
- 7° geen schorsing bij tuchtmaatregel, tuchtschorsing, terbeschikkingstelling bij tuchtmaatregel of op non-activiteitstelling bij tuchtmaatregel ondergaan die werd opgelegd door de inrichtende macht waaronder hij ressorteert of door een andere inrichtende macht.

§ 2. Bij tekort aan personeelsleden en in afwijking van § 1, 4°, kan de inrichtende macht, op de voordracht van het hoofd van de eredienst, een persoon tijdelijk aanstellen die geen houder is van het vereiste bekwaamheidsbewijs.

§ 3. De inrichtende macht kan een leermeester godsdienst of leraar godsdienst pas tijdelijk aanstellen nadat aan de in hoofdstuk IX bedoelde bepalingen werd voldaan.

Art. 21. De leermeesters godsdienst en leraars godsdienst worden door de inrichtende macht tijdelijk aangesteld. Behalve als zij prioritair zijn in de zin van artikel 23, § 1 en § 3, worden de leermeesters godsdienst en leraars godsdienst tijdelijk aangesteld op de voordracht van het hoofd van de eredienst.

Een afschrift van de akte van tijdelijke aanstelling wordt overgezonden aan het hoofd van de eredienst.

Art. 22. Elke aanstelling wordt schriftelijk bepaald en vermeldt ten minste :

- 1° de identiteit van de inrichtende macht;
- 2° de identiteit van het personeelslid;
- 3° het uit te oefenen ambt alsook de kenmerken en het volume van de opdracht;
- 4° de inrichting of de inrichtingen waarin het wordt geaffecteerd;
- 5° als de betrekking al dan niet vacant is, en, in dit laatste geval, de naam van de titularis van de betrekking en, in voorkomend geval, van zijn tijdelijke vervanger;
- 6° in voorkomend geval, de aanvullende verplichtingen bedoeld in artikel 6 en de onverenigbaarheden bedoeld in artikel 13;
- 7° de datum van indiensttreding;
- 8° de datum waarop de aanstelling eindigt. Die datum stemt uiterlijk met het einde van het lopende schooljaar overeen.

Op het ogenblik van de aanstelling reikt de inrichtende macht de leermeester godsdienst of de leraar godsdienst een schriftelijke akte uit die de in het eerste lid bepaalde vermeldingen opneemt. Bij gebrek aan een geschrift, wordt het tijdelijk personeelslid geacht aangesteld te zijn in het ambt, de opdracht en de betrekking dat/die het werkelijk bekleedt.

Op het einde van elke activiteitsperiode, reikt de inrichtende macht het tijdelijk personeelslid een attest uit waarin de gepresteerde diensten, voor elk uitgeoefend ambt, samen met de begin- en einddatums, alsook de aard van het ambt en het percentage van de ambtsbekleding, worden vermeld. Zij reikt eveneens het personeelslid alle sociale documenten uit.

Art. 23. § 1. Voor elke aanstelling als tijdelijke leermeester godsdienst of leraar godsdienst, in een ambt waarvoor het personeelslid het vereiste bekwaamheidsbewijs bezit, is prioritair in een inrichtende macht en wordt in de rangschikking binnen die inrichtende macht opgenomen, het personeelslid dat het bewijs kan leveren van 360 dagen die werkelijk werden gepresteerd in één van de ambten van leermeester godsdienst of leraar godsdienst, in hoofdambt bij die inrichtende macht, verdeeld over ten minste twee schooljaren, en verworven gedurende de laatste vijf schooljaren.

De aanstellingen geschieden met inachtneming van de rangschikking. Die rangschikking wordt bepaald op grond van het aantal dagen dienstanciënniteit berekend overeenkomstig artikel 18, § 1.

Bij gelijke dienstanciënniteit, wordt de voorrang verleend aan het personeelslid met de grootste ambtsanciënniteit, berekend overeenkomstig artikel 18, § 2.

Bij gelijke ambtsanciënniteit, wordt de voorrang verleend aan het oudste personeelslid.

Bij gelijke leeftijd, wordt de voorrang verleend aan het personeelslid waarvan het jaar van uitreiking van het vereiste bekwaamheidsbewijs voor het ambt waarnaar wordt gesolliciteerd het oudste is.

§ 2. Na uitputting van de lijst van de prioritaire kandidaten bedoeld in § 1, stelt het hoofd van de eredienst, bij wijze van voorrang, de tijdelijke aanstelling voor, als leermeester godsdienst of leraar godsdienst in een ambt waarvoor het personeelslid het vereiste bekwaamheidsbewijs bezit, van het personeelslid dat het bewijs kan leveren van 360 dagen die werkelijk werden gepresteerd in één van de ambten van leermeester godsdienst of leraar godsdienst, in hoofdamt in het gesubsidieerd officieel onderwijs, verdeeld over ten minste twee schooljaren, en verworven gedurende de laatste vijf schooljaren :

- 1° In het lager, gewoon en gespecialiseerd onderwijs, binnen de inrichtende machten van elk van de zones zoals bepaald in artikel 1, 8°, van het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het welslagen in de basisscholen;
- 2° In het secundair en kunstonderwijs, binnen de inrichtende machten van elk van de zones zoals bepaald in artikel 8 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs.

De aanstellingen geschieden met inachtneming van de rangschikking. Die wordt bepaald door het hoofd van de eredienst op grond van het aantal dagen dienstanciënniteit berekend overeenkomstig artikel 18, § 1.

Bij gelijke dienstanciënniteit wordt de voorrang verleend aan het personeelslid met de grootste ambtsanciënniteit berekend overeenkomstig artikel 18, § 2.

Bij gelijke ambtsanciënniteit, wordt de voorrang verleend aan het oudste personeelslid.

Bij gelijke leeftijd, wordt de voorrang verleend aan het personeelslid waarvan het jaar van uitreiking van het vereiste bekwaamheidsbewijs voor het ambt waarnaar wordt gesolliciteerd het oudste is.

§ 3. Na uitputting van de lijst van de prioritaire kandidaten bedoeld in § 1 en § 2, en volgens door de paritaire commissie nader te bepalen regels, is de inrichtende macht ertoe gehouden de leermeesters godsdienst of de leraars godsdienst geworven in een niet gesubsidieerde betrekking van hetzelfde ambt, elke gesubsidieerde betrekking van hetzelfde ambt aan te bieden, voor zover zij houder zijn van het vereiste bekwaamheidsbewijs en zij in de uitoefening van een niet gesubsidieerde betrekking een anciënniteit hebben verworven die kan worden vergeleken met die van de prioritaire personeelsleden bedoeld in § 1.

§ 4. Nadat de mogelijke beroepsprocedures zijn uitgeput, komen de diensten waaraan een einde wordt gemaakt door een ontslag niet in aanmerking voor de berekening van de in § 1 en § 2 bedoelde 360 dienstdagen, bij de inrichtende macht die aan dat ambt een einde heeft gemaakt, behalve als die de ontslagen leermeester godsdienst of leraar godsdienst opnieuw aanstelt.

§ 5. De voorrang bedoeld in het eerste lid van de paragrafen 1, 2 en 3, geldt voor alle betrekkingen die vacant zijn alsook voor betrekkingen die niet vacant zijn en waarvan de titularis of het personeelslid dat hem tijdelijk vervangt, moet worden vervangen voor een ononderbroken periode van ten minste vijftien weken.

§ 6. De kandidaten bedoeld in § 1, eerste lid en in § 3, eerste lid, die wensen gebruik te maken van hun voorrangrecht, moeten, op straffe van verval voor het betrokken schooljaar, hun kandidatuur bij aangetekend schrijven indienen, vóór 31 mei, bij de inrichtende macht waarbij zij een voorrang hebben verworven. Dat schrijven vermeldt het ambt waarop de kandidatuur betrekking heeft.

Iedere kandidaat wordt op de hoogte gebracht van zijn volgnummer in de rangschikking.

§ 7. De kandidaten bedoeld in § 2, eerste lid, die wensen gebruik te maken van hun voorrangrecht, moeten, op straffe van verval voor het betrokken schooljaar, hun kandidatuur bij aangetekend schrijven indienen, vóór 31 mei, bij het hoofd van de eredienst. Dat schrijven vermeldt het ambt waarop de kandidatuur betrekking heeft, alsook de zone(s) waarvoor de kandidaat wenst zijn voorrang te doen gelden. Samen met dat schrijven worden de afschriften van de attesten bedoeld in artikel 22, derde lid, toegestuurd.

Iedere kandidaat wordt op de hoogte gebracht van zijn volgnummer in de rangschikking.

§ 8. De akte waarbij de kandidaat zijn voorrang doet gelden, is geldig voor het volgende schooljaar. De kandidaat die de betrekking niet aanvaardt die hem wordt aangeboden overeenkomstig de voorrangregels, verliest zijn voorrang voor een betrekking in hetzelfde ambt gedurende het lopende schooljaar, binnen de inrichtende macht voor de voorrang bedoeld in § 1 en binnen de zone voor de voorrang bedoeld in § 2, behalve als hij redenen kan laten gelden die door de lokale paritaire commissie worden aanvaard.

§ 9. De anciënniteit bedoeld in deze bepaling wordt berekend op de laatste dag van het schooljaar.

§ 10. Bij ontslag verliest een tijdelijk aangestelde leermeester godsdienst of leraar godsdienst de voorrang die verworven is bij de betrokken inrichtende macht. Hij wint die echter terug indien hij door die inrichtende macht opnieuw wordt aangesteld.

§ 11. Op gewone aanvraag van de kandidaten en tegen terugbetaling van de verzendingskosten, bezorgt de bevoegde administratie van het Ministerie van de Franse Gemeenschap de lijst van de gesubsidieerde officiële scholen of inrichtingen met vermelding van de inrichtende macht die deze organiseert, voor elke zone en elk onderwijsniveau en elke onderwijsvorm.

In dezelfde voorwaarden, bezorgt zij ook de lijst van de gesubsidieerde officiële scholen of inrichtingen gelegen op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, met vermelding van de inrichtende macht die ze organiseert.

Art. 24. § 1. Niemand kan door een inrichtende macht tijdelijk worden aangesteld overeenkomstig de voorrang bedoeld in artikel 23, als hij niet voldoet aan de volgende voorwaarden :

- 1° Belg zijn of onderdaan van een andere lidstaat van de Europese Unie, behalve door de Regering toe te kennen vrijstelling;
- 2° van onberispelijk gedrag zijn;
- 3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 4° voldaan hebben aan de dienstplichtwetten;
- 5° houder zijn van het vereiste bekwaamheidsbewijs in verband met het toe te kennen ambt;
- 6° voldoen aan de wets- en verordeningsbepalingen betreffende de taalregeling;

- 7° geen schorsing bij tuchtmaatregel, tuchtschorsing, terbeschikkingstelling bij tuchtmaatregel of op non-activiteitstelling bij tuchtmaatregel ondergaan die werd opgelegd door de inrichtende macht waaronder hij ressorteert of door een andere inrichtende macht.
- 8° gedurende de laatste twee schooljaren, geen ongunstig rapport van de inrichtende macht of haar afgevaardigde of van de bevoegde inspectie hebben gekregen;
- 9° gerangschikt worden als prioritair personeelslid volgens de nadere regels bepaald in artikel 23.

De kandidaat voor een tijdelijke aanstelling krachtens de voorrang bedoeld in artikel 23 die in het betrokken ambt, gedurende de laatste twee schooljaren, geen ongunstig rapport van de inrichtende macht of haar afgevaardigde of van de bevoegde inspectie heeft gekregen, wordt geacht te voldoen aan de voorwaarde vermeld in het eerste lid, 8°

Het rapport wordt voor visum aan de betrokkene voorgelegd. De procedure wordt voortgezet wanneer het personeelslid weigert het rapport te viseren.

Indien het personeelslid oordeelt dat de inhoud van het rapport niet gegrond is, dan deelt het dit mee naar aanleiding van dit visum; binnen de tien werkdagen volgend op de ontvangst van dat rapport, heeft het personeelslid het recht een beroep vóór de Raad van beroep bedoeld in artikel 49 in te dienen. Het personeelslid dat gebruik maakt van zijn recht van beroep zendt onmiddellijk een afschrift van zijn verzoek aan zijn inrichtende macht en aan het hoofd van de eredienst.

De Raad van beroep geeft zijn advies aan de inrichtende macht binnen een termijn van twee maanden vanaf de datum van ontvangst van het beroep.

De inrichtende macht neemt haar beslissing binnen een termijn van één maand vanaf de ontvangst van het advies van de Raad van beroep. Een afschrift van de beslissing wordt gericht aan het hoofd van de eredienst.

Wanneer het advies van de Raad van beroep betrekking heeft op een ongunstig rapport van de bevoegde inspectie, dan is het bindend voor de inrichtende macht.

§ 2. Paragraaf 1 is eveneens van toepassing op de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst die een moederschaprust, een arbeidsongeschiktheid ten gevolge van een arbeidsongeval of een ziekteverlof genieten.

Het aantal dagen bedoeld in artikel 19 van het decreet van 5 juli 2000 houdende de regeling inzake verlof en disponibiliteit wegens ziekte of invaliditeit van sommige personeelsleden uit het onderwijs wordt het personeelslid toegekend vanaf de eerste indiensttreding die volgt op zijn aanstelling en wordt berekend vanaf de dag van die werkelijke indiensttreding.

De afwezigheden wegens ziekte van een personeelslid dat overeenkomstig het eerste lid aangesteld is, zijn in overeenstemming met het aantal dagen die het kan genieten bij toepassing van artikel 20 van hetzelfde decreet.

Art. 25. § 1. Op het einde van een dienstactiviteitsperiode van ten minste zes maanden van een tijdelijke leermeester godsdienst of leraar godsdienst, maakt de inrichtende macht of haar afgevaardigde een met redenen omkleed rapport op over de wijze waarop het personeelslid zijn taak heeft vervuld. Dat rapport heeft uitsluitend betrekking op de opvoedingsactie, het gedrag en het verzorgd voorkomen, het correcte taalgebruik en de verantwoordelijkheidszin. Het betreft niet de beroeps- en pedagogische bekwaamheid; die wordt uitsluitend door de inspecteurs voor de betrokken godsdienst beoordeeld.

Het rapport wordt voor visum voorgelegd aan het tijdelijk personeelslid waarop het betrekking heeft.

Indien het personeelslid oordeelt dat de inhoud van het rapport niet gegrond is, meldt het dit naar aanleiding van het visum.

§ 2. Het rapport van de inrichtende macht of haar afgevaardigde over de wijze waarop een tijdelijke leermeester godsdienst of een tijdelijke leraar godsdienst zijn taak heeft vervuld, alsook het rapport van de inspecteur godsdienst over de beroeps- en pedagogische bekwaamheid van dat personeelslid worden opgemaakt volgens het model dat door de Regering wordt vastgesteld.

Art. 26. § 1. Mits een opzeggingstermijn van veertien dagen, ingaande op de dag van de kennisgeving ervan, kan een niet-prioritaire tijdelijke leermeester godsdienst of leraar godsdienst worden ontslagen door de inrichtende macht waaronder hij ressorteert, ofwel op initiatief van deze na raadpleging van het hoofd van de eredienst ofwel op de voordracht van het hoofd van de eredienst. Dat ontslag wordt met redenen omkleed, op straffe van nietigheid.

Voordat het personeelslid in kennis wordt gesteld dat het wordt ontslagen, moet het uitgenodigd worden om gehoord te worden door de inrichtende macht of het hoofd van de eredienst, naar gelang van het geval. De uitnodiging tot de hoorzitting alsook de redenen waarom de inrichtende macht of het hoofd van de eredienst het personeelslid wil ontslaan, moeten hem ten minste vijf werkdagen vóór de hoorzitting worden meegedeeld, ofwel bij een ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, ofwel door de overhandiging van een schrijven met ontvangstbewijs. Naar aanleiding van de hoorzitting kan het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, een vertegenwoordiger gekozen onder de personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs, in actieve dienst of in ruste, of door een vertegenwoordiger van een erkende vakorganisatie.

De procedure wordt geldig voortgezet wanneer het behoorlijk uitgenodigde personeelslid zich niet bij de hoorzitting aanmeldt of er niet wordt vertegenwoordigd.

Als het personeelslid of zijn vertegenwoordiger echter overmacht kan laten gelden waarbij zijn afwezigheid bij de hoorzitting kan worden gerechtvaardigd, dan wordt het uitgenodigd voor een nieuwe hoorzitting die hem overeenkomstig het tweede lid wordt meegedeeld.

In dat geval, en zelfs indien noch het personeelslid noch zijn vertegenwoordiger zich bij de hoorzitting hebben aangemeld, wordt de procedure geldig voortgezet.

Wanneer het ontslag door het hoofd van de eredienst wordt voorgesteld, dan zendt het zijn voorstel aan de inrichtende macht over die het tijdelijk personeelslid een opzeggingsbrief meedeelt, voor zover de voorafgaande bepalingen in acht zijn genomen.

Het tijdelijk personeelslid dat de opzeggingsbrief heeft gekregen, kan, binnen de tien dagen na de kennisgeving ervan, een beroep indienen tegen de beslissing tot ontslag bij de in artikel 49 bedoelde Raad van beroep.

Het personeelslid dat gebruik maakt van zijn recht van beroep, deelt onmiddellijk een afschrift ervan mee aan zijn inrichtende macht en aan het hoofd van de eredienst.

De Raad van beroep brengt de inrichtende macht een advies uit binnen een maximumtermijn van vijfenveertig dagen vanaf de datum van ontvangst van het beroep.

De beslissing wordt door de inrichtende macht genomen binnen de dertig dagen na de ontvangst van het advies van de Raad van beroep. Wanneer het ontslag werd meegedeeld op de voordracht van het hoofd van de eredienst, dan is het advies van de Raad van beroep bindend voor de inrichtende macht.

Het beroep heeft geen schorsende kracht.

Het tijdelijk personeelslid wordt door de Raad van beroep gehoord. Het kan zich laten bijstaan door een advocaat, een vertegenwoordiger gekozen onder de personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs, in dienstactiviteit of in ruste, of door een vertegenwoordiger van een erkende vakorganisatie.

§ 2. Als de tijdelijke leermeester godsdienst of de leraar godsdienst prioritair is in de zin van artikel 23, § 1, dan wordt dezelfde procedure als deze die in § 1 bepaald is, toegepast. In die hypothese is het advies van de Raad van beroep in ieder geval bindend voor de inrichtende macht.

Art. 27. De inrichtende macht kan elke tijdelijke leermeester godsdienst of leraar godsdienst, zonder opzeggingstermijn, wegens zware fout, ontslaan.

Onder zware fout wordt verstaan, elke tekortkoming die elke beroepsmedewerking onmiddellijk en definitief onmogelijk maakt tussen het personeelslid en de inrichtende macht waaronder het ressorteert.

Zodra de inrichtende macht in kennis werd gesteld van feiten die een zware fout kunnen uitmaken, roept ze, bij een ter post aangetekend schrijven, het personeelslid voor een hoorzitting op, die ten vroegste vijf werkdagen en uiterlijk tien werkdagen na de verzending van de oproepingsbrief moet plaatsvinden.

Indien de inrichtende macht na de hoorzitting van mening is dat er voldoende elementen zijn die een zware fout bewijzen, kan ze, binnen de drie dagen die volgen op de hoorzitting, het ontslag uitvoeren.

Het ontslag wordt gestaafd door het bewijs dat de verweten feiten wel hebben plaatsgevonden. Daarvan wordt het personeelslid kennis gegeven ofwel bij deurwaardersexploot ofwel bij een ter post aangetekend schrijven, dat de derde werkdag volgend op de datum van de verzending ervan uitwerking heeft.

Bij de hoorzitting kan het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, een verdediger gekozen onder de personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs, in dienstactiviteit of in ruste, of door een vertegenwoordiger van een erkende vakorganisatie.

Art. 28. Van de beslissing tot ontslag wordt door de inrichtende macht het personeelslid kennis gegeven.

Die kennisgeving wordt uitgevoerd door de overhandiging van een geschrift, of door de verzending van een ter post aangetekend schrijven, of bij een deurwaardersexploot.

De handtekening van de persoon aan wie het geschrift werd overhandigd, bewijst enkel dat hij ontvangst van dat geschrift meldt.

Als de kennisgeving gebeurt door de verzending van een ter post aangetekend schrijven, heeft ze uitwerking op de derde werkdag volgend op die waarop ze werd verzonden.

Het geschrift vermeldt de datum van het begin van de opzeggingstermijn, dat niet vroeger kan zijn dan de datum van de overhandiging van het geschrift, en de duur ervan.

Als de kennisgeving niet heeft plaatsgevonden, dan wordt de beslissing tot ontslag geacht nooit te hebben bestaan.

Er wordt een afschrift van de beslissing aan het hoofd van de eredienst overgezonden.

Art. 29. Een tijdelijk aangestelde leermeester godsdienst of leraar godsdienst kan zijn ontslag indienen.

Indien dat ontslag niet door de inrichtende macht wordt aanvaard, dan wordt het gegeven mits een opzeggingstermijn van acht dagen.

Het tijdelijk personeelslid geeft de inrichtende macht kennis van zijn beslissing tot ontslag.

Die kennisgeving geschiedt door de overhandiging van een geschrift, of door de verzending van een ter post aangetekend schrijven, of bij een deurwaardersexploot.

De handtekening van de persoon aan wie het geschrift werd overhandigd, bewijst enkel dat hij ontvangst van dat geschrift meldt.

Als de kennisgeving gebeurt door de verzending van een ter post aangetekend schrijven, heeft ze uitwerking op de derde werkdag volgend op die waarop ze werd verzonden.

Het geschrift vermeldt de datum van het begin van de opzeggingstermijn, dat niet vroeger kan zijn dan de datum van de overhandiging van het geschrift, en de duur ervan. Als het gaat om een aanvaard ontslag, vermeldt het geschrift de datum waarop het uitwerking heeft.

Als de kennisgeving niet heeft plaatsgevonden, dan wordt de beslissing tot ontslag geacht nooit te hebben bestaan.

Er wordt een afschrift van de beslissing aan het hoofd van de eredienst overgezonden.

Afdeling III. — Benoeming in vast verband en vastbenoemde personeelsleden

Art. 30. De inrichtende macht voert een benoeming in vast verband uit in een vacante betrekking van een leermeester godsdienst of leraar godsdienst, behalve :

- 1° als zij, krachtens de bepalingen bedoeld in hoofdstuk IX, die betrekking moet toekennen aan een leermeester godsdienst of een leraar godsdienst die ter beschikking wordt gesteld wegens ontstentenis van betrekking of die een gedeeltelijk opdrachtverlies heeft geleden;
- 2° als zij de betrekking bij wijze van mutatie of van verandering van affectatie reeds heeft toegekend overeenkomstig de bepalingen bedoeld in artikel 35.

Art. 31. § 1. Niemand kan in vast verband worden benoemd, indien hij niet voldoet aan de volgende voorwaarden :

- 1° Belg zijn of onderdaan van een andere lidstaat van de Europese Unie, behalve door de Regering toe te kennen vrijstelling;
- 2° van onberispelijk gedrag zijn;
- 3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 4° voldaan hebben aan de dienstplichtwetten;
- 5° houder zijn van het vereiste bekwaamheidsbewijs in verband met het toe te kennen ambt;

- 6° voldoen aan de wets- en verordeningsbepalingen betreffende de taalregeling;
- 7° zijn kandidatuur hebben ingediend in de vorm en binnen de termijn vastgesteld bij de oproep tot de kandidaten. De vorm en de termijn worden door de plaatselijke paritaire commissie vooraf bepaald;
- 8° gerangschikt worden als prioritair personeelslid volgens de nadere regels vastgesteld in artikel 23, § 1;
- 9° 600 dagen dienstanciënniteit tellen, waarvan 240 dagen in het betrokken ambt, met uitzondering van de personeelsleden bedoeld in artikel 34, tweede lid. De 600 dagen anciënniteit die verworven werden ten dienste van de inrichtende macht moeten over ten minste drie schooljaren worden verdeeld;
- 10° geen schorsing bij tuchtmaatregel, tuchtschorsing, terbeschikkingstelling bij tuchtmaatregel of op non-activiteitstelling bij tuchtmaatregel ondergaan die werd opgelegd door de inrichtende macht waaronder hij ressorteert of door een andere inrichtende macht;
- 11° op het einde van de in 9° bedoelde periode, een gunstig rapport van de inrichtende macht of haar afgevaardigde en van de bevoegde inspectie hebben gekregen.

In afwijking van het eerste lid, 9°, moet het personeelslid bedoeld in artikel 34, derde lid, een anciënniteit van 180 dagen in het betrokken ambt tellen.

De voorwaarden vermeld in het eerste lid, 1° tot 6° en 10° moeten op het ogenblik van de benoeming in vast verband worden vervuld.

De kandidaat voor een benoeming in vast verband wordt geacht te voldoen aan de voorwaarde vermeld in het eerste lid, 11°, zolang geen ongunstig rapport over hem door de inrichtende macht of haar afgevaardigde of door de bevoegde inspectie wordt opgesteld.

Het rapport wordt voor visum voorgelegd aan de betrokkene. De procedure wordt voortgezet wanneer het personeelslid weigert het rapport te viseren.

Indien het personeelslid van mening is dat de inhoud van dat rapport niet gegrond is, vermeldt het dit naar aanleiding van het visum, en, binnen de tien werkdagen volgend op de ontvangst van dat rapport, heeft het het recht een beroep in te dienen vóór de Raad van beroep bedoeld in artikel 49. Het personeelslid dat gebruik maakt van zijn recht van beroep zendt er onmiddellijk een afschrift van aan zijn inrichtende macht en aan het hoofd van de eredienst.

De Raad van beroep brengt de inrichtende macht zijn advies uit binnen een termijn van twee maanden volgend op de datum van ontvangst van het beroep.

De inrichtende macht neemt haar beslissing binnen een termijn van één maand vanaf de dag van de ontvangst van het advies van de Raad van beroep. Er wordt een afschrift van de beslissing aan het hoofd van de eredienst meegedeeld.

Wanneer het advies van de Raad van beroep een ongunstig rapport van de bevoegde inspectie betreft, dan is het bindend voor de inrichtende macht.

De leermeester godsdienst of de leraar godsdienst die in vast verband benoemd is in een betrekking, moet die in hoofdambt bekleden.

§ 2. Paragraaf 1 is eveneens van toepassing op de leermeesters en leraars godsdienst die een moederschapsrust, een ziekteverlof of een arbeidsongeschiktheid ten gevolge van een arbeidsongeval genieten.

Art. 32. Elk jaar, in de loop van de maand mei, richt de inrichtende macht een oproep tot de kandidaten voor een benoeming in vast verband.

In vast verband toe te kennen zijn, de betrekkingen die op 15 april voorafgaand aan de oproep tot de kandidaten vacant zijn, voor zover die betrekkingen op de volgende 1 oktober vacant blijven.

Het advies dat de rangschikking van de tijdelijke personeelsleden, het toe te kennen ambt, het volume van de prestaties van de aangeboden betrekkingen, de voorwaarden vereist van de kandidaten alsook de vorm waarin en de termijn waarbinnen de kandidaturen moeten worden ingediend, vermeldt, wordt meegedeeld aan alle tijdelijke personeelsleden van de inrichtende macht die voorkomen in de rangschikking van de prioritaire personeelsleden in de zin van artikel 23, § 1.

De op 15 april vacante betrekkingen worden in elk ambt opgeteld voor het geheel van de inrichtingen van eenzelfde inrichtende macht gelegen op het grondgebied van dezelfde gemeente. In vast verband worden toegekend, deze die op volgende 1 oktober in elk van de ambten vacant blijven in het geheel van de inrichtingen van eenzelfde inrichtende macht gelegen op het grondgebied van dezelfde gemeente, in verhouding tot het maximumaantal betrekkingen waarvoor een oproep tot de kandidaten voor de benoeming in de vorige maand is gericht.

De vaste benoemingen hebben uiterlijk op 1 april uitwerking, enkel in de in het tweede lid bedoelde betrekkingen die nog vacant waren op 1 oktober van het lopende schooljaar. Er wordt een afschrift van de benoemingsakte gericht aan het hoofd van de eredienst.

De verplichting tot benoeming is slechts aan de inrichtende macht opgelegd als het personeelslid zijn kandidatuur heeft ingediend en de bij dit decreet bepaalde voorwaarden vervult.

De leermeester godsdienst of de leraar godsdienst die gereffecteerd wordt of tijdelijk in actieve dienst teruggeroepen wordt in een andere inrichtende macht dan deze die hem ter beschikking heeft gesteld wegens ontstentenis van betrekking of hem een gedeeltelijk opdrachtverlies heeft erkend, en wiens reffectatie of tijdelijke terugroeping in actieve dienst voor het derde opeenvolgende jaar wordt verlengd, kan zich kandidaat stellen voor de benoeming in vast verband in de betrekking die hem werd toegekend in die andere inrichtende macht in dezelfde voorwaarden als het prioritair tijdelijk personeelslid binnen die inrichtende macht.

De volgorde waarin de inrichtende macht de benoemingen in vast verband uitvoert, wordt bepaald op grond van de dienstanciënniteit van de kandidaten, berekend overeenkomstig artikel 18, § 1.

Bij gelijke dienstanciënniteit, wordt de voorrang verleend aan het personeelslid met de grootste ambtsanciënniteit, berekend overeenkomstig artikel 18, § 2.

Bij gelijke ambtsanciënniteit, wordt de voorrang verleend aan het oudste personeelslid.

Bij gelijke leeftijd, wordt de voorrang verleend aan het personeelslid waarvan het jaar waarin het vereiste bekwaamheidsbewijs wordt uitgereikt voor het ambt waarnaar wordt gesolliciteerd, het oudste is.

De inrichtende macht deelt jaarlijks de lijst van de betrokken leermeesters godsdienst en leraars godsdienst mee volgens de door de plaatselijke paritaire commissie nader te bepalen regels.

Art. 33. De benoeming in vast verband, de mutatie en de verandering van affectatie zijn niet toegelaten in een betrekking van een inrichting, een afdeling, een vestiging, een graad, een cyclus of een andere onderafdeling, die, met toepassing van de rationalisatieregels, een geleidelijke sluiting ondergaat, of in een betrekking die enkel kan worden gesubsidieerd voor een beperkte periode krachtens een beslissing van de Regering.

Art. 34. De persoon die zich kandidaat stelt voor de benoeming in vast verband in verschillende betrekkingen, dient een afzonderlijke kandidatuur voor elke betrekking in.

De in vast verband benoemde leermeester godsdienst of leraar godsdienst die een definitieve affectatie aanvraagt binnen dezelfde inrichtende macht in een vacante betrekking van hetzelfde ambt, moet antwoorden op de oproep tot de definitieve benoeming in dat ambt.

Het vorige lid is eveneens van toepassing op de in vast verband benoemde leermeester godsdienst of leraar godsdienst die een definitieve affectatie aanvraagt binnen dezelfde inrichtende macht in een vacante betrekking van een ander ambt van leermeester godsdienst of leraar godsdienst waarvoor hij het vereiste bekwaamheidsbewijs bezit.

Art. 35. § 1. De inrichtende macht die een vacante betrekking toe te kennen heeft, kan de mutatie van een leermeester godsdienst of leraar godsdienst van een andere inrichtende macht aanvaarden, indien geen lid van zijn personeel prioritair is. Het betrokken personeelslid moet dit aanvragen en de instemming van zijn inrichtende macht bekomen.

Niemand kan worden gemuteerd in een betrekking van een ambt van leermeester godsdienst of leraar godsdienst als hij niet in vast verband wordt benoemd in een ambt waartoe de vacante betrekking behoort.

De inrichtende macht moet het personeelslid in vast verband benoemen op het ogenblik van de mutatie, wat er de datum ook van is. Er wordt een afschrift van de benoemingsakte aan het hoofd van de eredienst gericht.

Het gemuteerde personeelslid moet zijn ontslag geven in de inrichtende macht die het verlaat voor de opdracht die het daar uitoefent en waarvoor het de mutatie heeft aangevraagd.

De overgang van een inrichtende macht naar een andere moet zonder onderbreking worden uitgevoerd.

De nadere regels voor de mutatie zijn, voor het overige, bepaald door de plaatselijke paritaire commissie die opgericht is binnen de inrichtende macht die het personeelslid ontvangt.

§ 2. De inrichtende macht kan eveneens een verandering van affectatie toekennen aan één van zijn personeelsleden. Ze brengt daar het hoofd van de eredienst op de hoogte van.

Die verandering van affectatie kan alleen plaatsvinden als het personeelslid in vast verband wordt benoemd binnen de inrichtende macht in het ambt waartoe de vacante betrekking behoort.

De overgang van de ene inrichting naar de andere moet zonder onderbreking plaatsvinden.

De nadere regels voor de verandering van affectatie, worden, voor het overige, door de plaatselijke paritaire commissie bepaald.

Afdeling IV. Overneming van een onderwijsinrichting van een andere inrichtende macht

Art. 36. § 1. Bij overneming door een inrichtende macht van het gesubsidieerd officieel onderwijs van een inrichting of een deel van een inrichting van het officieel onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of door een andere overheid, zijn de volgende bepalingen van toepassing :

- 1° de leermeesters godsdienst en leraars godsdienst die in vast verband benoemd zijn op het ogenblik van de overneming verwerven van ambtswege de hoedanigheid van vast benoemd personeelslid in de overeenstemmende ambten binnen de overnemende inrichtende macht;
- 2° de diensten die vóór de overneming door de in 1° bedoelde personeelsleden werkelijk werden gepresteerd, worden gelijkgesteld met werkelijke diensten gepresteerd als personeelslid van de overnemende inrichtende macht.

De overnemingsovereenkomst die tussen de betrokken inrichtende machten te sluiten is, kan regels bepalen die de hierboven vermelde bepalingen aanvullen, en, in voorkomend geval, overnemingsvoorwaarden bepalen voor de tijdelijk aangestelde personeelsleden, inzonderheid de voorwaarden waaronder die personeelsleden een voorrang voor de benoeming kunnen laten gelden. De overeenkomst kan eveneens de voorwaarden bepalen waaronder de tijdelijk aangestelde personeelsleden die, op het ogenblik van de overneming, op grond van de statutaire bepalingen die op die datum op hen van toepassing waren, aanspraak hadden kunnen maken op een benoeming in vast verband, kunnen in vast verband worden benoemd in de vacante betrekking die op het ogenblik van de overneming bekleed was en die daarna vacant blijft. Die aanvullende regels worden voorbereid binnen de plaatselijke paritaire commissie die onder de overnemende inrichtende macht ressorteert.

§ 2. De voorwaarden voor de overneming door een inrichtende macht van het gesubsidieerd officieel onderwijs van een inrichting of een deel van een inrichting van het gesubsidieerd vrij onderwijs worden bepaald in een overeenkomst die te sluiten is tussen de betrokken inrichtende machten. De voornoemde regels worden voorbereid binnen de plaatselijke paritaire commissie van de overnemende inrichtende macht.

§ 3. Er wordt een afschrift van de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde overeenkomst aan het hoofd van de eredienst gericht.

HOOFDSTUK IV. — *Tuchtregeling*

Afdeling I. — Tucht sancties

Art. 37. Aan de in vast verband benoemde leermeesters godsdienst en leraars godsdienst die hun plicht niet nakomen, kunnen de volgende tucht sancties worden opgelegd :

- 1° de terechtwijzing;
- 2° de blaam;
- 3° de afhouding op de wedde;
- 4° de schorsing bij tuchtmaatregel;
- 5° de terbeschikkingstelling bij tuchtmaatregel;
- 6° het ontslag van ambtswege;
- 7° de afzetting.

Art. 38. § 1. De tuchtsancties worden uitgesproken door de inrichtende macht van de inrichting waarin het personeelslid in vast verband benoemd is of door de inrichtende macht van de inrichting waarin het personeelslid, dat door een andere inrichtende macht in vast verband werd benoemd, zijn ambt geheel of gedeeltelijk uitoefent met toepassing van de bepalingen bedoeld in hoofdstuk IX, na raadpleging van het hoofd van de eredienst.

De vordering kan eveneens gezamenlijk worden ingesteld door de inrichtende macht van de inrichting waarin het personeelslid in vast verband benoemd is en door de inrichtende macht(en) van de inrichting(en) waarin het personeelslid zijn ambt geheel of gedeeltelijk uitoefent met toepassing van de bepalingen bedoeld in hoofdstuk IX.

Met het oog op het gezamenlijk uitoefenen van de tuchtprocedure zoals bepaald in het vorige lid, brengt de inrichtende macht van de inrichting waarin het personeelslid zijn ambt geheel of gedeeltelijk uitoefent met toepassing van de bepalingen bedoeld in hoofdstuk IX de inrichtende macht van de inrichting waarin het personeelslid in vast verband benoemd is schriftelijk op de hoogte van zijn voornemen een tuchtprocedure in te stellen ten aanzien van het betrokken personeelslid.

De tuchtsanctie heeft slechts uitwerking ten aanzien van de inrichtende macht(en) die de sanctie heeft(hebben) uitgesproken.

§ 2. Behoudens de bij dit artikel nader bepaalde regels, is de inrichtende macht bedoeld in paragraaf 1 de overheid die de benoemingsbevoegdheid uitoefent.

In de inrichtingen van het door de steden en gemeenten georganiseerde onderwijs, heeft het college van burgemeester en schepenen de bevoegdheid om de volgende sancties uit te spreken : de terechtwijzing, de blaam, de afhouding op de wedde en de schorsing bij tuchtmaatregel voor een periode die niet hoger dan één maand mag zijn.

In de inrichtingen van het door de provincies georganiseerde onderwijs, heeft de bestendige deputatie de bevoegdheid om dezelfde sancties uit te spreken als deze die in het vorige lid bedoeld zijn.

§ 3. Van de beslissing om een tuchtsanctie op te leggen wordt kennisgegeven aan het personeelslid, dat, binnen een termijn van twintig dagen vanaf de kennisgeving, een beroep kan indienen bij de Raad van beroep bedoeld in artikel 49.

Het personeelslid dat van zijn recht van beroep gebruik maakt, zendt er onmiddellijk een afschrift van aan zijn inrichtende macht en aan het hoofd van de eredienst.

Het beroep schorst de procedure.

Behoudens in de gevallen van strafvervolgning, geeft de Raad van beroep een met redenen omkleed advies binnen de negentig dagen die volgen op de ontvangst van het beroep dat door het personeelslid wordt ingediend.

§ 4. De definitieve beslissing wordt genomen door de overheid die bevoegd is om de sanctie uit te spreken binnen de maand die volgt op de ontvangst van het advies van de Raad van beroep.

Ze geeft het met redenen omkleed advies van de Raad van beroep weer.

Van haar beslissing geeft de overheid kennis aan de Raad van beroep en aan de verzoeker. Er wordt een afschrift van de beslissing aan het hoofd van de eredienst gericht.

§ 5. Indien het personeelslid geen beroep heeft ingediend vóór de Raad van beroep binnen de in paragraaf 3 bepaalde termijn, heeft de tuchtsanctie meegedeeld aan het personeelslid bij toepassing van dezelfde paragraaf 3 uitwerking op de derde werkdag volgend op de vervaldag van voornoemde termijn.

De kennisgeving bedoeld in paragraaf 3, eerste lid, vermeldt de datum waarop de tuchtsanctie uitwerking heeft bij toepassing van het eerste lid van deze paragraaf.

Art. 39. De afhouding op de wedde wordt toegepast gedurende minstens één maand en hoogstens drie maanden.

Ze mag niet hoger zijn dan één vijfde van het bruto bedrag van de laatste activiteitswedde- of wachtweddesubsidie.

Art. 40. De schorsing bij tuchtmaatregel wordt voor ten hoogste een jaar uitgesproken.

Het personeelslid wordt uit zijn ambt verwijderd en geniet de helft van het bruto bedrag van zijn laatste activiteitswedde- of wachtweddesubsidie.

Art. 41. De duur van de terbeschikkingstelling bij tuchtmaatregel mag niet korter dan één jaar en hoger dan vijf jaar zijn.

Het personeelslid wordt uit zijn ambt verwijderd en geniet gedurende de eerste twee jaren een wachtweddesubsidie die gelijk is aan de helft van de activiteitsweddesubsidie. De wachtweddesubsidie, die nooit hoger dan dit bedrag mag zijn, wordt vervolgens vastgesteld tegen het tarief van het pensioen dat de betrokkene zou krijgen indien hij vervroegd in ruste was gesteld.

Nadat het personeelslid de helft van zijn straf heeft ondergaan, mag het vragen om opnieuw in het onderwijs te worden geïntegreerd.

Art. 42. De afhouding op de activiteitsweddesubsidie of op de wachtweddesubsidie mag niet als gevolg hebben dat de activiteitsweddesubsidie of de wachtweddesubsidie van het personeelslid herleid wordt tot een bedrag dat lager is dan het bedrag van de werkloosheidsuitkeringen waarop het personeelslid aanspraak zou kunnen maken als het de socialezekerheidsregeling voor de werknemers zou genieten.

Art. 43. Geen sanctie kan worden uitgesproken zonder dat het personeelslid vooraf werd gehoord of ten minste behoorlijk opgeroepen. De betrokkene kan gebruik maken van de rechten die hem worden toegekend door het syndicaal statuut.

Bij de hoorzitting kan het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, een verdediger gekozen onder de personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs, in dienstactiviteit of in ruste, of door de afgevaardigde van een erkende vakorganisatie.

Art. 44. Geen sanctie mag uitwerking hebben vóór de periode die voorafgaat aan de uitspraak ervan.

Art. 45. De strafvordering betreffende de feiten waarvoor een tuchtvordering wordt ingesteld, schorst de tuchtvordering en de uitspraak van een tuchtsanctie, behalve in de gevallen die op heterdaad worden ontdekt of indien de vastgestelde feiten, verbonden aan de beroepsactiviteit, door het personeelslid worden erkend. Wat het resultaat van de strafvordering ook is, de administratieve overheid blijft bevoegd om te oordelen over de toepassing van de tuchtsancties.

De overheid is echter, bij die beoordeling, gebonden door de feiten die definitief deugdelijk erkend zijn bij de strafbeslissing.

Art. 46. Behalve bij preventieve schorsing, heeft de tuchtvordering ten aanzien van een personeelslid de verwijdering van de betrokkene uit zijn ambt pas tot gevolg na de kennisgeving van de definitieve tuchtbeslissing bedoeld in artikel 38, § 4, of de derde werkdag bedoeld in paragraaf 5 van hetzelfde artikel.

Art. 47. Elke tuchtsanctie wordt in het dossier van het personeelslid opgenomen.

Afdeling II. — Doorhaling van de tuchtsanctie

Art. 48. De tuchtsanctie wordt van ambtswege doorgehaald op het einde van een termijn van :

- 1° Een jaar voor de terechtwijzing en de blaam;
- 2° Drie jaar voor de afhouding op de wedde;
- 3° Vijf jaar voor de schorsing bij tuchtmaatregel;
- 4° Zeven jaar voor de terbeschikkingstelling bij tuchtmaatregel.

De termijn bedoeld in het eerste lid begint te lopen, naar gelang van het geval, bij de uitspraak van de tuchtsanctie of bij het verstrijken van de termijn bedoeld in artikel 38, § 3.

Onverminderd de uitvoering van de tuchtsanctie, heeft de doorhaling tot gevolg dat de sanctie geen uitwerking meer kan hebben.

De tuchtsanctie wordt doorgehaald in het dossier van het personeelslid.

HOOFDSTUK V. — Raad van beroep

Art. 49. Bij het Ministerie van de Franse Gemeenschap wordt een Raad van beroep ingesteld voor de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst van de inrichtingen van het gesubsidieerd officieel onderwijs.

De Raad van beroep stelt zijn huishoudelijk reglement op, dat hij de Regering ter goedkeuring voorlegt.

Art. 50. § 1. De Raad van beroep is samengesteld uit :

- 1° een gelijk aantal vertegenwoordigers van de inrichtende machten en vertegenwoordigers van de personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs;
- 2° een voorzitter en een plaatsvervangend voorzitter gekozen onder de magistraten, in dienstactiviteit of in ruste, of onder de ambtenaren-generaal van de Algemene Directie Personeel van het gesubsidieerd onderwijs;
- 3° een secretaris en een adjunct-secretaris.

De Regering stelt het aantal leden van de Raad van beroep alsook de duur van hun mandaat vast; de Raad van beroep bestaat uit ten minste vier werkende leden die de inrichtende machten vertegenwoordigen en uit vier werkende leden die de personeelsleden vertegenwoordigen.

De werkende leden worden door de Regering aangesteld op de voordracht van het (de) vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan(anen) van de inrichtende machten van de inrichtingen van het gesubsidieerd officieel onderwijs dat (die) erkend is (zijn) door de Regering en de representatieve vakorganisaties. Als er geen akkoord wordt bereikt binnen deze, dan voert de Regering rechtsreeks de aanstellingen uit.

Elk van de representatieve vakorganisaties beschikt over ten minste één vertegenwoordiger.

Voor elk werkend lid, stelt de Regering, volgens dezelfde nadere regels, twee plaatsvervangende leden aan.

Bij vervanging van een lid, voleindigt de vervanger het mandaat van het lid in de plaats waarvan het wordt aangesteld.

De secretaris en adjunct-secretaris, aangesteld door de Regering onder de ambtenaren van de diensten van de Regering, nemen het secretariaat van de Raad van beroep waar. Ze zijn niet stemgerechtigd.

§ 2. In afwijking van § 1, 1°, wanneer een advies dient te worden uitgebracht over het ontslag, mits opzeggingstermijn, voorgesteld door het hoofd van de eredienst, of over een ongunstig rapport van de bevoegde inspectie, is de Raad van beroep samengesteld uit een gelijk aantal vertegenwoordigers van het hoofd van de betrokken eredienst en vertegenwoordigers van de personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs.

De Regering stelt de vertegenwoordigers van het hoofd van de betrokken eredienst aan op de voordracht van deze.

Art. 51. Zodra een zaak ingediend is, deelt de voorzitter het personeelslid en de inrichtende macht de lijst van de werkende en plaatsvervangende leden mee.

Binnen de tien dagen volgend op de ontvangst van die lijst, kunnen het personeelslid en de inrichtende macht hoogstens drie leden wraken. Ze mogen echter niet gelijktijdig een werkend lid en zijn twee plaatsvervangende leden wraken.

De voorzitter, plaatsvervangend voorzitter, werkende leden en plaatsvervangende leden mogen geen zitting hebben in een zaak betreffende hun echtgenoot of een bloed- of aanverwant tot en met de vierde graad.

Ieder lid dat weet dat het de oorzaak van een wraking kan zijn, is ertoe gehouden zich te onthouden.

Een lid kan eveneens verzoeken om te worden ontheven, als het oordeelt dat het een moreel belang heeft bij de zaak of als het denkt dat zijn onpartijdigheid in twijfel kan worden gebracht. De voorzitter beslist over het gevolg dat moet worden gegeven aan die aanvraag. Hij kan eveneens een lid ontheffen om dezelfde redenen.

Art. 52. De partijen worden door de voorzitter opgeroepen binnen de twintig dagen die volgen op de ontvangst van het beroep en worden door de Raad van beroep gehoord.

De leermeester godsdienst of leraar godsdienst kan zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een vertegenwoordiger gekozen onder de personeelsleden, in dienstactiviteit of in ruste, van het gesubsidieerd officieel onderwijs, of door een vertegenwoordiger van een erkende vakorganisatie.

De inrichtende macht kan zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een vertegenwoordiger van een representatieve organisatie van de inrichtende machten, door een advocaat, door een verdediger gekozen onder de vertegenwoordigers van de inrichtende machten van het gesubsidieerd officieel onderwijs of door een afgevaardigde van een vereniging die de belangen van die inrichtende machten behartigt.

Bij afwezigheid van één van de regelmatig opgeroepen partijen of van haar vertegenwoordiger, beslist de Raad van beroep geldig bij zijn tweede vergadering. De twee vergaderingen mogen niet binnen een tijdsspanne van minder dan vijf dagen plaatsvinden.

Alvorens te beraadslagen, kan de Raad van beroep een bijkomend onderzoek bevelen en getuigen horen.

De Raad van beroep mag niet vergaderen tussen 15 juli en 15 augustus, behalve in dringende gevallen die unaniem erkend worden door alle aanwezige leden, met inbegrip van de voorzitter.

Art. 53. De Raad van beroep kan alleen beslissen als de voorzitter en ten minste twee leden die de personeelsleden vertegenwoordigen en twee leden die, naar gelang van het geval, de inrichtende machten of het hoofd van de betrokken eredienst vertegenwoordigen, aanwezig zijn.

De leden die de personeelsleden vertegenwoordigen en de leden die, naar gelang van het geval, de inrichtende machten of het hoofd van de betrokken eredienst vertegenwoordigen, moeten in gelijk aantal aanwezig zijn om te kunnen deelnemen aan de stemming. In voorkomend geval wordt de gelijkheid hersteld door het verwijderen van één of meer leden na loting.

Is het in het eerste lid bedoelde quorum niet bereikt, roept de voorzitter een nieuwe vergadering binnen de veertien dagen bijeen. Bij die vergadering zal een beslissing kunnen worden genomen ongeacht het aantal aanwezige leden.

Het advies wordt bij gewone meerderheid van stemmen uitgebracht. De stemming is geheim. Bij staking van stemmen, beslist de voorzitter.

Van het met redenen omkleed advies van de Raad van beroep wordt bij een ter post aangetekend schrijven aan de partijen kennisgegeven binnen de vijf dagen volgend op de vergadering waarbij het werd uitgebracht.

Art. 54. De werkingskosten van de Raad van beroep zijn ten laste van de Franse Gemeenschap. De Regering bepaalt de vergoedingen waarop de voorzitter en de plaatsvervangende voorzitters recht hebben. Als de voorzitter of de plaatsvervangende voorzitter een ambtenaar-generaal is, dan is geen vergoeding verschuldigd.

HOOFDSTUK VI. — *Preventieve schorsing : administratieve maatregel*

Afdeling I. — Algemene bepalingen

Art. 55. Voor de toepassing van dit hoofdstuk dient onder inrichtende macht te worden verstaan :

- 1° in het door de steden en gemeenten georganiseerde onderwijs, het college van burgemeester en schepenen;
- 2° in het door de provincies georganiseerde onderwijs, de provincieraad of de bestendige deputatie;
- 3° in het door de Franse Gemeenschapscommissie georganiseerde onderwijs, het College van die instelling;
- 4° in de onderwijsinrichtingen die onder de intercommunale verenigingen ressorteren, de raad van bestuur van die instellingen.

Art. 56. De bij dit hoofdstuk geregelde preventieve schorsing is een louter administratieve maatregel, die niet het karakter van een sanctie heeft.

Ze wordt door de inrichtende macht uitgesproken en wordt met redenen omkleed. Ze heeft als gevolg dat de leermeester godsdienst of de leraar godsdienst uit zijn ambt wordt verwijderd.

Gedurende de periode van de preventieve schorsing, verblijft het personeelslid in de administratieve stand dienstactiviteit.

Afdeling II. — Preventieve schorsing van de in vast verband benoemde leermeesters godsdienst en leraars godsdienst

Art. 57. § 1. Wanneer dit in het belang van de dienst of van het onderwijs vereist is, kan een preventieveschorsingsvordering worden ingesteld ten aanzien van een in vast verband benoemde leermeester godsdienst of leraar godsdienst :

- 1° als tegen hem strafvervolgingen worden ingesteld;
- 2° zodra een tuchtvordering tegen hem door de inrichtende macht wordt ingesteld;
- 3° zodra de inrichtende macht hem bij een ter post aangetekend schrijven de vaststelling van een onverenigbaarheid meedeelt.

§ 2. Vóór elke preventieveschorsingsmaatregel, moet het personeelslid uitgenodigd zijn om door de inrichtende macht te worden gehoord.

De oproeping tot de hoorzitting alsook de redenen voor de rechtvaardiging van de preventieve schorsing worden het personeelslid ten minste drie werkdagen vóór de hoorzitting meegedeeld ofwel bij een ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs dat drie werkdagen na de datum van de verzending ervan uitwerking heeft, ofwel door de overhandiging van een schrijven met ontvangstbewijs dat uitwerking heeft op de datum dat in dat ontvangstbewijs vermeld staat.

Bij de hoorzitting kan het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een vertegenwoordiger gekozen onder de personeelsleden van het personeel van het gesubsidieerd officieel onderwijs, in dienstactiviteit of in ruste, of door een vertegenwoordiger van een erkende vakorganisatie.

Binnen de drie werkdagen volgend op de dag bepaald voor de hoorzitting, deelt de inrichtende macht het personeelslid zijn beslissing bij een ter post aangetekend schrijven mee, zelfs indien noch het personeelslid noch zijn vertegenwoordiger zich bij de hoorzitting hebben aangemeld, zonder overmacht te kunnen aantonen ter rechtvaardiging van hun afwezigheid bij de hoorzitting.

Indien het personeelslid of zijn vertegenwoordiger kan bewijzen dat er overmacht is ter rechtvaardiging van hun afwezigheid bij de hoorzitting, roept de inrichtende macht het personeelslid voor een nieuwe hoorzitting op door middel van een kennisgeving zoals bepaald in het tweede lid.

In dat geval, zelfs indien noch het personeelslid noch zijn vertegenwoordiger zich voor de hoorzitting hebben aangemeld, deelt de inrichtende macht het personeelslid zijn beslissing mee bij een ter post aangetekend schrijven binnen de drie werkdagen die volgen op de dag bepaald voor de hoorzitting.

Indien de beslissing leidt tot de preventieve schorsing van het personeelslid, dan heeft ze uitwerking op de derde werkdag volgend op de datum van de verzending ervan. Er wordt een afschrift van de beslissing gericht aan het hoofd van de eredienst.

§ 3. In afwijking van het eerste lid van § 2, kan het personeelslid onmiddellijk uit zijn ambt worden verwijderd als het een zware fout heeft begaan die op heterdaad werd ontdekt of als de bezwaren die tegen hem bestaan zo ernstig zijn dat het wenselijk is, in het belang van het onderwijs, dat het personeelslid niet meer aanwezig zou zijn binnen de inrichting.

Binnen de tien werkdagen die volgen op de dag waarop de maatregel voor onmiddellijke verwijdering is genomen, moet de inrichtende macht de vordering voor preventieve schorsing instellen overeenkomstig de bepalingen van dit artikel. Zo niet, dan neemt de maatregel voor onmiddellijke verwijdering een einde op het einde van de voormelde termijn en zal het personeelslid voor dezelfde zware fout of dezelfde bezwaren uit de inrichting alleen worden verwijderd mits de inachtneming van de vordering voor preventieve schorsing zoals inzonderheid in § 2 van dit artikel bepaald.

Het onmiddellijk uit zijn ambt verwijderde personeelslid behoudt de administratieve stand dienstactiviteit.

§ 4. In het kader van de vaststelling van een onverenigbaarheid of van een tuchtvordering, kan de duur van de preventieve schorsing niet langer zijn dan één jaar, en, in het kader van een tuchtvordering, neemt die in elk geval een einde :

- 1° vijftien kalenderdagen na de datum bepaald voor de hoorzitting bedoeld in artikel 43 indien de inrichtende macht, binnen die termijn, van de beslissing bedoeld in artikel 38, § 3, geen kennis heeft gegeven aan het personeelslid;
- 2° de derde werkdag volgend op de kennisgeving aan het personeelslid van de beslissing bedoeld in artikel 38, § 3, indien die beslissing de terechtwijzing, de blaam of de afhouding op de wedde is;
- 3° de dag waarop de beslissing houdende de tuchtsanctie uitwerking heeft.

In het kader van strafvervolgingen is de duur van de preventieve schorsing niet tot één jaar beperkt.

Wanneer een tuchtvordering ingesteld is of voortgezet wordt na een rechterlijke beslissing tot definitieve strafveroordeling, begint de termijn van één jaar bedoeld in het eerste lid pas te lopen na de uitspraak van die definitieve veroordeling.

§ 5. In het kader van een tuchtvordering, moet de preventieve schorsing schriftelijk worden bevestigd binnen de drie maanden na de datum van het begin van de uitwerking ervan.

Van die bevestiging wordt kennisgegeven aan betrokkene bij een ter post aangetekend schrijven.

Wordt die preventieve schorsing niet binnen de vereiste termijn bevestigd, dan kan het betrokken personeelslid opnieuw zijn ambt uitoefenen na de inrichtende macht daarvan op de hoogte te hebben gebracht bij aangetekend schrijven ten minste tien werkdagen vóór de werkelijke werkhervatting.

Na ontvangst van die kennisgeving, kan de inrichtende macht de preventieve schorsing bevestigen volgens de procedure beschreven in het tweede lid.

Art. 58. Iedere in vast verband benoemde leermeester godsdienst of leraar godsdienst die preventief wordt geschorst, behoudt zijn recht op wedde.

In afwijking van het eerste lid, wordt op de helft van zijn activiteitswedde vastgesteld, de wedde van ieder preventief geschorst vast benoemd personeelslid :

- 1° dat verdacht of beklaagd wordt in het kader van strafvervolgingen;
- 2° tegen wie een niet definitieve strafveroordeling is uitgesproken waartegen hij gebruik kan maken van zijn gewone verhaalrechten;
- 3° tegen wie een tuchtvordering is ingesteld of wordt voortgezet als gevolg van een definitieve strafveroordeling;
- 4° tegen wie een tuchtvordering is ingesteld wegens een zware fout waarvoor er ofwel ontdekking op heterdaad bestaat ofwel bewijselementen voorhanden zijn, en waarvan de beoordeling tot de bevoegdheid van de inrichtende macht behoort;
- 5° tegen wie een beslissing tot tuchtsanctie bepaald in artikel 37, 4°, 5°, 6° en 7° is genomen en tegen wie het personeelslid een beroep heeft ingesteld, overeenkomstig artikel 38, § 3.

Die weddevermindering kan niet tot gevolg hebben dat de wedde herleid wordt tot een bedrag dat lager is dan het bedrag van de werkloosheidsuitkeringen waarop het personeelslid recht zou hebben indien het de socialezekerheidsregeling voor werknemers zou genieten.

Voor de toepassing van het tweede lid, 1° en 2°, heeft die weddevermindering uitwerking op de eerste dag van de maand volgend op de dag waarop het personeelslid wordt verdacht of beklaagd of tegen wie een niet definitieve veroordeling is uitgesproken.

Voor de toepassing van het tweede lid, 3°, wordt die weddevermindering, die reeds krachtens het tweede lid, 1° en 2°, verricht is, behouden na de definitieve veroordeling, indien de inrichtende macht het personeelslid zijn voornemen mededeelt de tuchtvordering voort te zetten of in te stellen.

Voor de toepassing van het tweede lid, 4°, heeft de weddevermindering uitwerking met ingang van de eerste dag van de maand volgend op de kennisgeving aan het personeelslid van de toepassing van dat tweede lid, 4°.

Voor de toepassing van het tweede lid, 5°, heeft die weddevermindering uitwerking met ingang van de dag waarop het personeelslid zijn beroep heeft ingediend.

Art. 59. Op het einde van de tuchtvordering of van de strafvordering, wordt de maatregel betreffende de weddevermindering ingetrokken, behalve indien :

- 1° de inrichtende macht op het einde van de tuchtvordering, het personeelslid één van de strafsancities bedoeld in artikel 37, 4°, 5°, 6° en 7° oplegt;
- 2° artikel 111, 2°, b), of 5° wordt toegepast;
- 3° tegen het personeelslid een definitieve strafveroordeling, al dan niet gevolgd door een tuchtvordering, wordt uitgesproken.

Wanneer de maatregel tot weddevermindering wordt ingetrokken met toepassing van het eerste lid, krijgt het personeelslid het aanvankelijk afgehouden aanvullend deel van zijn weddesubsidie, vermeerderd met de verwijlinteressen, berekend volgens het wettelijk percentage, en verschuldigd sedert de dag waarop de vermindering werd uitgevoerd.

Het personeelslid behoudt de bedragen die het gedurende de periode van zijn preventieve schorsing heeft ontvangen.

Indien de wedde van het personeelslid met toepassing van artikel 58, tweede lid, 4° of 5°, werd verminderd, en indien de sanctie schorsing bij tuchtmaatregel wordt uitgesproken voor een periode die korter is dan de duur van de maatregel tot vermindering van de wedde, dan wordt deze ingetrokken voor de periode na de duur van de schorsing bij tuchtmaatregel, en in dat geval ontvangt het personeelslid het aanvullend deel van zijn weddesubsidie dat gedurende die periode ten onrechte was ingehouden, vermeerderd met de verwijlintresten berekend volgens het wettelijke percentage en verschuldigd sedert de dag waarop de vermeerdering werd verricht.

Het voorafgaande lid is niet van toepassing in het kader van een tuchtvordering ingesteld of voortgezet na een definitieve strafveroordeling.

Art. 60. De preventieve schorsing wordt door de inrichtende macht ter kennis gebracht van de Regering, met het oog op de onmiddellijke uitvoering ervan.

Afdeling III. — Preventieve schorsing van de tijdelijk aangestelde leermeesters godsdienst en leraars godsdienst

Art. 61. § 1. Wanneer dit in het belang van de dienst of van het onderwijs vereist is, kan een preventieschorsingsvordering worden ingesteld ten aanzien van een tijdelijk of als prioritair tijdelijk aangestelde leermeester godsdienst of leraar godsdienst :

- 1° als tegen hem strafvervolgingen worden ingesteld;
- 2° zodra de inrichtende macht hem bij een ter post aangetekend schrijven de vaststelling van een onverenigbaarheid meedeelt.

§ 2. Vóór elke preventieschorsingsmaatregel, moet het personeelslid uitgenodigd zijn om door de inrichtende macht te worden gehoord.

De oproeping tot de hoorzitting alsook de redenen voor de rechtvaardiging van de preventieve schorsing worden het personeelslid ten minste drie werkdagen vóór de hoorzitting meegedeeld ofwel bij een ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs dat drie werkdagen na de datum van de verzending ervan uitwerking heeft, ofwel door de overhandiging van een schrijven met ontvangstbewijs dat uitwerking heeft op de datum dat in dat ontvangstbewijs vermeld staat.

Bij de hoorzitting kan het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een vertegenwoordiger gekozen onder de personeelsleden van het personeel van het gesubsidieerd officieel onderwijs, in dienstactiviteit of in ruste, of door een vertegenwoordiger van een erkende vakorganisatie.

Binnen de drie werkdagen volgend op de dag bepaald voor de hoorzitting, deelt de inrichtende macht het personeelslid haar beslissing bij een ter post aangetekend schrijven mee, zelfs indien noch het personeelslid noch zijn vertegenwoordiger zich bij de hoorzitting hebben aangemeld, zonder overmacht te kunnen aantonen ter rechtvaardiging van hun afwezigheid bij de hoorzitting.

Indien het personeelslid of zijn vertegenwoordiger kan bewijzen dat er overmacht is ter rechtvaardiging van hun afwezigheid bij de hoorzitting, roept de inrichtende macht het personeelslid voor een nieuwe hoorzitting op door middel van een kennisgeving zoals bepaald in het tweede lid.

In dat geval, zelfs indien noch het personeelslid noch zijn vertegenwoordiger zich voor de hoorzitting hebben aangemeld, deelt de inrichtende macht het personeelslid zijn beslissing mee bij een ter post aangetekend schrijven binnen de drie werkdagen die volgen op de dag bepaald voor de hoorzitting.

Indien de beslissing leidt tot de preventieve schorsing van het personeelslid, dan heeft ze uitwerking op de derde werkdag volgend op de datum van de verzending ervan. Er wordt een afschrift van de beslissing gericht aan het hoofd van de eredienst.

§ 3. In afwijking van het eerste lid van § 2, kan het personeelslid onmiddellijk uit zijn ambt worden verwijderd als het een zware fout heeft begaan die op heterdaad werd ontdekt of als de bezwaren die tegen hem bestaan zo ernstig zijn dat het wenselijk is, in het belang van het onderwijs, dat het personeelslid niet meer aanwezig zou zijn binnen de inrichting.

Binnen de tien werkdagen die volgen op de dag waarop de maatregel voor onmiddellijke verwijdering is genomen, moet de inrichtende macht de vordering voor preventieve schorsing instellen overeenkomstig de bepalingen van dit artikel. Zo niet, dan neemt de maatregel voor onmiddellijke verwijdering een einde op het einde van de voormelde termijn en zal het personeelslid voor dezelfde zware fout of dezelfde bezwaren uit de inrichting alleen worden verwijderd mits de inachtneming van de vordering voor preventieve schorsing zoals inzonderheid in § 2 van dit artikel bepaald.

Het onmiddellijk uit zijn ambt verwijderde personeelslid behoudt de administratieve stand dienstactiviteit.

§ 4. Onverminderd de toepassing van de bepalingen van artikel 65, kan de duur van de preventieve schorsing niet langer zijn dan zes maanden in het kader van de vaststelling van een onverenigbaarheid. In het kader van strafvervolgingen is de duur van de preventieve schorsing niet tot zes maanden beperkt.

Art. 62. Iedere tijdelijk aangestelde leermeester godsdienst of leraar godsdienst die preventief wordt geschorst, behoudt zijn recht op wedde.

In afwijking van het eerste lid, wordt op de helft van zijn activiteitswedde vastgesteld, de wedde van ieder preventief geschorst tijdelijk aangesteld personeelslid :

- 1° dat verdacht of beklaagd wordt in het kader van strafvervolgingen;
- 2° tegen wie een niet definitieve strafveroordeling is uitgesproken waartegen hij gebruik kan maken van zijn gewone verhaalrechten.

Die weddevermindering kan niet tot gevolg hebben dat de wedde herleid wordt tot een bedrag dat lager is dan het bedrag van de werkloosheidsuitkeringen waarop het personeelslid recht zou hebben indien het de socialezekerheidsregeling voor werknemers zou genieten.

Die weddevermindering heeft uitwerking op de eerste dag van de maand volgend op de dag waarop het personeelslid werd verdacht of beklaagd of de niet definitieve veroordeling werd uitgesproken.

Art. 63. Op het einde van de tuchtvordering of van de strafvordering, wordt de maatregel betreffende de weddevermindering ingetrokken, behalve indien :

- 1° artikel 110, 2°, b), of 5° wordt toegepast;
- 2° tegen het personeelslid een definitieve strafveroordeling, al dan niet gevolgd door een tuchtvordering, wordt uitgesproken.

Wanneer de maatregel tot weddevermindering wordt ingetrokken met toepassing van het eerste lid, krijgt het personeelslid het aanvankelijk afgehouden aanvullend deel van zijn weddesubsidie, vermeerderd met de verwijlintersten, berekend volgens het wettelijk percentage, en verschuldigd sedert de dag waarop de vermindering werd uitgevoerd.

Het personeelslid behoudt de bedragen die het gedurende de periode van zijn preventieve schorsing heeft ontvangen.

Art. 64. De preventieve schorsing wordt door de inrichtende macht ter kennis gebracht van de Regering, met het oog op de onmiddellijke uitvoering ervan.

Art. 65. De vordering voor preventieve schorsing alsook de maatregelen die door de inrichtende macht ten aanzien van het tijdelijk personeelslid genomen zijn met toepassing van de bepalingen van deze afdeling eindigen van rechtswege op de datum waarop de aanstelling eindigt en, uiterlijk, op 30 juni van het lopende schooljaar.

Indien het personeelslid bedoeld bij deze afdeling de hoedanigheid van in vast verband benoemd personeelslid verwerft, zijn de bepalingen van afdeling 2 van dit hoofdstuk op hem van toepassing.

HOOFDSTUK VII. — *Leermeesters godsdienst en leraars godsdienst die het slachtoffer van gewelddaden zijn*

Afdeling I. — Algemene bepalingen

Art. 66. § 1. Voor de toepassing van dit hoofdstuk dient te worden verstaan onder :

- 1° « Gewelddaad », elke aanranding van de lichamelijke en/of psychische integriteit begaan met een boosaardige bedoeling, elke agressie van raciale, godsdienstige of seksistische aard tegen een leermeester godsdienst of een leraar godsdienst alsook elke beschadiging van de goederen van deze ofwel door een leerling, ofwel door een derde op aansporing van of met de medeplichtigheid van deze, ofwel door een lid van het gezin van de leerling of elke persoon die in hetzelfde huis woont, in het kader van de dienst van het personeelslid of in rechtstreeks verband hiermee, ofwel door elke persoon die niet behoort tot het personeel van de inrichting, voor zover het slachtoffer aantoonbaar dat de gewelddaad in rechtstreeks verband met de dienst staat;
- 2° « Personeelslid dat het slachtoffer is (geweest) van een gewelddaad », de in vast verband benoemde, prioritair tijdelijke of tijdelijk aangestelde leermeester godsdienst of leraar godsdienst die erkend wordt als slachtoffer van een arbeidsongeval voortvloeiend uit de daad bepaald in punt 1° door de dienst van de Regering bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 24 januari 1969 betreffende de schadevergoeding ten gunste van personeelsleden van de overheidssector, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk.

De in § 2 bedoelde voorrang wordt aan het personeelslid dat het slachtoffer is geweest van een gewelddaad alleen toegekend voor zover het een klacht heeft ingediend bij de gerechtelijke overheid.

Wanneer de gewelddaad is gepleegd buiten de inrichting, dan wordt de aanvraag om voorrang alleen in aanmerking genomen voor zover de pleger van de gewelddaad kan worden geïdentificeerd.

§ 2. Het personeelslid dat het slachtoffer is (geweest) van een gewelddaad geniet een voorrang bepaald overeenkomstig afdeling 2 als het niet prioritair tijdelijk is, overeenkomstig afdeling 3 als het prioritair tijdelijk is, en overeenkomstig afdeling 4 als het in vast verband benoemd is.

Indien het personeelslid niet tijdelijk ongeschikt werd verklaard door de administratieve gezondheidsdienst, en, behoudens bij behoorlijk met redenen omklede overmacht, dient het zijn aanvraag om voorrang in bij een ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs binnen een termijn van één maand te rekenen vanaf de dag waarop de feiten zich hebben voorgedaan, bij de Algemene Directie Leerplichtonderwijs.

Binnen dezelfde termijn zendt het eveneens bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs een afschrift van die aanvraag aan zijn inrichtende macht over. Het personeelslid zendt een afschrift van zijn aanvraag aan het hoofd van de eredienst over.

Ingeval het personeelslid tijdelijk ongeschikt werd verklaard door de administratieve gezondheidsdienst, dient het zijn aanvraag om voorrang in bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs binnen een termijn van één maand vanaf de dag waarop het zijn ambt weer uitoefent, bij de Algemene Directie Leerplichtonderwijs.

Binnen dezelfde termijn, zendt het eveneens bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs een afschrift van die aanvraag aan zijn inrichtende macht over. Het personeelslid zendt een afschrift van zijn aanvraag aan het hoofd van de eredienst over.

De Algemene Directie Leerplichtonderwijs kijkt na of de voorwaarden voor de toepassing van dit decreet vervuld zijn, en wint elke aanvullende informatie in die zij als nuttig acht.

Bij de aanvraag worden gevoegd, een afschrift van de klacht bedoeld in § 1 alsook een afschrift van de erkenning van het arbeidsongeval door de dienst van de Regering bedoeld in artikel 6 van het voormelde koninklijk besluit van 24 januari 1969.

§ 3. Binnen de acht werkdagen die volgen op de ontvangst van de aanvraag bedoeld in § 2, brengt de Algemene Directie Leerplichtonderwijs de Regering een advies uit.

Er wordt een afschrift van dat advies meegedeeld aan de inrichtende macht alsook aan het betrokken personeelslid.

De beslissing tot toekenning van het genot van de regeling bepaald in dit hoofdstuk, wordt door de Regering genomen binnen de acht werkdagen. Er wordt daarvan onmiddellijk kennisgegeven aan de inrichtende macht alsook aan het betrokken personeelslid. Er wordt een afschrift van de beslissing aan het hoofd van de eredienst gericht.

Afdeling II. — Recht op een nieuwe aanstelling van de niet prioritaire tijdelijke leermeesters godsdienst en leraars godsdienst

Art. 67. § 1. Het niet prioritair tijdelijk aangesteld personeelslid dat het slachtoffer is van een gewelddaad kan, met inachtneming van de voorwaarden bedoeld in afdeling I, een nieuwe aanstelling aanvragen in een andere inrichting die onder dezelfde inrichtende macht ressorteert.

De aanvraag om nieuwe aanstelling wordt alleen in aanmerking genomen als de oorspronkelijke aanstelling niet eindigt vóór het verstrijken van een termijn van één maand te rekenen vanaf de dag waarop de aanvraag werd ingediend.

De duur van de nieuwe aanstelling bedoeld in dit artikel kan niet korter zijn dan de duur die nog moet lopen in het kader van de oorspronkelijke aanstelling, behoudens toestemming van het betrokken personeelslid. Er kan echter een aanstelling waarvan de duur korter is dan deze die nog moet lopen in het kader van zijn oorspronkelijke aanstelling worden opgelegd aan het slachtoffer van een gewelddaad, op voorwaarde dat die betrekking beschikbaar is voor een periode van ten minste vijftien weken en het personeelslid dat een dergelijke aanstelling geniet geen recht verliest voor de periode die het verschil uitmaakt tussen die aanstelling en de duur van de oorspronkelijke aanstelling.

§ 2. De inrichtende macht stelt het personeelslid bedoeld in § 1 aan :

a) in elke betrekking van hetzelfde ambt die niet bezet wordt door een ander personeelslid met inachtneming van de statutaire bepalingen;

of

b) in elke betrekking van hetzelfde ambt die wordt bezet door een personeelslid dat aanvaardt om te wisselen met het personeelslid dat het slachtoffer is geweest van een gewelddaad.

Punt *b)* van het eerste lid geldt alleen voor de aanstellingen die vóór 15 mei van het lopende jaar worden uitgevoerd.

§ 4. Indien het personeelslid niet kon worden aangesteld in een andere betrekking van hetzelfde ambt overeenkomstig de §§ 2 en 3, en het aangesteld wordt door een andere inrichtende macht in een betrekking van hetzelfde ambt, worden de diensten gepresteerd in die nieuwe inrichtende macht eveneens in aanmerking genomen bij de berekening van de ambtsanciënniteit bij de oorspronkelijke inrichtende macht, in verhouding tot het aantal dagen die nog te presteren waren in het kader van de oorspronkelijke aanstelling.

§ 5. Gedurende de periode van het bezoldigd verlof dat het personeelslid geniet dat bedoeld is bij dit artikel en dat in arbeidsongeschiktheid verkeert als gevolg van de gewelddaad, wordt dat personeelslid geacht werkelijke diensten te presteren. Die periode wordt meegerekend in de dienstanciënniteit maar in verhouding tot de duur van de oorspronkelijke aanstelling.

§ 6. In het schooljaar dat volgt op het jaar waarin het personeelslid de voorwaarden vervulde om de in dit artikel bedoelde voorrang te genieten, kan het niet prioritair tijdelijk personeelslid dat het slachtoffer is geweest van een gewelddaad niet opnieuw aangesteld worden in de inrichting waarin het slachtoffer is geweest van de gewelddaad, behalve als het daarom verzoekt en op voorwaarde dat de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk heeft erkend dat het niet in staat is zijn ambt(en) opnieuw uit te oefenen in de inrichting waarin het het slachtoffer is geweest van een gewelddaad.

Afdeling III. — Recht op een nieuwe aanstelling van de prioritaair tijdelijk aangestelde leermeesters godsdienst en leraars godsdienst

Art. 68. § 1. Het prioritaair tijdelijk aangestelde personeelslid dat het slachtoffer is geweest van een gewelddaad kan, met inachtneming van de voorwaarden bedoeld in afdeling I, een nieuwe aanstelling aanvragen in een andere inrichting die onder dezelfde inrichtende macht ressorteert.

De aanvraag om nieuwe aanstelling wordt alleen in aanmerking genomen als de oorspronkelijke aanstelling niet eindigt vóór het verstrijken van een termijn van één maand te rekenen vanaf de dag waarop de aanvraag werd ingediend.

De duur van de nieuwe aanstelling bedoeld in dit artikel kan niet korter zijn dan de duur die nog moet lopen in het kader van de oorspronkelijke aanstelling, behoudens toestemming van het betrokken personeelslid. Er kan echter een aanstelling waarvan de duur korter is dan deze die nog moet lopen in het kader van zijn oorspronkelijke aanstelling worden opgelegd aan het slachtoffer van een gewelddaad, op voorwaarde dat die betrekking beschikbaar is voor een periode van ten minste vijftien weken en het personeelslid dat een dergelijke aanstelling geniet geen recht verliest voor de periode die het verschil uitmaakt tussen die aanstelling en de duur van de oorspronkelijke aanstelling.

§ 2. De inrichtende macht stelt het personeelslid bedoeld in § 1 aan :

a) in elke betrekking van hetzelfde ambt die niet wordt bezet door een ander personeelslid met inachtneming van de statutaire bepalingen;

of

b) in elke betrekking van hetzelfde ambt die wordt bezet door een personeelslid dat aanvaardt om te wisselen met het personeelslid dat het slachtoffer is geweest van een gewelddaad.

Punt *b)* van het eerste lid geldt alleen voor de aanstellingen die vóór 15 mei van het lopende schooljaar worden uitgevoerd.

§ 3. Als de inrichtende macht het prioritaair tijdelijk personeelslid bedoeld in deze afdeling geen nieuwe aanstelling heeft kunnen aanbieden overeenkomstig § 2, stelt de inrichtende macht hem aan in elke betrekking van hetzelfde ambt die reeds bezet wordt door :

a) een niet prioritaair tijdelijk personeelslid aan wie zij een omwisseling oplegt;

b) bij ontstentenis daarvan, een prioritaair tijdelijk personeelslid, in de omgekeerde volgorde van de rangschikking, aan wie zij een omwisseling oplegt.

Het vorige lid geldt alleen voor de aanstellingen die vóór 15 mei van het lopende schooljaar worden uitgevoerd.

§ 4. Indien het personeelslid niet kon worden aangesteld in een andere betrekking van hetzelfde ambt overeenkomstig de §§ 2 en 3, en indien het door een andere inrichtende macht wordt aangesteld in een betrekking van hetzelfde ambt, worden de diensten gepresteerd in die nieuwe inrichtende macht eveneens in aanmerking genomen voor de berekening van de ambtsanciënniteit bij de oorspronkelijke inrichtende macht, in verhouding tot het aantal dagen die nog te presteren waren in het kader van de oorspronkelijke aanstelling.

§ 5. Gedurende de periode van bezoldigd verlof dat het bij dit artikel bedoelde personeelslid geniet dat in arbeidsongeschiktheid wordt gesteld als gevolg van de gewelddaad, wordt dat personeelslid geacht werkelijke diensten te presteren. Dat meerekenen in de dienstanciënniteit wordt echter beperkt tot de duur van de oorspronkelijke aanstelling.

§ 6. In het schooljaar dat volgt op het jaar waarin het prioritair tijdelijk personeelslid dat het slachtoffer is geweest van een gewelddaad aan de voorwaarden voldeed om de voorrang bedoeld bij dit artikel te kunnen genieten, kan het niet opnieuw worden aangesteld in de inrichting waarin het het slachtoffer is geweest van een gewelddaad, behalve als het dit aanvraagt en op voorwaarde dat de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in het voormelde koninklijk besluit van 27 maart 1998 heeft erkend dat het ongeschikt is om zijn ambt(en) verder uit te oefenen in de inrichting waarin het het slachtoffer is geweest van een gewelddaad.

Afdeling IV. — Recht op verandering van affectatie, mutatie en tijdelijke aanstelling
in een andere inrichtende macht van de in vast verband benoemde leermeesters godsdienst en leraars godsdienst

Art. 69. § 1. Het in vast verband benoemde personeelslid dat het slachtoffer is van een gewelddaad kan, met inachtneming van de voorwaarden bedoeld in afdeling I, een verandering van affectatie aanvragen in een andere inrichting die onder dezelfde inrichtende macht ressorteert.

§ 2. De inrichtende macht kent de verandering van affectatie toe aan het in § 1 bedoelde personeelslid :

a) in elke betrekking van hetzelfde ambt die niet wordt bezet door een ander personeelslid;

of

b) in elke betrekking van hetzelfde ambt die wordt bezet door een personeelslid dat aanvaardt om te wisselen met het personeelslid dat het slachtoffer is van een gewelddaad.

Punt b) van het eerste lid geldt alleen voor de veranderingen van affectatie die vóór 15 mei van het lopende schooljaar worden uitgevoerd.

§ 3. Als de inrichtende macht het in vast verband benoemde personeelslid bedoeld in deze afdeling geen verandering van affectatie heeft kunnen aanbieden overeenkomstig § 2, kent zij hem die verandering van affectatie toe in elke betrekking van hetzelfde ambt die reeds wordt bezet door :

a) een niet prioritair tijdelijk personeelslid, in de omgekeerde volgorde van de rangschikking, aan wie zij een omwisseling oplegt.

b) bij ontstentenis daarvan, een prioritair tijdelijk personeelslid, in de omgekeerde volgorde van de rangschikking, aan wie zij een omwisseling oplegt.

Het vorige lid geldt alleen voor de veranderingen van affectatie die vóór 15 mei van het lopende schooljaar worden uitgevoerd.

§ 4. Het personeelslid dat het slachtoffer is van een gewelddaad kan een andere (andere) inrichtende macht(en) vragen om te worden gemuteerd in een definitief vacant geworden betrekking van hetzelfde ambt met toepassing van artikel 35, § 1.

Het personeelslid dat het slachtoffer is van een gewelddaad kan een andere (andere) inrichtende macht(en) vragen om te worden aangesteld in een betrekking van hetzelfde ambt. Wordt het door die inrichtende macht aangesteld, dan geniet het in dat geval een verlof om tijdelijk een ander ambt uit te oefenen in het onderwijs overeenkomstig artikel 14, § 1, 3° en 4°, van het voormelde koninklijk besluit van 15 januari 1974.

De verlenging van die tijdelijke affectatie geschiedt op dezelfde wijze totdat het personeelslid voldoet aan de voorwaarden om in vast verband te worden benoemd. Indien het personeelslid zich niet kandidaat stelt voor een benoeming in vast verband, dan wordt de inrichtende macht vrijgesteld van de verplichting tot verlenging.

§ 5. In het schooljaar dat volgt op het schooljaar waarin het personeelslid het slachtoffer is geweest van een gewelddaad, kent de inrichtende macht hem een verandering van affectatie toe bij voorrang op elke andere verandering van affectatie, elke aanstelling en elke benoeming in vast verband van een ander personeelslid, in elke vacante betrekking van hetzelfde ambt, op voorwaarde dat de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in het voormelde koninklijk besluit van 27 maart 1998 heeft erkend dat het ongeschikt is om zijn ambt(en) verder uit te oefenen in de inrichting waarin het het slachtoffer is geweest van een gewelddaad.

HOOFDSTUK VIII – Administratieve standen

Afdeling I. — Algemene bepaling

Art. 70. De leermeester godsdienst of de leraar godsdienst bevindt zich in één van de volgende administratieve standen :

1° dienstactiviteit;

2° non-activiteit;

3° terbeschikkingstelling.

Afdeling II. — Dienstactiviteit

Art. 71. De leermeester godsdienst of de leraar godsdienst wordt steeds geacht in dienstactiviteit te zijn, behoudens uitdrukkelijke bepaling waarbij hij zich in een andere administratieve stand bevindt.

Art. 72. De leermeester godsdienst of de leraar godsdienst in dienstactiviteit heeft recht op een weddesubsidie en op een bevordering tot een hogere wedde onder dezelfde voorwaarden als deze bepaald in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs.

Hij kan een verlof krijgen van de inrichtende macht onder dezelfde voorwaarden als deze bepaald in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs.

Elk verlof waarvoor een beslissing van de Regering vereist is om aanspraak te kunnen maken op de wedde in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, wordt door de inrichtende macht aan dezelfde overheid ter goedkeuring voorgelegd.

Het personeelslid dat een verlof krijgt, deelt het mee aan het hoofd van de eredienst.

Afdeling III – Non-activiteit

Art. 73. De leermeester godsdienst of de leraar godsdienst bevindt zich in de stand non-activiteit onder dezelfde voorwaarden als deze bepaald in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs.

Afdeling IV – Terbeschikkingstelling

Art. 74. § 1. Behoudens de terbeschikkingstelling bij ontstentenis van betrekking vermeld in hoofdstuk IX en de terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs vermeld in de artikelen 76 tot 78 wordt de leermeester godsdienst of de leraar godsdienst door zijn inrichtende macht ter beschikking gesteld onder dezelfde voorwaarden als deze bepaald in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs. Het personeelslid dat ter beschikking wordt gesteld, deelt het mee aan het hoofd van de eredienst.

§ 2. Elke terbeschikkingstelling waarvoor een beslissing van de Regering vereist is om aanspraak te kunnen maken op een wachtwedde in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, wordt door de inrichtende macht aan dezelfde overheid ter goedkeuring voorgelegd.

Art. 75. Niemand kan ter beschikking worden gesteld of gehouden na het einde van de maand waarin hij 60 jaar wordt, wanneer hij dertig jaren diensten telt die in aanmerking komen voor de opening van het recht op een pensioen”.

Art. 76. De vast benoemde leermeester godsdienst of de vast benoemde leraar godsdienst kan door zijn inrichtende macht ter beschikking worden gesteld wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst of in het belang van het onderwijs naar aanleiding van een voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst of in het belang van het onderwijs, ingediend volgens door de Regering nader te bepalen regels.

De duur van de terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst of in het belang van het onderwijs, mag, in één of meer lestijden, niet langer duren dan zes maanden voor de hele loopbaan van het personeelslid.

Er kan evenwel worden afgeweken van de beperking bedoeld in het vorige lid zodat de terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst of in het belang van het onderwijs, geformuleerd tijdens het schooljaar ten aanzien van een personeelslid, tot het einde van het lopende schooljaar verlengd wordt.

Het verzoek tot afwijking kan door de inrichtende macht ter goedkeuring van de Regering worden voorgelegd.

Tijdens de terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst of in het belang van het onderwijs krijgt het personeelslid een wachtweddesubsidie die gelijk is aan zijn laatste weddesubsidie in dienstactiviteit.

Een inrichtende macht kan een personeelslid niet ter beschikking stellen wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst of in het belang van het onderwijs als de feiten waarvoor zij deze maatregel overweegt, aanleiding kunnen geven tot een tuchtstraf of een procedure waarbij een onverenigbaarheid wordt vastgesteld of als het personeelslid, voor deze feiten, gerechtelijk wordt vervolgd.

Art. 77. Voorafgaand aan ieder voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs, moest het personeelslid uitgenodigd zijn zich te laten horen door de inrichtende macht.

De oproeping tot de hoorzitting alsook de redenen waarom de inrichtende macht overweegt het personeelslid ter beschikking te stellen wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs, moeten hem meegedeeld worden minstens vijf werkdagen vóór de hoorzitting, hetzij bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs, hetzij door persoonlijke overhandiging met ontvangstbewijs.

Tijdens de hoorzitting mag het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een verdediger gekozen onder de personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs, in dienstactiviteit of in ruste, of door een vertegenwoordiger van een erkende vakorganisatie.

De procedure wordt geldig voortgezet wanneer het personeelslid, dat volgens de regels is opgeroepen, niet verschijnt op de hoorzitting of er niet vertegenwoordigd is.

Indien het personeelslid of zijn vertegenwoordiger evenwel redenen van overmacht kunnen invoeren dewelke hun afwezigheid op de hoorzitting verantwoorden, wordt het personeelslid opgeroepen voor een nieuwe hoorzitting die wordt meegedeeld overeenkomstig de vorige leden.

In dit geval, en zelfs wanneer het personeelslid of zijn vertegenwoordiger niet verschenen zijn op de hoorzitting, wordt de procedure geldig voortgezet.

Art. 78. § 1. De inrichtende macht brengt het voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs ter kennis van het personeelslid dat, binnen de tien dagen na de mededeling, een beroep kan instellen bij de Raad van beroep bedoeld in artikel 49.

Het personeelslid dat gebruik maakt van zijn verhaalrecht, stuurt hiervan onmiddellijk een afschrift naar zijn inrichtende macht en naar het hoofd van de eredienst.

De Raad van beroep spreekt zich uit binnen een termijn van hoogstens één maand vanaf de ontvangst van het beroep.

De Raad van beroep stuurt zijn met redenen omkleed advies aan de Algemene Directie Leerplichtonderwijs.

De Algemene Directie Leerplichtonderwijs brengt de Regering een advies hierover uit binnen een termijn van hoogstens twee weken na de ontvangst van het advies van de Raad van beroep. Hierbij beschikt ze over bijkomende informatie die zij nuttig acht.

Een afschrift van het advies bedoeld in het vorige lid wordt ter kennis gebracht van de inrichtende macht en van het betrokken personeelslid.

De Regering hecht goedkeuring of afkeuring aan het voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs binnen een termijn van hoogstens twee weken. Deze beslissing wordt meegedeeld uiterlijk op de vervaldag om de beslissing te geven en heeft uitwerking met ingang van de derde werkdag volgend op de mededeling aan het betrokken personeelslid.

Bij afkeuring kan de inrichtende macht het personeelslid niet ter beschikking stellen wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs.

Bij goedkeuring kan de inrichtende macht het personeelslid ter beschikking stellen wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs.

§ 2. Als het personeelslid geen beroep heeft ingesteld bij de Raad van beroep binnen de in § 1 voorgeschreven termijn, wordt het voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs na afloop van de termijn aan de Algemene Directie Leerplichtonderwijs gestuurd.

Het voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs waartegen een beroep werd niet ingesteld, kan door de inrichtende macht op eigen risico uitgevoerd worden.

De Algemene Directie Leerplichtonderwijs brengt een advies uit binnen een termijn van hoogstens twee weken na de ontvangst van het voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs. Hierbij beschikt ze over bijkomende informatie die zij nuttig acht.

Een afschrift van het advies bedoeld in het vorige lid wordt aan de inrichtende macht en aan het betrokken personeelslid verstuurd.

De Regering hecht goedkeuring of afkeuring aan het voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs binnen een termijn van hoogstens twee weken. Deze beslissing wordt meegedeeld uiterlijk op de vervalddag om de beslissing te geven en heeft uitwerking met ingang van de derde werkdag volgend op de mededeling aan het betrokken personeelslid.

Bij afkeuring kan de inrichtende macht het personeelslid niet ter beschikking stellen wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs.

Bij goedkeuring kan de inrichtende macht het personeelslid ter beschikking stellen wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs.

§ 3. De inrichtende macht die een leermeester godsdienst of een leraar godsdienst ter beschikking stelt wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs, deel het mee aan het hoofd van de eredienst.

HOOFDSTUK IX – Terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, gedeeltelijk opdrachtverlies, reffectatie en voorlopige terugroeping in actieve dienst

Afdeling I. — Algemene bepalingen

Art. 79. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

- 1° Terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking : maatregel ten gevolge van de volledige afschaffing van een betrekking met volledige of onvolledige prestaties;
- 2° Gedeeltelijk opdrachtverlies : maatregel ten gevolge van een vermindering van het aantal lestijden binnen de opdracht uitgeoefend door een vast benoemde leermeester godsdienst of een vast benoemde leraar godsdienst;
- 3° Maatregelen voorafgaand aan de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking of aan gedeeltelijk opdrachtverlies : de maatregelen getroffen door de inrichtende macht zoals bepaald in artikel 83 en die ertoe strekken te vermijden dat een vast benoemde leermeester godsdienst of een vast benoemde leraar godsdienst ter beschikking wordt gesteld wegens ontstentenis van betrekking of gedeeltelijk opdrachtverlies;
- 4° Reffectatie : terugroeping in actieve dienst van een leermeester godsdienst of een leraar godsdienst die ter beschikking wordt gesteld wegens ontstentenis van betrekking of gedeeltelijk opdrachtverlies in een vacante of niet-vacante betrekking van het ambt waarin hij vast benoemd is.

De reffectatie gebeurt intern wanneer zij tot doel heeft een personeelslid in zijn eigen inrichtende macht terug in dienst te roepen. Zij gebeurt extern wanneer zij tot doel heeft het personeelslid in een andere inrichtende macht dan deze die hem wegens ontstentenis van betrekking of wegens gedeeltelijk opdrachtverlies ter beschikking heeft gesteld, terug in actieve dienst te roepen. Deze kan plaatsvinden tussen inrichtende machten of via de reffectatiecommissie.

Binnen de inrichtende macht van herkomst is zij definitief wanneer het de bedoeling is om voor het personeelslid een vacante betrekking te vinden in het ambt waarvoor het een vaste benoeming geniet.

In een andere inrichtende macht is een reffectatie steeds tijdelijk zolang er geen nieuwe vaste benoeming is;

- 5° Voorlopige terugroeping in actieve dienst : het terug in dienst roepen van een personeelslid dat ter beschikking wordt gesteld wegens ontstentenis van betrekking of gedeeltelijk opdrachtverlies in een betrekking van een ambt van leermeester godsdienst of van leraar godsdienst ander dan hetgene waarvoor hij vast benoemd is en voor de uitoefening van het ambt waarvoor hij over het vereiste bekwaamheidsbewijs beschikt;
- 6° Vacante betrekking toegankelijk voor de reffectatie en voor de voorlopige terugroeping in actieve dienst in dezelfde inrichtende macht : iedere betrekking die niet wordt bekleed door een personeelslid dat vast benoemd is;
- 7° Vacante betrekking toegankelijk voor de reffectatie en voor de voorlopige terugroeping in actieve dienst in een andere inrichtende macht : iedere betrekking die niet wordt bekleed door een personeelslid dat vast benoemd is of door een prioritair tijdelijk personeelslid dat zijn betrekking vrijwaart overeenkomstig artikel 91.

Art. 80. De dienst- en ambtsanciënniteiten bedoeld in dit hoofdstuk worden berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 18.

Afdeling II. — Bekendmaking van de terbeschikkingstellingen wegens ontstentenis van betrekking, gedeeltelijke opdrachtverliezen en de vacante betrekkingen

Art. 81. § 1. Iedere inrichtende macht is ertoe gehouden, voor de officiële goedkeuring, de bevoegde dienst van het Ministerie van de Franse Gemeenschap iedere beslissing mee te delen, die zij met redenen omkleedt, waarbij zij een personeelslid ter beschikking stelt wegens ontstentenis van betrekking of hem op gedeeltelijk opdrachtverlies plaatst, voor elk ambt van leermeester godsdienst of van leraar godsdienst.

De mededeling moet per aangetekende brief worden verstuurd naar de bevoegde dienst binnen de dertig dagen na de datum waarop het baanverlies of de vermindering van de opdracht zich voordoen.

Deze mededeling moet, ter informatie, voor gezien getekend worden door het belangstellend personeelslid dat hieraan desgevallend opmerkingen aan toevoegt of voorbehoud maakt.

Betreft ze een personeelslid dat ter beschikking wordt gesteld wegens ontstentenis van betrekking dan gaat ze vergezeld van een verzoek van het personeelslid om een wachtweddesubsidie.

§ 2. De Regering keurt de terbeschikkingstellingen wegens ontstentenis van betrekking en de gedeeltelijke opdrachtverliezen goed die geschieden volgens de regels bepaald in dit hoofdstuk.

Geen enkele beslissing wordt goedgekeurd als zij door de inrichtende macht wordt meegedeeld na de in § 1 gestelde termijn.

De Regering kan evenwel, in uitzonderlijke omstandigheden en op behoorlijk met redenen omkleed verzoek, van deze termijn afwijken.

De terbeschikkingstellingen wegens ontstentenis van betrekking en de gedeeltelijke opdrachtverliezen voor prestaties bovenop een ambt met volledige prestaties worden niet goedgekeurd.

§ 3. Het personeelslid wordt ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking of op gedeeltelijk opdrachtverlies geplaatst op de dag waarop het baanverlies of de vermindering van opdracht gebeuren of op de dag dat hij zijn ambten terug zou hebben hervat indien hij definitief niet vervangen werd in zijn betrekking krachtens de geldende regelgeving inzake de terbeschikkingstelling en het verlof.

§ 4. Kunnen worden goedgekeurd, de terbeschikkingstellingen wegens ontstentenis van betrekking en de gedeeltelijke opdrachtverliezen tengevolge van een afname van de schoolbevolking van de onderwijsinrichtingen of tengevolge van een beslissing van de inrichtende macht omtrent de organisatie van het onderwijs, met inbegrip van de afschaffing van een inrichting, voor zover deze afschaffing verantwoord is door de toepassing van een rationalisatiemaatregel of toegestaan door de Regering.

Art. 82. Iedere inrichtende macht is ertoe gehouden de Reaffectatiecommissie bedoeld in artikel 92, volgens door de Regering nader te bepalen regels, in kennis te stellen van :

- 1° de lijst, per ambt, van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst die ter beschikking worden gesteld wegens ontstentenis van betrekking of die op gedeeltelijk opdrachtverlies worden geplaatst;
- 2° de lijst, per ambt, van de betrekkingen die bekleed worden door de tijdelijke leermeesters godsdienst en door de tijdelijke leraars godsdienst die niet onttrokken worden aan de reaffectatie in de zin van artikel 91.

Afdeling III. — Maatregelen voorafgaand aan de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking of aan het gedeeltelijk opdrachtverlies

Art. 83. Een inrichtende macht stelt een personeelslid slechts ter beschikking wegens ontstentenis van betrekking of plaatst hem slechts op gedeeltelijk opdrachtverlies na, desgevallend, onder het voltallig personeel van de onderwijsinrichtingen die zij inricht op het grondgebied van dezelfde gemeente, en in de aangeduide volgorde :

- 1° de prestaties van de personeelsleden te hebben verminderd die hetzelfde ambt uitoefenen tot het aantal lestijden vereist voor een ambt met volledige prestaties;
- 2° een einde te hebben gemaakt aan de prestaties van de personeelsleden die hetzelfde ambt als bijambt uitoefenen;
- 3° een einde te hebben gemaakt aan de prestaties van de personeelsleden die hetzelfde ambt uitoefenen en de leeftijd van 65 jaar hebben bereikt;
- 4° een einde te hebben gemaakt aan de prestaties van de personeelsleden die hetzelfde ambt uitoefenen in de hoedanigheid van niet-prioritaire tijdelijke personeelsleden;
- 5° een einde te hebben gemaakt aan de prestaties van de personeelsleden die ter beschikking worden gesteld wegens ontstentenis van betrekking of op gedeeltelijk opdrachtverlies worden geplaatst door een andere inrichtende macht en die zij voorlopig terug in actieve dienst heeft geroepen;
- 6° een einde te hebben gemaakt aan de prestaties van de personeelsleden die zij ter beschikking heeft gesteld wegens ontstentenis van betrekking of die zij op gedeeltelijk opdrachtverlies heeft geplaatst en die zij tijdelijk terug in actieve dienst heeft geroepen;
- 7° een einde te hebben gemaakt aan de prestaties van de personeelsleden die hetzelfde ambt uitoefenen in de hoedanigheid van prioritaire tijdelijke personeelsleden, in de omgekeerde volgorde van hun rangschikking;
- 8° een einde te hebben gemaakt aan de prestaties van de personeelsleden die door een andere inrichtende macht ter beschikking worden gesteld wegens ontstentenis van betrekking of die zij op gedeeltelijk opdrachtverlies worden geplaatst en die zij op eigen initiatief of door ambtshalve aanstelling van de Reaffectatiecommissie heeft gereffecteerd.

Wat betreft de inrichtingen gelegen op het grondgebied van dezelfde gemeente dient een onderscheid te worden gemaakt tussen het gewoon onderwijs en het gespecialiseerd onderwijs.

Afdeling IV. — Terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking en gedeeltelijk opdrachtverlies

Art. 84. § 1. Onder de vastbenoemde leermeesters godsdienst of vastbenoemde leraars godsdienst die het betrokken ambt als hoofdamt uitoefenen, wordt ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking of op gedeeltelijk opdrachtverlies geplaatst, onder de personeelsleden die dit ambt uitoefenen in alle onderwijsinrichtingen die de inrichtende macht organiseert op het grondgebied van dezelfde gemeente, diegene met de kleinste dienstanciënniteit.

Bij gelijke dienstanciënniteit wordt de ambtsanciënniteit in aanmerking genomen. Bij gelijke dienstanciënniteit en gelijke ambtsanciënniteit wordt het jongste lid ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking of op gedeeltelijk opdrachtverlies geplaatst.

Wat betreft de inrichtingen gelegen op het grondgebied van dezelfde gemeente dient een onderscheid te worden gemaakt tussen het gewoon onderwijs en het gespecialiseerd onderwijs.

§ 2. Voor de toepassing van dit artikel worden de periodes van terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking gedekt door een wachtweddesubsidie alsook de gepresteerde diensten ingevolge een reaffectatie of voorlopige terugroeping in actieve dienst in een onderwijsinrichting georganiseerd door een andere inrichtende macht, gelijkgesteld aan door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde diensten die zijn gepresteerd in de inrichtende macht van herkomst.

Afdeling V. — Reaffectatie

Art. 85. § 1. De definitieve reaffectatie heeft voorrang op de tijdelijke reaffectatie binnen de inrichtende macht van herkomst.

§ 2. De tijdelijke reaffectatie geschiedt in onderstaande volgorde :

- 1° binnen de inrichtende macht, in elke niet-vacante betrekking van het ambt waarvoor de leermeester godsdienst of de leraar godsdienst vast benoemd is;
- 2° binnen een andere inrichtende macht dan dewelke hem ter beschikking heeft gesteld wegens ontstentenis van betrekking of op gedeeltelijk opdrachtverlies heeft geplaatst, in elke vacante betrekking en vervolgens niet-vacante betrekking van het ambt waarvoor de leermeester godsdienst of de leraar godsdienst vast benoemd is.

De tijdelijke reaffectatie kan evenwel niet leiden tot de verplichting voor het personeelslid waarvan de prestaties in het gewoon onderwijs werden verleend, een betrekking in het gespecialiseerd onderwijs te aanvaarden.

§ 3. De in § 1 bedoelde definitieve reaffectatie moet eerst in elke onderwijsinrichting gebeuren die de inrichtende macht organiseert in een straal van hoogstens 25 km rond de onderwijsinrichting waar het personeelslid ter beschikking werd gesteld wegens ontstentenis van betrekking of op gedeeltelijk opdrachtverlies werd geplaatst, vervolgens in iedere andere onderwijsinrichting buiten deze straal van 25 km.

§ 4. Wanneer zij meerdere personeelsleden in hetzelfde ambt ter beschikking heeft gesteld wegens ontstentenis van betrekking of op gedeeltelijk opdrachtverlies heeft geplaatst, moet de inrichtende macht, voor de toepassing van de in deze afdeling bedoelde bepalingen en in naleving van de vastgelegde prioriteitenvolgordes, naargelang het geval, de persoon met de grootste dienstanciënniteit en, bij gelijke dienstanciënniteit, de persoon met de grootste ambtsanciënniteit definitief of tijdelijk reffecteren.

Bij gelijke dienstanciënniteit en ambtsanciënniteit wordt voorrang verleend aan het oudste personeelslid.

§ 5. Als de inrichtende machten over meerdere betrekkingen in eenzelfde ambt beschikken, moeten zij de vacante betrekkingen bij voorrang toekennen, en indien deze mogelijkheid zich niet voordoet, de niet-vacante betrekkingen van de langste duur.

§ 6. De reaffectatie dient bij voorrang te gebeuren bij de voorlopige terugroeping in actieve dienst.

Afdeling VI. — Voorlopige terugroeping in actieve dienst

Art. 86. § 1. Iedere inrichtende macht die, na de hierboven gestelde handelingen, de ter beschikking gestelde personeelsleden of op gedeeltelijk opdrachtverlies geplaatste personeelsleden niet heeft kunnen reffecteren, moet hun een betrekking toevertrouwen in een ander ambt van leermeester godsdienst of leraar godsdienst dan hetgeen waarvoor ze vast benoemd zijn voor zover ze het vereiste bekwaamheidsbewijs bezitten om dit ambt uit te oefenen, zelfs als de wedde lager ligt.

De voorlopige terugroeping in actieve dienst kan evenwel niet leiden tot de verplichting voor het personeelslid waarvan de prestaties in het gewoon onderwijs werden verleend, een betrekking in het gespecialiseerd onderwijs te aanvaarden.

§ 2. Wanneer zij meerdere personeelsleden in hetzelfde ambt ter beschikking heeft gesteld wegens ontstentenis van betrekking of op gedeeltelijk opdrachtverlies heeft geplaatst, moet de inrichtende macht, voor de toepassing van de in § 1 bepaalde verplichtingen en in naleving van de vastgelegde prioriteitenvolgordes, de persoon met de grootste dienstanciënniteit terug in actieve dienst roepen en, bij gelijke dienstanciënniteit, de persoon met de grootste ambtsanciënniteit.

Bij gelijke dienstanciënniteit en ambtsanciënniteit wordt voorrang verleend aan het oudste personeelslid.

§ 3. De voorlopige terugroeping in actieve dienst in een vacante betrekking kan niet tot gevolg hebben de inrichtende macht te ontheffen van de verplichting om deze betrekking aan te kondigen als vaste benoeming en, desgevallend, de kandidaat met de grootste anciënniteit er vast te benoemen.

§ 4. Niettegenstaande de voorlopige terugroeping in actieve dienst blijft het personeelslid ter beschikking van de inrichtende macht om gereffecteerd te worden in een ambt waarin hij vast benoemd is.

Art. 87. Elk personeelslid dat door de inrichtende macht terug in actieve dienst is geroepen na een terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking uitgesproken door een andere inrichtende macht, behoudt tot zijn vaste benoeming door de inrichtende macht waarbij hij terug in actieve dienst is geroepen, alle rechten die voortvloeien uit zijn vaste benoeming bij de inrichtende macht die hem ter beschikking heeft gesteld wegens ontstentenis van betrekking.

Afdeling VII. — Verlenging van de reaffectaties en van de voorlopige terugroepingen in actieve dienst

Art. 88. § 1. De externe reaffectaties en voorlopige terugroepingen in actieve dienst die tijdens een schooljaar doorgevoerd worden door de inrichtende machten of op initiatief van de Reaffectatiecommissies worden het volgend schooljaar verlengd.

§ 2. De verlengde opdracht van het gereffecteerde of voorlopig in actieve dienst teruggeroepen personeelslid zal ambtshalve uitgebreid worden door de inrichtende macht in alle gevallen waar de verhoging van de prestaties mogelijk is en tot aan het volume van de opdracht die het voorwerp uitmaakt van een terbeschikkingstelling of een tijdelijk opdrachtverlies.

§ 3. Elke reaffectatie of elke voorlopige terugroeping in actieve dienst wordt ieder jaar verlengd zolang het personeelslid geen 600 dagen dienstanciënniteit telt bij de inrichtende macht waarnaar hij gereffecteerd of voorlopig in actieve dienst teruggeroepen wordt.

Deze 600 dagen moeten minstens over drie schooljaren gespreid zijn.

Er wordt evenwel een einde gemaakt aan deze reaffectatie of aan de voorlopige terugroeping in actieve dienst :

- 1° bij de terugkeer van de titularis van de betrekking;
- 2° als de inrichtende macht verplicht is om ondertussen een personeelslid te reffecteren;
- 3° als de inrichtende macht die ter beschikking heeft gesteld wegens ontstentenis van betrekking of op gedeeltelijk opdrachtverlies heeft geplaatst, een vacante betrekking heeft in hetzelfde ambt en een einde moet maken aan deze terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking of aan dit gedeeltelijke opdrachtverlies;

- 4° als het personeelslid nalaat zich kandidaat te stellen voor de vaste benoeming zodra hij de in artikel 31 bedoelde voorwaarden vervult. De anciënniteit waarop het personeelslid zich bij deze gelegenheid kan beroepen, is de anciënniteit verworven in dienst van de inrichtende macht waarnaar hij gereffecteerd of voorlopig in actieve dienst teruggeroepen werd;
- 5° als het personeelslid de in de artikelen 5 en 6, tweede lid gestelde verplichtingen niet aanvaardt noch naleeft;
- 6° als de betrekking aan een personeelslid wordt toevertrouwd dat het slachtoffer van een gewelddaad is geweest waarvan de prioritair affectatie verlengd wordt met toepassing van artikel 69.

Er kan eveneens een einde worden gemaakt aan deze reffectatie of voorlopige terugroeping in actieve dienst bij beslissing van de Reaffectatiecommissie tot wie de inrichtende macht of het personeelslid zich hebben gewend.

Afdeling VIII. — Rechten en plichten van de leermeesters godsdienst en van de leraars godsdienst die ter beschikking worden gesteld wegens ontstentenis van betrekking of op gedeeltelijk opdrachtverlies worden geplaatst

Art. 89. § 1. De personeelsleden die ter beschikking worden gesteld bij ontstentenis van betrekking krijgen, op hun verzoek, een wachtweddesubsidie onder dezelfde voorwaarden als in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs.

§ 2. De personeelsleden die op gedeeltelijk opdrachtverlies worden geplaatst, behouden, op hun verzoek en zonder duurbepanking, de weddesubsidie gebonden aan de prestaties die ze verrichtten voordat ze op gedeeltelijk opdrachtverlies werden geplaatst.

§ 3. Elk gereffecteerd of voorlopig terug in actieve dienst geroepen personeelslid krijgt de weddesubsidie in actieve dienst terug dewelke overeenstemt met de prestaties die hij verrichtte vóór zijn terbeschikkingstelling bij ontstentenis van betrekking, zelfs in geval van reffectatie of voorlopige terugroeping in actieve dienst.

§ 4. Ieder personeelslid dat voorlopig terug in actieve dienst wordt geroepen in een ambt dat hem een hoger loon oplevert dan datgene dat hij vroeger kreeg, krijgt bovenop de in § 3 bedoelde weddesubsidie een toelage aan dezelfde voorwaarden als de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijs.

§ 5. De periode tijdens dewelke het personeelslid gereffecteerd of voorlopig terug in actieve dienst geroepen wordt, werkt opschortend wat betreft de periode van de terbeschikkingstelling en dit voor de berekening van de in § 1 bedoelde wachtweddesubsidie, zelfs bij gedeeltelijke reffectatie of gedeeltelijk voorlopig terugroepen in actieve dienst.

De zomervakantie wordt in aanmerking genomen voor de in het eerste lid bedoelde periode voor de personeelsleden die gereffecteerd of voorlopig terug in actieve dienst geroepen worden in een gesubsidieerde betrekking van onbepaalde duur.

Art. 90. Ieder personeelslid dat ter beschikking wordt gesteld bij ontstentenis van betrekking of op gedeeltelijk opdrachtverlies wordt geplaatst, is ertoe gehouden een reffectatie of een voorlopige terugroeping in actieve dienst te aanvaarden tot het aantal verloren lestijden en ongeacht het aantal inrichtingen waarin hij zijn prestaties moet verrichten als de betrekking hem wordt aangeboden :

- 1° door de inrichtende macht die het personeelslid ter beschikking heeft gesteld bij ontstentenis van betrekking of hem op gedeeltelijk opdrachtverlies heeft geplaatst;
- 2° door de inrichtende macht die de onderwijsinrichting heeft overgenomen waar dit lid ter beschikking wordt gesteld bij ontstentenis van betrekking of hem op gedeeltelijk opdrachtverlies heeft geplaatst.

Het personeelslid kan evenwel een betrekking afwijzen die zou worden aangeboden in een onderwijsinrichting die gelegen is in een andere gemeente dan deze waar hij ter beschikking werd gesteld bij ontstentenis van betrekking of op gedeeltelijk opdrachtverlies werd geplaatst en die zou worden aangeboden buiten een straal van 25 km rond de woning van het personeelslid. Hij zal later evenwel geen aanspraak meer kunnen maken op deze betrekking.

In afwijking van het vorige lid kan de reffectatie of voorlopige terugroeping in actieve dienst boven de 25 km gebeuren als de inrichting waarin het personeelslid zijn prestaties verrichtte toen hij ter beschikking werd gesteld wegens ontstentenis van betrekking of gedeeltelijk opdrachtverlies, op een langere afstand gelegen was zonder evenwel boven deze afstand te kunnen geschieden.

§ 2. Ieder personeelslid dat ter beschikking wordt gesteld wegens ontstentenis van betrekking of op gedeeltelijk opdrachtverlies wordt geplaatst en dat reeds onder bovenvermelde voorwaarden gereffecteerd is of dit nog moet worden en dat ambten uitoefent in minstens drie onderwijsinrichtingen en in totaal prestaties verricht gelijk aan minstens 75% van het aantal lestijden dat vereist is voor een ambt met volledige prestaties, kan iedere bijkomende opdracht die hem bij de reffectatie of de voorlopige terugroeping in actieve dienst wordt aangeboden en die niet gelegen is op het grondgebied van dezelfde gemeente, afwijzen.

§ 3. Ieder personeelslid dat ter beschikking wordt gesteld bij ontstentenis van betrekking of op gedeeltelijk opdrachtverlies wordt geplaatst, moet zijn met redenen omklede toestemming of weigering van een reffectatie of een voorlopige terugroeping in actieve dienst bij aangetekende brief ter kennis brengen van de inrichtende macht en van de reffectatiecommissie en dit binnen een termijn van tien kalenderdagen vanaf de kennisgeving van zijn reffectatie of voorlopige terugroeping in actieve dienst.

De indiening van een beroep schort de verplichting van het personeelslid om zijn ambt op te nemen, niet op. Wanneer het personeelslid weigert zijn ambt op te nemen, wordt hij uit zijn ambt ontheven overeenkomstig artikel 111, 6°.

De beslissing van de Reaffectatiecommissie wordt bij aangetekende brief ter kennis gebracht van het betrokken personeelslid alsook van de betrokken inrichtende machten.

§ 4. Ieder personeelslid dat ter beschikking wordt gesteld wegens ontstentenis van betrekking of gedeeltelijk opdrachtverlies, dat niet kon worden gereffecteerd of voorlopig in actieve dienst teruggeroepen, moet zich ter beschikking houden van de inrichtende macht die hem ter beschikking heeft gesteld bij ontstentenis van betrekking of hem op gedeeltelijk opdrachtverlies heeft geplaatst tot het aantal lestijden dat overeenstemt met de prestaties die hij verrichtte alvorens hij ter beschikking werd gesteld bij ontstentenis van betrekking of op gedeeltelijk opdrachtverlies werd geplaatst voor de uitvoering van de door de Regering bepaalde of goedgekeurde opdrachten.

De uitvoering van bovengenoemde opdrachten mag evenwel niet leiden tot het in stand houden van de betrekking of van de afgeschafte lestijden.

§ 5. Een personeelslid dat ter beschikking wordt gesteld bij ontstentenis van betrekking kan, op eigen verzoek, zijn recht op een wachtweddesubsidie tijdelijk schorsen die overeenstemt met de prestaties die het voorwerp uitmaken van zijn terbeschikkingstelling bij ontstentenis van betrekking.

Deze schorsing die volledig of gedeeltelijk kan zijn, wordt schriftelijk ter kennis gebracht van de inrichtende macht en via haar verzonden naar het bevoegde bestuur bij de bekendmaking van de terbeschikkingstellingen bij ontstentenis van betrekking.

Tijdens deze schorsing is het personeelslid ontheven van de verplichtingen inzake reffectatie of voorlopige terugroeping in actieve dienst, behalve als de inrichtende macht die hem ter beschikking heeft gesteld bij ontstentenis van betrekking of die de onderwijsinrichting overgenomen heeft waar dit personeelslid op gedeeltelijk opdrachtverlies werd geplaatst, beschikt over een vacante betrekking in hetzelfde ambt. In dit geval moet de inrichtende macht deze betrekking aanbieden aan het bovengenoemde personeelslid.

Deze schorsing strekt zich uit over de duur van het schooljaar of over de resterende lestijd van dit schooljaar wanneer het tijdelijk opdrachtverlies goedgekeurd wordt tijdens het schooljaar.

Zij kan op dezelfde wijzen worden verlengd bij de aanvang van een nieuw schooljaar en, desgevallend, gewijzigd worden wat betreft het volume van de prestaties.

§ 6. Een personeelslid dat op gedeeltelijk opdrachtverlies wordt geplaatst, kan, op eigen verzoek, zijn recht op een weddesubsidie tijdelijk schorsen die overeenstemt met de prestaties die het personeelslid uitoefende alvorens op gedeeltelijk opdrachtverlies te worden verklaard.

Deze schorsing die volledig of gedeeltelijk kan zijn, wordt schriftelijk ter kennis gebracht van de inrichtende macht en via haar verzonden naar het bevoegde bestuur bij de bekendmaking van de gedeeltelijke opdrachtverliezen.

Tijdens deze schorsing is het personeelslid ontheven van de verplichtingen inzake reffectatie of voorlopige terugroeping in actieve dienst, behalve als de inrichtende macht die hem op gedeeltelijk opdrachtverlies heeft verklaard of die de onderwijsinrichting overgenomen heeft waar dit personeelslid op gedeeltelijk opdrachtverlies werd geplaatst, beschikt over een vacante betrekking in hetzelfde ambt. In dit geval moet de inrichtende macht deze betrekking aanbieden aan het bovengenoemde personeelslid.

Deze schorsing strekt zich uit over de duur van het schooljaar of over de resterende lestijd van dit schooljaar wanneer het tijdelijk opdrachtverlies goedgekeurd wordt tijdens het schooljaar.

Zij kan op dezelfde wijze worden verlengd bij de aanvang van een nieuw schooljaar en, desgevallend, gewijzigd worden wat betreft het volume van de prestaties.

§ 7. Ieder personeelslid dat ter beschikking wordt gesteld bij ontstentenis van betrekking wordt gereffecteerd of voorlopig terug in actieve dienst geroepen door zijn inrichtende macht, ongeacht de duur van deze terugroeping in actieve dienst.

Het personeelslid bevindt zich van rechtswege in de administratieve stand dientactiviteit tijdens de periode gedurende dewelke hij gereffecteerd of voorlopig terug in actieve dienst wordt geroepen.

Ieder personeelslid dat op tijdelijk opdrachtverlies wordt geplaatst, wordt gereffecteerd of voorlopig terug in actieve dienst geroepen door zijn inrichtende macht, ongeacht de duur van deze terugroeping in actieve dienst.

§ 8. Als een niet-vacante betrekking aangeboden wordt bij de inrichtende macht die het betrokken lid ter beschikking heeft gesteld bij ontstentenis van betrekking of hem op gedeeltelijk opdrachtverlies heeft geplaatst, waarbij dit lid reeds een betrekking van onbepaalde duur of minstens tot op het einde van het schooljaar uitoefent bij een andere inrichtende macht, mag dit lid daar blijven.

Als een vacante betrekking aangeboden wordt bij de inrichtende macht die het betrokken lid ter beschikking heeft gesteld bij ontstentenis van betrekking of op gedeeltelijk opdrachtverlies heeft geplaatst, waarbij dit lid reeds een betrekking van onbepaalde duur of minstens tot op het einde van het dienstjaar uitoefent bij een andere inrichtende macht, is dit lid ertoe gehouden de aangeboden vacante betrekking te aanvaarden.

Het personeelslid zal evenwel pas op het einde van het schooljaar in dienst kunnen treden, behoudens toestemming van beide inrichtende machten.

Afdeling IX. — Betrekkingen onttrokken aan de reffectatie en aan de voorlopige terugroeping in actieve dienst

Art. 91. Moeten niet worden bekendgemaakt aan de Reffectatiecommissie bedoeld in artikel 92, de betrekkingen die worden bekleed door de leermeesters godsdienst en door de leraars godsdienst die, op het einde van voorgaand schooljaar, 600 dagen dienst tellen in het betrokken ambt. De 600 dagen anciënniteit verworven bij de inrichtende macht moeten minstens gespreid zijn over drie schooljaren.

Moeten niet worden bekendgemaakt aan de Reffectatiecommissie bedoeld in artikel 92, de betrekkingen die worden bekleed door de leermeesters godsdienst en door de leraars godsdienst met toepassing van de voorrang die hen door artikel 69 wordt verleend.

De handelingen inzake reffectatie en voorlopige terugroeping in actieve dienst die gevoerd worden door de Reffectatiecommissie, met uitzondering van hun verlenging, kunnen niet leiden tot het ontnemen voor het personeelslid van de betrekking toevertrouwd met toepassing van artikel 69.

De verlenging van de prioritaire affectatie bedoeld in artikel 69 krijgt voorrang op de verlenging van de reffectatie of van de voorlopige terugroeping in actieve dienst bedoeld in het vorige lid.

Afdeling X. — Reffectatiecommissie

Art. 92. § 1. Er wordt bij het Ministerie van de Franse Gemeenschap een Reffectatiecommissie opgericht voor de leermeesters godsdienst en voor de leraars godsdienst van het gesubsidieerd officieel onderwijs.

§ 2. De Reffectatiecommissie bestaat uit een kamer per betrokken godsdienst.

Iedere kamer bestaat uit :

- 1° Een voorzitter en een plaatsvervangende voorzitter, aangesteld door de Regering onder de ambtenaren van de diensten van de Regering van ten minste rang 15;
- 2° Zes werkende leden die de representatieve vakorganisaties vertegenwoordigen;
- 3° Zes werkende leden die de inrichtende machten van het gesubsidieerd officieel onderwijs vertegenwoordigen.

De Regering stelt, op voorstel van respectievelijk de representatieve vakorganisaties en het (de) vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan(nen) van de inrichtende machten van de inrichtingen van het gesubsidieerd officieel onderwijs erkend door de Regering, de leden aan bedoeld in het tweede lid, 2° en 3° voor een hernieuwbare termijn van vier jaar. Voor elk werkend lid wordt, volgens dezelfde nadere regels, een plaatsvervanger aangesteld.

Elk lid dat de hoedanigheid verliest voor de reden waarom hij werd aangesteld, maakt niet meer deel uit van de commissie. De Regering stelt een nieuw lid aan dat het lopende mandaat voleindigt.

Bij overlijden of ontslag tijdens het mandaat stelt de Regering een nieuw lid aan dat het lopende mandaat voleindigt.

De aanwezigheid van technici, die niet stemgerechtigd zijn, kan worden toegestaan.

Hoogstens 3 leden die de overheid van de eredienst vertegenwoordigen, mogen met raadgevende stem de werkzaamheden bijwonen van de kamer die bevoegd is voor de betrokken godsdienst.

Art. 93. De Reaffectatiecommissie :

- 1° gaat over tot de externe reffectaties van leermeesters godsdienst en leraars godsdienst die ter beschikking worden gesteld bij ontstentenis van betrekking of op gedeeltelijk opdrachtverlies worden geplaatst via ambtshalve aanstellingen in alle onderwijsinrichtingen;
- 2° roept voorlopig een ter beschikking gesteld of op gedeeltelijk opdrachtverlies geplaatst personeelslid terug in actieve dienst volgens de in artikel 86 gestelde regels;
- 3° beslist over de aanvragen voor de niet-verlenging van de in artikel 88, § 3, derde lid, bedoelde reffectaties en voorlopige terugroepingen in actieve dienst;
- 4° spreekt zich uit over de beroepen die zijn ingediend door de inrichtende machten of de personeelsleden, met name tegen de reffectaties of voorlopige terugroepingen in actieve dienst die voldoen aan de voorwaarden gesteld in artikel 90, § 1, tweede lid, en § 2;
- 5° spreekt zich uit over de bijzondere toestanden die voortvloeien uit de toepassing van dit hoofdstuk.

Zij krijgt, op haar verzoek en vóór de vergaderingen, de administratieve documenten die haar toelaten met kennis van zaken te zetelen en onder meer toe te zien op het bestaan van vacante betrekkingen.

Art. 94. De Reaffectatiecommissie vergadert op initiatief van de voorzitter.

Ze kan ook vergaderen op verzoek van een representatieve vakorganisatie of van de inrichtende machten die hierbij worden vertegenwoordigd.

De kalender van de commissie moet ervoor zorgen dat de personeelsleden waarvoor de commissies een beslissing nemen inzake de reffectatie of tijdelijke terugroeping in actieve dienst, in dienst treden uiterlijk op de laatste werkdag vóór de wintervakantie.

Bovendien vergadert de commissie telkens wanneer dit in het belang van de werkzaamheden noodzakelijk is.

Art. 95. De voorzitter bepaalt de datum en de agenda van de vergaderingen en nodigt de werkende leden uit ofwel op eigen initiatief, ofwel op verzoek van een representatieve vakorganisatie of van de inrichtende machten.

De uitnodigingen worden minstens 8 kalenderdagen vóór de datum van de voorziene vergadering aan de werkende en plaatsvervangende leden verstuurd. Elk werkend lid dat een vergadering niet kan bijwonen, verwittigt de voorzitter en verzoekt zijn plaatsvervanger zelf de vergadering bij te wonen.

Art. 96. § 1. De Reaffectatiecommissie probeert een consensus te bereiken bij het nemen van beslissingen.

Wanneer bij gebrek aan consensus over de beslissingen gestemd dient te worden, worden de beslissingen getroffen bij volstreekte meerderheid van de aanwezige leden. Elke groep - inrichtende machten, representatieve vakorganisaties - moet minstens door de helft van zijn leden vertegenwoordigd worden. Bij staking van stemmen beslist de voorzitter.

§ 2. De voorzitter neemt deel aan de beslissingen bij consensus en is stemgerechtigd in geval van toepassing van § 1, tweede lid. De secretaris heeft raadgevende stem.

§ 3. Voor de toepassing van § 1, tweede lid neemt het lid van de commissie dat eveneens lid zou zijn van de inrichtende macht die betrokken partij is in een zaak die de commissie wordt voorgelegd, niet deel aan de stemming over deze zaak.

§ 4. Wanneer het quorum van de leden van elke groep niet bereikt is overeenkomstig § 1, wordt ten laatste binnen de acht dagen een nieuwe vergadering van de commissie belegd.

Op de tweede vergadering neemt de commissie haar beslissingen bij consensus. Bij gebrek aan consensus worden de beslissingen geldig getroffen mits de volstreekte meerderheid van de stemmen van de aanwezige leden, ongeacht het aantal. Bij staking van stemmen beslist de voorzitter.

Art. 97. De leden van de Reaffectatiecommissie moeten de documenten die ze voor hun beslissing nodig hebben, ten laatste drie werkdagen vóór de vergaderingen bij de administratie kunnen raadplegen.

Art. 98. De voorzitter van de Reaffectatiecommissie is verantwoordelijk voor het archief.

Art. 99. § 1. In het kader van de uitoefening van haar opdrachten bedoeld in artikel 93 mag de commissie zich in geen enkel geval uitspreken over beschouwingen van pedagogische aard;

§ 2. De leden beschikken drie werkdagen vóór de vergaderingen over een overzicht van de voorzitter met :

a) de vacante betrekkingen bekleed door tijdelijke personeelsleden met vermelding van hun anciënniteit en de duur van hun aanstelling;

b) de lijst van de betrekkingen onttrokken aan de reffectatie krachtens artikel 91, met vermelding van de anciënniteit van de personeelsleden die dit verantwoorden;

c) de lijst, per ambt, van de personeelsleden die ter beschikking worden gesteld bij ontstentenis van betrekking of de personeelsleden met een gedeeltelijk opdrachtverlies;

§ 3. Wanneer de voorzitter tijdens een vergadering een inbreuk op de bepalingen van dit hoofdstuk vaststelt, moet hij binnen tien dagen de Regering hiervan op de hoogte brengen, die de inrichtende macht in gebreke kan stellen overeenkomstig artikel 109.

Art. 100. De Reaffectatiecommissie stelt een huishoudelijk reglement op, dat ze aan de Regering ter goedkeuring voorlegt.

Art. 101. De voorzitter van de Reaffectatiecommissie stuurt jaarlijks ten laatste op 30 juni een jaarverslag naar de Regering, dat met name de lijst per ambt bevat van de ter beschikking gestelde personeelsleden wegens ontstentenis van betrekking of de personeelsleden met gedeeltelijk opdrachtverlies.

Art. 102. De leden van de Reaffectatiecommissie hebben recht op terugbetaling van hun reiskosten, onder de voorwaarden vastgelegd door de bepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden van de administratie van de Franse Gemeenschap.

Art. 103. De Reaffectatiecommissie wordt bijgestaan door een secretaris en een adjunct-secretaris die de Regering aanstelt uit de ambtenaren van de diensten van de Regering van minstens niveau 2.

Art. 104. Zodra de opdrachten bedoeld in artikel 93 binnen de Reaffectatiecommissie voltooid zijn, stelt de secretaris van deze commissie de volgende lijsten op :

- 1° de lijst per ambt van de personeelsleden die ter beschikking worden gesteld bij ontstentenis van betrekking of de personeelsleden met gedeeltelijk opdrachtverlies, die ze naargelang het geval niet konden reffecteren of voorlopig terug in actieve dienst roepen;
- 2° de lijst per ambt van de vacante betrekkingen die ze naargelang het geval niet konden opvullen door reffectatie of voorlopige terugroeping in actieve dienst.

Art. 105. Wanneer een inrichtende macht over een vacante betrekking beschikt of een voor minstens vijftien weken niet-vacante betrekking, en deze betrekking niet door reffectatie of voorlopige terugroeping in actieve dienst door de inrichtende macht aan een personeelslid kan worden toegewezen, stelt de inrichtende macht - volgens de door de Regering bepaalde nadere regels - vóór elke tijdelijke aanstelling - vragen aan de secretaris van de Reaffectatiecommissie.

De secretaris raadpleegt de in het vorige artikel bedoelde lijst en deelt de voorzitter van de Reaffectatiecommissie onverwijld de naam mee van de persoon die in voorkomend geval moet worden gereffecteerd of voorlopig terug in actieve dienst moet worden geroepen, overeenkomstig de bepalingen van dit hoofdstuk.

Art. 106. In afwachting van de beslissing genomen met toepassing van artikel 108 gaat de voorzitter van de Reaffectatiecommissie voorlopig over tot de reffectatie of tot de voorlopige terugroeping in actieve dienst van het betrokken personeelslid.

Art. 107. § 1. Het personeelslid mag de aangeboden betrekking weigeren onder dezelfde voorwaarden als deze bepaald in artikel 90, § 1, tweede lid. Het indienen van een beroep schort de verplichting voor het personeelslid zijn ambten op te nemen niet op.

§ 2. Wanneer de inrichtende macht statutaire argumenten inroept tegen de beslissing van de voorzitter, kan ze een gemotiveerd beroep indienen tegen de beslissing van de voorzitter. In dat geval treedt het door de voorzitter aangestelde personeelslid niet in dienst. In afwachting van de kennisgeving van de in artikel 108 bedoelde beslissing ontvangt de inrichtende macht de weddesubsidie voor de tijdelijke aanstelling voor de betrokken betrekking.

Art. 108. In de loop van de maand volgend op de beslissing van de voorzitter onderzoekt de reffectatiecommissie het dossier van het in artikel 106 bedoelde personeelslid. Wanneer overeenkomstig artikel 107 een beroep werd ingediend, onderzoekt ze tegelijk het beroep.

In geval van beroep aangetekend door de inrichtende macht, kan de commissie het in artikel 106 bedoelde personeelslid dat vooraf werd op de hoogte gebracht van het beroep, uitnodigen toelichting te verschaffen.

§ 2. De reffectatiecommissie brengt de inrichtende macht en het betrokken personeelslid op de hoogte van haar beslissing.

§ 3. Wanneer de reffectatiecommissie de beslissing van de voorzitter bekrachtigt, wordt de maatregel tot reffectatie of tot voorlopige terugroeping in actieve dienst definitief en geacht in te gaan op de datum van de beslissing van de voorzitter. In het tegengestelde geval wordt ervan uitgegaan dat het personeelslid gereffecteerd of voorlopig terug in actieve dienst geroepen wordt tijdens de periode tussen de beslissing van de voorzitter en de beslissing van de commissie.

Afdeling XI – Sanctie bij niet-naleving van de bepalingen betreffende de terbeschikkingstelling bij ontstentenis van betrekking, het tijdelijk opdrachtverlies, de reffectatie en de voorlopige terugroeping in actieve dienst.

Art. 109. § 1. De inrichtende macht verliest het voordeel van de weddesubsidie voor elke leermeester godsdienst of elke leraar godsdienst waarvan ze de terbeschikkingstelling bij ontstentenis van betrekking of het gedeeltelijke opdrachtverlies niet zou bekendmaken.

§ 2. De inrichtende macht die nalaat de betrekking te melden aan de Reaffectatiecommissie die wordt bekleed door een tijdelijke leermeester godsdienst of een tijdelijke leraar godsdienst en die kan worden opgesteld voor de reffectatie of de voorlopige terugroeping in actieve dienst verliest het voordeel van de weddesubsidie die aan dit personeelslid wordt toegekend.

§ 3. De inrichtende macht die, zonder geldige reden, geweigerd heeft gevolg te geven aan een reffectatie of een voorlopige terugroeping in actieve dienst waartoe beslist door de Reaffectatiecommissie of die haar verplichtingen niet naleeft inzake de verlenging van de reffectaties en de voorlopige terugroepingen in actieve dienst verliest het voordeel van de weddesubsidie die toegekend wordt aan het tijdelijke personeelslid dat de betrekking bekleedt die toegekend wordt voor deze reffectatie of deze voorlopige terugroeping in actieve dienst.

§ 4. De Regering stuurt de inrichtende macht een ingebrekestelling waarbij zij deze verzoekt, binnen de dertig dagen na deze ingebrekestelling, het bewijs aan te voeren dat zij zich niet meer in een geval bevindt waar de paragrafen 1 tot 3 van toepassing zijn. De Regering kan deze bevoegdheid delegeren naar de functioneel bevoegde minister.

Als, na het verstrijken van deze termijn van dertig dagen, de inrichtende macht niet het bewijs heeft geleverd dat zij zich niet langer in een geval bevindt waarop de paragrafen 1 tot 3 van toepassing zijn, verliest zij, zoals gesteld in deze paragrafen, het voordeel van de weddesubsidie voor een periode beginnend op het einde van voormelde termijn van dertig dagen tot de dag dat de inrichtende macht het bewijs levert dat zij zich niet langer in een geval bevindt waarop de paragrafen 1 tot 3 van toepassing zijn.

Een afschrift van deze in het eerste lid bedoelde ingebrekestelling wordt verstuurd naar het betrokken personeelslid.

§ 5. De leermeester godsdienst of de leraar godsdienst die zich niet heeft aangemeld bij de inrichtende macht waarnaar hij gereffecteerd is of waar hij terug in actieve dienst is geroepen, verliest het recht op iedere weddesubsidie of wachtweddesubsidie vanaf de dag dat hij zich had moeten aanbieden bij deze inrichtende macht.

De uitbetaling van de wachtweddesubsidie of van de weddesubsidie wordt hervat vanaf de dag dat de Reaffectatiecommissie het personeelslid dat bij haar een beroep heeft ingediend, in het gelijk stelt.

§ 6. De inrichtende macht die een tijdelijk personeelslid aanwerft of behoudt in een betrekking die wordt toegekend voor reffectatie of voor voorlopige terugroeping in actieve dienst verliest het voordeel van de weddesubsidie die aan dit tijdelijke personeelslid wordt verleend. De weddesubsidie zal niet meer worden toegekend tien dagen na de aanvaarding van deze betrekking die door de Reffectatiecommissie wordt aangeboden.

HOOFDSTUK X. — *Definitieve ambtsneerlegging*

Art. 110. De leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst die tijdelijk worden aangesteld of in de hoedanigheid van prioritaire tijdelijke personeelsleden, worden ambtshalve en zonder opzeggingstermijn ontheven van hun ambt :

- 1° Als hun tijdelijke aanstelling niet op een regelmatige manier is gebeurd. In dit geval behouden de personeelsleden hun verworven rechten gebonden aan hun vorige regelmatige toestand;
- 2° als zij niet langer voldoen aan de volgende voorwaarden :
 - a) Belg zijn of onderdaan van een andere lidstaat van de Europese Unie, behoudens vrijstelling toegestaan door de Regering;
 - b) zijn burgerlijke en politieke rechten genieten;
 - c) aan de dienstplichtwetten hebben voldaan;
 - d) van onberispelijk gedrag zijn;
- 3° als, na een toegelaten afwezigheid, zij nalaten zonder enige geldige reden, hun werk te hervatten en afwezig blijven gedurende een ononderbroken periode van meer dan tien dagen;
- 4° als zij, zonder enige geldige reden, hun werk verlaten en gedurende meer dan tien dagen ononderbroken afwezig blijven;
- 5° als zij zich in een geval bevinden waar de toepassing van de burgerlijke en strafwetten tot de ambtsneerlegging leidt;
- 6° wanneer een onverenigbaarheid wordt vastgesteld en geen enkel beroep bedoeld in artikel 15 werd ingediend of het personeelslid weigert, na de uitputting van de procedure, een eind te maken aan een onverenigbare bezigheid;
- 7° bij een vaste benoeming in een ander ambt naar rata van de uren die het voorwerp hebben uitgemaakt van deze benoeming, tot een volledig ambt;
- 8° op het ogenblik van de terugkeer van de titularis van de betrekking of van het personeelslid dat dit tijdelijke personeelslid vervangt;
- 9° na de termijn vermeld in de aanstellingsakte en uiterlijk op het einde van het schooljaar tijdens hetwelk de aanstelling geschiedde;
- 10° op het ogenblik van de ontvangst van de brief waarin de Franse Gemeenschap die de weddesubsidie toekent, meedeelt dat het uitgeoefend ambt niet langer geheel of gedeeltelijk kan worden gesubsidieerd;
- 11° op het ogenblik dat de betrekking die wordt bekleed door het tijdelijk personeelslid geheel of gedeeltelijk wordt toegekend aan een ander personeelslid, namelijk :
 - a) door de toepassing van de in hoofdstuk IX bedoelde bepalingen;
 - b) door de toepassing van artikel 35, § 1;
 - c) door de toepassing van artikel 35, § 2;
 - d) door de vaste benoeming;
 - e) door de toekenning van de definitief vacant geworden betrekking aan een prioritaair tijdelijk personeelslid;
 - f) door de toepassing van de voorrang bedoeld in hoofdstuk VII of in artikel 18 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie;
- 12° als wordt vastgesteld dat een permanente arbeidsongeschiktheid erkend overeenkomstig een wets- of een verordeningsbepaling hen niet langer in staat stelt hun ambt volledig, regelmatig en ononderbroken te vervullen.

Art. 111. De leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst die vast benoemd zijn, worden ambtshalve en zonder opzegtermijn ontheven van hun ambt :

- 1° als hun vaste benoeming niet op een regelmatige manier is gebeurd. In dit geval behouden de personeelsleden hun verworven rechten gebonden aan hun vorige regelmatige toestand;
- 2° als zij niet langer voldoen aan de volgende voorwaarden :
 - a) Belg zijn of onderdaan van een andere lidstaat van de Europese Unie, behoudens vrijstelling toegestaan door de Regering;
 - b) zijn burgerlijke en politieke rechten genieten;
 - c) aan de dienstplichtwetten hebben voldaan;
 - d) van onberispelijk gedrag zijn;
- 3° als zij, na een toegelaten afwezigheid, nalaten zonder enige geldige reden, hun werk te hervatten en afwezig blijven gedurende een ononderbroken periode van meer dan tien dagen;
- 4° als zij, zonder enige geldige reden, hun werk verlaten en gedurende meer dan tien dagen ononderbroken afwezig blijven;
- 5° als zij zich in een geval bevinden waar de toepassing van de burgerlijke en strafwetten tot de ambtsneerlegging leidt;
- 6° als zij, teruggeroepen in actieve dienst, zonder enige geldige reden weigeren de door de inrichtende macht toegekende betrekking op te nemen binnen de tien dagen;
- 7° wanneer een onverenigbaarheid wordt vastgesteld en geen enkel beroep bedoeld in artikel 15 werd ingediend of het personeelslid weigert, na de uitputting van de procedure, een eind te maken aan een onverenigbare bezigheid;

- 8° bij een vaste benoeming in een ander ambt naar rata van de uren die het voorwerp hebben uitgemaakt van deze benoeming, tot een volledig ambt;
- 9° als wordt vastgesteld dat een permanente arbeidsongeschiktheid erkend overeenkomstig een wets- of een verordeningsbepaling hen niet langer in staat stelt hun ambten volledig, regelmatig en ononderbroken te vervullen.
- 10° bij gewone inruststelling wegens het bereiken van de pensioensgerechtigde leeftijd;
- 11° bij inruststelling wegens lichamelijke ongeschiktheid;
- 12° als zij het voorwerp uitmaken van een tuchtstraf als ambtshalve ontslag of afzetting;
- 13° bij vrijwillig ontslag. In dit geval kan het personeelslid slechts zijn dienst verlaten als hij hiervoor wettelijke toestemming heeft gekregen van zijn inrichtende macht of na een opzegginstermijn van vijftien dagen.

Wanneer de ambtsneerlegging aanleiding geeft tot de toepassing van artikel 10 van de wet van 20 juli 1991 houdende sociale en diverse bepalingen, stort de Franse Gemeenschap de Rijksdienst voor sociale zekerheid de bijdragen die bepaald worden in deze bepaling.

HOOFDSTUK XI. — *Wijzigings- en overgangsbepalingen*

Art. 112. Artikel 24, § 2bis, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals ingevoegd door het decreet van 8 februari 1999, wordt het laatste lid aangevuld als volgt :

« Ze zijn ook niet van toepassing in geval van toepassing van artikel 109 van het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en van de leraars godsdienst. »

Art. 113. In artikel 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 september 1996 en bij de decreten van 10 april 2003 en 12 mei 2004, wordt het eerste lid aangevuld met punt 13°, luidend als volgt :

« 13° Titel I van het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en van de leraars godsdienst. »

Art. 114. In het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° In artikel 17ter, zoals ingevoegd bij het decreet van 20 december 2001 en gewijzigd bij het decreet van 12 mei 2004, wordt het volgende lid ingevoegd tussen de derde en vierde leden :

« Het personeelslid met verlof wegens opdracht, onderworpen aan Titel I van het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en leraars godsdienst keert terug naar zijn betrekking als het vóór de hervatting van zijn activiteiten krachtens artikel 17bis niet werd vervangen door een benoemd of in vast verband aangeworven personeelslid. »;
- 2° In artikel 28, zoals gewijzigd bij het decreet van 12 mei 2004, wordt het volgende lid ingevoegd tussen de derde en vierde leden :

« Het personeelslid dat ter beschikking wordt gesteld wegens bijzondere opdracht, onderworpen aan Titel I van het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst keert terug naar zijn betrekking als het vóór de hervatting van zijn activiteiten krachtens artikel 27 niet werd vervangen door een benoemd of in vast verband aangeworven personeelslid. ».

Art. 115. Hoofdstuk II van Titel V van het decreet van 8 mei 2003 tot wijziging van de geldende bepalingen inzake verlof en tot inrichting van de moederschapsbescherming wordt aangevuld met een Afdeling III, luidend als volgt :

« Afdeling III.- De leermeesters en leraars katholieke, protestantse, israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst.

Art. 93bis. Deze afdeling is van toepassing op de vast benoemde of tijdelijke vrouwelijke personeelsleden die in actieve dienst zijn zoals bedoeld in Titel I van het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst.

Art. 93ter. Wanneer een risico wordt vastgesteld overeenkomstig artikel 41 van de Arbeidswet van 16 maart 1971, stelt het inrichtingshoofd aan de inrichtende macht voor, met toepassing van artikel 42, 2° van de bovenvermelde wet, andere taken aan het betrokken personeelslid toe te kennen binnen zijn inrichting op voorwaarde dat deze aanstelling niet meer blootstelt aan het vastgestelde risico.

Als deze aanstelling onmogelijk is, stelt het inrichtingshoofd overeenkomstig de keuze van het personeelslid aan de inrichtende macht voor hem ter beschikking te stellen van :

- 1° een schoolinrichting van dezelfde inrichtende macht;
- 2° een instelling voor permanente vorming erkend krachtens het decreet van 8 april 1976 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de organisaties voor permanente vorming van de volwassenen in het algemeen;
- 3° een jeugdvereniging erkend krachtens het decreet van 20 juni 1980 dat de erkenningsvoorwaarden voor het toekennen van toelagen aan jeugdverenigingen bepaalt.

De terbeschikkingstelling van het personeelslid zal slechts kunnen gebeuren op voorwaarde dat hij niet meer aan het vastgestelde risico zal worden blootgesteld.

Als geen van bij dit artikel voorgestelde plaatsen het personeelslid toelaat, volgens het bijzonder gemotiveerd advies van de arbeidsarts en voor de periode die hij bepaalt, een activiteit uit te oefenen zonder aan het risico blootgesteld te worden, wordt deze laatste ervan vrijgesteld te werken.

Gedurende de hele duur van deze vrijstelling, wordt het personeelslid bezoldigd en is hij in dienstactiviteit.

De maatregelen bepaald in dit artikel lopen ten einde ten laatste in het begin van de periode van moederschapsrust.

Art. 93quater. Wanneer het personeelslid gekozen heeft ter beschikking te worden gesteld overeenkomstig artikel 93ter, tweede lid, 2° tot 3°, beschikt deze laatste over een termijn van tien kalenderdagen vanaf de vaststelling van het risico om de toestemming van de instelling te bekomen.

Indien geen akkoord wordt bereikt, kiest het personeelslid ter beschikking te worden gesteld overeenkomstig artikel 93ter, tweede lid, 1°

Art. 93quinquies. Voor de toepassing van deze afdeling zullen aan het personeelslid slechts pedagogische of administratieve taken mogen worden toevertrouwd.

Geen enkele controletaak mag aan het personeelslid worden toevertrouwd.

Art. 93sexies. § 1. De inrichtende macht stelt het betrokken personeelslid aan bij zijn inrichting overeenkomstig artikel 93ter of stelt hem ter beschikking met toepassing van artikel 93ter, tweede lid, in voorkomend geval, na ontvangst van de in artikel 93quater bedoelde toestemming.

§ 2. Als het personeelslid geen enkele keuze gemaakt heeft, stelt de inrichtende macht het personeelslid van rechtswege ter beschikking overeenkomstig artikel 93ter, tweede lid, 1°

Deze terbeschikkingstelling kan slechts gebeuren als de begunstigde van de diensten van het personeelslid niet gelegen is op meer dan 25 km van de woonplaats van deze laatste.

In afwijking van vorig lid kan de terbeschikkingstelling van het personeelslid gebeuren op meer dan 25 km als deze aangesteld wordt in een inrichting waar het vastgesteld risico op een langere afstand gelegen is zonder evenwel deze afstand te overschrijden.

Art. 93septies. Zodra het risico wordt vastgesteld of op het einde van de termijn van tien dagen bedoeld in artikel 93quater, wordt een dossier aan de diensten van de Regering gestuurd door de inrichtende macht.

Dat dossier vermeldt inzonderheid de keuze van het personeelslid wanneer de aanstelling in zijn inrichting onmogelijk blijkt te zijn en de toestemming van de begunstigde van de diensten van het personeelslid in de gevallen bedoeld in artikel 93ter, tweede lid, 2° en 3°, de toestemming van de inrichtende macht in het geval bedoeld in artikel 93ter, tweede lid, 1°, alsook de verklaring van de inrichtende macht die getuigt dat aan alle voorwaarden vereist bij deze afdeling voldaan is, de beslissing tot aanstelling, tot terbeschikkingstelling of terbeschikkingstelling van rechtswege van de inrichtende macht.

Art. 93octies. Een activiteitenstand wordt elke maand opgesteld door de begunstigde van de diensten van het personeelslid bedoeld in artikel 93ter, tweede 2, en wordt aan de Regering verzonden.

Art. 93nonies. Tussen de vaststelling van het risico en de aanstelling of de terbeschikkingstelling van het personeelslid kan deze laatste, in voorkomend geval, verwijderd worden.

Zodra het risico wordt vastgesteld en tijdens de hele duur van zijn nieuwe aanstelling of van zijn terbeschikkingstelling behoudt het personeelslid zijn bezoldiging en is hij in dienstactiviteit.

De reiskosten die uit deze terbeschikkingstelling van het personeelslid voortvloeien, worden overeenkomstig de geldende wetgeving terugbetaald door de begunstigde van de diensten van het personeelslid.

Het personeelslid presteert een uurrooster dat identiek is aan datgene dat vóór de vaststelling van het risico gepresteerd werd.

Art. 93decies. Wanneer de periode waarin de blootstelling aan het risico ten einde loopt, houdt de beslissing tot aanstelling of tot terbeschikkingstelling op uitwerking te hebben. ».

Art. 116. De gesubsidieerde personeelsleden die de dag vóór de inwerkingtreding van dit decreet vast benoemd zijn, worden geacht vast benoemd te zijn in de zin van dit decreet, binnen de bevoegdheden uitgeoefend als vast benoemd personeelslid de dag vóór de inwerkingtreding van dit decreet en aangesteld te zijn in de onderwijsinrichting waarin ze hun bevoegdheden uitoefenen.

De leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst bedoeld in het eerste lid blijven de weddeschaal genieten die hen werd toegekend de dag vóór de inwerkingtreding van dit decreet indien deze laatste hen gunstiger is.

Art. 117. De personeelsleden die de dag vóór de inwerkingtreding van dit decreet ter beschikking worden gesteld bij ontstentenis van betrekking of op gedeeltelijk opdrachtverlies worden geplaatst, worden geacht ter beschikking bij ontstentenis te worden gesteld of op gedeeltelijk opdrachtverlies te worden geplaatst in de zin van dit decreet en in de onderwijsinrichting te worden aangesteld waarin ze titularis waren van een betrekking de dag vóór hun terbeschikkingstelling bij ontstentenis van betrekking of voordat ze op hun gedeeltelijk opdrachtverlies werden geplaatst.

Art. 118. Zolang de benoemingsakten geen niveau of specifieke vakken vermelden, moet verwezen worden, om te bepalen wie ter beschikking moet worden gesteld of op gedeeltelijk opdrachtverlies moet worden geplaatst voor de toepassing van dit decreet, naar de ambtsbevoegdheden uitgeoefend door de personeelsleden de dag vóór de inwerkingtreding van dit decreet overeenkomstig artikel 116, eerste lid.

Art. 119. § 1. De gesubsidieerde personeelsleden die de dag vóór de inwerkingtreding van dit decreet, een tijdelijke betrekking bekleden in een ambt van leermeester godsdienst of leraar godsdienst, kunnen vast benoemd worden ten laatste de eerste dag van de derde maand volgend op de datum van de bekendmaking van dit decreet in het *Belgisch Staatsblad* voor zover ze op de datum van de benoeming :

- 1° aan de voorwaarden van artikel 31, § 1, eerste lid voldoen met uitzondering van 7° en 11°;
- 2° een gunstig verslag hebben gekregen van de inrichtende macht of haar afgevaardigde en van de bevoegde inspectie;
- 3° tijdens twee jaar een gesubsidieerde betrekking bekleed hebben.

De benoeming bedoeld in het eerste lid kan slechts in een vacante betrekking worden toegekend die krachtens de bepalingen van hoofdstuk 9 niet meer toegankelijk is voor reffectatie of voorlopige terugroeping in actieve dienst van een personeelslid dat ter beschikking wordt gesteld of op gedeeltelijk opdrachtverlies wordt geplaatst.

Deze paragraaf is ook van toepassing op de personeelsleden bedoeld in het eerste lid die houder zijn van een bekwaamheidsbewijs zoals bepaald in de koninklijke besluiten bedoeld in artikel 120, 2° tot 5°.

§ 2. De personeelsleden bedoeld in § 1, derde lid die geen benoeming in vast verband hebben gekregen overeenkomstig § 1, eerste lid, behouden de anciënniteit verworven binnen de inrichtende macht volgens de berekeningswijze bedoeld in artikel 18 en blijven onderworpen aan de toepassing van dit decreet voor zover ze prioritair zijn bij de inrichtende macht overeenkomstig artikel 23, § 1.

Zijn ze niet prioritair overeenkomstig artikel 23, § 1, dan worden ze behouden als tijdelijk personeelslid in het betrokken ambt tot het einde van hun aanstelling of ten laatste tot het einde van het lopende schooljaar.

Art. 120. Zijn niet meer van toepassing op de personeelsleden die onderworpen zijn aan deze Titel :

- 1° de artikelen 150 tot 152 van de nieuwe gemeentewet;
- 2° het koninklijk besluit van 20 juni 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het kleuter- en lager onderwijs;
- 3° het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde inrichtingen voor secundair technisch en beroepsonderwijs met volledig leerplan en voor sociale promotie;
- 4° het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs georganiseerd in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor middelbaar onderwijs en in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor normaalonderwijs;
- 5° het koninklijk besluit van 31 augustus 1978 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde inrichtingen voor kunstonderwijs, die secundair onderwijs verstrekken in de plastische kunsten.

TITEL II. — Het onderwijsnet georganiseerd door de Franse Gemeenschap

HOOFDSTUK I – Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap

Art. 121. In de opschriften van de subdivisies van de hoofdstukken van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 juni 1976, 8 juli 1976 en 14 november 1978, bij het koninklijk besluit nr. 71 van 20 juli 1982, bij de koninklijke besluiten van 1 augustus 1984 en 29 augustus 1985, bij het besluit van de Executieve van 6 november 1991, bij de besluiten van de Regering van 7 oktober 1993 en 28 september 1994, bij het decreet van 24 juni 1996, bij de besluiten van de Regering van 8 september 1997, 29 april 1999 en 8 juni 1999 en bij de decreten van 20 december 2001 en 27 maart 2002, wordt het woord « paragraaf » telkens vervangen door het woord « afdeling ».

Art. 122. In artikel 1, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « op de Hogescholen, noch » ingevoegd tussen de woorden « is niet van toepassing op » en de woorden « aan de Hogere kunstscholen ».

Art. 123. In hetzelfde besluit wordt een artikel *1bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 1 *bis*. § 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° « Koninklijk besluit van 22 maart 1969 » : het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen;
- 2° « Koninklijk besluit van 15 januari 1974 » : het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen;
- 3° « Godsdienst » : de katholieke, protestantse, israëlitische, orthodoxe of islamitische godsdienst;
- 4° « Inrichtingshoofd » : het personeelslid belast met de directie van de inrichting.

§ 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt een vast benoemd personeelslid in één enkele inrichting aangesteld wanneer hij daar titularis is van een ambt met volledige prestaties en wordt in hoofdambt in één enkele inrichting aangesteld wanneer hij titularis is van een ambt met onvolledige prestaties.

Het vast benoemd en in hoofdambt aangestelde personeelslid dat de uitbreiding van zijn vaste benoeming in één of meer definitief vacante betrekkingen behaalt in één of meer andere inrichtingen, wordt in deze inrichting(en) aanvulling aangesteld.

§ 3. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° « terbeschikkingstelling bij ontstentenis van betrekking » : de administratieve stand :
 - a) van het personeelslid dat tot de stage wordt toegelaten en waarvan de betrekking wordt afgeschaft;
 - b) van het personeelslid dat vast benoemd is in een wervingsambt en aan wie geen enkele vacante leestijd kan worden toevertrouwd in een inrichting waar hij aangesteld is of in hoofdambt is aangesteld zonder in bijambt te worden aangesteld in één of meer andere inrichtingen of in alle inrichtingen waar hij in hoofdambt en in bijambt aangesteld wordt.
- 2° « Reaffectatie » : de toekenning aan een personeelslid, toegelaten tot de stage en ter beschikking gesteld bij ontstentenis van betrekking, van een definitief vacante betrekking voor het ambt waarvoor hij tot de stage werd toegelaten of de vaste toekenning aan een vast benoemd personeelslid dat ter beschikking wordt gesteld bij ontstentenis van betrekking van een definitief vacante betrekking voor het ambt waarvoor hij vast benoemd werd;
- 3° « Voorlopige terugroeping in actieve dienst » : de tijdelijke toekenning, voor een bepaalde duur, met als uiterste datum de laatste dag van het schooljaar, aan een personeelslid dat vast benoemd is en dat ter beschikking wordt gesteld bij ontstentenis van betrekking, van een betrekking voor het ambt waarvoor hij vast benoemd is of van een betrekking voor een ander ambt van leermeester godsdienst of leraar godsdienst waarvoor hij over het vereiste bekwaamheidsbewijs beschikt;
- 4° « Terugroeping in actieve dienst voor een onbepaalde duur » : de tijdelijke toekenning, voor onbepaalde duur, aan een personeelslid dat vast benoemd is en ter beschikking wordt gesteld bij ontstentenis van betrekking, van een betrekking voor het ambt waarvoor hij vast werd benoemd;

- 5° « Gedeeltelijk opdrachtverlies » : de maatregel tengevolge van de toekenning aan een vast benoemd personeelslid in een wervingsambt van een aantal vacante lestijden dat lager ligt dan het aantal waarvoor hij wordt bezoldigd als vastbenoemde, ofwel in een inrichting waar hij is aangesteld of in hoofdamt is aangesteld, zonder in bijambt te zijn aangesteld in een of meerdere andere inrichtingen of in het geheel van de inrichtingen waar hij in hoofdamt en in bijambt is aangesteld;
- 6° « Uurroosteraanvulling » : binnen de inrichting waar hij wordt aangesteld, in hoofdamt aangesteld of in bijambt aangesteld en bij voorrang boven elke tijdelijke aanstelling :
- a)* de tijdelijke toekenning van de lessen godsdienst van de tweede graad van het secundair onderwijs die niet werden toevertrouwd aan een vast benoemd of stagedoend leraar godsdienst in het ambt waaronder de lessen ressorteren, aan elke vast benoemde leraar godsdienst ter compensatie van het gedeeltelijke opdrachtverlies;
- b)* de tijdelijke toekenning van de lessen godsdienst van de derde graad van het secundair beroepsonderwijs die niet werden toevertrouwd aan een vast benoemd of stagedoend leraar in het ambt waaronder deze lessen ressorteren, aan elke leraar godsdienst van het lager secundair onderwijs dat vast benoemd wordt ter compensatie van het gedeeltelijke opdrachtverlies;
- 7° « bijkomende toekenningen » : de toekenning aan een vast benoemd personeelslid van tijdelijk vacante lestijden ressorterend onder hetzelfde ambt binnen de inrichting waarin hij aangesteld wordt, in hoofdamt of in bijambt wordt aangesteld ter compensatie van het gedeeltelijke opdrachtverlies;
- 8° « bijkomende opdracht » : de toekenning aan een vast benoemd personeelslid dat op gedeeltelijk opdrachtverlies geplaatst wordt, van tijdelijk of definitief vacante lestijden ressorterend onder het ambt waarvoor hij vast benoemd wordt in elke andere inrichting ter compensatie van het gedeeltelijke opdrachtverlies in de inrichting waar hij aangesteld wordt, in hoofdamt of in bijambt wordt aangesteld;
- 9° « bijkomende prestaties » : de toekenning, voor onbepaalde duur, met als uiterste datum de laatste dag van het schooljaar, van lestijden aan een vast benoemd personeelslid in een ambt met onvolledige prestaties :
- a)* tijdelijke vacante lestijden ressorterend onder hetzelfde ambt in de inrichting waar hij in hoofdamt of in bijambt wordt aangesteld;
- b)* tijdelijk of definitief vacante lestijden ressorterend onder hetzelfde ambt in een andere inrichting. ».

Art. 124. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 2. De artikelen 5 tot 13 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 zijn van toepassing op de vast benoemde personeelsleden bedoeld in artikel 1.

De artikelen 5 tot 12 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 zijn ook van toepassing op de tijdelijke en stagedoende personeelsleden bedoeld in artikel 1. ».

Art. 125. In hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk II *bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK II BIS – AFFECTATIEZONES EN AFFECTATIECOMMISSIE

Art. 2 *bis*. Er worden tien affectatiezones ingesteld, bepaald als volgt :

- 1° de zone van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- 2° de zone van de provincie Waals-Brabant;
- 3° de zone van het administratief arrondissement Hoei-Borgworm;
- 4° de zone van het administratief arrondissement Luik;
- 5° de zone van het administratief arrondissement Verviers;
- 6° de zone van de provincie Namen;
- 7° de zone van de provincie Luxemburg;
- 8° de zone West-Henegouwen, die de administratieve arrondissementen Aat, Doornik en Moeskroen omvatten alsook de gemeente Lessen;
- 9° de zone Bergen-Centrum, die de administratieve arrondissementen Bergen en Zennik omvatten, met uitzondering van de gemeente Lessen alsook de gemeentes Manage en Morlanwelz;
- 10° de zone Charleroi-Zuid-Henegouwen, die het administratieve arrondissement Charleroi omvat, met uitzondering van de gemeente Manage en het administratieve arrondissement Thuin met uitzondering van de gemeente Morlanwelz.

Art. 2^{ter}. § 1. Voor alle tien affectatiezones bedoeld in artikel 2*bis* wordt een affectatiecommissie opgericht.

De commissie brengt de Regering een advies uit :

- 1° over de reffectatie, de voorlopige terugroeping in actieve dienst en terugroeping in actieve dienst voor een onbepaalde duur van een personeelslid dat vast benoemd is in een wervingsambt, en ter beschikking wordt gesteld bij ontstentenis van betrekking binnen de zone;
- 2° over de reffectatie van een personeelslid toegelaten tot de stage en ter beschikking gesteld bij ontstentenis van betrekking binnen de zone;
- 3° over een bijkomende opdracht voor vastbenoemde personeelsleden van binnen de zone;
- 4° over een verandering van affectatie van een personeelslid dat vast benoemd is in een wervingsambt en solliciteert naar een affectatie in een andere inrichting binnen de zone;
- 5° over de bepaling van het aantal betrekkingen dat kan worden toegekend door toelating tot de stage;
- 6° over de affectatie in bijambt, overeenkomstig artikel 22^{ter}, § 1;
- 7° over de nieuwe affectatie van het stagedoende personeelslid, overeenkomstig artikel 37*nonies*, § 1;
- 8° over de gelegenheidsaffectatieverandering van een vast benoemd personeelslid, overeenkomstig artikel 37*decies*, § 1.

Onverminderd de bepalingen bedoeld in het vorige lid brengt de commissie de Regering ook adviezen uit :

- 1° over de reffectatie, de voorlopige terugroeping in actieve dienst en de terugroeping in actieve dienst voor een onbepaalde duur van een personeelslid dat vast benoemd is in een wervingsambt, ter beschikking wordt gesteld bij ontstentenis van betrekking, waarvoor geen reffectatie mogelijk was en dat niet voorlopig kon worden teruggeroepen voor actieve dienst en dat niet teruggeroepen kon worden voor actieve dienst voor een onbepaalde duur binnen zijn zone;
- 2° over de reffectatie van een personeelslid toegelaten tot de stage, ter beschikking gesteld bij ontstentenis van betrekking, en waarvoor geen reffectatie mogelijk was binnen zijn zone;
- 3° over een bijkomende opdracht voor vastbenoemde personeelsleden, die deze niet konden genieten binnen hun zone;
- 4° over een verandering van affectatie van een personeelslid dat vast benoemd is voor een wervingsambt en solliciteert naar een affectatie in een andere zone;

§ 2. Nadat de werkzaamheden van de Affectatiecommissie in het kader van de opdrachten bedoeld in § 1 voltooid zijn, stelt haar secretaris :

- 1° de lijst op, per ambt, van de personeelsleden die ter beschikking worden gesteld bij ontstentenis van betrekking waarvoor ze geen voorstellen heeft kunnen maken, naargelang het geval, tot reffectatie, voorlopige terugroeping in actieve dienst of terugroeping in actieve dienst voor onbepaalde duur;
- 2° de lijst op, per ambt, van de personeelsleden die op gedeeltelijk opdrachtverlies worden geplaatst waarvoor ze geen voorstellen heeft kunnen maken tot compensatie van de verloren uren;
- 3° de lijst op, per ambt, van de vacante betrekkingen waarvoor ze geen voorstellen heeft kunnen maken, naargelang het geval, tot reffectatie, voorlopige terugroeping in actieve dienst, terugroeping in actieve dienst voor onbepaalde duur of ter compensatie van de verloren uren.

Deze lijsten worden aan de Regering verzonden.

De voorzitter van de affectatiecommissie stuurt jaarlijks ten laatste op 30 juni een jaarverslag naar de Regering, dat met name de lijst per ambt bevat van de ter beschikking gestelde personeelsleden bij ontstentenis van betrekking of van de personeelsleden met gedeeltelijk opdrachtverlies.

§ 3. De commissie bestaat uit een kamer per betrokken godsdienst.

Elke kamer is samengesteld uit :

- 1° een voorzitter, aangesteld door de Regering;
- 2° drie leden, aangesteld door de Regering;
- 3° drie leden, aangesteld door de Regering, op voorstel van de representatieve vakorganisaties, waarbij elke organisatie ten minste over één vertegenwoordiger beschikt;
- 4° de Directeur-generaal van de Algemene Directie Onderwijspersoneel van de Franse Gemeenschap of zijn afgevaardigde van ten minste rang 15, met raadgevende stem;
- 5° de Directeur-generaal van de Algemene Directie Leerplichtonderwijs of zijn afgevaardigde van ten minste rang 15, met raadgevende stem.

Naast de drie werkende leden bedoeld in het eerste lid, 2°, stelt de Regering drie plaatsvervangende leden aan.

Naast de drie werkende leden bedoeld in het eerste lid, 3°, stellen de vakorganisaties drie plaatsvervangende leden aan.

De Regering stelt de leden van de Affectatiecommissie aan voor een termijn van vier jaar onder de vast benoemde personeelsleden. Bij overlijden of ontslag tijdens het mandaat stelt de Regering een nieuw lid aan dat het lopende mandaat voleindigt.

Hoogstens 3 leden die de overheid van de eredienst vertegenwoordigen, mogen met raadgevende stem de werkzaamheden bijwonen van de kamer die bevoegd is voor de betrokken godsdienst.

§ 4. De Commissie beraadslaagt bij volstrekte meerderheid van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

De Commissie wordt bijgestaan door een secretaris die door de Regering wordt gekozen uit de ambtenaren van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

De Commissie vergadert de laatste veertien dagen van oktober en de laatste veertien dagen van maart. Ze kan bijkomende vergaderingen houden op initiatief van haar voorzitter.

De commissie deelt haar adviezen mee aan de Regering binnen de acht dagen na de vergadering.

De Commissie stelt haar huishoudelijk reglement op dat goedgekeurd wordt door de Regering. ».

Art. 126. In hetzelfde besluit wordt een artikel 3 *bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 3*bis*. Binnen de tien dagen van de vacature van een betrekking deelt het inrichtingshoofd het mee aan de Regering en aan de voorzitter van de affectatiecommissie. Deze laatste deelt de vacature van een betrekking mee aan de leden van de commissie die hij voorzit.

Wanneer een personeelslid op gedeeltelijk opdrachtverlies wordt geplaatst of ter beschikking wordt gesteld bij ontstentenis van betrekking, deelt het inrichtingshoofd het binnen de tien dagen aan de Regering en aan de voorzitter van de affectatiecommissie. ».

Art. 127. Onder het opschrift van afdeling 2 van hoofdstuk III van hetzelfde besluit wordt een artikel 3*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 3*ter*. Voor elke tijdelijke aanstelling voor een vacante of niet-vacante betrekking, kent de Regering de bovenvermelde betrekking toe overeenkomstig de bepalingen van dit besluit, naargelang het geval :

— door reffectatie, voorlopige terugroeping in actieve dienst of terugroeping in actieve dienst voor onbepaalde duur aan een personeelslid dat ter beschikking wordt gesteld bij ontstentenis van betrekking;

— door bijkomende opdracht, bijkomende toekenningen of uurroosteraanvulling aan een personeelslid met gedeeltelijk opdrachtverlies;

— door bijkomende prestaties aan een vast benoemd personeelslid in een ambt met onvolledige prestaties die erom heeft gevraagd, overeenkomstig de bepalingen bedoeld in dit besluit. ».

Art. 128. Artikel 4 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 juni 1976, wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. Niemand kan tijdelijk worden aangesteld als hij aan de volgende voorwaarden niet voldoet :

- 1° Belg zijn of onderdaan van een andere lidstaat van de Europese Unie, behalve een vrijstelling toegestaan door de Regering;
- 2° van onberispelijk gedrag zijn;
- 3° zijn burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 4° aan de dienstplichtwetten voldaan hebben;
- 5° houder zijn van één van de vereiste bekwaamheidsbewijzen opgenomen als bijlage bij dit besluit;
- 6° niet het voorwerp uitmaken van een tuchtschorsing, een schorsing bij tuchtmaatregel, een op non-activiteitstelling bij tuchtmaatregel, of een terbeschikkingstelling bij tuchtmaatregel in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs;
- 7° voldoen aan de wettelijke bepalingen en reglementen in verband met het taalstelsel;
- 8° zijn kandidatuur hebben ingediend in de vorm en binnen de termijn bepaald door de oproep tot de kandidaten;
- 9° niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een afdanking voor een zware fout bepaald in de artikelen 9ter en 19bis.

Het personeelslid dat gerangschikt wordt in de eerste groep bedoeld in artikel 5quater, derde lid, afwezig is wegens ziekte, moederschaprust of arbeidsongeschiktheid door een arbeidsongeval, wordt overeenkomstig artikel 6 aangesteld.

Het aantal dagen bedoeld in artikel 19 van het decreet van 5 juli 2000 houdende de regeling inzake verlof en disponibiteit wegens ziekte of invaliditeit van sommige personeelsleden uit het onderwijs wordt toegekend aan het personeelslid vanaf de eerste indiensttreding die volgt op zijn aanstelling en wordt berekend vanaf deze werkelijke indiensttreding.

De afwezigheden wegens ziekte van een personeelslid aangesteld overeenkomstig het eerste lid, worden aangerekend op het aantal dagen die hij kan genieten met toepassing van artikel 20 van hetzelfde decreet. ».

Art. 129. In hetzelfde besluit wordt een artikel 4bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 4bis. In afwijking van artikel 4 kan de Regering, bij een met redenen omklede beslissing en op voorstel van het hoofd van de eredienst of zijn afgevaardigde, na uitputting van de lijst van kandidaten voor een tijdelijke aanstelling en voorafgaand aan de toepassing van artikel 5, een persoon tijdelijk aanstellen die aan alle voorwaarden voorgeschreven in artikel 4 voldoet, behalve deze bedoeld in punt 8° van deze bepaling. ».

Art. 130. In artikel 5, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « artikel 4, 6° » vervangen door de woorden « artikel 4, 5° ».

Art. 131. In hetzelfde besluit wordt een artikel 5bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 5bis. De artikelen 21 tot 23 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 zijn van toepassing op de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in de ambten van leermeester godsdienst of leraar godsdienst. ».

Art. 132. In hetzelfde besluit wordt een artikel 5ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 5ter. Iedere kandidatuur bepaalt de keuze van de godsdienst zoals vermeld in artikel 1bis, § 1, 3°. ».

Art. 133. In hetzelfde besluit wordt een artikel 5quater ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 5quater. Voor elk wervingsambt dat moet worden toegekend, worden de kandidaten die zich regelmatig kandidaat hebben gesteld en die aan de vereiste voorwaarde voldoen, gerangschikt in functie van de uitgedrukte voorkeur van zones.

De kandidaten worden in twee groepen ingedeeld.

In de eerste groep worden alle kandidaten gerangschikt die gedurende minstens 240 dagen dienst hebben gepresteerd in één van de ambten ressorterend onder de gekozen godsdienst in het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap. Binnen deze groep worden de kandidaten gerangschikt volgens het aantal ingediende kandidaturen voor het (de) ambt(en) waarnaar wordt gesolliciteerd;

In de tweede groep worden alle andere kandidaten gerangschikt, per gekozen godsdienst, voor één van de ambten waarnaar wordt gesolliciteerd. ».

Art. 134. In hetzelfde besluit wordt een artikel 5quinquies ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 5quinquies. Voor de berekening van het aantal dagen bedoeld in artikel 5quater, derde lid :

- 1° omvat het aantal dagen verworven in een ambt met volledige prestaties alle dagen geteld van het begin tot het einde van een ononderbroken dienstactiviteit, met inbegrip van, als ze in deze periode vallen, het ontspanningsverlof, alsook de winter- en lentevakantie, het uitzonderlijk verlof, het opvangverlof met het oog op adoptie en pleegvoogdij en de moederschaprust, respectievelijk bepaald in de artikelen 5 en 5bis, hoofdstuk IIbis en hoofdstuk XIII van het koninklijk besluit van 15 januari 1974;
- 2° komen de effectieve diensten verworven in een ambt met onvolledige prestaties die minstens de helft omvatten van het aantal uren dat vereist is voor het ambt met volledige prestaties, in aanmerking op dezelfde wijze als de diensten verworven in een ambt met volledige prestaties; het aantal dagen verworven in een ambt met onvolledige prestaties dat dit aantal uren niet omvat, wordt verminderd met de helft;
- 3° kan het aantal dagen verworven in twee of meerdere ambten, met volledige of onvolledige prestaties, gelijktijdig uitgeoefend, nooit het aantal dagen overschrijden, verworven in een ambt met volledige prestaties uitgeoefend in dezelfde periode. ».

Art. 135. In hetzelfde besluit wordt een artikel *5sexies* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *5sexies*. Het klassemment bedoeld in artikel *5quater* wordt opgesteld op 1 maart op basis van het aantal gepresteerde dagen op de datum van 31 januari die voorafgaat. ».

Art. 136. In hetzelfde besluit wordt een artikel *5septies* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *5septies*. Na afsluiting van het proces-verbaal van het klassemment van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling, wordt elke kandidaat van de eerste groep ingelicht over zijn volgorde in het klassemment. ».

Art. 137. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. De kandidaten voor een tijdelijke aanstelling worden door de Regering in dienst geroepen in de volgorde van hun klassemment en rekening houdend met de voorkeuren die ze uitdrukten voor één of meerdere zones.

De kandidaten van de eerste groep hebben voorrang op de kandidaten van de tweede groep. De kandidaten van de tweede groep worden in dienst geroepen op voorstel van de hoofden van de eredienst.

De personeelsleden die vast benoemd worden in een ambt en die het vereiste bekwaamheidsbewijs bezitten voor een ander ambt waarin ze naar hun tijdelijke aanstelling solliciteren, worden in het klassemment bedoeld in artikel *5quater*, derde lid, opgenomen. Het aantal kandidaturen dat hen wordt toegekend, is het aantal volledige jaren dienstanciënniteit, berekend op de datum vastgesteld door de oproep tot kandidaten en overeenkomstig artikel *47undecies*.

Bij een gelijk aantal ingediende kandidaturen, gaat de voorrang naar de kandidaat die het vereiste bekwaamheidsbewijs met het hoogste aantal jaren heeft volgens het kalenderjaar waarin het vereiste bekwaamheidsbewijs werd uitgereikt ten aanzien van het te begeven ambt.

Bij gelijk aantal jaren gaat de voorrang naar de oudste kandidaat.

De aanstellingen van lange duur worden liever toegekend aan de kandidaat met de grootste voorrang.

Het tijdelijke personeelslid van de eerste groep die zich echter op afdoende manier van zijn taak heeft gekweten, zal opnieuw, tenzij hij zelf een andere aanvraag indient, worden aangesteld in de inrichting waar hij aangesteld werd gedurende het voorbije schooljaar. De voorkeur die hij geniet, kan niet in het gedrang komen door de voorrang tot aanstelling van een beter geklasseerde kandidaat.

Een afschrift van de aanstellingsakte wordt aan het hoofd van de eredienst gestuurd.

Art. 138. In hetzelfde besluit wordt een artikel *6bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *6bis*. § 1. In geval van vermindering van de beschikbare prestaties binnen een bepaald ambt in een inrichting, wordt er, volledig of gedeeltelijk, een einde gemaakt aan de prestaties van een personeelslid in de volgende volgorde :

- 1° de niet-geklasseerde tijdelijke personeelsleden;
- 2° de tijdelijke personeelsleden geklasseerd in de tweede groep bedoeld in artikel *5quater*, vierde lid;
- 3° de tijdelijke personeelsleden geklasseerd in de eerste groep bedoeld in artikel *5quater*, derde lid in de omgekeerde volgorde van het klassemment;
- 4° de vastbenoemde personeelsleden voor de prestaties die hen zijn toevertrouwd als bijkomende prestaties;
- 5° de personeelsleden die voorlopig werden teruggeroepen in actieve dienst voor een ander ambt dan hetgeen waarvoor ze vast benoemd zijn;
- 6° de personeelsleden voor de prestaties die hen zijn toevertrouwd als uurroosteraanvullingen;
- 7° de personeelsleden die een voorlopige verandering van affectatie genieten;
- 8° de stagiairs, in de omgekeerde volgorde van het klassemment;
- 9° de personeelsleden voor de prestaties die hen als bijkomende opdracht werden toevertrouwd;
- 10° de personeelsleden die voorlopig werden teruggeroepen in actieve dienst voor een ambt waarvoor ze vast werden benoemd;
- 11° de personeelsleden die werden teruggeroepen in actieve dienst voor een onbepaalde duur;
- 12° de vastbenoemde personeelsleden in het ambt dat ze uitoefenen en in bijambt geaffecteerd in de inrichting;
- 13° de personeelsleden die in vast verband benoemd zijn in het ambt dat ze uitoefenen en die geaffecteerd zijn of in hoofdambt geaffecteerd zijn in de inrichting.

Een personeelslid dat vast benoemd wordt en op gedeeltelijk opdrachtverlies geplaatst wordt, kan bijkomende bevoegdheden krijgen in de betrekking van een ander vast benoemd personeelslid dat tijdelijk niet in dienst is en wordt vervangen door een personeelslid bedoeld in het eerste lid, 1° tot 7° en 9°.

Een vast benoemd personeelslid dat ter beschikking wordt gesteld bij ontstentenis van betrekking, kan voorlopig worden teruggeroepen in actieve dienst binnen de inrichting waar hij zijn betrekking verloor, in de betrekking van een ander vast benoemd personeelslid dat tijdelijk uit de dienst verwijderd is en door een personeelslid bedoeld in het eerste lid, 1° tot 8° en 10° vervangen wordt, op voorwaarde dat de duur van de voorlopige terugroeping in actieve dienst minstens vijftien weken bedraagt.

§ 2. Binnen een zone wordt er, volledig of gedeeltelijk, een einde gemaakt aan de prestaties van een tijdelijk personeelslid, om wat volgt toe te laten :

- 1° de voorlopige terugroeping in actieve dienst of de terugroeping in actieve dienst voor een onbepaalde duur van een personeelslid dat vast benoemd is en ter beschikking gesteld wordt bij ontstentenis van betrekking in dezelfde zone of in een andere zone;
- 2° de toekenning van een bijkomende opdracht aan een vast benoemd personeelslid van dezelfde zone;
- 3° de toekenning van bijkomende prestaties aan een vast benoemd personeelslid van dezelfde zone dat er de aanvraag voor doet overeenkomstig de bepalingen bedoeld in dit besluit.

Voor de toepassing van het eerste lid, wordt er eerst en vooral, binnen de zone waar de voorlopige terugroeping in actieve dienst of de terugroeping in actieve dienst voor een onbepaalde duur worden uitgevoerd of binnen welke de bijkomende opdracht of bijkomende prestaties worden toegekend, een einde gemaakt aan de prestaties :

- a) van de niet-geklasseerde tijdelijke personeelsleden;
- b) van de tijdelijke personeelsleden gerangschikt in de tweede groep bedoeld in artikel 5^{quater}, vierde lid;
- c) en tenslotte, in de omgekeerde volgorde van het klassement, van de tijdelijke personeelsleden gerangschikt in de eerste groep bedoeld in artikel 5^{quater}, derde lid.

Als echter de betrekking die totaal of gedeeltelijk vrijkomt door het laagst geklasseerd tijdelijk personeelslid, voor de personeelsleden bedoeld in het eerste lid die dit genieten, een verplaatsing met zich meebrengt van meer dan vier uur per dag met de gemeenschappelijke vervoermiddelen, dan mogen deze de voorlopige terugroeping in actieve dienst, de terugroeping in actieve dienst voor een onbepaalde duur, de bijkomende opdracht of bijkomende prestaties weigeren. In dit geval wordt er gedeeltelijk of volledig een einde gemaakt aan de prestaties :

- a) ten eerste van een ander niet-geklasseerd tijdelijk personeelslid;
- b) dan van een ander tijdelijk personeelslid uit de tweede groep;
- c) en, bij gebreke daarvan, van een tijdelijk personeelslid van de eerste groep dat rechtstreeks het best is geklasseerd. ».

Art. 139. In hetzelfde besluit wordt een artikel 6^{ter} ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 6^{ter}. De kandidaat van de eerste groep bedoeld in artikel 5 ^{quater}, 3^{de} lid, die een tijdelijke aanstelling afwijst in een ambt waarnaar hij gesolliciteerd heeft terwijl die aanstelling beantwoordt aan zijn zonale voorkeuren, ziet zijn aantal kandidaatstellingen verminderd met een eenheid voor de zone.

Die bepaling is evenwel niet van toepassing op diegene die andere beroepsactiviteiten uitoefent en aan wie een ambt in het onderwijs zou worden toegewezen waarvan de te voorziene duur niet de duur van de periode van de wettelijke vooropzeg zou overschrijden die hij zou moeten geven om zijn activiteiten stop te zetten. ».

Art. 140. In hetzelfde besluit wordt een artikel 8 ^{bis} ingevoegd, luidend als volgt:

« Artikel 8^{bis} – Elk tijdelijk personeelslid dat twee jaar na elkaar een negatief verslag gekregen heeft van het bevoegde inrichtingshoofd of de bevoegde inspecteur verliest voor het ambt dat hij uitoefende het voordeel van alle kandidaatstellingen alsmede van het aantal gepresteerde dagen.

Elk tijdelijk personeelslid dat op basis van het 1^{ste} lid het voordeel van de kandidaatstellingen verliest, wordt per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs ervan op de hoogte gebracht.

Hij beschikt over tien dagen vanaf de datum van verzending van de aangetekende brief om een schriftelijke klacht in te dienen bij de Regering. Bij ontvangst van deze klacht, maakt de Regering die over aan de Raad van beroep. Deze geeft zijn advies aan de Regering binnen een maximale termijn van een maand vanaf de datum van ontvangst van de klacht.

Het personeelslid wordt op zijn aanvraag gehoord door de Raad van beroep. Het kan geassisteerd worden door een advocaat, een verdediger gekozen onder de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs, in dienstactiviteit of in ruste, of door een vertegenwoordiger van een erkende vakvereniging.

Bij het niet verschijnen van het personeelslid of van zijn vertegenwoordiger kan de Raad zich toch uitspreken.

De Regering doet uitspraak binnen de termijn van een maand vanaf de ontvangst van het advies van de Raad van beroep. Wanneer het verslag van de bevoegde inspecteur negatief is, is de Regering gebonden door het advies van de Raad van beroep. ».

Art. 141. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen:

« Artikel 9. § 1. Mits een opzeggingstermijn van veertien dagen, kan een tijdelijk aangesteld personeelslid ontslagen worden op een met redenen omkleed voorstel van het inrichtingshoofd na beraadslaging van het hoofd van de eredienst, ofwel op gemotiveerd voorstel van de bevoegde inspecteur na beraadslaging van het hoofd van de eredienst, ofwel op gemotiveerd voorstel van het hoofd van de eredienst.

Vooraleer een ontslag wordt voorgesteld, dient het personeelslid uitgenodigd te worden om gehoord te worden. De oproeping voor de hoorzitting alsmede de redenen waarom het inrichtingshoofd, het hoofd van de eredienst of de bevoegde inspecteur het ontslag van het personeelslid wensen voor te stellen, moeten hem minstens vijf werkdagen voor de hoorzitting, ofwel bij een ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, ofwel bij het overhandigen van een ontvangstbewijs worden meegedeeld. Tijdens de hoorzitting kan het personeelslid bijgestaan of vertegenwoordigd worden door een advocaat, een verdediger gekozen onder de personeelsleden, in dienstactiviteit of in ruste, van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs of door een vertegenwoordiger van een erkende vakvereniging. De procedure verloopt geldig wanneer het behoorlijk opgeroepen personeelslid niet op de hoorzitting verschijnt of er niet vertegenwoordigd wordt.

§ 2. Dat voorstel wordt aan het tijdelijk personeelslid onderworpen op het moment waarop het geformuleerd wordt.

Het tijdelijk personeelslid viseert en dateert het voorstel en geeft het diezelfde dag terug. Als hij meent dat het voorstel niet gegrond is, viseert hij naargelang het geval het voorstel, dateert het en dient het terug in binnen dezelfde termijn.

De procedure verloopt verder wanneer het tijdelijk personeelslid weigert om het voorstel te viseren.

§ 3. Het inrichtingshoofd, de bevoegde inspecteur of het hoofd van de eredienst maakt dezelfde dag het voorstel tot ontslag over aan de Regering.

Wanneer het ontslag door het inrichtingshoofd voorgesteld wordt, wijst de Regering binnen de tien dagen dat voorstel af of zet het tijdelijk personeelslid in vooropzeg.

Wanneer het ontslag door de bevoegde inspecteur of door het hoofd van de eredienst voorgesteld wordt, plaatst de Regering binnen de tien dagen het tijdelijk personeelslid in vooropzeg voor zover de in §§ 1 en 2 bedoelde bepalingen nageleefd werden.

Het tijdelijk personeelslid dat in vooropzeg geplaatst is, kan binnen de tien dagen na de mededeling van de vooropzeg per aangetekend schrijven een klacht indienen bij de Regering die deze meteen doorzendt aan de Raad van beroep. Deze geeft zijn advies aan de Regering binnen een termijn van maximaal twee maanden vanaf de datum van ontvangst van de klacht. De Regering neemt haar beslissing binnen een termijn van een maand vanaf de ontvangst van het advies van de Raad van beroep. Wanneer het ontslag door het inrichtingshoofd of de bevoegde inspecteur voorgesteld werd, is de Regering gebonden door het advies van de Raad van beroep.

Het tijdelijk personeelslid wordt op zijn aanvraag gehoord door de Raad van beroep. Hij kan bijgestaan worden door een advocaat, een verdediger gekozen onder de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, in dienstactiviteit of in ruste, of door een vertegenwoordiger van een erkende vakvereniging.

Bij het niet verschijnen van het personeelslid of van zijn vertegenwoordiger kan de Raad zich toch uitspreken. ».

Art. 142. In hetzelfde besluit wordt een artikel 9 *bis* ingevoegd, luidend als volgt :

Artikel 9*bis*. Elk tijdelijk personeelslid dat ontslagen is, verliest voor het ambt dat hij uitoefende op het openblik van zijn ontslag, het voordeel van de kandidaatstellingen alsmede van het aantal dagen die hij voor zijn ontslag gepresteerd heeft. ».

Art. 143. In hetzelfde besluit wordt en artikel 9 *ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 9*ter*. § 1. Elk tijdelijk aangesteld personeelslid kan wegens een zware fout zonder vooropzeg ontslagen worden.

Als zware fout wordt elke nalatigheid beschouwd die elke samenwerking tussen het personeelslid en de directeur van de inrichting waar hij aangesteld is, onmiddellijk en definitief onmogelijk maakt.

§ 2. Vanaf het moment dat hij op de hoogte is van elementen die een zware fout zouden kunnen uitmaken, roept het inrichtingshoofd bij een ter post aangetekend schrijven het personeelslid op voor een hoorzitting die ten vroegste vijf werkdagen en ten laatste tien werkdagen na de versturing van de oproeping moet plaatshebben. De procedure verloopt verder wanneer het personeelslid niet op de hoorzitting verschijnt of er niet vertegenwoordigd wordt.

Bij de hoorzitting kan het personeelslid bijgestaan of vertegenwoordigd worden door een advocaat, een verdediger gekozen onder de personeelsleden, in dienstactiviteit of in ruste, van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs of door een vertegenwoordiger van een erkende vakvereniging.

§ 3. Als na de hoorzitting bedoeld in § 2 of bij afwezigheid van het personeelslid of van zijn vertegenwoordiger op de hoorzitting, het inrichtingshoofd meent dat er voldoende elementen zijn die een zware fout uitmaken, zendt hij het voorstel van ontslag onmiddellijk over aan de Regering, die haar beslissing binnen de drie werkdagen vanaf de versturing van het voorstel meedeelt.

Het ontslag gaat mee met het bewijs dat de verweten feiten werkelijk zijn gebeurd. Dit wordt ofwel bij deurwaardersexploot, ofwel bij een ter post aangetekend schrijven, dat uitwerking heeft met ingang van de derde werkdag volgend op de datum van versturing, meegegeed aan het personeelslid.

Een kopie van de beslissing wordt overgezonden aan het hoofd van de eredienst. ».

Art. 144. In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° Het 1^{ste} lid wordt vervangen door de volgende bepaling: « Een tijdelijk aangestelde leermeester godsdienst of leraar godsdienst kan vrijwillig zijn ambt neerleggen mits een opzeggingstermijn van acht werkdagen die ingaat de dag van de kennisgeving aan het inrichtingshoofd, dat de Regering ervan op de hoogte brengt via de hiërarchische weg »;

2° Er wordt een 2^{de} lid ingevoegd, luidend als volgt:

« Het personeelslid geeft ook een kopie van de kennisgeving aan het hoofd van de eredienst. ».

Art. 145. Het opschrift van paragraaf 3, die afdeling 3 wordt, van hoofdstuk III van hetzelfde besluit, wordt door het volgend opschrift vervangen:

« Afdeling 3. – Toelating tot de stage en stagiairs ».

Art. 146. In artikel 11 van hetzelfde besluit, zoals vervangen bij het besluit van 20 december 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de volgende leden worden ingevoegd vóór het 1^{ste} lid:

« De toelating tot de stage in een wervingsambt kan slechts gebeuren bij vacature van het te begeven ambt.

Een vacante betrekking van een wervingsambt kan slechts toegekend worden door toelating tot de stage als deze niet toegekend werd door reffectatie, voorlopige terugroeping in actieve dienst, terugroeping in actieve dienst voor een onbepaalde duur, bijkomende opdracht, bijkomende bevoegdheden, bijkomende uren of door affectatieverandering aan de personeelsleden die vastbenoemd zijn of stagiair zijn overeenkomstig de van toepassing zijnde bepalingen. »;

2° In het vroegere 1^{ste} lid, dat het 3^{de} lid geworden is, worden de woorden « indien de betrekking van het te begeven ambt vacant is en minstens bestaat uit de helft » vervangen door de woorden « indien de vacante betrekking van het te begeven ambt minstens uit een derde bestaat »;

3° Het 2^{de} lid wordt geschrapt;

4° In het vroegere 3^{de} lid, dat het 4^{de} lid geworden is, worden de woorden « als de betrekking van het te begeven ambt vacant is en » vervangen door de woorden « als de vacante betrekking van het te begeven ambt ».

Art. 147. Artikel 12 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 juni 1976 en bij het decreet van 20 december 2001, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Artikel 12. Niemand kan tot de stage toegelaten worden als hij niet voldoet aan de volgende voorwaarden :

- 1° Belg zijn of onderdaan zijn van een andere lidstaat van de Europese Unie, behoudens een door de Regering te verlenen vrijstelling;
- 2° van onberispelijk gedrag zijn;
- 3° zijn burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 4° aan de dienstplichtwetten voldaan hebben;
- 5° houder zijn van een van de vereiste bekwaamheidsbewijzen opgenomen in bijlage bij dit besluit met betrekking tot het te begeven ambt;
- 6° voldoen aan de wets- en verordeningsbepalingen in verband met het taalstelsel;
- 7° minstens 240 werkdagen tellen binnen het te begeven ambt die gepresteerd zijn in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs in de loop van de laatste drie schooljaren, berekend volgens artikel 14;
- 8° gedurende de laatste twee schooljaren en vóór de datum van oproep tot kandidaten geen voorwerp uitgemaakt hebben van een negatief verslag van het inrichtingshoofd of van de bevoegde inspectie;
- 9° geen voorwerp uitmaken van een tuchtschorsing, een schorsing wegens tuchtmaatregel, of een non-activiteitstelling wegens tuchtmaatregel in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs;
- 10° zijn kandidatuur volgens de bij de oproep tot kandidaten vastgestelde wijze en termijn hebben ingediend;
- 11° geen voorwerp uitgemaakt hebben van een ontslag wegens zware fout bepaald in de artikelen 9ter en 19bis.

Voor de toepassing van het 1^{ste} lid, 8°, wordt een negatief verslag dat een periode van minder dan dertig dagen dekt niet in acht genomen als het gevolgd wordt door een gunstig verslag in het te begeven ambt dat een periode van minstens 180 dagen dekt.

De kandidatuur vermeldt in welke affectatiezone(s) het personeelslid vraagt om tot de stage te worden toegelaten. Deze vermeldt ook in volgorde van voorkeur de inrichtingen waarin het personeelslid tot de stage wenst te worden toegelaten.

Het personeelslid dat met moederschapsrust, ziekteverlof of in arbeidsongeschiktheid wegens arbeidsongeval is, behoudt zijn rechten tot de toelating tot de stage. ».

Art. 148. Artikel 13 van hetzelfde besluit, zoals opgeheven bij het decreet van 20 december 2001, wordt hersteld in de volgende vorm:

« Art. 13. Elk jaar richt de Regering in de loop van de maand mei via een bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* een oproep tot de toelating tot de stage voor de vacante betrekkingen in de zin van de bepalingen van artikel 11, 2^{de} lid.

Die bekendmaking vermeldt het aantal door toelating tot de stage te begeven betrekkingen, de vereiste voorwaarden voor de kandidaten alsmede de vorm waarin en de termijn waarbinnen de kandidaturen moeten worden ingediend. ».

Art. 149. In hetzelfde besluit wordt een artikel 13 bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 13 bis. De kandidaat die naar verschillende ambten solliciteert, dient een aparte kandidatuur in voor elk ambt. Hij moet zijn aanvraag, op straffe van nietigheid, bij een ter post aangetekend schrijven indienen. ».

Art. 150. In hetzelfde besluit wordt een artikel 13 ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 13ter. Voor elk wervingsambt te begeven door toelating tot de stage worden de kandidaten die regelmatig een kandidatuur hebben ingediend en die aan de vereiste voorwaarden voldoen, per zone gerangschikt naargelang van het aantal dienstdagen die ze gepresteerd hebben op 30 april van het betrokken jaar, berekend overeenkomstig artikel 14. Bij gelijke ambtsanciënniteit, wordt de voorrang toegekend aan de kandidaat die houder is van een bekwaamheidsbewijs in verband met het te begeven ambt sinds het grootste aantal jaren; bij gelijkheid van dat aantal jaren gaat de voorrang naar de oudste kandidaat.

Bij de afsluiting van het proces-verbaal dat het klassemment van de kandidaten vaststelt, wordt elke kandidaat geïnformeerd over de rangschikking van het klassemment. ».

Art. 151. Artikel 14 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het decreet van 20 december 2001, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 14. Voor de berekening van het aantal dagen bedoeld in de artikelen 12, 7° en 13ter:

- 1° Worden enkel de werkelijke diensten in aanmerking genomen die gepresteerd zijn in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en in het te begeven ambt sinds de kandidaat houder is van het vereiste bekwaamheidsbewijs voor het ambt waarvoor hij de toelating tot de stage aanvraagt;
- 2° Bestaat het aantal verworven dagen in een ambt met volledige prestaties uit alle dagen geteld van het begin tot en met het einde van de doorlopende activiteitsperiode, met inbegrip van, als deze deel uitmaken van die periode, het ontspanningsverlof en de winter- en lentevakantie, de buitengewone verlofdagen, het verlof voor opvang met het oog op adoptie en pleegvoogdij en de moederschapsrust die bepaald zijn overeenkomstig de artikelen 5 en 5bis, hoofdstuk IIbis en hoofdstuk XIII van het koninklijk besluit van 15 januari 1974;
- 3° Worden de werkelijke diensten die gepresteerd zijn in een ambt met onvolledige prestaties en minstens de helft van het aantal vereiste uren van het ambt met volledige prestaties tellen, in aanmerking genomen zoals de diensten gepresteerd in een ambt met volledige prestaties; het aantal dagen verworven in een ambt met onvolledige prestaties dat dat aantal uren niet telt, wordt met de helft verminderd;
- 4° Het aantal verworven dagen in twee of meer ambten, met volledige of onvolledige prestaties, die samen uitgeoefend werden, kan nooit het aantal dagen overschrijden die verworven zijn in een ambt met volledige prestaties uitgevoerd gedurende dezelfde periode. ».

Art. 152. Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 15. De kandidaten die aan de in artikel 12 bedoelde voorwaarden voldoen, worden door de Regering tot de stage toegelaten, tegen het aantal betrekkingen dat zij bepaalt per ambt na het advies van de betrokken affectatiecommissie te hebben gekregen.

Dat advies vermeldt per zone, per inrichting en per ambt:

- 1° Het totaal aantal vacatures, ongeacht het aantal lestijden van elke betrekking, met bepaling van het aantal lestijden per betrekking;
- 2° Het aantal vacatures die de commissie voorstelt door toelating tot de stage toe te kennen; dat voorstel wordt gemotiveerd voor elke betrekking.

De kandidaten worden tot de stage toegelaten op 1 september in de volgorde van rangschikking in een van de inrichtingen van de zone of van een van de zones waar ze vragen om tot de stage toegelaten te worden door rekening te houden met hun voorkeuren.

Het besluit betreffende de toelating tot de stage wordt bij uittreksel naar de betrokkene en het hoofd van de eredienst overgezonden.

De kandidaat die weigert om geaffecteerd te worden in een van de betrekkingen die hij gekozen heeft, verliest zijn recht op de toelating tot de stage voor het schooljaar en het betrokken ambt. ».

Art. 153. In hetzelfde besluit wordt een artikel 15*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 15 *bis*. Elk personeelslid waarvan de kandidatuur op basis van artikel 12, 2° en/of 8° wordt afgewezen, wordt per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs ervan op de hoogte gebracht.

Hij beschikt over tien dagen vanaf de datum van verzending van de bedoelde aangetekende brief om een schriftelijke klacht in te dienen bij de Regering. Bij ontvangst van deze laatste laat de Regering de klacht bij de Raad van beroep geworden. Deze geeft zijn advies binnen een termijn van maximaal een maand vanaf de datum van ontvangst van de klacht.

Het personeelslid wordt, op zijn aanvraag, gehoord door de Raad van beroep. Hij kan bijgestaan worden door een advocaat, een verdediger gekozen onder de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, in dienstactiviteit of in ruste, of door een vertegenwoordiger van een erkende vakvereniging.

Bij het niet verschijnen van het personeelslid of van zijn vertegenwoordiger, kan de Raad zich toch uitspreken.

De Regering doet uitspraak binnen de termijn van een maand vanaf de ontvangst van het advies van de Raad van beroep. Wanneer het advies betrekking heeft op de afwijzing van de kandidatuur tot toelating tot de stage op basis van een negatief verslag van de bevoegde inspecteur, is de Regering gebonden door het advies van de Raad van beroep. ».

Art. 154. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen:

« Art. 16. § 1. De duur van de stage bedraagt een jaar.

§ 2. Op gemotiveerde voordracht van het hoofd van de eredienst, van het inrichtingshoofd of van de bevoegde inspectie, kan de stage met een jaar verlengd worden. De motivatie kan enkel betrekking hebben op een aangelegenheid die tot hun bevoegdheid behoort.

De in artikel 18 bedoelde procedure is dan van overeenkomstige toepassing.

§ 3. Voor de berekening van de duur van de gelopen stage worden enkel de effectieve diensten in aanmerking genomen die gepresteerd werden gedurende de stage, met inbegrip van het jaarlijks verlof, de verlofdagen bepaald in de artikelen 5, 5*bis* en 7 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 alsmede het verlof voor opvang met het oog op adoptie en pleegvoogdij en de moederschapsrust die respectievelijk bepaald zijn in hoofdstuk II *bis* en hoofdstuk XIII van hetzelfde koninklijk besluit van 15 januari 1974. ».

Art. 155. Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen:

« Art. 18. § 1. Gedurende of op het einde van de stage kan een leermester godsdienst of leraar godsdienst door de Regering ontslagen worden ofwel op gemotiveerd advies van het inrichtingshoofd na raadpleging van het hoofd van de eredienst, ofwel op gemotiveerde voordracht van de bevoegde inspecteur na raadpleging van het hoofd van de eredienst ofwel op gemotiveerde voordracht van het hoofd van de eredienst.

Vooraleer een ontslag wordt voorgesteld, dient het personeelslid uitgenodigd te worden om gehoord te worden. De oproeping voor de hoorzitting alsmede de redenen waarom het inrichtingshoofd of het hoofd van de eredienst het ontslag van het personeelslid wensen voor te stellen, moeten hem minstens vijf werkdagen voor de hoorzitting, ofwel bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, ofwel bij het overhandigen van een ontvangstbewijs worden meegedeeld. Tijdens de hoorzitting kan het personeelslid bijgestaan of vertegenwoordigd worden door een advocaat, een verdediger gekozen onder de personeelsleden, in dienstactiviteit of in ruste, van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs of door een vertegenwoordiger van een erkende vakvereniging. De procedure verloopt geldig wanneer het opgeroepen personeelslid niet op de hoorzitting verschijnt of er niet vertegenwoordigd wordt.

§ 2. Dat voorstel wordt aan de stagiair onderworpen op het ogenblik waarop het geformuleerd wordt.

De stagiair viseert en dateert het voorstel en dient die terug in binnen de tien werkdagen volgend op de datum waarop het voorstel hem werd voorgelegd. Als hij meent dat het voorstel niet gegrond is, viseert hij dienovereenkomstig het voorstel, dateert het en dient het terug in binnen dezelfde termijn.

De procedure verloopt verder wanneer de stagiair weigert om het voorstel te viseren.

§ 3. De stagiair waarvoor een gemotiveerd voorstel tot ontslag gemaakt wordt, kan binnen de tien dagen een schriftelijke klacht indienen bij het inrichtingshoofd dat de ontvangst ervan de dag zelf bewijst.

Het inrichtingshoofd zendt dezelfde dag het voorstel tot ontslag over aan de Regering. Hij overhandigt een kopie aan zijn inspecteur of aan het hoofd van de eredienst naargelang het geval. Bij ontvangst van deze kopie maakt de Regering de klacht over aan de Raad van beroep. Deze geeft zijn advies aan de Regering binnen een termijn van hoogstens twee maanden vanaf de datum van ontvangst van de klacht.

Het personeelslid wordt op zijn aanvraag gehoord door de Raad van beroep. Het kan bijgestaan worden door een advocaat, een verdediger gekozen onder de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, in dienstactiviteit of in ruste, of door een vertegenwoordiger van een erkende vakvereniging.

Bij het niet verschijnen van het personeelslid of van zijn vertegenwoordiger kan de Raad zich toch uitspreken.

De Regering doet uitspraak binnen de termijn van een maand vanaf de ontvangst van het advies van de Raad van beroep. Wanneer het ontslag voorgesteld werd door het hoofd van de eredienst of door de bevoegde inspecteur, is de Regering gebonden door het advies van de Raad van beroep. ».

Art. 156. In hetzelfde besluit wordt een artikel *19bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *19bis*. - § 1. Elke stagiair kan wegens een zware fout zonder vooropzeg ontslagen worden.

Als zware fout wordt elke nalatigheid beschouwd die elke samenwerking tussen het personeelslid en het inrichtingshoofd van de inrichting waar hij aangesteld is onmiddellijk en definitief onmogelijk maakt.

§ 2. Vanaf het ogenblik dat hij op de hoogte is van elementen die een zware fout zouden kunnen uitmaken, roept het inrichtingshoofd bij een ter post aangetekend schrijven het personeelslid op voor een hoorzitting die ten vroegste vijf werkdagen en ten laatste tien werkdagen na de versturing van de oproepingsbrief moet plaatshebben. De procedure verloopt verder wanneer het personeelslid niet op de hoorzitting verschijnt of er niet vertegenwoordigd wordt.

Bij de hoorzitting kan het personeelslid bijgestaan of vertegenwoordigd worden door een advocaat, een verdediger gekozen onder de personeelsleden, in dienstactiviteit of in ruste, van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, of door een vertegenwoordiger van een erkende vakvereniging.

§ 3. Als het inrichtingshoofd na de hoorzitting of bij afwezigheid van het personeelslid of van zijn vertegenwoordiger op de hoorzitting meent dat er voldoende elementen zijn die een zware fout verantwoordelijk maken, zendt hij het voorstel tot ontslag onmiddellijk over aan de Regering die haar beslissing binnen de drie werkdagen vanaf de versturing van het voorstel meedeelt.

Het ontslag gaat mee met het bewijs dat de verweten feiten werkelijk zijn gebeurd. Het wordt ofwel bij deurwaardersexploot, ofwel bij een ter post aangetekend schrijven, dat uitwerking heeft met ingang van de derde werkdag volgend op de datum van versturing, meegedeeld aan het personeelslid.

Een kopie van de beslissing wordt overgezonden aan het hoofd van de eredienst. ».

Art. 157. In artikel 20 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° Het 1^{ste} lid wordt vervangen door de volgende bepaling: « Een leermeester of leraar godsdienst die stage loopt, kan vrijwillig zijn ambt neerleggen mits een opzeggingstermijn van vijftien werkdagen die ingaat de dag van de bekendmaking aan het inrichtingshoofd dat de Regering ervan op de hoogte brengt via de hiërarchische weg »;

2° Er wordt een 2^{de} lid ingevoegd, luidend als volgt:

« De leermeester godsdienst of een leraar godsdienst geeft ook een kopie van de mededeling aan het hoofd van de eredienst. ».

Art. 158. Tussen de artikelen 21 en 22 van hetzelfde besluit wordt een afdeling 4 ingevoegd, luidend als volgt:

« Afdeling 4. – Benoeming in vast verband en affectatieverandering ».

Art. 159. Artikel 22 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen:

« Art. 22. Zelfs bij gebrek aan een voorstel tot benoeming in vast verband wordt de stagiair die de duur van de stage gelopen heeft, vastbenoemd in het ambt waarvoor hij zich kandidaat gesteld heeft en vanaf de datum van het einde van de stage, tenzij zijn ontslag of de verlenging van zijn stage voorgesteld werd overeenkomstig de artikelen 16, 18 en *19bis*.

De stagiair die de duur van de stage gelopen heeft, wordt eveneens vastbenoemd in het ambt waarvoor hij zich kandidaat gesteld heeft en vanaf het einde van de stage wanneer, na een beroep van de stagiair, de Regering het voorstel tot ontslag of verlenging van de stage niet bevestigd heeft.

De stagiair in moederschaprust, met ziekteverlof of in arbeidsongeschiktheid wegens arbeidsongeval wordt vastbenoemd.

Het personeelslid bedoeld in dit artikel wordt vastbenoemd tegen het aantal uren voor het ambt waarvoor hij tot de stage toegelaten werd die definitief vacant zijn op de datum van zijn benoeming in vast verband. ».

Art. 160. In hetzelfde besluit wordt een artikel *22bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *22bis*. Een personeelslid dat vastbenoemd is in een ambt met onvolledige prestaties kan op zijn aanvraag een aanvulling van prestaties verkrijgen voor zover die aanvulling niet nodig is om de opdracht van een in artikel 6 *bis*, 1^{ste} lid, 5° tot 11° bedoeld personeelslid aan te vullen.

De toekenning van een aanvulling van prestaties heeft uitwerking met ingang van 1 september volgend op de aanvraag.

Op zijn aanvraag kan het personeelslid, dat een aanvulling van prestaties verkregen heeft, die aanvulling behouden zolang aan de in het 1^{ste} lid bedoelde voorwaarden voldaan is.

De in het 1^{ste} en 3^{de} lid bedoelde aanvraag moet in de loop van de maand februari op het Ministerie van de Franse Gemeenschap ingediend worden. ».

Art. 161. In hetzelfde besluit wordt een artikel *22ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *22ter*. § 1. Een personeelslid dat vastbenoemd is in een ambt met onvolledige prestaties kan op zijn aanvraag vanwege de Regering, op advies van de affectatiecommissie, de uitbreiding van zijn benoeming in vast verband verkrijgen voor één of meer vacante betrekkingen in een of meer andere inrichtingen, voor zover die betrekking(en):

1° Behoort(horen) tot het ambt waarin het personeelslid vastbenoemd is;

2° Definitief vacant is(zijn) op de datum van de beslissing van de Regering nadat de affectatiecommissie de statutaire verrichtingen gemaakt heeft bedoeld in artikel *2ter*, § 1, 2^{de} lid, 1° tot 3°, 5° en 6°, en 3^{de} lid, 1° tot 3° en 5°;

3° Niet bekleed wordt (worden) door een personeelslid als bijkomende opdracht, door een personeelslid dat voorlopig teruggeroepen wordt in actieve dienst in een ander ambt dan dat waarvoor hij vastbenoemd is en over het vereiste bekwaamheidsbewijs beschikt, door een personeelslid dat in actieve dienst teruggeroepen wordt voor een onbepaalde duur in een ander ambt dan dat waarvoor hij vastbenoemd is of door een personeelslid dat stage loopt.

Het personeelslid dat vastbenoemd is in een ambt met onvolledige prestaties en de uitbreiding van zijn benoeming in vast verband wenst in een of meer inrichtingen, dient bij aangetekend schrijven in de loop van de maand februari een aanvraag in bij de Regering. Hij verstuurt een kopie van zijn aanvraag naar de voorzitter van de affectatiecommissie. De aanvraag bepaalt de inrichting(en) waar het personeelslid de uitbreiding van zijn benoeming wenst te verkrijgen.

De uitbreiding van de benoeming in vast verband die verkregen wordt overeenkomstig de vorige leden wordt op eerstvolgend 1 september beperkt tot het aantal definitief vacante lestijden die op die datum aan het personeelslid kunnen worden toegekend, op voorwaarde dat:

- 1° Het personeelslid op die datum geen ambt met volledige prestaties kan genieten, ofwel in een inrichting waar hij in hoofdamt is, ongeacht het feit dat hij vroeger een bijambt verkregen heeft in een of meerdere andere inrichtingen; ofwel in het geheel van de inrichtingen waar hij in hoofd- en bijambt is, als hij vroeger reeds de uitbreiding van zijn benoeming in vast verband verkregen heeft en in bijambt is in een of meerdere andere inrichtingen;
- 2° Het personeelslid niet ter beschikking gesteld wordt wegens ontstentenis van betrekking, ofwel in de inrichting waar hij in hoofdamt is, zonder in bijambt te zijn in een of meerdere inrichtingen; ofwel in het geheel van de inrichtingen waar hij een bijambt uitoefent, als hij vroeger reeds de uitbreiding van zijn benoeming in vast verband verkregen heeft en een bijambt heeft in een of meerdere inrichtingen;
- 3° Als het personeelslid met gedeeltelijk opdrachtverlies geplaast wordt in een inrichting waar hij in hoofdamt is, een bijkomende opdracht in de definitief vacante lestijden hem voorafgaandelijk kan worden toegekend om volledig zijn gedeeltelijk opdrachtverlies te compenseren; als hij in gedeeltelijk opdrachtverlies geplaast is, in een of meerdere inrichtingen waar hij in bijambt geaffecteerd is, een bijkomende opdracht in definitief vacante lestijden hem voorafgaandelijk kan worden toegekend in een andere inrichting dan die waar hij in hoofdamt is om zijn gedeeltelijk opdrachtverlies te compenseren.

§ 2. Een personeelslid behoudt slechts de uitbreiding van zijn benoeming in vast verband voor het verschil tussen het maximaal aantal prestaties waarvoor hij, in de inrichting waar hij in hoofdamt is, een benoeming in vast verband heeft genoten, en, in de inrichting(en) waar hij in bijambt geaffecteerd is, de uitbreiding van zijn benoeming in vast verband heeft genoten, en het maximaal aantal prestaties waarvoor hij een benoeming in vast verband geniet in de inrichting waar hij in hoofdamt is.

Een personeelslid kan de uitbreiding van zijn benoeming in vast verband versterken of een nieuwe uitbreiding van zijn benoeming in vast verband verkrijgen op voorwaarde dat:

- 1° Het personeelslid op die datum geen ambt met volledige prestaties kan genieten in de inrichting waar hij in hoofdamt is of in het geheel van de inrichtingen waar hij een hoofd- en een bijambt uitoefent;
- 2° Het personeelslid niet ter beschikking gesteld wordt wegens ontstentenis van betrekking;
- 3° Als het personeelslid met gedeeltelijk opdrachtverlies is in de inrichting waar hij in hoofdamt is, een bijkomende opdracht in definitief vacante lestijden hem voorafgaandelijk kan worden toegekend om geheel zijn gedeeltelijk opdrachtverlies te compenseren; als hij met gedeeltelijk opdrachtverlies is in een of meer inrichtingen waar hij in bijambt is, een bijkomende opdracht in definitief vacante lestijden hem voorafgaandelijk kan worden toegekend in een andere inrichting dan die waar hij in hoofdamt is om geheel zijn gedeeltelijk opdrachtverlies te compenseren.

Geen enkel personeelslid kan zijn bijambt behouden in een of meerdere andere inrichtingen zodra hem definitief een ambt met volledige prestaties kan worden toegekend in de inrichting waar hij in hoofdamt is.

Een personeelslid kan op zijn aanvraag zijn hoofdamt opzeggen zodra hem definitief een ambt met volledige prestaties kan worden toegekend in de inrichting(en) waar hij in bijambt is.

Het personeelslid bedoeld in het 4^{de} lid dat zijn hoofdamt opgezegd heeft en aan wie definitief een ambt met volledige prestaties toegekend wordt in een inrichting waar hij in bijambt is, wordt in die inrichting geaffecteerd.

Het in het 4^{de} lid bedoelde personeelslid dat zijn hoofdamt opgezegd heeft en aan wie definitief een ambt met volledige prestaties toegekend is in een van de inrichtingen waar hij in bijambt is, wordt in die inrichting geaffecteerd en kan zijn affectatie slechts als bijambt niet uitoefenen in de andere inrichtingen.

Het in het 4^{de} lid bedoelde personeelslid dat zijn hoofdamt opgezegd heeft en aan wie definitief een ambt met volledige prestaties toegekend wordt in de inrichtingen waar hij in bijambt is, krijgt een hoofdamt in de inrichting waar hem definitief het grootste aantal prestaties kan worden toegekend.

§ 3. Het personeelslid dat vastbenoemd wordt in een hoofdamt met volledige prestaties kan dit ambt niet met een ander hoofdamt cumuleren met volledige of onvolledige prestaties, dat hij van een vroegere benoeming had. ».

Art. 162. In datzelfde besluit wordt een artikel 22 *quater* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 22 *quater*. § 1. Elk vastbenoemd personeelslid, houder van een wervingsambt, kan op zijn aanvraag in dat ambt een affectatieverandering bekomen in een vacante betrekking van een andere inrichting van de zone of van een andere zone die niet door de stagiair bekleed wordt.

Die affectatieverandering heeft uitwerking met ingang van 1 juli volgend op zijn aanvraag.

§ 2. Het personeelslid dat een affectatieverandering wenst in een andere inrichting van de zone of in een andere zone, dient in de loop van de maand januari per aangetekend schrijven bij de Regering een aanvraag in, gemotiveerd door uitzonderlijke omstandigheden. Hij verstuurt een kopie naar de voorzitter van de affectatiecommissie.

De Regering kent slechts de affectatieverandering toe mits het gunstig advies van de affectatiecommissie.

§ 3. Een affectatieverandering kan voorlopig plaatshebben in een niet vacante betrekking als die betrekking gedurende minstens een schooljaar vrij is. De affectatieverandering in een niet vacante betrekking gebeurt volgens de bepalingen opgenomen in § 2.

§ 4. De betrekking van een personeelslid die geaffecteerd is overeenkomstig § 3 wordt vacant als deze die betrekking niet na twee opeenvolgende schooljaren terugneemt. De vacature wordt bekendgemaakt overeenkomstig artikel 3*bis*, 1^{ste} lid.

§ 5. De bepalingen opgenomen in dit artikel kunnen niet aan het vastbenoemd personeelslid, dat in bijambt is in een of meerdere inrichtingen, toegekend worden voor de prestaties die hij in die inrichting(en) verricht. ».

Art. 163. In hoofdstuk III van hetzelfde besluit wordt een afdeling 5 ingevoegd, luidend als volgt:

« Afdeling 5. Leermeesters godsdienst en leraars godsdienst van de inrichtingen overgenomen door de Franse Gemeenschap.

Art. 22*quinquies*. § 1. De leermeesters godsdienst of de leraars godsdienst van de door de Franse Gemeenschap overgenomen onderwijsinrichtingen, die vastbenoemd zijn en in dienstactiviteit zijn op het ogenblik van de terugroeping, hebben van rechtswege de hoedanigheid van leermeester godsdienst of leraar godsdienst van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijsinrichtingen.

§ 2. Wanneer zij bij de terugroeping definitief een ambt van leermeester godsdienst of leraar godsdienst uitoefenen waarvoor zij een door de Franse Gemeenschap toegekende weddesubsidie genieten, worden zij in hetzelfde ambt benoemd.

De effectieve diensten die tot de overneming gepresteerd werden door de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst in het onderwijs georganiseerd door de inrichtende macht die voor de directie van de door de Franse Gemeenschap overgenomen inrichting instaat, alsmede de diensten die werden gepresteerd als leermeester godsdienst of leraar godsdienst in een onderwijsinrichting tot de overneming van deze door bovenvermelde inrichtende macht, worden gelijkgesteld met diensten die gepresteerd werden als leermeester godsdienst of leraar godsdienst van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijsinrichtingen. ».

Art. 164. Artikel 25 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 25. De artikelen 57 tot 60 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 zijn van toepassing op de in artikel 1 bedoelde personeelsleden.

De Regering stelt de in die artikelen bedoelde onverenigbaarheden vast. Zij brengt er bij aangetekend schrijven het betrokken personeelslid van op de hoogte binnen een termijn van twintig dagen vanaf de dag van de vaststelling van de onverenigbaarheid. Zij brengt er eveneens het hoofd van de eredienst op de hoogte van. ».

Art. 165. In hetzelfde besluit wordt een artikel 25*bis* ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. 25*bis*. Bij betwisting van het bestaan van een onverenigbaarheid vermeld in de artikelen 57 tot 59 van het besluit van 22 maart 1969 kan het personeelslid via de hiërarchische weg binnen een termijn van twintig dagen vanaf de datum waarop de onverenigbaarheid gemaakt is op straffe van nietigheid een klacht indienen bij de Raad van beroep. Deze Raad geeft advies aan de Regering binnen een termijn van twee maanden vanaf de datum van ontvangst.

De Regering neemt haar beslissing binnen een termijn van een maand vanaf de ontvangst van het advies van de Raad van beroep. ».

Art. 166. In hetzelfde besluit wordt een artikel 27*bis* ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. 27*bis*. Voor elk personeelslid wordt op het Centraal bestuur van het Ministerie een beoordelingsdossier bijgehouden, dat uitsluitend het volgende bevat:

- 1° De verslagen over de wijze van dienen van de tijdelijke personeelsleden en stagiairs;
- 2° De eventuele beoordelingsstaten;
- 3° De inspectieverslagen;
- 4° De administratieve nota's met vermelding van de positieve of negatieve gegevens in verband met het ambt;
- 5° Een staat van de tuchtstraffen en een staat van de beslissingen tot doorhaling. ».

Art. 167. In artikel 28 van hetzelfde besluit, worden de woorden « 67 tot 76 » vervangen door de woorden « 68 tot 74 ».

Art. 168. In hetzelfde besluit wordt een artikel 29*bis* ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. 29*bis*. Het inspectieverslag wordt onderworpen aan het personeelslid, dat het document viseert en binnen de tien dagen terugstuurt, als hij geen opmerking heeft.

Als het personeelslid meent dat de toegekende vermelding niet verantwoord is, viseert hij dienovereenkomstig het inspectieverslag en stuurt het binnen de tien dagen terug samen met een schriftelijke klacht naar het inrichtingshoofd. Dat verslag en de klacht worden de dag van de ontvangst door het inrichtingshoofd naar de inspecteur verstuurd.

Binnen de veertien dagen volgend op de ontvangst van de klacht, maakt de inspecteur zijn beslissing bekend aan het betrokken personeelslid. Deze viseert het inspectieverslag en heeft binnen de twintig dagen volgend op de ontvangst van de bekendmaking het recht om via de hiërarchische weg een klacht in te dienen bij de Raad van beroep.

Tenzij hij gegrond ertoe verhinderd wordt, verschijnt de verzoeker in persoon. Hij kan geassisteerd worden door een advocaat, een verdediger gekozen onder de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, in dienstactiviteit of in ruste, of door een vertegenwoordiger van een erkende vakvereniging.

De Raad van beroep geeft advies aan de Regering binnen een termijn van hoogstens drie maanden na de ontvangst.

Bij het niet verschijnen van het personeelslid of van zijn vertegenwoordiger kan de Raad zich toch uitspreken.

De Regering kent de vermelding van het verslag toe binnen de termijn van een maand vanaf de ontvangst van het advies van de Raad van beroep. De Regering is gebonden door het advies van de Raad van beroep. ».

Art. 169. In artikel 30 van hetzelfde besluit, worden de woorden « artikel 29 » vervangen door de woorden « artikel 29*bis* » en wordt het woord « Minister » vervangen door het woord « Regering ».

Art. 170. In artikel 32 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° de woorden « 122 tot 134 » worden vervangen door de woorden « 122 tot 127 en 131 tot 134 »;
- 2° Artikel 32 wordt aangevuld met het volgend lid:
« De tuchtstraffen worden voorgesteld na raadpleging van het hoofd van de eredienst. ».

Art. 171. Artikel 33 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 33. Er wordt een Raad van beroep van de leermeesters godsdienst en leraars godsdienst van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs bij de Regering ingesteld. ».

Art. 172. In artikel 34 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° In het 1^{ste} lid worden de woorden « Ieder van de drie raden van beroep omvat twee commissies die belast zijn met » vervangen door de woorden « De Raad van beroep wordt belast met »;
- 2° Het 2^{de} lid wordt geschrapt.

Art. 173. Artikel 35 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen:

« Art. 35. De Raad van beroep bestaat uit een voorzitter, aangesteld door de Regering, en uit 10 leden gekozen onder de leermeesters godsdienst en leraars godsdienst die vastbenoemd zijn in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs. ».

Art. 174. Artikel 36 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen:

« Art. 36. De Raad van beroep bestaat uit 5 personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, aangesteld in onderlinge overeenstemming met de representatieve vakverenigingen, door hen voorgesteld. Elke vakvereniging beschikt minstens over een vertegenwoordiger.

Elke afvaardiging omvat een lid van elke godsdienst bedoeld in artikel 8 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

De leden worden door de Regering aangesteld.

Wanneer het gaat om een advies te geven over het ontslag mits een opzegging voorgesteld door het hoofd van de eredienst of de bevoegde inspecteur of over een negatief verslag van deze laatste, bestaat de raad van beroep uitsluitend uit de leden die tot de bedoelde godsdienst behoren.

In die hypothese moet het aanwezigheidsquorum bedoeld in artikel 151 van bovenvermeld koninklijk besluit van 22 maart 1969 niet worden toegepast. De Raad van beroep beraadslaagt nuttig in aanwezigheid van twee van zijn leden, waarvan een aangesteld is door het hoofd van de eredienst, de andere door de representatieve vakverenigingen. ».

Art. 175. In artikel 37 van hetzelfde besluit worden de woorden « van de commissies waarvan hiervoor sprake is » vervangen door de woorden « van de raad van beroep ». ».

Art. 176. In hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk VIIIbis ingevoegd, luidend als volgt:

« HOOFDSTUK VIII BIS. PREVENTIEVE SCHORSING: ADMINISTRATIEVE MAATREGEL.

Art. 37bis. De artikelen 157bis, 157quater en 157quinquies van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 zijn van toepassing op het vastbenoemd personeel bedoeld in artikel 1, 1^{ste} lid.

Art. 37 ter. De artikelen 157sexies tot 157octies van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 zijn van toepassing op de personeelsleden die tijdelijk aangesteld of stagiair zijn, bedoeld in artikel 1, 1^{ste} lid.

De procedure voor preventieve schorsing alsmede de maatregelen genomen tegenover een lid van het tijdelijk personeel bij toepassing van het 1^{ste} lid worden van rechtswege beëindigd op de datum waarop de tijdelijke aanstelling ten einde loopt en ten laatste op de laatste dag van het schooljaar.

De duur van de preventieve schorsing van een stagiair komt niet in aanmerking voor de berekening van de duur van de stage bedoeld in artikel 16. ».

Art. 177. In hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk VIII ter ingevoegd, luidend als volgt:

« HOOFDSTUK VIII TER. PERSONEELSLEDEN DIE HET SLACHTOFFER ZIJN VAN GEWELDDADEN.

Afdeling 1. Algemene bepalingen.

Art. 37quater. Voor de toepassing van dit hoofdstuk, wordt onder « gewelddaad » verstaan, elke aanranding van de lichamelijke en/of psychische integriteit begaan met een boosaardige bedoeling, elke agressie van raciale, godsdienstige of seksistische aard tegen een leermeester godsdienst of een leraar godsdienst alsook elke beschadiging van de goederen van deze ofwel door een leerling, ofwel door een derde op aansporing van of met de medeplichtigheid van deze, ofwel door een lid van het gezin van de leerling of elke persoon die in hetzelfde huis woont, in het kader van de dienst van het personeelslid of in rechtstreeks verband hiermee, ofwel door elke persoon die niet behoort tot het personeel van de inrichting, voor zover het slachtoffer aantoonbaar dat de gewelddaad in rechtstreeks verband met de dienst staat;

Onder « personeelslid dat het slachtoffer is (geweest) van een gewelddaad » wordt verstaan: het vastbenoemd personeelslid, het tot de stage toegelaten of in tijdelijk verband aangesteld personeelslid, erkend als slachtoffer van een arbeidsongeval dat resulteert uit de daad bepaald in het 1^{ste} lid door de Regering bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 24 januari 1969 betreffende de schadevergoeding ten gunste van personeelsleden van de overheidssector, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk.

De artikelen 37sexies tot 37decies worden enkel toegepast als het slachtoffer een klacht heeft ingediend bij de gerechtelijke overheid.

Wanneer de gewelddaad buiten de inrichting gepleegd is, wordt de aanvraag voor een prioritaire behandeling slechts in aanmerking genomen voor zover de dader van de geweldpleging kon worden geïdentificeerd.

Art. 37quinquies. § 1. Het personeelslid dat het slachtoffer is (geweest) van een gewelddaad geniet de regeling bepaald in afdeling 2, als hij niet-geklasseerd tijdelijk aangesteld is, in afdeling 3 als hij tijdelijk geklasseerd is in de tweede groep bedoeld in artikel 5quater, 4de lid, in afdeling 4 als hij tijdelijk is geklasseerd in de 1e groep bedoeld in artikel 5quater, 3de lid, in afdeling 5 als hij is toegelaten tot de stage en in afdeling 6 als hij vastbenoemd is.

§ 2. Ingeval hij niet tijdelijk arbeidsongeschikt is verklaard door de Administratieve Gezondheidsdienst en behoudens een voldoende gerechtvaardigd geval van overmacht, dient het personeelslid bedoeld in § 1 zijn aanvraag in om de in de afdelingen 2 tot 5 bepaalde regeling te kunnen genieten aan de hand van een ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs binnen een termijn van een maand vanaf het voorvallen van de feiten bij de Algemene directie Leerplichtonderwijs, die nagaat of aan alle voorwaarden voldaan is.

Binnen dezelfde termijn, stuurt hij eveneens aan de hand van bij een ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs een kopie van deze aanvraag naar zijn inrichtingshoofd. Het personeelslid verstuurt een kopie van zijn aanvraag naar het hoofd van de eredienst.

Ingeval het personeelslid tijdelijk arbeidsongeschikt werd verklaard door de Administratieve Gezondheidsdienst, dient hij de aanvraag bedoeld in het 1ste lid in binnen een termijn van een maand vanaf de hervatting van de uitoefening van zijn ambt.

De aanvraag geeft aan in welke zones het personeelslid zijn ambt wenst uit te oefenen.

Een kopie van de klacht bedoeld in artikel 37^{quater}, 3de lid, wordt erbij gevoegd, alsmede een kopie van de erkenning van het arbeidsongeval door de dienst van de Regering bedoeld in artikel 6 van voornoemd koninklijk besluit van 24 januari 1969.

§ 3. Binnen de acht werkdagen die volgen op de ontvangst van de aanvraag bedoeld in § 2, geeft de Algemene directie Leerplichtonderwijs een advies aan de Regering. Een kopie van dit advies wordt overhandigd aan het inrichtingshoofd, alsmede aan het betrokken personeelslid.

De beslissing tot toekenning van de regeling bedoeld in dit hoofdstuk wordt genomen door de Regering binnen de acht werkdagen. Ze wordt onmiddellijk meegedeeld aan het inrichtingshoofd en aan het betrokken personeelslid. Een kopie van de beslissing wordt verstuurd naar het hoofd van de eredienst.

Afdeling 2. - Recht op een nieuwe aanstelling van niet-geklasseerde tijdelijke personeelsleden

Art. 37^{sexies}. § 1. Het niet geklasseerde tijdelijk personeelslid dat het slachtoffer is geweest van een gewelddaad kan zijn aanstelling aanvragen in een andere inrichting met inachtneming van de voorwaarden bedoeld in de eerste afdeling.

De aanvraag om nieuwe aanstelling wordt enkel in aanmerking genomen als de oorspronkelijke aanstelling niet vervalt vóór het verlopen van een termijn van een maand vanaf de indiening van de aanvraag.

De nieuwe aanstelling bedoeld in dit artikel mag niet korter zijn dan de nog te doorlopen duur in het kader van de oorspronkelijke aanstelling, behalve als er een toestemming is van het betrokken personeelslid. Een aanstelling met een kortere duur dan de nog te doorlopen aanstelling in het kader van zijn oorspronkelijke aanstelling kan echter worden opgelegd aan het slachtoffer van een gewelddaad op voorwaarde dat deze betrekking vrij is voor een duur van minstens vijftien weken en dat het personeelslid dat zulke aanstelling geniet, geen enkel recht verliest voor de periode die het verschil uitmaakt tussen deze aanstelling en de duur van de oorspronkelijke aanstelling.

§ 2. De Regering stelt het niet-geklasseerd personeelslid bedoeld in dit artikel aan :

1° in elke beschikbare betrekking van hetzelfde ambt waarvoor er geen geklasseerde kandidaat is

of

2° in elke betrekking van hetzelfde ambt bekleed door een tijdelijk personeelslid dat vrijwillig aanvaardt om te wisselen met het personeelslid dat het slachtoffer was van een gewelddaad.

Het 1ste lid, 2° geldt enkel voor de aanstellingen die plaatshebben vóór 15 mei van het lopende schooljaar.

§ 3. Wanneer aan het niet geklasseerd personeelslid bedoeld in deze afdeling geen nieuwe aanstelling kon worden aangeboden overeenkomstig § 2, stelt de Regering hem aan in elke betrekking van hetzelfde ambt, reeds bekleed door een niet geklasseerd tijdelijk personeelslid waaraan zij oplegt om te wisselen met het personeelslid dat het slachtoffer is geweest van een gewelddaad.

Het vorige lid is enkel geldig voor de aanstellingen die voorkomen vóór 15 mei van het lopende schooljaar.

§ 4. De periode van betaald verlof dat het personeelslid dat het slachtoffer is geweest van een gewelddaad en arbeidsongeschikt is naar aanleiding van dit voorval, geniet, wordt beschouwd als effectieve dienst. Het meerekenen ervan voor de dienstanciënniteit is echter beperkt tot de duur van de oorspronkelijke aanstelling.

§ 5. Voor het schooljaar dat volgt op het jaar waarin hij het slachtoffer werd van een gewelddaad, mag het tijdelijk personeelslid, tenzij met zijn toestemming, niet opnieuw worden aangesteld in de inrichting waar hij het slachtoffer werd van deze gewelddaad, op voorwaarde dat erkend werd dat hij niet in staat is om zijn ambt voort te zetten in de inrichting waar hij het slachtoffer werd van een gewelddaad door de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk.

§ 6. In afwijking van artikel 12, 10°, kan het niet-geklasseerd tijdelijk personeelslid dat een geldige kandidatuur indiende voor de toelating tot de stage voor het volgende schooljaar, de keuze van de inrichting(en) nog wijzigen na de termijn vastgelegd bij de oproep tot de kandidaten, op voorwaarde dat erkend werd dat hij niet in staat is om zijn ambt voort te zetten in de inrichting waar hij het slachtoffer werd van een gewelddaad door voormelde externe dienst voor preventie en bescherming op het werk. Deze aanvraag wordt evenwel alleen in aanmerking genomen als zij voor 15 mei bij de Regering terechtkomt.

Afdeling 3. - Recht op een nieuwe aanstelling van tijdelijke personeelsleden geklasseerd in de tweede groep bedoeld in artikel 5^{quater}, 4de lid.

Art. 37^{septies}. § 1. Het tijdelijk personeelslid geklasseerd in de tweede groep bedoeld in artikel 5^{quater}, 4^{de} lid, dat het slachtoffer werd van een gewelddaad, kan een aanstelling aanvragen in een andere inrichting binnen de naleving van de voorwaarden bedoeld in de eerste afdeling.

De aanvraag om nieuwe aanstelling zal enkel in overweging worden genomen indien de oorspronkelijke aanstelling niet ten einde loopt vóór het verlopen van de termijn van één maand vanaf de indiening van de aanvraag.

De nieuwe aanstelling bedoeld in dit artikel mag niet korter zijn dan de nog te doorlopen duur in het kader van de oorspronkelijke aanstelling, behalve als er een toestemming is van het betrokken personeelslid. Een aanstelling met een kortere duur dan de nog te doorlopen aanstelling in het kader van zijn oorspronkelijke aanstelling kan echter worden opgelegd aan het slachtoffer van een gewelddaad op voorwaarde dat deze betrekking vrij is voor een duur van minstens vijftien weken en dat het personeelslid dat het voorwerp is van zulke aanstelling geen enkel recht verliest voor de periode die het verschil uitmaakt tussen deze aanstelling en de duur van de oorspronkelijke aanstelling.

§ 2. De Regering stelt het tijdelijk personeelslid bedoeld in deze afdeling aan :

1° in elke beschikbare betrekking van hetzelfde ambt, behorend tot een inrichting van de zone(s) vermeld in de kandidatuurakte bedoeld in de artikelen 5^{bis} en 5^{ter}, rekening houdend met de zonale voorkeuren;

of

2° in de betrekking van hetzelfde ambt bekleed door een tijdelijk personeelslid dat aanvaardt met hem om te wisselen.

Het 1^{ste} lid, 2° geldt enkel voor de aanstellingen die plaatshebben vóór 15 mei van het lopende schooljaar.

§ 3. Wanneer aan het tijdelijk personeelslid bedoeld in deze afdeling geen nieuwe aanstelling kon worden aangeboden overeenkomstig § 2, stelt de Regering hem aan in elke betrekking van hetzelfde ambt, reeds bekleed door :

1° een tijdelijk niet geklasseerd personeelslid waaraan zij oplegt om te wisselen met hem;

2° bij ontstentenis, een tijdelijk personeelslid geklasseerd in de tweede groep bedoeld in artikel 5^{quater}, 4^{de} lid, waaraan zij oplegt om te wisselen met hem.

Het vorige lid is enkel geldig voor de aanstellingen die plaatshebben vóór 15 mei van het lopende schooljaar.

§ 4. De periode van betaald verlof, dat het personeelslid, dat het slachtoffer is geweest van een gewelddaad en arbeidsongeschikt is naar aanleiding van dit voorval, geniet, wordt beschouwd als effectieve dienst. Het meerekenen ervan in de dienstanciënniteit is echter beperkt tot de duur van de oorspronkelijke aanstelling.

§ 5. Op voorwaarde dat het tijdelijk personeelslid werd erkend als niet in staat zijnde om zijn ambt voort te zetten in de inrichting waarin hij het slachtoffer is geweest van een gewelddaad door voormelde externe dienst voor preventie en bescherming op het werk, kan hij niet opnieuw worden aangesteld in de inrichting waar hij het slachtoffer is geweest van deze gewelddaad voor het schooljaar dat volgt op het jaar waarin hij het slachtoffer is geweest van een gewelddaad, tenzij met zijn toestemming. Deze aanvraag wordt evenwel enkel in aanmerking genomen als ze vóór 15 mei bij de Regering terecht komt.

§ 6. In afwijking van artikel 4, 8°, kan het geklasseerd tijdelijk personeelslid dat een geldige kandidatuur indiende voor een tijdelijke aanstelling voor het volgende schooljaar, de keuze van de zone(s) nog wijzigen na de termijn vastgelegd bij de oproep tot kandidaten, op voorwaarde dat erkend werd dat hij niet in staat is om zijn ambt voort te zetten in de inrichting waar hij het slachtoffer is geweest van een gewelddaad door de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in voornoemd koninklijk besluit van 27 maart 1998.

In afwijking van artikel 12, 12°, kan het geklasseerd tijdelijk personeelslid dat een geldige kandidatuur indiende voor de toelating tot de stage voor het volgende schooljaar, de keuze van de inrichting(en) nog wijzigen na de termijn vastgelegd bij de oproep tot kandidaten, op voorwaarde dat erkend werd dat hij niet in staat is om zijn ambt voort te zetten in de inrichting waar hij het slachtoffer werd van een geweldpleging door de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in voornoemd koninklijk besluit van 27 maart 1998. Deze aanvraag wordt evenwel enkel in aanmerking genomen als ze vóór 15 mei bij de Regering terecht komt.

Afdeling 4. Recht op een nieuwe aanstelling van tijdelijke personeelsleden geklasseerd in de eerste groep bedoeld in artikel 5^{quater}, 3^{de} lid.

Art. 37^{octies}. § 1. Het tijdelijk personeelslid geklasseerd in de eerste groep bedoeld in artikel 5^{quater}, 3^{de} lid, dat het slachtoffer is geweest van een gewelddaad, kan een aanstelling aanvragen in een andere inrichting met inachtneming van de voorwaarden bedoeld in de eerste afdeling.

De aanvraag om nieuwe aanstelling zal enkel in aanmerking worden genomen indien de oorspronkelijke aanstelling niet ten einde loopt voor het verlopen van de termijn van één maand vanaf de datum van indiening van de aanvraag.

De nieuwe aanstelling bedoeld in dit artikel mag niet korter zijn dan de nog te doorlopen duur in het kader van de oorspronkelijke aanstelling, behalve als er een toestemming is van het betrokken personeelslid. Een aanstelling met een kortere duur dan de nog te doorlopen aanstelling in het kader van zijn oorspronkelijke aanstelling kan echter worden opgelegd aan het slachtoffer van een geweldpleging op voorwaarde dat deze betrekking vrij is voor een duur van minstens vijftien weken en dat het personeelslid dat het voorwerp is van zulke aanstelling geen enkel recht verliest voor de periode die het verschil uitmaakt tussen deze aanstelling en de duur van de oorspronkelijke aanstelling.

§ 2. De Regering stelt het tijdelijk personeelslid bedoeld in deze afdeling aan:

1° in elke beschikbare betrekking van hetzelfde ambt, behorend tot een inrichting van de zone(s) vermeld in de kandidatuurakte bedoeld in artikel 23 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969;

of

2° in de betrekking van hetzelfde ambt bekleed door een tijdelijk personeelslid dat aanvaardt met hem om te wisselen.

Het 1^{ste} lid, 2°, is enkel geldig voor de aanstellingen die plaatshebben vóór 15 mei van het lopende schooljaar.

§ 3. Wanneer aan het tijdelijk personeelslid bedoeld in deze afdeling geen nieuwe aanstelling kon worden aangeboden overeenkomstig § 2, stelt de Regering hem aan in elke betrekking van hetzelfde ambt, reeds bekleed door

1° een niet geklasseerd tijdelijk personeelslid waaraan zij oplegt om te wisselen;

2° bij ontstentenis, een tijdelijk personeelslid geklasseerd in de tweede groep bedoeld in artikel 5^{quater}, 3^{de} lid, waaraan zij oplegt om te wisselen.

Het vorige lid is enkel geldig voor de aanstellingen die plaatshebben vóór 15 mei van het lopende schooljaar.

§ 4. De periode van betaald verlof, dat het personeelslid dat het slachtoffer is geweest van een gewelddaad en arbeidsongeschikt is naar aanleiding van dit voorval, geniet, wordt beschouwd als effectieve dienst. Het meerekenen ervan in de dienstanciënniteit is echter beperkt tot de duur van de oorspronkelijke aanstelling.

§ 5. Voor het schooljaar dat volgt op het jaar waarin hij het slachtoffer is geweest van een gewelddaad, mag het tijdelijk personeelslid bedoeld in deze afdeling niet opnieuw worden aangesteld in de inrichting waar hij het slachtoffer is geweest van deze gewelddaad, tenzij hij akkoord gaat en op voorwaarde dat erkend werd dat hij niet in staat is om zijn ambt voort te zetten in de inrichting waar hij het slachtoffer is geweest van een gewelddaad door voormelde externe dienst voor preventie en bescherming op het werk.

§ 6. In afwijking van artikel 4, 8°, kan het geklasseerd tijdelijk personeelslid dat een geldige kandidatuur indiende voor een tijdelijke aanstelling voor het volgende schooljaar, de keuze van de zone(s) nog wijzigen na de termijn vastgelegd bij de oproep tot kandidaten, op voorwaarde dat erkend werd dat hij niet in staat is om zijn ambt voort te zetten in de inrichting waar hij het slachtoffer is geweest van een gewelddaad door de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk bedoeld in voornoemd koninklijk besluit van 27 maart 1998.

In afwijking van artikel 12, 12°, kan het geklasseerd tijdelijk personeelslid dat een geldige kandidatuur indiende voor de toelating tot de stage voor het volgende schooljaar of academiejaar, de keuze van de inrichting(en) nog wijzigen na de termijn vastgelegd bij de oproep tot kandidaten, op voorwaarde dat erkend werd dat hij niet in staat is om zijn ambt voort te zetten in de inrichting waar hij het slachtoffer werd van een geweldpleging door voormelde externe dienst voor preventie en bescherming op het werk. Deze aanvraag wordt evenwel enkel in aanmerking genomen als ze vóór 15 mei bij de Regering terecht komt.

Afdeling 5. Recht op een nieuwe affectatie voor personeelsleden toegelaten tot de stage.

Art. 37*nonies*. § 1. Het personeelslid dat toegelaten is tot de stage kan een nieuwe affectatie aanvragen in een andere inrichting in dezelfde zone of in een andere zone, met inachtneming van de voorwaarden bedoeld in de eerste afdeling.

De aanvraag bedoeld in artikel 37*quinquies*, § 2, geeft aan in welke affectatiezone(s) het personeelslid vraagt zijn nieuwe affectatie te genieten, alsmede de inrichting(en) waar hij wil worden aangesteld.

Deze aanvraag kan ten allen tijde worden ingediend; gelijktijdig wordt een kopie van deze aanvraag doorgegeven aan de voorzitter(s) van de betrokken affectatiecommissie.

De affectatiecommissie stelt aan de Regering de nieuwe affectaties voor die volgens hem het meest geschikt zijn, met inachtneming van § 2.

§ 2. De Regering kent een nieuwe affectatie toe aan het personeelslid bedoeld in deze afdeling :

1° in elke vacante betrekking van hetzelfde ambt, rekening houdend met de voorkeuren voor de zone bepaald in de aanvraag bedoeld in § 1;

of

2° in een vacante betrekking, van hetzelfde ambt, bekleed door een tijdelijk personeelslid dat aanvaardt met hem om te wisselen, rekening houdend met de voorkeuren voor de zone bepaald in de aanvraag bedoeld in § 1.

Het 1ste lid, 2°, is enkel geldig voor de aanstellingen die plaatshebben vóór 15 mei van het lopende schooljaar.

§ 3. Wanneer aan het in deze afdeling bedoelde stagedoende personeelslid geen nieuwe affectatie kon worden aangeboden overeenkomstig § 2, geeft de Regering hem een nieuwe affectatie in elke vacante betrekking van hetzelfde ambt, reeds bekleed door :

1° een niet geklasseerd tijdelijk personeelslid waaraan zij oplegt om te wisselen, rekening houdend met de voorkeuren voor de zone bepaald in de aanvraag bedoeld in § 1;

2° bij ontstentenis daarvan, een tijdelijk personeelslid geklasseerd in de tweede groep bedoeld in artikel 5*quater*, 4^{de} lid, waaraan zij oplegt om te wisselen, rekening houdend met de voorkeuren voor de zone bepaald in de aanvraag bedoeld in § 1.

Het vorige lid is enkel geldig voor de aanstellingen die plaatshebben vóór 15 mei van het lopende schooljaar.

§ 4. De Regering geeft aan de voorzitter van de affectatiecommissie een kopie van de beslissing.

Afdeling 6. Recht op een gelegenheidsaffectatieverandering voor vastbenoemde personeelsleden

Art. 37*decies*. § 1. Het vastbenoemd personeelslid dat het slachtoffer is geweest van een gewelddaad kan een gelegenheidsaffectatieverandering aanvragen naar een andere inrichting in dezelfde zone of in een andere zone, met inachtneming van de voorwaarden bedoeld in de eerste afdeling.

De aanvraag bedoeld in artikel 37*quinquies*, § 2, geeft aan in welke affectatiezone(s) het personeelslid vraagt een gelegenheidsaffectatieverandering te genieten, alsmede de inrichtingen waar hij wil worden aangesteld.

Deze aanvraag bedoeld in voorgaande leden kan te allen tijde worden ingediend; gelijktijdig wordt een kopie van deze aanvraag doorgegeven aan de voorzitter van de affectatiecommissie.

De affectatiecommissie stelt aan de Regering de gelegenheidsaffectatieveranderingen voor die volgens hem het meest geschikt zijn, met inachtneming van § 2.

§ 2. De Regering kent een gelegenheidsaffectatieverandering toe aan het personeelslid bedoeld in deze afdeling :

1° in elke vacante betrekking van hetzelfde ambt, voor een ononderbroken periode van minstens vijftien weken of tot het einde van het lopende schooljaar, rekening houdend met de voorkeuren voor de zone bepaald in de aanvraag bedoeld in § 1;

of

2° in een betrekking, van hetzelfde ambt, bekleed door een tijdelijk personeelslid dat aanvaardt met hem om te wisselen, rekening houdend met de voorkeuren voor de zone bepaald in de aanvraag bedoeld in § 1.

Het 1^{ste} lid, 2° is enkel geldig voor de aanstellingen die plaatshebben vóór 15 mei van het lopende schooljaar.

§ 3. Wanneer aan het vastbenoemd personeelslid bedoeld in deze afdeling geen gelegenheidsaffectatieverandering kon worden aangeboden overeenkomstig § 2, geeft de Regering hem deze gelegenheidsaffectatieverandering in elke betrekking van hetzelfde ambt, reeds bekleed door :

1° een niet geklasseerd tijdelijk personeelslid waaraan zij oplegt om te wisselen, rekening houdend met de voorkeuren voor de zone bepaald in de aanvraag bedoeld in § 1;

2° bij ontstentenis daarvan, een tijdelijk personeelslid geklasseerd in de tweede groep bedoeld in artikel 5*quater*, 4^{de} lid, waaraan zij oplegt om te wisselen, rekening houdend met de voorkeuren voor de zone bepaald in de aanvraag bedoeld in § 1.

Het vorige lid is enkel geldig voor de aanstellingen die plaatshebben vóór 15 mei van het lopende schooljaar.

§ 4. De Regering geeft aan de voorzitter van de betrokken affectatiecommissie een kopie van de beslissing.

§ 5. In afwijking van artikel 22*quater*, § 2, kan het personeelslid dat het slachtoffer is geweest van een gewelddaad, na 31 januari van het lopende schooljaar waarin hij het slachtoffer is geweest van die daad, een aanvraag indienen voor een affectatieverandering voor het volgende schooljaar, of de reeds bepaalde keuze van inrichting(en) veranderen, op voorwaarde dat erkend werd dat hij niet in staat is om zijn ambt voort te zetten in de inrichting waar hij het slachtoffer is geweest van een gewelddaad door voormelde externe dienst voor preventie en bescherming op het werk. Deze aanvraag wordt evenwel slechts in aanmerking genomen als zij vóór 15 mei bij de Regering terechtkomt.

Art. 178. Hoofdstuk IX van hetzelfde besluit met als opschrift « Administratieve standen » wordt vervangen door volgend hoofdstuk:

« HOOFDSTUK IX. ADMINISTRATIEVE STANDEN.

Afdeling 1. Algemene bepaling.

Artikel 38. - Het personeelslid bevindt zich in een van de volgende administratieve standen :

- 1° dienstactiviteit;
- 2° non-activiteit;
- 3° terbeschikkingstelling.

Afdeling 2. Dienstactiviteit.

Artikel 39. - Het personeelslid wordt altijd geacht zich in dienstactiviteit te bevinden, behoudens uitdrukkelijke bepaling waarbij hij in een andere administratieve stand wordt ingedeeld.

Artikel 40. - Behoudens uitdrukkelijke strijdige bepaling, heeft het personeelslid in dienstactiviteit recht op wedde en op bevordering tot een hogere wedde.

Hij kan zijn aanspraken op een benoeming tot een bevorderingsambt laten gelden.

Artikel 41. - Hij verkrijgt, onder dezelfde voorwaarden als die bepaald voor de personeelsleden bedoeld bij het koninklijk besluit van 22 maart 1969 en volgens dezelfde nadere regels, de verlofdagen die aan deze laatste worden toegekend.

Voor de toepassing van het 1^{ste} lid wordt het personeelslid gelijkgesteld met een vastbenoemd personeelslid.

Het personeelslid dat verlof krijgt, brengt daar zijn hoofd van de eredienst op de hoogte van.

Afdeling 3. Non-activiteit.

Artikel 42. - Het personeelslid bevindt zich in de stand non-activiteit :

- 1° wanneer hij sommige militaire prestaties in vredetijd verricht, of bij de civiele bescherming is ingedeeld, of met taken van openbaar nut belast is bij toepassing van de wet houdende het statuut van de gewetensbezwaarden.

De bepalingen opgenomen in het Koninklijk besluit van 20 december 1973 genomen ter uitvoering van artikel 161 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, worden van overeenkomstige toepassing op de personeelsleden bedoeld bij dit besluit;

- 2° wanneer schorsing bij tuchtmaatregel op hem is toegepast;

- 3° wanneer op hem de op non-activiteitsstelling bij tuchtmaatregel is toegepast;

- 4° wanneer hij om gezinsredenen toelating gekregen heeft tijdens een langdurige periode afwezig te blijven.

Voor de toepassing van het 1^{ste} lid wordt het personeelslid dat stage loopt, gelijkgesteld met een vastbenoemd personeelslid.

Artikel 43. - Behoudens uitdrukkelijk tegenstrijdige bepaling, heeft het personeelslid in de stand non-activiteit geen recht op wedde.

Indien hij zich in de stand non-activiteit bevindt ingevolge de bepalingen van artikel 42, 2° of 3°, kan hij geen aanspraken op een benoeming tot een bevorderingsambt, of op een bevordering tot een hogere wedde, laten gelden.

Artikel 44. - Niemand kan op non-activiteit gesteld of gehouden worden na de maand waarin hij de leeftijd van 60 jaar bereikt heeft als hij dertig dienstjaren telt voor de opening van het recht op pensioen.

Afdeling 4. Terbeschikkingstelling.

Onderafdeling 1. Algemene bepalingen.

Artikel 45. - Het personeelslid kan ter beschikking worden gesteld onder de door de Regering bepaalde voorwaarden:

- a) wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst of het onderwijs;
 - b) wegens ziekte of gebrekkigheid waaruit geen definitieve dienstongeschiktheid ontstaat, maar die aanleiding geeft tot langere afwezigheid dan voor verlof wegens ziekte of gebrekkigheid;
 - c) geeft tot langere afwezigheid dan voor verlof wegens ziekte of gebrekkigheid;
 - d) voor persoonlijke aangelegenheden;
 - e) wegens ontstentenis van betrekking;
- voor een bijzondere opdracht.

Het ter beschikking gesteld personeelslid brengt daar het hoofd van de eredienst op de hoogte van.

Artikel 46. - Niemand kan ter beschikking worden gesteld of gehouden worden na de maand waarin hij de leeftijd van 60 jaar bereikt heeft als hij dertig dienstjaren telt voor de opening van het recht op pensioen.

Artikel 47. - Wachtgeld kan worden verleend aan ter beschikking gestelde personeelsleden. Dit wachtgeld, de uitkeringen en vergoedingen, die eventueel aan deze personeelsleden worden toegekend, zijn onderworpen aan de mobiliteitsregeling, welke geldt voor de bezoldiging van de personeelsleden in dienstactiviteit.

Art. 47bis. § 1. Elk ter beschikking gesteld personeelslid blijft ter beschikking van de Regering.

§ 2. De duur van de terbeschikkingstelling met het voordeel van wachtwedde kan, in het geval van een ter beschikking stelling wegens ontstentenis van betrekking, in één of meer lestijden, de duur van de diensten die in aanmerking komen voor de berekening van het rustpensioen van het betrokken personeelslid niet overschrijden. Die bepaling is niet van toepassing op de personeelsleden die voor bijzondere opdracht ter beschikking gesteld zijn van de Europese scholen of buitenlandse universiteiten.

Voor de berekening van de duur van de voormelde in aanmerking komende diensten wordt geen rekening gehouden met :

- 1° de legerdienst of de dienst bij de civiele bescherming of taken van openbaar nut bij toepassing van de wet houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, die het personeelslid vervulde voor zijn toelating tot de federale, communautaire of gewestelijke administratie, het onderwijs of de psycho-medisch-sociale centra;
- 2° de lestijden van terbeschikkingstelling ongeacht de aard van deze terbeschikkingstellingen.

§ 3. Het personeelslid dat ter beschikking gesteld wordt en wachtgeld geniet, moet zich elk jaar, in de loop van de maand die volgt op zijn terbeschikkingstelling, na een oproeping, aanmelden bij de administratieve gezondheidsdienst.

Wanneer het personeelslid dat volgens de regels werd opgeroepen, zich niet aanmeldt bij de administratieve gezondheidsdienst, wordt de betaling van zijn wachtgeld opgeschort vanaf dat ogenblik tot het ogenblik waarop hij zich aanmeldt.

§ 4. Het personeelslid dat ter beschikking is gesteld, moet aan het inrichtingshoofd van de onderwijsinrichting waar hij is aangesteld een woonplaats binnen het Koninkrijk meedelen, waar hij kan worden verwittigd over beslissingen die hem aangaan.

§ 5. Wanneer het personeelslid ter beschikking is gesteld wegens persoonlijke aangelegenheden, wordt de betrekking waarvan het ter beschikking gestelde personeelslid de houder was, vacant verklaard, wanneer de terbeschikkingstelling van het personeelslid zonder onderbreking twee opeenvolgende jaren heeft geduurd.

§ 6. Het personeelslid dat ter beschikking is gesteld en dat niet werd vervangen in zijn betrekking bij toepassing van §5, bekleedt deze betrekking wanneer hij zijn activiteiten hervat.

§ 7. Het personeelslid dat ter beschikking is gesteld, zijn reïntegratie aanvraagt en in zijn betrekking werd vervangen bij toepassing van § 5, wordt ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking vanaf de datum waarop hij zou zijn gereïntegreerd als hij niet was vervangen in zijn betrekking.

Onderafdeling 2. Terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, gedeeltelijk opdrachtverlies, reffectatie, tijdelijke terugroeping in actieve dienst en terugroeping in actieve dienst voor onbepaalde duur

Art 47ter. § 1. Het vastbenoemd personeelslid aangesteld in de inrichting, in hoofdamt aangesteld in de inrichting zonder in bijambt in een of meerdere inrichtingen aangesteld te zijn, of in hoofdamt aangesteld in de inrichting en in bijambt aangesteld in een of meer andere inrichtingen, niet ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking en waaraan, binnen zijn betrekking, enkel een aantal vacante lestijden kon worden toegekend dat minstens gelijk is aan de lestijden waarvoor hij wordt bezoldigd in de inrichting waar hij is aangesteld of in hoofdamt is aangesteld zonder in bijambt te zijn aangesteld in een of meer inrichtingen, of in de inrichtingen waar hij in hoofdzaak en in bijzaak is aangesteld, wordt met gedeeltelijk opdrachtverlies gesteld.

Het vastbenoemd personeelslid aangesteld in de inrichting, in hoofdzaak aangesteld in de inrichting zonder bijkomende aanstelling in een of meer andere inrichtingen, of in hoofdamt in de inrichting en in bijambt aangesteld in een of meer andere inrichtingen, wordt ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking wanneer geen enkele vacante lestijd in zijn ambt aan hem kon worden toevertrouwd in de inrichting waar hij is aangesteld of in hoofdzaak is aangesteld zonder in bijambt te zijn aangesteld in een of meer andere inrichtingen, of in alle inrichtingen waar hij in hoofdamt en in bijambt is aangesteld.

Het personeelslid dat toegelaten is tot de stage wordt ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking wanneer de betrekking die hij bekleedt, wordt afgeschaft.

§ 2. Het personeelslid bedoeld in § 1, 2^{de} lid, kan voorlopig worden teruggeroepen in actieve dienst door de Regering volgens de bepalingen vastgesteld in artikel 47dodicies, § 2, in een betrekking die definitief of tijdelijk vacant is.

Het personeelslid bedoeld in § 1, kan, ingeval er een vacante betrekking is, worden gereffecteerd door de Regering volgens de voorwaarden vastgelegd in artikel 47terdecies, § 3.

Art. 47quater. Een personeelslid dat in bijambt aangesteld is in een of meer inrichtingen, kan niet met gedeeltelijk opdrachtverlies worden gesteld als de vermindering van het aantal definitief vacante lestijden die hem worden toegekend in de inrichting(en) waar hij in bijambt is aangesteld, gecompenseerd wordt door een overeenkomstige stijging van het aantal definitief vacante lestijden die hem worden toegekend in de inrichting waar hij in hoofdamt is aangesteld of in een andere inrichting waar hij in bijambt is aangesteld.

Er wordt van rechtswege een einde gemaakt aan de affectatie in bijambt die het personeelslid geniet in de inrichting waar hij alle definitief vacante lestijden verliest die aan hem waren toegekend, als dit lestijdenverlies wordt gecompenseerd door een overeenkomstige stijging van het aantal lestijden in de inrichting waar hij een hoofdamt uitoefent of in een andere inrichting waar hij een bijambt uitoefent.

Een personeelslid dat alle definitief vacante lestijden verliest die hem waren toegekend in de inrichting waar hij in hoofdamt was aangesteld, waarbij dit lestijdenverlies wordt gecompenseerd door een overeenkomstige stijging van het aantal lestijden in de inrichting(en) waar hij een bijambt uitoefent, zou niet met gedeeltelijk opdrachtverlies kunnen worden geplaatst, als hij verzaakt aan zijn hoofdamt en zijn bijambt omzet in een hoofdamt, of, als hem een aanstelling met een volledige opdracht wordt aangeboden in de inrichting waar hij een bijambt uitoefende.

Art. 47quinquies. Het personeelslid dat ter beschikking is gesteld wegens ontstentenis van betrekking geniet een wachtwedde die, de eerste twee jaren, gelijk is aan zijn activiteitswedde.

Vanaf het derde jaar wordt die wachtwedde elk jaar verminderd met twintig percent, zonder dat het lager kan liggen dan zoveel keer één dertigste van de activiteitswedde als dat het personeelslid dienstjaren telt op de datum van de terbeschikkingstelling. De opeenvolgende verminderingen worden toegepast op basis van de laatste activiteitswedde.

Voor het personeelslid dat oorlogsinvalides is, is de wachtwedde, gedurende de eerste drie jaren, gelijk aan zijn laatste activiteitswedde. Vanaf het vierde jaar, wordt het verminderd zoals hierboven.

Voor de toepassing van het 2^{de} lid wordt onder dienstjaren verstaan de jaren die in aanmerking komen voor de berekening van het pensioen. De legerdienst, gedaan voor de indiensttreding, wordt echter niet in aanmerking genomen en de in aanmerking komende legerdienst wordt slechts meegerekend voor zijn gewone duur, onverminderd de toepassing van artikel 13 van de gecoördineerde wetten van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 betreffende de prioriteiten.

De voorlopige terugroeping in actieve dienst heft de gevolgen van de terbeschikkingstelling bedoeld in het 1^{ste} lid op, gedurende de tijd van de terugroeping. De terugroeping in actieve dienst voor een onbepaalde duur heft de gevolgen van de terbeschikkingstelling bedoeld in het 1^{ste} lid op, zolang er geen einde wordt gemaakt aan deze terugroeping.

Art. 47sexies. Elk personeelslid dat ter beschikking gesteld wordt wegens ontstentenis van betrekking, behoudt in deze stand gedurende twee jaar zijn aanspraken op een benoeming in een bevorderingsambt van de inspectiedienst en op een verhoging in wedde.

Elk personeelslid dat stage loopt en ter beschikking gesteld is wegens ontstentenis van betrekking, behoudt gedurende twee jaar in die positie zijn aanspraken op verhoging in wedde.

Art. 47septies. Een in een wervingsambt vastbenoemd personeelslid wordt slechts met gedeeltelijk opdrachtverlies geplaatst of ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking, nadat een einde werd gemaakt aan de diensten van de personeelsleden die hetzelfde ambt uitoefenen in een vacante betrekking en dit in de volgorde vastgesteld in artikel 6bis, § 1, 1^{ste} lid, 1^o tot 11^o.

Wanneer een personeelslid dat vastbenoemd is in een wervingsambt, vervolgens, ter beschikking moet worden gesteld wegens ontstentenis van betrekking of in gedeeltelijk opdrachtverlies moet worden gesteld, wordt(worden) eerst ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking of met gedeeltelijk opdrachtverlies geplaatst, een personeelslid/personeelsleden dat /die in bijambt in de inrichting geaffecteerd is/zijn, of het personeelslid dat in hoofdambt in de inrichting geaffecteerd is, dan wordt/worden ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking of met gedeeltelijk opdrachtverlies geplaatst, een personeelslid/personeelsleden dat/die in de inrichting geaffecteerd is/zijn.

Een stagedoend personeelslid wordt slechts ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking nadat de diensten werden beëindigd van de personeelsleden die hetzelfde ambt uitoefenen in een vacante betrekking, en dit in de volgorde bepaald door artikel 6, § 1, 1^{ste} lid, 1^o tot 7^o.

Art. 47octies. § 1. Het personeelslid dat met gedeeltelijk opdrachtverlies is geplaatst, blijft ter beschikking van de Regering, die dit personeelslid op eigen initiatief een aanvullende opdracht en/of aanvullende lestijden kan toewijzen.

Elk personeelslid kan lestijden weigeren op basis van de bepalingen van artikel 1bis, § 3, 6^o, b). In dat geval moet hem, bij voorrang op elke tijdelijke beslissing, en in voorkomend geval bij toepassing van artikel 6bis, voor een duur die niet minder dan tien werkdagen mag bedragen, een bijkomende opdracht worden toegekend in elke inrichting die voor hem geen verplaatsingstijd met de algemene vervoermiddelen van meer dan vier uur per dag meebrengt.

Het personeelslid dat een bijkomende opdracht geniet, behoudt het voordeel van de weddeschaal die hem toegekend wordt, rekening houdend met het ambt waarin hij is vastbenoemd.

§ 2. Het met gedeeltelijk opdrachtverlies geplaatst vastbenoemd personeelslid blijft ter beschikking van de Regering die dit personeelslid op eigen initiatief of op voorstel van de affectatiecommissie een aanvullende opdracht kan toewijzen :

- 1^o in de eerste plaats vóór elke tijdelijke aanstelling of toelating tot de stage;
- 2^o vervolgens, in door tijdelijke personeelsleden beklede betrekkingen, in overeenstemming met artikel 6bis, § 2.

Een vastbenoemd personeelslid dat in zijn ambt geen aantal lestijden heeft dat minstens gelijk is aan het aantal uren waarvoor hij in de inrichting waar hij aangesteld is wordt betaald, en die een aanvullende opdracht kreeg toegewezen in een of meerdere inrichtingen, behoudt op zijn verzoek deze aanvullende opdracht zolang :

- 1^o Hij in gedeeltelijk opdrachtverlies blijft;
- 2^o Deze aanvullende opdracht niet noodzakelijk is om de opdracht aan te vullen van een vastbenoemd personeelslid dat aangesteld, aangesteld in hoofdambt of aangesteld in bijambt is in de inrichting of er voorlopig of voor onbepaalde duur in actieve dienst teruggeroepen is.

Art. 47nonies. § 1. Wanneer een vastbenoemd personeelslid onder de voorwaarden bepaald in artikel 47septies met gedeeltelijk opdrachtverlies moet worden geplaatst of ter beschikking moet worden gesteld wegens ontstentenis van betrekking, wordt ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking of met gedeeltelijk opdrachtverlies geplaatst, het personeelslid met de kleinste dienstanciënniteit als personeelslid bedoeld in artikel 1, 1^{ste} lid.

§ 2. Voor de toepassing van § 1 wordt bij gelijke dienstanciënniteit, eerst het personeelslid met de kleinste ambtsanciënniteit ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking of met gedeeltelijk opdrachtverlies geplaatst, naargelang het geval.

Bij gelijke dienstanciënniteit en ambtsanciënniteit wordt naargelang het geval eerst het jongste personeelslid ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking of met gedeeltelijk opdrachtverlies geplaatst.

Art. 47decies. De berekening van de in artikel 47nonies bedoelde dienstanciënniteit gebeurt volgens de hieronder bepaalde regels:

- 1^o De diensten gepresteerd als tijdelijk personeelslid binnen een ambt met volledige prestaties komen in aanmerking voor een anciënniteit die gelijk is aan het aantal dagen geteld van het begin tot het einde van de doorlopende activiteitsperiode, met inbegrip, als ze tot die periode behoren, van de ontspanningsverlofdagen alsmede de winter- en lentevakantie, de buitengewone verlofdagen, het verlof voor opvang met het oog op adoptie en pleegvoogdij en de moederschapsrust, respectievelijk bepaald in de artikelen 5 en 5bis, in hoofdstuk IIbis en in hoofdstuk XIII van het koninklijk besluit van 15 januari 1974; dat aantal dagen wordt vermenigvuldigd met 1,2;
- 2^o De effectieve diensten die niet als tijdelijk personeelslid gepresteerd zijn, binnen een ambt met volledige prestaties, worden per kalendermaand geteld; de diensten die niet over een volledige maand lopen, worden niet in aanmerking genomen;
- 3^o De toegelaten diensten gepresteerd tijdens de maand waarin het personeelslid voor het eerst wordt aangesteld in een andere hoedanigheid dan die van tijdelijk personeelslid, worden geacht als tijdelijk personeelslid gepresteerd te zijn;
- 4^o De effectieve prestaties in een ambt met onvolledige prestaties, dat minstens de helft van de voor een ambt met volledige prestaties vereiste prestaties omvat, worden in aanmerking genomen als prestaties verricht in een ambt met volledige prestaties;
- 5^o De duur van de diensten binnen een ambt met onvolledige prestaties, dat niet de helft van het aantal voor het ambt met volledige prestaties vereiste uren telt, wordt met de helft verminderd;
- 6^o Dertig dagen vormen een maand;
- 7^o De duur van de diensten gepresteerd in twee of meer gelijktijdig uitgeoefende ambten met volledige of onvolledige prestaties, mag nooit de duur van de diensten gepresteerd in een gedurende dezelfde periode uitgeoefend ambt met volledige prestaties overschrijden;
- 8^o De duur van de toegelaten diensten van het personeelslid mag voor een schooljaar nooit twaalf maanden overschrijden.

Voor de toepassing van dit artikel worden slechts de diensten die in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs gepresteerd worden als leermeester of leraar van de bedoelde godsdienst in aanmerking genomen.

Art. 47*undecies*. Voor de toepassing van de artikelen 47*nonies* en 47*decies*, worden de diensten gepresteerd binnen het ambt van leermeester godsdienst en/of leraar godsdienst in het onderwijs van de Duitstalige Gemeenschap gelijkgesteld met de diensten geleverd als personeelslid bedoeld in artikel 1, 1^{ste} lid.

Art. 47*dodecies*. § 1. Zodra een personeelslid ter beschikking wordt gesteld wegens ontstentenis van betrekking, brengt het inrichtingshoofd de Regering en de voorzitter van de bevoegde affectatiecommissie ervan op de hoogte.

Wanneer een personeelslid wegens ontstentenis van betrekking in zijn inrichting niet langer een aantal uren presteert gelijk aan het aantal uren waarvoor het personeelslid wordt betaald, brengt het inrichtingshoofd daar de Regering en de voorzitter van de affectatiecommissie op de hoogte van.

§ 2. Elk in een wervingsambt vastbenoemd personeelslid dat ter beschikking is gesteld wegens ontstentenis van betrekking, blijft ter beschikking van de Regering die naargelang het geval op eigen initiatief of op voorstel van de affectatiecommissie dit personeelslid voorlopig in actieve dienst kan terugroepen of op voorstel van de affectatiecommissie voor onbepaalde duur in actieve dienst kan terugroepen :

- 1° Allereerst voor elke tijdelijke aanstelling of toelating tot de stage;
- 2° Vervolgens in de door de tijdelijke personeelsleden beklede betrekkingen, overeenkomstig artikel 6*bis*, § 2;
- 3° Tenslotte, in betrekkingen bekleed door stagiairs, in omgekeerde volgorde van hun rangschikking, op voorwaarde dat het voorlopig of voor onbepaalde duur in actieve dienst teruggeroepen personeelslid in dezelfde zone als de stagiair ter beschikking werd gesteld wegens ontstentenis van betrekking.

Wanneer de volledig of gedeeltelijk door het minst batig gerangschikte tijdelijk personeelslid vrijgemaakte betrekking voor het in 1^{ste} lid bedoelde personeelslid een verplaatsing van meer dan vier uur met de gemeenschappelijke vervoermiddelen meebrengt, mag deze de terugroeping in actieve dienst weigeren. In dat geval wordt volledig of gedeeltelijk een einde gemaakt aan de prestaties van, in de eerste plaats, een ander niet gerangschikt tijdelijk personeelslid, vervolgens, van een ander in de tweede groep gerangschikt tijdelijk personeelslid en, bij ontstentenis daarvan, van het tijdelijk personeelslid van de eerste groep dat onmiddellijk beter gerangschikt is.

Het personeelslid dat een terugroeping in actieve dienst voor onbepaalde duur geniet, wordt de eerste dag van het schooljaar of academiejaar volgend op de vacantverklaring van een betrekking in zijn ambt in dezelfde inrichting gereffecteerd.

Het in het 1^{ste} lid bedoelde personeelslid wordt op zijn verzoek prioritair in actieve dienst teruggeroepen in een voorlopig beschikbare betrekking in zijn ambt binnen de inrichting waar hij zijn betrekking heeft verloren of waar hij ter beschikking gesteld is wegens ontstentenis van betrekking.

Tijdens de voorlopige terugroeping in actieve dienst en de terugroeping in actieve dienst voor onbepaalde duur geniet het personeelslid zijn activiteitswedde en worden de diensten die hij presteert met werkelijke diensten gelijkgesteld.

§ 3. Het in een wervingsambt vastbenoemd personeelslid dat ter beschikking is gesteld wegens ontstentenis van betrekking wordt door de Regering gereffecteerd op advies van de affectatiecommissie:

- 1° in de eerste plaats en bij voorrang op de tot de stage toegelaten personeelsleden, in definitief vacante betrekkingen bekleed door tijdelijke personeelsleden;
- 2° vervolgens, in definitief vacante betrekkingen bekleed door stagiairs, in omgekeerde volgorde van hun rangschikking, op voorwaarde dat het gereffecteerde personeelslid ter beschikking was gesteld wegens ontstentenis van betrekking in dezelfde zone als de stagiair.

Het personeelslid dat voorlopig in actieve dienst is teruggeroepen in een betrekking die minstens drie vierde van de lestijden omvat waarvoor hij betaald wordt, treedt in werking in de betrekking waarin hij wordt gereffecteerd slechts op eerstvolgend 1 juli op.

Het personeelslid dat een tijdelijke terugroeping in actieve dienst geniet voor onbepaalde duur wordt in dezelfde inrichting gereffecteerd op 1 september volgend op de vacature van een betrekking van zijn ambt.

De personeelsleden die tot de stage worden toegelaten en ter beschikking werden gesteld wegens ontstentenis van betrekking worden door de Regering op advies van de affectatiecommissie gereffecteerd in de definitief vacante betrekkingen bekleed door tijdelijke personeelsleden.

§ 4. Het personeelslid moet binnen de door de Regering gestelde termijn de betrekking bekleden die hem door reffectatie, voorlopige terugroeping in actieve dienst of terugroeping in actieve dienst voor onbepaalde duur is toegewezen. Als hij zonder geldige reden die betrekking niet bekleeft, wordt hij na tien dagen afwezigheid beschouwd als ontslagnemend.

Art. 47*terdecies*. § 1. Het personeelslid dat vastbenoemd wordt in een wervingsambt en ter beschikking gesteld wordt wegens ontstentenis van betrekking, dat noch gereffecteerd, noch tijdelijk teruggeroepen werd in actieve dienst, noch teruggeroepen in actieve dienst voor een onbepaalde duur in het ambt waarin hij vastbenoemd is, wordt tijdelijk teruggeroepen in actieve dienst in elke betrekking van een van de ambten van de personeelsleden bedoeld in artikel 1, 1^{ste} lid, waarvoor hij over het vereist bekwaamheidsbewijs beschikt.

Het personeelslid dat in actieve dienst teruggeroepen wordt bij toepassing van het 1^{ste} lid, behoudt het voordeel van de weddeschaal die hem toegekend wordt in functie van het ambt waarin hij vastbenoemd is.

§ 2. Het personeelslid dat in dienstactiviteit teruggeroepen is bij toepassing van § 1, kan antwoorden op een oproep tot de toelating tot de stage binnen een ambt waarin hij tijdelijk teruggeroepen is in dienstactiviteit, voor zover hij aan de in artikel 12 bedoelde voorwaarden voldoet.

Hij geniet de weddeschaal van zijn nieuwe ambt op de datum van zijn toelating tot de stage in dat ambt.

Voor de toepassing van § 1, 1^{ste} lid, worden de diensten gepresteerd tijdens de duur van de terugroeping in actieve dienst gelijkgesteld met diensten gepresteerd als tijdelijk personeelslid.

Art. 47*quaterdecies*. Elk vastbenoemd personeelslid dat ter beschikking werd gesteld wegens ontstentenis van betrekking en dat noch gereffecteerd, noch tijdelijk in actieve dienst, noch in actieve dienst voor een onbepaalde duur teruggeroepen kon worden, en dat op een werkaanbieding van een andere inrichtende macht antwoordt, blijft van rechtswege een wachtwedde genieten.

Onverminderd de toepassing van de bepalingen van het besluit van de Executieve van 11 september 1990 tot regeling van de toekenning van een toelage aan de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, die tijdelijk aangesteld worden in een beter bezoldigd ambt dan dat waarin zij vast benoemd zijn, blijft het bij het eerste lid bedoelde personeelslid van rechtswege een weddesubsidie genieten.

Onder voorbehoud dat hij jaarlijks zijn reffectatie aanvraagt in het door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijs en dat hij gevolg geeft aan elk voorstel tot reffectatie, tijdelijke terugroeping in actieve dienst of terugroeping in actieve dienst voor onbepaalde duur dat hem zou worden voorgelegd vóór 1 oktober van elk schooljaar, behoudt het personeelslid zijn vastbenoeming zolang hij een vastbenoeming niet bekomt bij de inrichtende macht die hem op basis van het 1^{ste} lid aangeworven heeft.

§ 2. Elk personeelslid dat tot de stage toegelaten is en ter beschikking gesteld is wegens ontstentenis van betrekking, dat niet gereffecteerd kon worden en dat op een werkaanbieding van een andere inrichtende macht antwoordt, blijft van rechtswege een wachtwedde genieten en geniet geen weddesubsidie.

Onder voorbehoud dat hij jaarlijks zijn reffectatie aanvraagt in het door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijs en dat hij gevolg geeft aan elk voorstel tot reffectatie, behoudt het personeelslid zijn benoeming in vast verband zolang hij een benoeming in vast verband niet bekomt bij de inrichtende macht die hem op basis van het 1^{ste} lid aangeworven heeft.

§ 3. De lestijden gedurende welke het personeelslid ter beschikking gesteld wordt wegens ontstentenis van betrekking en de bepalingen van § 1, 1^{ste} en 2^{de} lid, of § 2, 1^{ste} lid, geniet, schorten de terbeschikkingstellingstijd op voor de berekening van de wachtwedde.

Onderafdeling 3. Terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs.

Art. 47^{quindecies}. Artikel 167^{quater} van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 is van toepassing op de personeelsleden bedoeld in artikel 1, 1^{ste} lid, toegelaten tot de stage of vastbenoemd.

Onderafdeling 4. Terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden.

Art. 47^{sexdecies}. De artikelen 13 en 14 van het koninklijk besluit van 18 januari 1974 genomen ter uitvoering van artikel 164 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, zijn van toepassing op de tot de stage toegelaten of vastbenoemde personeelsleden bedoeld in artikel 1, 1^{ste} lid. »

Art. 179. Artikel 48 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 48. De personeelsleden bedoeld in artikel 1, 1^{ste} lid, tijdelijk aangesteld, tot de stage toegelaten of vastbenoemd, worden uit hun ambt ontheven, ambtshalve en zonder vooropzeg:

- 1° Als zij niet regelmatig tijdelijk aangesteld, tot de stage toegelaten of vastbenoemd zijn; in dat geval behouden de personeelsleden de rechten gebonden aan hun vorige regelmatige toestand;
- 2° Als zij niet meer aan de volgende voorwaarden voldoen:
 - a) Belg zijn of onderdaan zijn van een andere lidstaat van de Europese Unie, behoudens door de Regering te verlenen vrijstelling;
 - b) Zijn burgerlijke en politieke rechten genieten;
 - c) Aan de dienstplichtwetten voldaan hebben;
 - d) Van onberispelijk gedrag zijn;
- 3° Als zij, na een toegelaten afwezigheid, zonder geldige reden hun dienst niet hervatten en afwezig blijven gedurende een ononderbroken periode van meer dan tien dagen;
- 4° Als zij zonder geldige reden hun betrekking verlaten en gedurende een ononderbroken periode van meer dan tien dagen afwezig blijven;
- 5° Als zij, gereffecteerd, tijdelijk in actieve dienst teruggeroepen of voor onbepaalde duur in actieve dienst teruggeroepen, zonder geldige reden weigeren de door de Regering toegekende betrekking te bekleden;
- 6° Als zij zich bevinden in het geval waarin de toepassing van de burgerlijke en strafwetten de ambtsneerlegging met zich meebrengt;
- 7° Als zij lijden aan een vroegtijdige invaliditeit die onder de door de wet bepaalde voorwaarden behoorlijk is vastgesteld en waardoor zij niet meer in staat zijn hun ambt volledig, geregeld en onafgebroken uit te oefenen. ».

Art. 180. Artikel 49, 2°, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen:

« 2° de definitief vastgestelde arbeidsongeschiktheid: deze arbeidsongeschiktheid wordt vastgesteld door de vermelding in de beoordelingsstaat of in het inspectieverslag van het woord « onvoldoende » en dit gedurende twee opeenvolgende jaren vanaf zijn toekenning; ».

HOOFDSTUK II. — *Overgangs- en opheffingsbepalingen*

Art. 181. Elke doorlopende periode van dienstactiviteit, die door het tussen 1 oktober en 30 juni tijdelijk aangesteld personeelslid, vóór de inwerkingtreding van dit decreet, als personeelslid bedoeld in artikel 1, 1^{ste} lid, van hetzelfde besluit, en houder van het vereist bekwaamheidsbewijs voor het ambt (de ambten) waarin hij tijdelijk aangesteld is, gepresteerd wordt, wordt gelijkgesteld met een kandidatuur zoals bedoeld in artikel 5^{quater}, 3^{de} lid, van voornoemd koninklijk besluit van 25 oktober 1971.

Art. 182. De bepalingen van titel II van dit decreet zijn van overeenkomstige toepassing op de leraars godsdienst die de dag vóór hun inwerkingtreding vastbenoemd zijn in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde niet-universitair hoger onderwijs.

Art. 183. Opgeheven worden :

- 1° Het koninklijk besluit van 8 juli 1976 genomen voor de toepassing van artikel 45 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdiensten der onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 november 1998, bij het koninklijk besluit nr. 226 van 7 december 1983, bij het besluit van de Regering van 28 augustus 1995, bij de decreten van 24 juni 1996 en 4 februari 1997 en bij de besluiten van de Regering van 8 september 1997 en 8 juni 1999;
- 2° Het koninklijk besluit van 8 juli 1976 genomen voor de toepassing van artikel 40 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdiensten der onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juli 1982, de besluiten van de Regering van 8 september 1997 en 8 juni 1999 en het decreet van 8 mei 2003;
- 3° Het koninklijk besluit van 8 juli 1976 genomen voor de toepassing van artikel 42 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdiensten, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van 8 september 1997 en 8 juni 1999;
- 4° Het koninklijk besluit van 14 november 1978 houdende aanvulling van het koninklijk besluit van 8 juli 1976 genomen ter toepassing van artikel 45 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 8 juni 1999;
- 5° Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 december 1993 betreffende het ouderschapsverlof en het verlof om dwingende familiale redenen toegestaan aan personeelsleden die onderworpen zijn aan de bepalingen van het koninklijk besluit d.d. 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdiensten der onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van 8 september 1997 en 8 juni 1999 en bij het decreet van 8 mei 2003.

Art. 184. In afwijking van artikel 5*bis* van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdiensten der onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, wordt voor het schooljaar 2005-2006 de oproep tot kandidaten voor een tijdelijke aanstelling gestart in de loop van de maand maart.

Art. 185. In afwijking van artikel 5*sexies* van voornoemd koninklijk besluit van 25 oktober 1971 wordt, voor het schooljaar 2005-2006, het in artikel 5*quater* bedoelde klassemment bepaald op 1 mei 2006.

TITEL III. — Het gesubsidieerd vrij onderwijsnet

Art. 186. In het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs wordt een hoofdstuk VII*bis*, dat een artikel 70*bis* bevat, ingevoegd, luidend als volgt :

« Hoofdstuk VII*bis*. Bijzondere bepalingen betreffende de leermeesters godsdienst en leraars godsdienst van het niet-confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs.

Art. 70*bis*. Voor het geheel van de statutaire bepalingen van toepassing op de personeelsleden die hun ambt uitoefenen in het niet-confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs, wordt de anciënniteit verworven in een ambt van leermeester godsdienst of leraar godsdienst uitzonderlijk in aanmerking genomen voor de uitoefening van een ambt van leermeester godsdienst of leraar godsdienst. ».

TITEL IV. — Slotbepaling

Art. 187. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, op 10 maart 2006.

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs
en het Onderwijs voor Sociale promotie,
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente, Minister van Hoger onderwijs, Wetenschappelijk onderzoek
en Internationale betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice- President, Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
C. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

—
Nota's

(1) *Zitting 2005 – 2006*
Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 223 – 1.- Commissieamendementen, nr. 223 – 2.- Verslag, nr. 223 – 3.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming. Vergadering van dinsdag 7 maart 2006.